



Secrétariat du Conseil du Trésor



Comptes publics de l'Ontario

États des ministères
et annexes

2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Revenus et dépenses	
Détails des revenus	1-1
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-26
Section 2 – États financiers	
Ministères et bureaux de la direction	
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations.....	2-1
Affaires civiques et Multiculturalisme	2-9
Affaires francophones.....	2-21
Affaires municipales et Logement.....	2-29
Affaires rurales	2-45
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise.....	2-51
Bureau du Conseil des ministres	2-69
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-75
Cabinet du premier ministre.....	2-79
Collèges et Universitésm Excellence en recherche et Sécurité	2-83
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2-97
Développement et croissance économique du Nord	2-109
Éducation.....	2-121
Énergie at Mines.....	2-135
Environnement, Protection de la nature et Parcs.....	2-155
Finances	2-185
Infrastructure.....	2-211
Procureur général	2-233
Protection civile et Intervention en cas d'urgence.....	2-265
Richesses naturelles.....	2-273
Santé	2-291
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-321
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires.....	2-343
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement.....	2-359
Services aux aînés et Accessibilité	2-393
Soins de longue durée.....	2-405
Solliciteur général	2-413
Sport	2-453
Tourisme, Culture et Jeux.....	2-463
Transports.....	2-485
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2-517
Commission de régie interne	
Bureau de l'Assemblée législative	2-543
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	2-551
Bureau du directeur général des élections.....	2-557
Bureau du vérificateur général.....	2-563

TABLE DES MATIÈRES - Suite

Page

Section 2 – États financiers – Suite

Compte à fin designée	
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange.....	2-567
Normes de rendement à l'égard des émissions.....	2-568
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	2-569
Produits de la criminalité - échelle provinciale	2-570
Fonds réservés aux transports en commun.....	2-571

Section 3 – Annexes – Dette

Dette à long terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-4
Variation nette de la dette à court terme.....	3-9
Sommaire de l'encours de la dette	3-10
Encours de la dette	3-12
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-31

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements.....	4-1
Fonds et autre passif	4-14
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-21
Demandes à l'encontre de la Couronne	4-23
Pertes radiées des comptes	4-28
Remise de revenus	4-29

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les Comptes publics de la province de l'Ontario pour 2025-2026 comprennent le **Rapport annuel et les états financiers consolidés** et sont présentés en deux volumes :

Les **États des ministères et annexes** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Les Détails des paiements contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à www.ontario.ca/comptespublics; il suffit de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes. Ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DES ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes – Revenus et charges

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les six états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des charges et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des charges et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le Budget des dépenses ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « Sommaire des paiements de transfert d'une durée limitée et discrétionnaires »

Ce sommaire présente une liste détaillée des paiements de transfert et indique s'ils sont d'une durée limitée et s'ils sont discrétionnaires. Il présente les paiements de transfert par crédit et par poste, ainsi que les montants réels.

(e) « État des revenus »

Cet état présente les revenus perçus au cours de l'exercice selon les sources de revenus figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Tous les revenus perçus sont déposés dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des revenus qui figurent dans leurs états financiers.

(f) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) **Annexes de la dette**

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) **Annexes supplémentaires**

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne, les pertes radiées des comptes et les remises des revenus.

TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et que des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2025-2026 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de charges qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

CHARGES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paielements de transfert

Cette catégorie comprend les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux; les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIF

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Stock détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière, comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples, comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, p. ex., la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Sites d'enfouissement

Également appelés « lieux d'élimination des déchets » dans la *Loi sur la protection de l'environnement*, il s'agit de zones définies de terrain ou d'excavation qui ont été achetées/acquises/aménagées et qui sont destinées à recevoir des déchets. Les déchets peuvent inclure des déchets solides non dangereux, des déchets ménagers, des déchets commerciaux solides, des boues non dangereuses et des déchets industriels solides.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.ontario.ca/fr/page/budget-de-lontario-editions-anterieures.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le président du Conseil du Trésor, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site [Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances](http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances).

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.ontario.ca/fr/page/comptes-economiques-de-lontario.

NOTA

This publication is available in English and French.

www.ontario.ca/publicaccounts

Le présent document est publié en français et en anglais.

www.ontario.ca/comptespublics

Section 1

Annexes – revenus et charges (non auditées)

DÉTAILS DES REVENUS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

La présente annexe établit le sommaire des sources de revenus de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des revenus perçus par les différents ministères.¹

	2026	Chiffres retraités ² de 2025
	\$	\$
REVENUS FISCAUX		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	57 001 868 438	55 701 272 496
Taxe de vente.....	39 316 547 387	39 362 809 063
Impôt des sociétés.....	28 278 205 022	27 756 561 299
Impôt-santé des employeurs.....	8 334 553 438	7 844 641 578
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 981 730 801	5 887 683 169
Contribution-santé de l'Ontario.....	5 157 927 712	5 220 671 595
Droits de cession immobilière.....	3 393 446 455	3 736 044 471
Taxe sur l'essence.....	1 740 621 106	1 719 201 677
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).....	843 532 000	53 830 000
Taxe sur le tabac.....	683 151 376	692 985 928
Taxe sur les carburants.....	522 073 386	513 544 281
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux.....	465 192 881	529 858 346
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis.....	412 273 261	389 745 770
Impôt sur l'administration des successions.....	369 667 531	346 102 959
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	211 585 389	221 089 376
Impôt sur les bénéfices miniers.....	127 964 685	201 649 731
Droit d'accise sur les produits du vapotage.....	123 813 682	74 813 410
Impôt foncier provincial.....	36 937 808	39 329 219
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.....	4 305 470	4 053 592
Taxe sur le pari mutuel.....	3 221 542	3 434 547
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i>	2 349 597	1 888 737
TOTAL DES REVENUS FISCAUX.....	153 010 968 965	150 301 211 244

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2025-2026 ont été réduits de 651 012 836 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables :

La Section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

² Les résultats réels pour 2024-2025 sont retraités afin d'éliminer les soldes de revenus et de charges interentités sur l'impôt-santé des employeurs.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

Pour 2026, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 53 891 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 53 891 \$ et jusqu'à 107 785 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 107 785 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2025, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 52 886 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 52 886 \$ et jusqu'à 105 775 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 105 775 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2024, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 51 446 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 51 446 \$ et jusqu'à 102 894 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 102 894 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., montant de base, conjoint, frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2026, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 818 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 7 446 \$. En 2025, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 710 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 7 307 \$. En 2024, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 554 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 7 108 \$.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2026, le montant déterminant de base est de 300 \$, auquel on ajoute 554 \$ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge. Pour 2025, le montant déterminant de base est de 294 \$, auquel on ajoute 544 \$ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge. Pour 2024, le montant déterminant de base est de 286 \$, auquel on ajoute 529 \$ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province selon une formule de répartition des revenus. L'Ontario perçoit également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 2 574 181 634 \$ en 2025-2026 et de 2 610 973 671 \$ en 2024-2025.

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement, réduit à 2,2 % à compter du 1^{er} juillet 2026. Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associés, ayant un capital imposable de plus de 10 millions de dollars, et éliminé entièrement si un capital imposable de 50 millions de dollars a été utilisé au Canada l'année précédente. La province perçoit également un impôt

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS correspond à l'excédent de 2,7 % du revenu net ajusté d'une société à des fins comptables sur l'IRS à payer.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs (ISE) est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le seuil d'exonération de l'impôt-santé des employeurs pour 2026 est de 1 million de dollars. En 2021, le gouvernement de l'Ontario a rendu permanente la hausse temporaire de l'exonération qu'il avait accordée en 2020 pour faire passer celle-ci de 490 000 \$ à 1 million de dollars. L'exonération sera rajustée pour tenir compte de l'inflation, au moyen de l'indice des prix à la consommation, le 1^{er} janvier 2029, et tous les cinq ans par la suite. En règle générale, les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 5 000 000 \$ ne sont pas exonérés de l'impôt-santé.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation élémentaire et secondaire. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immeubles. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,153 % pour les biens résidentiels en 2025. Les taux pour les biens commerciaux et industriels, les pipelines et les décharges sont établis pour chaque municipalité de palier supérieur et à palier unique. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués sont présentés en chiffres nets après déduction de crédits d'impôt fonciers et de subventions représentant 1 468 816 004 \$ en 2025-2026 et 1 458 807 968 \$ en 2024-2025. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

La Contribution-santé de l'Ontario (CSO) aide le gouvernement à investir dans le système de santé de la province. L'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario et n'est pas destiné à une fin déterminée d'avance. Les revenus générés par la CSO ont diminué de 63 millions de dollars, passant de 5 221 millions de dollars en 2024-2025 à 5 158 millions de dollars en 2025-2026. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 5 867 millions de dollars pour se chiffrer à 97 497 millions de dollars, par rapport aux 91 631 millions de dollars affichés en 2024-2025.

En 2025-2026, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 5 158 millions de dollars, ce qui représente 5,3 % des charges totales de 97 497 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. En comparaison, ces revenus avaient atteint 5 221 millions de dollars ou 5,7 % des charges de 91 631 millions de dollars en 2024-2025. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO pourraient soutenir des investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien qui serait accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2024-2025 et en 2025-2026 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario pourrait appuyer les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs		
(en millions de dollars)	2025-2026 5,3 %	2024-2025 5,7 %
Hôpitaux	1 501	1 553
Assurance-santé de l'Ontario	1 270	1 268
Soins à domicile et en milieu communautaire et services de santé mentale et de lutte contre les dépendances	535	536
Foyers de soins de longue durée	468	478
Programmes de médicaments de l'Ontario	356	373
Santé publique, traitement et dépistage du cancer, et autre	1 028	1 012
Total	5 158	5 221

La Contribution-santé de l'Ontario (CSO) est payée par les particuliers qui résident en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$. Depuis 2024, les particuliers qui paient de l'impôt sur un revenu fractionné doivent ajouter leur revenu fractionné à leur revenu imposable lorsqu'ils calculent leur CSO.

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement, de 1 % du montant de plus de 55 000 \$ jusqu'à 250 000 \$ inclusivement, de 1,5 % du montant de plus de 250 000 \$ jusqu'à 400 000 \$ inclusivement, et de 2 % du montant de plus de 400 000 \$. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 \$ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 \$. Un impôt supplémentaire sur la spéculation pour les non-résidents s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis. Depuis le 25 octobre 2022, le taux de l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents est passé de 20 % à 25 %. Les conventions d'achat-vente exécutoires conclues avant le 25 octobre 2022 pourraient faire l'objet de dispositions d'allègement transitoires.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de la taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre (réduit temporairement à 9 cents le litre du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2025). Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre, sauf dans le Nord de l'Ontario (régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming), où la taxe est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est préperçue par les percepteurs et importateurs enregistrés. La taxe sur l'essence est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 18,475 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de la taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre (réduit temporairement à 9 cents le litre du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2025). Le taux de la taxe sur les carburants est de 4,5 cents le litre pour le matériel ferroviaire. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats uniquement lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. La taxe de base sur la bière s'applique à la bière achetée directement par un consommateur dans un magasin de vente au détail sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie titulaire d'un permis ou au Beer Store. La taxe de base sur le vin s'applique au vin et au vin panaché achetés dans un magasin d'établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication. La taxe sur les spiritueux s'applique aux spiritueux et au vin panaché à base de spiritueux achetés sur place dans le magasin de vente au détail d'un fabricant de spiritueux.

Ontario Power Generation Inc. et ses filiales ainsi que les services municipaux d'électricité qui sont exonérés de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés doivent verser à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) les paiements tenant lieu d'impôt fédéral et provincial sur le revenu des sociétés. Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés* non exonérées.

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaire en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance par la Cour de l'Ontario d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire ou d'un certificat de petite succession (appelés tous les deux « certificat successoral »). Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1^{er} janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 \$ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 \$, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 \$.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de 10 ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés à l'extérieur des limites municipales selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Le droit d'accise sur le cannabis est perçu par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la *Loi sur les douanes* (Canada). Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 \$ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur, et pour le cannabis comestible, les extraits de cannabis et le cannabis pour usage topique, le taux du droit d'accise est de 0,01 \$ le milligramme de tétrahydrocannabinol (THC). Différents taux s'appliquent selon le type de produit. L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par une redevance sur le revenu brut (RRB) perçue sur le revenu brut des centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier de la RRB payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier de la RRB payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément d'utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel de 0,5 % est perçue sur tous les paris effectués en Ontario sur des courses de chevaux se déroulant en Ontario, ou se déroulant ailleurs mais diffusées en temps réel en Ontario; elle est prélevée par l'exploitant et reversée à la province.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la *Loi sur les mines*, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la loi, à un taux de 4 \$ l'hectare par année.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite
Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	21 380 547 760	20 363 244 280
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	6 809 527 000	6 611 407 000
Apprentissage et garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada.....	4 070 529 090	2 800 361 921
Priorités partagées en santé.....	1 070 736 197	1 204 087 473
Programmes d'infrastructure.....	937 366 736	1 124 318 747
Transferts directs aux organismes du secteur parapublic.....	715 304 445	690 634 957
Entente sur le développement du marché du travail.....	675 179 221	641 027 883
Péréquation.....	546 350 000	575 696 000
Vieillir dans la dignité.....	463 517 381	463 734 536
Accord sur les services sociaux dispensés aux Autochtones.....	359 657 624	338 407 208
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	280 203 560	280 319 658
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.....	223 672 222	209 798 014
Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares.....	178 127 962	178 378 775
Expansion du bilinguisme.....	159 130 093	150 515 830
Logement social.....	132 445 474	172 923 809
Aide juridique – Droit criminel.....	79 643 546	76 848 014
Justice pénale pour les adolescents.....	67 820 209	67 577 874
Partenariat canadien pour une agriculture durable.....	52 596 936	68 512 690
Aide financière aux études.....	32 531 485	32 449 004
Personnes gardées pour des raisons d'immigration.....	1 301 432	3 736 570
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	219	-
Autres.....	880 238 269	579 103 707
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	39 116 426 860	36 633 083 950

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire et aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

En mars 2022, l'Ontario a conclu avec le gouvernement fédéral l'Accord entre le Canada et l'Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada, qui offre un soutien financier de 2021-2022 à 2026-2027 afin de rendre les services de garde d'enfants de haute qualité plus abordables, accessibles et inclusifs pour les familles de l'Ontario.

L'accord bilatéral sur les priorités partagées en santé (« Accord entre le Canada et l'Ontario pour travailler ensemble pour améliorer les soins de santé pour les Canadiens ») soutient les initiatives provinciales en cours visant à améliorer les services de santé en Ontario, dont un meilleur accès aux services de santé familiale, l'augmentation du personnel de santé, l'amélioration des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, et l'élargissement de l'accès aux services de santé numériques. Depuis 2023-2024, cet accord bilatéral finance les services de santé mentale et de toxicomanie qui avaient été prévus dans le cadre des Accords bilatéraux de 2017 sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC), de la Stratégie nationale sur le logement, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux. Ces ententes soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, le logement abordable et les réseaux hydrographiques.

Les transferts directs aux organismes du secteur parapublic (hôpitaux, conseils scolaires, collèges et société d'aide à l'enfance) représentent le financement versé par le gouvernement fédéral à ces organismes pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et à long terme dispensés aux anciens combattants, les soins communautaires bonifiés pour le Nord de l'Ontario, les cours Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), l'aide à l'emploi et les programmes d'éducation postsecondaire.

Aux termes de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT), l'Ontario reçoit du financement pour la conception et la prestation des programmes d'emploi et de formation destinés aux participants (au sens de la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi du Canada*) et pour le financement de mesures de soutien destinées à aider les clients à trouver un emploi, à faciliter les partenariats du marché du travail et à soutenir les activités de recherche et d'innovation. L'EDMT est une entente continue. En mars 2026, le Canada et l'Ontario ont finalisé, dans le cadre de l'EDMT, un accord triennal, l'Initiative d'aide aux travailleurs en raison des droits de douane, qui vise à financer des mesures de soutien aux travailleurs des secteurs touchés par les droits de douane.

La péréquation est le programme de transfert du gouvernement du Canada destiné à remédier aux disparités fiscales entre les provinces. Les paiements de péréquation ne sont pas assortis de conditions; les provinces bénéficiaires sont libres de dépenser les fonds en fonction de leurs propres priorités.

L'accord bilatéral « Vieillir dans la dignité » soutient la continuité des services élargis de soins à domicile et en milieu communautaire, ainsi qu'une plus grande stabilité en matière de soins de longue durée et de normes. Depuis 2023-2024, l'accord sur « Vieillir dans la dignité » fournit des fonds pour les services à domicile et en milieu communautaire qui avaient été prévus dans le cadre des Accords bilatéraux de 2017 sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Le Protocole d'entente sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être ») est une entente bilatérale de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières Nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente reconnaît un engagement commun de l'Ontario et du Canada à fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent plus dans des réserves, jusqu'à un an après leur départ de la réserve, des services sociaux admissibles qui sont offerts à la population de la province qui ne vit pas dans des réserves. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour des services dans quatre secteurs de programmes énoncés dans l'entente, et fournis et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail), et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

L'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre finance la formation et le développement des compétences des Ontariennes et des Ontariens, y compris des compétences essentielles lorsque nécessaire, ainsi que les programmes pour les personnes handicapées, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes.

En juin 2017, l'Ontario a signé l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Le plan d'action de l'Ontario visé par l'Accord favorise un engagement partagé par le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral visant à investir dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants afin d'accroître la qualité, l'accessibilité, l'abordabilité, la souplesse et l'inclusivité en priorisant les enfants de 0 à 6 ans. Cet accord, qui a été renouvelé plusieurs fois, a été récemment prolongé jusqu'en 2030-2031.

L'accord sur la Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares, qui couvre la période de 2024-2025 à 2026-2027, est un accord bilatéral entre le gouvernement du Canada et la province de l'Ontario visant à investir dans l'amélioration de l'accès pour les résidents de l'Ontario aux médicaments nouveaux et existants contre les maladies rares, tout en soutenant le diagnostic précoce, le dépistage et de meilleurs cheminements cliniques pour les personnes atteintes d'une maladie rare.

Le financement du programme d'expansion du bilinguisme comprend les contributions du gouvernement fédéral pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Le Partenariat canadien pour une agriculture durable (PCA durable) est un accord quinquennal conclu entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour soutenir les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agricoles de l'Ontario en améliorant son rendement environnemental, l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des émissions de GES. Le PCA durable est entré en vigueur le 1^{er} avril 2023 et a remplacé le Partenariat canadien sur l'agriculture, en vigueur entre 2018-2019 et 2022-2023.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, notamment l'accord sur le Programme national d'alimentation scolaire, l'entente avec les Premières Nations visant le financement de la gestion des situations d'urgence, l'Entente cadre d'intégration des services de santé de la région de Weeneebayko, l'accord entre le Canada et l'Ontario pour la mise en œuvre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente, l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les anciens combattants, l'entente sur le contrôle des armes à feu, l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration et le fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
- b) subventions annuelles en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- c) intérêts sur le fonds des écoles publiques.

	2026 \$	2025 \$
DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT D'ORGANISMES DU SECTEUR PARAPUBLIC		
Hôpitaux.....	6 092 302 065	6 524 781 701
Conseils scolaires.....	1 867 170 513	1 784 424 282
Collèges.....	3 920 584 513	6 323 659 557
Sociétés d'aide à l'enfance.....	73 430 093	77 065 064
TOTAL – DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT D'ORGANISMES DU SECTEUR PARAPUBLIC.....	11 953 487 185	14 709 930 605

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires, des collèges et des sociétés d'aide à l'enfance (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public, comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
REVENUS D'ENTREPRISES PUBLIQUES		
Ontario Power Generation Inc.....	2 369 000 000	2 010 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	2 368 849 089	2 246 784 000
Régie des alcools de l'Ontario.....	1 809 096 000	2 170 701 000
Hydro One Limited.....	644 135 076	571 191 990
Jeux en ligne Ontario.....	284 318 000	218 692 000
Société ontarienne du cannabis.....	243 847 000	246 432 000
TOTAL DES REVENUS D'ENTREPRISES PUBLIQUES.....	7 719 245 165	7 463 800 990

Les revenus des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) organise et gère des jeux de hasard pour le compte de la province de l'Ontario, notamment les loteries, les jeux dans les établissements, et les jeux en ligne par l'entremise de son site OLG.ca.

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) achète des boissons alcoolisées (bière, vin, spiritueux) pour les revendre par l'entremise de son réseau de magasins de vente au détail d'alcool, et en gros. La LCBO agit à titre de grossiste exclusif pour les épicerie, les dépanneurs, les bars et les restaurants, ainsi que pour les autres titulaires de permis de vente d'alcool et ses comptoirs express. La LCBO fait l'essai des produits vendus et fixe les prix en fonction des prix que lui offrent ses fournisseurs d'alcool.

Les activités principales d'Ontario Power Generation Inc. (OPG) consistent à produire et à vendre de l'électricité. OPG possède et exploite des centrales nucléaires, hydrothermiques, thermiques, solaires et au gaz naturel en Ontario, et vend et achète sur les marchés interconnectés de l'électricité dans d'autres provinces canadiennes, ainsi que dans les régions du nord-est et du centre-ouest des États-Unis.

Les activités principales d'Hydro One Limited sont le transport et la distribution d'électricité aux clients de l'Ontario. Hydro One est le plus grand service de transport et de distribution d'électricité de l'Ontario et a l'obligation d'acheminer l'électricité de façon sécuritaire et fiable à environ 1,5 million de clients dans l'ensemble de l'Ontario. Cette société est réglementée par la Commission de l'énergie de l'Ontario.

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis (SOC), est le vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario et le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

Jeux en ligne Ontario organise et gère les jeux sur Internet et encourage le jeu responsable en Ontario en conformité avec la *Loi de 2024 sur Jeux en ligne Ontario*, le Code criminel (Canada) et la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, ainsi qu'aux règlements pris en application de ces lois. Jeux en ligne Ontario conclut des ententes d'exploitation avec des exploitants privés de jeux qui agissent en tant qu'agents uniquement pour exploiter en son nom des sites Web offrant des jeux en ligne aux joueurs de la province de l'Ontario.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

	2026	2025
	\$	\$
REVENUS D'INTÉRÊT ET DE PLACEMENTS		
Programme du Trésor.....	794 903 539	1 237 467 295
Organismes du secteur parapublic.....	629 583 802	894 560 606
Autres organismes publics	723 601 969	654 453 958
TOTAL DES REVENUS D'INTÉRÊT ET DE PLACEMENTS.....	2 148 089 310	2 786 481 859

Les revenus d'intérêt et de placements comprennent les intérêts tirés d'instruments financiers et les revenus générés par des placements de portefeuille.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

AUTRES REVENUS	2026 \$	2025 \$
Ventes et locations.....	1 597 160 369	1 629 876 759
Droits, permis et autorisations :		
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 201 123 207	1 232 173 663
Autres droits et permis :		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	89 150 880	63 041 283
Constitutions en société.....	34 860 852	32 261 065
Greffiers locaux.....	12 136 465	11 889 910
Revenus des jeux.....	3 867 882	3 525 727
Autres.....	1 518 353 387	1 489 861 709
Total des droits, permis et autorisations	2 859 492 672	2 832 753 357
Redevances :		
Redevances sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	126 044 889	127 094 811
Redevances - Teranet Polaris.....	45 947 045	44 888 557
Droits sur le bois de la Couronne.....	39 368 452	42 087 159
Autres redevances.....	81 035 394	82 661 100
Total, redevances.....	292 395 780	296 731 627
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	1 610 066 782	2 079 485 976
Remboursement de dépenses.....	1 118 953 626	1 072 954 731
Divers :		
Revenus de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité.....	275 122 769	260 678 300
Amendes et pénalités.....	133 323 420	98 921 497
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	42 800 000	40 470 000
Autres.....	1 452 681 383	4 738 620 996
Total, divers.....	1 903 927 572	5 138 690 792
TOTAL DES AUTRES REVENUS	9 381 996 801	13 050 493 242

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

Sous la rubrique « Ventes et locations » figurent le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière, de la location des terres de la Couronne et de la vente de biens et de services fournis par des institutions provinciales.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent principalement les droits d'immatriculation des véhicules ainsi que les droits associés à la validation des vignettes, aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation et ceux associés à la validation des vignettes des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule automobile sur une voie publique. Les droits associés aux conducteurs visent principalement l'examen de conduite, le permis de conduire et son renouvellement. Les droits des transporteurs comprennent principalement les droits d'immatriculation des conducteurs de véhicules utilitaires pour l'autorisation de conduire un véhicule utilitaire sur une voie publique.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières utilisées en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus au moment de l'enregistrement ou lorsqu'une recherche est effectuée.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus au moment de l'enregistrement ou lorsqu'une recherche est effectuée.

Les frais relatifs aux jeux perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatif, commercial et des jeux en ligne. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives ou religieuses admissibles.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les titulaires d'un bail pour l'exploitation de ressources hydroélectriques sont tenus d'acquitter une redevance d'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydroélectrique. Il s'agit de l'élément « utilisation d'énergie hydraulique » de la redevance sur le revenu brut (RRB), dont il est fait mention aux pages 1-5.

Redevances – Teranet Polaris – En 2003-2004, la province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet. En 2010-2011, elle a négocié la prolongation de l'entente initiale prise avec Teranet, ce qui a prolongé de 50 ans la période visée à l'origine par cette entente. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue de Teranet en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de l'exercice 2011-2012 à l'exercice 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1^{er} avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements, établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet, sont effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2025-2026, la province a déclaré un total de 45,9 millions de dollars (44,9 millions de dollars en 2024-2025) en revenus tirés de redevances de Teranet.

La province a monétisé les données du Registre des entreprises de l'Ontario (REO) en délivrant des licences à huit fournisseurs de services autorisés. Par l'entremise de contrats conclus entre la province et chaque fournisseur de services autorisé, la province accorde une licence limitée, non exclusive, incessible et non transférable pour accéder au REO par le biais d'une interface de programmation d'applications (API) et utiliser les informations et les données gouvernementales sous licence qu'il contient pour la fourniture et la livraison de produits et services gouvernementaux à ses fournisseurs de services. En contrepartie, les fournisseurs de services autorisés sont tenus de verser à la province une redevance de 5 % sur tous les revenus générés par la vente des produits à valeur ajoutée (PVA) qu'ils ont mis au point.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

La redevance « droits sur le bois de la Couronne » est une redevance forestière versée pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne en vertu de lettres patentes. Cette redevance est habituellement calculée au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, est établi comme prix minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2025-2026 étaient de 5,91 \$, 0,77 \$ ou 0,00 \$ (bioproduits seulement) le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,77 \$ le mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 6,14 \$ le mètre cube, selon les différents groupes d'essences et les secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2025-2026, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,77 \$, selon les groupes d'essences et l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$¹. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « amendes et pénalités » présente les sommes perçues pour les infractions aux lois, aux règlements et aux règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement, auprès des consommateurs d'électricité, du coût lié aux accords d'approvisionnement en électricité gérés par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

Les contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants en Ontario étaient à l'origine conclus avec l'ancienne société Ontario Hydro. Après la restructuration d'Ontario Hydro le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est devenue la société de contrepartie à ces contrats.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité* en tant que société indépendante sans but lucratif sans capital-actions. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. La SIERE est chargée d'assurer l'exploitation et la fiabilité du réseau d'électricité de la province, d'équilibrer l'offre et la demande sur le marché de gros et de réguler l'acheminement de l'électricité dans tout le réseau de transport. Ses revenus proviennent principalement des droits approuvés par la CEO perçus pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau contrôlé par la SIERE.

¹ La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel les droits à l'IRF sont perçus au taux de 0,59 \$/m³ tout au long de l'exercice.

DÉTAILS DES REVENUS – Fin
Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	2026	2025
TOTAL DES REVENUS	223 330 214 286 \$	224 945 001 889 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Impôts et taxes	Gouvernement du Canada	Revenus tirés des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Ventes et locations
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	54 161 903	-	190 299	290 709	3 467
Bureau de l'Assemblée	-	-	-	-	-	72 252
Procureur général	-	109 928 766	209 000 000	87 410 517	176 784 060	125 483
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	615	1 784	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	591 630 300	-	32 539 235	1 590 277	111
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	50	-
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	112 746 037	-	696 568	2 518 536	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	1 510 261	71 727
Éducation	-	4 423 124 321	-	-	3 602 312	-
Protection civile et intervention d'urgence	-	215 218 485	-	1 145 158	-	-
Énergie et Mines	2 349 597	41 526 813	390 944 146	-	7 445 665	12 413 173
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	12 056 914	-	643 835	328 179 617	5 187
Finances	152 973 620 847	28 746 288 850	2 305 000 000	144 265 081	59 448 580	-
Affaires francophones	-	4 840 164	-	-	-	-
Santé	-	1 574 594 442	-	35 433 149	9 267 147	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	8 205	-
Infrastructure	-	120 969 823	-	141 283	33 376	107 014 660
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	884 463 783	-	264 500 509	24 049 153	667
Soins de longue durée	-	239 981 256	-	-	118 085	-
Affaires municipales et Logement	-	552 006 576	-	3 911 718	2 346 276	-
Richesses naturelles	-	22 270 766	-	11 118 227	10 901 689	13 985 043
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	-	250 000	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	-	-	-	8 401 816	204 774 454	9 133 275
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	335	-
Solliciteur général	-	60 264 267	-	474 869 348	17 461 158	3 505 296
Sport	-	1 128 228	-	-	83 300	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	163 500	2 448 960 243	-	194,783	1 670 584
Transports	382 044 817	375 720 676	-	-	1 255 895 502	12 607 098
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	122 388	30	-
Total avant la consolidation	153 358 015 261	38 143 085 871	5 353 904 389	1 065 389 747	2 106 755 344	160 608 022
Redressements de consolidation et autres	(347 046 296)	973 340 989	2 365 340 776	53 563 879	752 737 328	1 436 552 347
Selon les états financiers consolidés	153 010 968 965	39 116 426 860	7 719 245 165	1 118 953 626	2 859 492 672	1 597 160 369

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2026

Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Revenus d'intérêt et de placements	Total avant la consolidation	Redressements de consolidation, de reclassification et autres	Résultats après la consolidation	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	16 965 154	4 993 535	-	76 605 066	339 414 530	416 019 596	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	438 467	1 286 323	-	1 797 042	-	1 797 042	Bureau de l'Assemblée
-	6 087 748	277 152 519	-	866 489 093	507 154 652	1 373 643 745	Procureur général
-	-	9	-	2 408	-	2 408	Bureau du Conseil des ministres
-	-	1 793 148	-	1 793 148	-	1 793 148	Bureau du directeur général des élections
-	99 001 378	10 319 768	-	735 081 069	100 144 926	835 225 996	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 659 550	75 027	-	1 734 627	5 631 771	7 366 398	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	179 324 662	152 694 833	-	447 980 635	4 141 845 129	4 589 825 765	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
189 946	35 606 685	12 330 855	-	49 709 473	31 420 183	81 129 657	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	63 435 557	1 943 268	-	4 492 105 458	1 999 407 004	6 491 512 462	Éducation
-	751 368	334 829	-	217 449 840	-	217 449 840	Protection civile et intervention d'urgence
4 240 627	5 422 038	13 824 908	-	478 166 967	3 010 592 154	3 488 759 122	Énergie et Mines
-	7 635 317	5 298 004	-	353 818 873	505 703 338	859 522 211	Environnement, Protection de la nature et Parcs
45 947 045	83 847 481	40 208 441	794 903 539	185 193 529 864	214 687 054	185 408 216 918	Finances
-	74 626	-	-	4 914 790	-	4 914 790	Affaires francophones
-	1 098 185 191	3 197 128	-	2 720 677 057	6 928 704 154	9 649 381 211	Santé
-	6 448 745	1	-	6 456 951	-	6 456 951	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
-	58 494 903	63 854 830	-	350 508 875	232 055 093	582 563 968	Infrastructure
-	58 704 411	5 933 139	-	1 237 651 662	40 914 047	1 278 565 710	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	187 366 849	699 221	-	428 165 411	(158 913 652)	269 251 759	Soins de longue durée
-	9 681 636	22 674	-	567 968 881	-	567 968 881	Affaires municipales et Logement
170 196 515	73 515 969	18 154 903	-	320 143 111	159 693 037	479 836 148	Richesses naturelles
-	224 919	1 367 157	-	1 842 076	6 242 100	8 084 176	Développement et croissance économique du Nord
-	15 325	157 985	-	173 310	-	173 310	Ombudsman Ontario
109 648	7 556 605	2 527 578	-	232 503 377	19 082 824	251 586 201	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
-	816 139	21 418	-	837 892	-	837 892	Services aux aînés et Accessibilité
-	37 924 197	601 148	-	594 625 415	5 484 637	600 110 052	Solliciteur général
-	291 432	1 000	-	1 503 960	-	1 503 960	Sport
-	8 228 941	12 784	-	2 459 230 835	328 610 661	2 787 841 496	Tourisme, Culture et Jeux
-	54 367 322	54 510 222	-	2 135 145 637	932 023 873	3 067 169 510	Transports
-	1 581 150	398	-	1 703 965	-	1 703 965	Secrétariat du Conseil du Trésor
220 683 780	2 103 653 764	673 317 052	794 903 539	203 980 316 770			Total avant la consolidation
71 712 000	(493 586 982)	13 184 097 706	1 353 185 770		19 349 897 518		Redressements de consolidation et autres
292 395 780	1 610 066 782	13 857 414 759	2 148 089 310			223 330 214 287	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	94 944 123	15 593 276	2 563 331	28 984 329	1 257 178
Bureau de l'Assemblée	140 887 233	34 993 109	6 310 747	52 389 703	14 232 254
Procureur général	1 139 766 324	153 923 933	27 279 185	457 157 341	9 718 150
Bureau de la vérificatrice générale	18 131 895	4 599 861	203 172	6 684 052	1 235 828
Bureau du Conseil des ministres	60 165 101	7 932 854	689 125	7 431 129	842 505
Bureau du directeur général des élections	20 211 708	4 534 247	11 334	954 831	3 713
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	504 866 604	99 411 110	15 495 416	167 169 614	10 662 780
Affaires civiques et Multiculturalisme	22 699 728	3 197 432	271 018	8 639 670	64 077
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	44 298 108	6 677 693	985 116	23 264 869	91 950
Développement économique, Création d'emplois	60 268 719	8 773 272	1 846 560	58 784 189	689 768
Éducation	154 911 528	24 286 507	1 990 027	65 568 876	3 886 809
Protection civile et intervention d'urgence	23 408 858	3 199 232	932 855	234 245 831	1 376 203
Énergie et Mines	64 895 133	10 025 864	1 629 656	153 243 643	1 693 639
Environnement, Protection de la nature et Parcs	203 234 521	32 524 650	2 454 848	206 375 630	8 690 428
Finances	131 299 045	20 318 026	3 924 122	226 401 964	2 159 256
Affaires francophones	3 243 681	474 481	92 932	5 596 892	15 378
Santé	297 615 584	53 573 557	8 632 002	186 105 144	1 742 473
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	21 477 009	2 974 747	617 150	17 009 005	293 156
Infrastructure	51 632 403	7 243 370	155 400	704 871 531	1 831 161
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	266 006 369	43 312 107	3 863 468	83 549 078	2 755 862
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 920 208	207 552	24 526	301 017	42 902
Soins de longue durée	80 659 033	13 331 617	2 734 109	18 345 220	144 441
Affaires municipales et Logement	54 202 082	8 335 256	507 281	15 265 608	145 278
Richesses naturelles	278 472 556	47 427 081	13 366 964	390 809 735	43 204 734
Développement et croissance économique du Nord	14 813 906	2 212 604	501 545	28 237 832	146 153
Ombudsman Ontario	20 318 826	4 870 583	591 352	5 089 008	827 670
Bureau du premier ministre	1 997 927	86 232	37 883	268 731	41 038
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	615 280 936	94 898 245	26 295 027	610 566 041	22 505 020
Affaires rurales	4 630 027	669 077	122 914	1 147 424	43 584
Services aux aînés et Accessibilité	17 807 422	2 443 270	132 013	3 861 521	52 952
Solliciteur général	2 543 666 332	480 192 325	124 797 436	671 919 665	290 858 584
Sport	8 310 337	1 259 300	504 104	2 482 070	278 441
Tourisme, Culture et Jeux	43 803 866	6 684 971	611 732	17 370 471	2 072 034
Transports	267 795 689	24 122 554	18 002 364	976 866 268	33 630 280
Secrétariat du Conseil du Trésor	216 310 794	1 929 298 487	1 001 553	52 168 002	746 098
	7 493 953 615	3 153 608 480	269 178 266	5 489 125 932	457 981 776
Reclassification des charges	270 852 776	34 559 009	24 722 648	(341 071 372)	10 936 938
Total avant la consolidation	7 764 806 392	3 188 167 488	293 900 915	5 148 054 560	468 918 714
Redressements de consolidation et autres	54 323 697 066	13 227 405 756	508 943 495	13 775 573 395	12 360 959 449
Selon les états financiers consolidés	62 088 503 457	16 415 573 245	802 844 409	18 923 627 956	12 829 878 163

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ministère de l'Éducation, ministère du Solliciteur général et Secrétariat du Conseil du Trésor) et Architecture organisationnelle en matière d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE*

le 31 mars 2026

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation	Redressements de consolidation, de reclassification et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
660 949 562	115 662	804 407 463	293 521 876	1 097 929 339	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
633 676	-	249 446 722	(19 157 547)	230 289 174	Bureau de l'Assemblée
477 620 956	376 296 417	2 641 762 306	(8 767 171)	2 632 995 134	Procureur général
25 375	-	30 880 182	(415 424)	30 464 758	Bureau de la vérificatrice générale
-	-	77 060 713	(1 156 296)	75 904 417	Bureau du Conseil des ministres
-	56 263 089	81 978 922	(2 566 261)	79 412 661	Bureau du directeur général des élections
20 497 462 255	290 146 935	21 585 214 713	(198 568 594)	21 386 646 119	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
44 090 971	-	78 962 896	11 101 942	90 064 838	Affaires civiques et Multiculturalisme
9 438 232 984	55 670 339	9 569 221 059	4 368 366 726	13 937 587 785	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
1 748 754 147	46 692 938	1 925 809 594	2 187 191	1 927 996 785	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
41 861 700 536	10 123 977	42 122 468 260	188 333 874	42 310 802 134	Éducation
11 567 179	1 013 667	275 743 824	(447 962)	275 295 862	Protection civile et intervention d'urgence
7 454 006 174	652 297	7 686 146 406	312 203 345	7 998 349 752	Énergie et Mines
122 284 333	13 422 809	588 987 219	447 156 653	1 036 143 872	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 289 164 382	15 656 984 588	17 330 251 383	205 223 661	17 535 475 044	Finances
4 921 734	-	14 345 097	(134 449)	14 210 648	Affaires francophones
82 879 969 799	2 456 134	83 430 094 694	10 453 281 966	93 883 376 660	Santé
116 266 205	-	158 637 272	(1 487 003)	157 150 269	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 518 083 145	19 248 680	2 303 065 691	1 031 248 098	3 334 313 788	Infrastructure
1 561 058 390	8 844 702	1 969 389 976	(330 254 121)	1 639 135 856	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	2 652 004	(36 084)	2 615 920	Bureau du lieutenant-gouverneur
8 740 805 164	-	8 856 019 584	(5 241 908 630)	3 614 110 954	Soins de longue durée
1 807 127 132	904 132	1 886 486 769	(3 032 132)	1 883 454 637	Affaires municipales et Logement
99 474 068	60 431 550	933 186 688	120 572 276	1 053 758 964	Richesses naturelles
351 281 099	484 063 818	881 256 956	2 540 768	883 797 724	Développement et croissance économique du Nord
-	-	31 697 439	(2 207 846)	29 489 592	Ombudsman Ontario
-	-	2 431 811	(210 583)	2 221 228	Bureau du premier ministre
235 759 952	62 012 574	1 667 317 795	(49 046 926)	1 618 270 869	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
3 407 359	-	10 020 384	(78 796)	9 941 589	Affaires rurales
137 062 886	162 870	161 522 934	(336 055)	161 186 879	Services aux aînés et Accessibilité
681 342 203	223 377 615	5 016 154 161	(425 864 108)	4 590 290 054	Solliciteur général
153 762 146	-	166 596 399	(155 292)	166 441 107	Sport
1 497 717 363	6 490	1 568 266 927	364 533 130	1 932 800 057	Tourisme, Culture et Jeux
12 895 670 548	1 515 819 295	15 731 906 998	(7 294 882 564)	8 437 024 434	Transports
1 000 000	11 405 321	2 211 930 255	65 500 629	2 277 430 885	Secrétariat du Conseil du Trésor
196 291 201 725	18 896 271 700	232 051 321 495	4 285 058 292	236 336 379 787	
-	-	-	-		Reclassification des charges
196 291 201 725	18 896 271 700	232 051 321 495	-	-	Total avant la consolidation
(99 457 370 747)	9 545 849 879		4 285 058 292		Redressements de consolidation et autres
96 833 830 978	28 442 121 579		-	236 336 379 787	Selon les états financiers consolidés

¹ Les charges totales désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2025-2026 a été publié.

² Les chiffres réels des ministères pour 2025-2026 ont été rajustés de façon à comptabiliser l'augmentation du passif ou des passifs éventuels. Les ministères n'ont pas pu imputer ces montants à un crédit pour l'exercice 2025-2026, mais demanderont le crédit nécessaire pour l'exercice 2026-2027.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	94 944 123	15 593 276	2 563 331	28 984 329	1 257 178
Bureau de l'Assemblée	140 887 233	34 993 109	6 310 747	52 389 703	14 232 254
Procureur général	1 139 766 324	153 923 933	27 279 185	457 157 341	9 718 150
Bureau de la vérificatrice générale	18 131 895	4 599 861	203 172	6 684 052	1 235 828
Bureau du Conseil des ministres	60 165 101	7 932 854	689 125	7 431 129	842 505
Bureau du directeur général des élections	20 211 708	4 534 247	11 334	954 831	3 713
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	504 866 604	99 411 110	15 495 416	167 169 614	10 662 780
Affaires civiques et Multiculturalisme	22 699 728	3 197 432	271 018	8 639 670	64 077
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	44 298 108	6 677 693	985 116	23 264 869	91 950
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	60 268 719	8 773 272	1 846 560	58 784 189	689 768
Éducation	154 911 528	24 286 507	1 990 027	65 568 876	3 886 809
Protection civile et intervention d'urgence	23 408 858	3 199 232	932 855	234 245 831	1 376 203
Énergie et Mines	64 895 133	10 025 864	1 629 656	73 924 462	1 691 343
Environnement, Protection de la nature et Parcs	203 234 521	32 524 650	2 300 485	93 926 923	6 785 641
Finances	131 299 045	20 318 026	3 924 122	226 401 964	2 159 256
Affaires francophones	3 243 681	474 481	92 932	5 596 892	15 378
Santé	297 615 584	53 573 557	8 632 002	186 105 144	1 742 473
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	21 477 009	2 974 747	617 150	17 009 005	293 156
Infrastructure	51 632 403	7 243 370	148 620	395 670 212	1 484 757
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	266 006 369	43 312 107	3 863 468	83 549 078	2 755 862
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 920 208	207 552	24 526	301 017	42 902
Soins de longue durée	80 659 033	13 331 617	2 734 109	18 345 220	144 441
Affaires municipales et Logement	54 202 082	8 335 256	507 281	15 265 608	145 278
Richesses naturelles	278 472 556	47 427 081	13 284 604	322 623 733	36 531 030
Développement et croissance économique du Nord	14 813 906	2 212 604	501 545	1 625 601	146 153
Ombudsman Ontario	20 318 826	4 870 583	591 352	5 089 008	827 670
Bureau du premier ministre	1 997 927	86 232	37 883	268 731	41 038
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	615 280 936	94 898 245	26 295 027	605 283 062	22 505 020
Affaires rurales	4 630 027	669,077	122 914	1 147 424	43 584
Services aux aînés et Accessibilité	17 807 422	2 443 270	132 013	3 861 521	52 952
Solliciteur général	2 543 666 332	480 192 325	124 797 436	635 634 373	290 198 484
Sport	8 310 337	1 259 300	504 104	2 482 070	278 441
Tourisme, Culture et Jeux	43 803 866	6 684 971	611 732	11 124 937	1 707 923
Transports	250 340 667	41 577 576	17 903 472	968 050 874	32 418 290
Secrétariat du Conseil du Trésor	216 310 794	1 929 298 487	1 001 553	52 168 002	746 098
	7 476 498 594	3 171 063 502	268 835 873	4 836 729 292	446 818 382
Reclassification des charges	270 852 776	34 559 009	24 722 648	(341 071 372)	10 936 938
Total avant la consolidation	7 747 351 370	3 205 622 510	293 558 521	4 495 657 921	457 755 320
Redressements de consolidation et autres	54 323 697 066	13 227 405 756	508 943 495	14 045 987 898	12 360 959 449
Selon les états financiers consolidés	62 071 048 436	16 433 028 267	802 502 016	18 541 645 818	12 818 714 769

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ministère de l'Éducation, ministère du Solliciteur général et Secrétariat du Conseil du Trésor) et Architecture organisationnelle en matière d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2026

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation, de reclassification et autres ²	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
636 917 540	115 662	780 375 440	303 836 000	1 084 211 440	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
633 676	-	249 446 722	(19 157 547)	230 289 174	Bureau de l'Assemblée
477 620 956	277 869 041	2 543 334 929	(11 360 996)	2 531 973 933	Procureur général
25 375	-	30 880 182	(415 424)	30 464 758	Bureau de la vérificatrice générale
-	-	77 060 713	(1 156 296)	75 904 417	Bureau du Conseil des ministres
-	56 263 089	81 978 922	(2 566 261)	79 412 661	Bureau du directeur général des élections
20 340 099 033	272 139 370	21 409 843 927	(120 994 222)	21 288 849 705	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
44 090 971	-	78 962 896	10 875 942	89 838 838	Affaires civiques et Multiculturalisme
8 997 003 017	54 845 626	9 127 166 379	4 110 554 731	13 237 721 110	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
1 748 754 147	46 692 938	1 925 809 594	2 187 191	1 927 996 785	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
39 164 479 774	-	39 415 123 521	712 229 676	40 127 353 198	Éducation
7 713 895	-	270 876 874	(447 962)	270 428 912	Protection civile et intervention d'urgence
7 078 925 894	5 580	7 231 097 933	274 696 159	7 505 794 092	Énergie et Mines
57 955 236	673 000	397 400 456	441 770 800	839 171 256	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 289 164 382	15 656 984 588	17 330 251 383	188 341 967	17 518 593 350	Finances
4 921 734	-	14 345 097	(134 449)	14 210 648	Affaires francophones
79 736 484 918	379 437	80 284 533 116	11 062 966 608	91 347 499 724	Santé
91 225 971	-	133 597 038	(1 487 003)	132 110 035	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
29 122 682	8 490 599	493 792 644	862 795 018	1 356 587 662	Infrastructure
1 491 024 119	2 136 373	1 892 647 376	(309 402 239)	1 583 245 136	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	2 652 004	(36 084)	2 615 920	Bureau du lieutenant-gouverneur
8 737 805 164	-	8 853 019 584	(5 238 908 630)	3 614 110 954	Soins de longue durée
1 290 577 611	299 733	1 369 332 849	(3 032 132)	1 366 300 717	Affaires municipales et Logement
94 518 232	5 332 471	798 189 707	123 533 535	921 723 242	Richesses naturelles
269 746 054	60 057 136	349 102 998	(17 155 105)	331 947 893	Développement et croissance économique du Nord
-	-	31 697 439	(2 207 846)	29 489 592	Ombudsman Ontario
-	-	2 431 811	(210 583)	2 221 228	Bureau du premier ministre
235 759 952	18 165 380	1 618 187 621	(39 909 308)	1 578 278 313	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
3 407 359	-	10 020 384	(78 796)	9 941 589	Affaires rurales
137 062 886	162 870	161 522 934	(336 055)	161 186 879	Services aux aînés et Accessibilité
641 735 581	64 462 665	4 780 687 195	(289 763 251)	4 490 923 945	Solliciteur général
74 614 153	-	87 448 405	(155 292)	87 293 114	Sport
1 456 014 020	6 490	1 519 953 939	343 087 689	1 863 041 627	Tourisme, Culture et Jeux
2 062 746 843	26 460 615	3 399 498 337	1 390 235 102	4 789 733 439	Transports
1 000 000	10 037 954	2 210 562 887	65 500 629	2 276 063 517	Secrétariat du Conseil du Trésor
176 201 151 176	16 561 736 418	208 962 833 236	13 833 695 567	222 796 528 803	
-	-	-	-	-	Reclassification des charges
176 201 151 176	16 561 736 418	208 962 833 236	-	-	Total avant la consolidation
(83 488 178 015)	2 854 879 918		13 833 695 567		Redressements de consolidation et autres
92 712 973 161	19 416 616 337		-	222 796 528 803	Selon les états financiers consolidés

¹ Les charges du FRC tiennent compte de l'affectation des crédits selon la structure des ministères qui était en place au moment où le budget des dépenses pour 2025-2026 a été publié.

² Les chiffres réels des ministères pour 2025-2026 ont été rajustés de façon à comptabiliser l'augmentation du passif ou des passifs éventuels. Les ministères n'ont pas pu imputer ces montants à un crédit pour l'exercice 2025-2026, mais demanderont le crédit nécessaire pour l'exercice 2026-2027.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Protection civile et intervention d'urgence	-	-	-	-	-
Énergie et Mines	-	-	-	79 319 181	2 296
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	154 362	112 448 707	1 904 788
Finances	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	6 780	309 201 319	346 404
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	82 359	68 186 002	6 673 705
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	26 612 231	-
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	-	-	-	5 282 979	-
Solliciteur général	-	-	-	36 285 293	660 101
Sport	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	6 245 534	364 112
Transports	17 455 022	(17 455 022)	98 892	8 815 394	1 211 990
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	17 455 022	(17 455 022)	342 393	652 396 640	11 163 394
Redressements de consolidation et autres	-	-	-	(270 414 502)	-
Selon les états financiers consolidés	17 455 022	(17 455 022)	342 393	381 982 137	11 163 394

On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – IMMOBILISATIONS *

le 31 mars 2026

Paielements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation	Redressements de consolidation, de reclassification et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
24 032 022	-	24 032 022	(10 314 124)	13 717 899	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	98 427 377	98 427 377	2 593 825	101 021 201	Procureur général
157 363 222	18 007 565	175 370 786	(77 574 372)	97 796 414	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	226 000	226 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
441 229 967	824 713	442 054 680	257 811 995	699 866 675	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
2 697 220 762	10 123 977	2 707 344 738	(523 895 803)	2 183 448 936	Éducation
3 853 283	1 013 667	4 866 950	-	4 866 950	Protection civile et intervention d'urgence
375 080 280	646 716	455 048 474	37 507 186	492 555 660	Énergie et Mines
64 329 097	12 749 809	191 586 763	5 385 853	196 972 616	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	16 881 694	16 881 694	Finances
3 143 484 881	2 076 697	3 145 561 578	(609 684 642)	2 535 876 936	Santé
25 040 234	-	25 040 234	-	25 040 234	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 488 960 463	10 758 081	1 809 273 047	168 453 079	1 977 726 126	Infrastructure
70 034 271	6 708 329	76 742 600	(20 851 881)	55 890 719	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
3 000 000	-	3 000 000	(3 000 000)	-	Soins de longue durée
516 549 522	604,398	517 153 920	-	517 153 920	Affaires municipales et Logement
4 955 836	55 099 079	134 996 980	(2 961 259)	132 035 721	Richesses naturelles
81 535 045	424 006 682	532 153 958	19 695 873	551 849 831	Développement et croissance économique du Nord
-	43 847 195	49 130 174	(9 137 618)	39 992 556	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
39 606 623	158 914 950	235 466 966	(136 100 857)	99 366 109	Solliciteur général
79 147 993	-	79 147 993	-	79 147 993	Sport
41 703 343	-	48 312 989	21 445 442	69 758 430	Tourisme, Culture et Jeux
10 832 923 705	1 489 358 680	12 332 408 662	(8 685 117 667)	3 647 290 995	Transports
-	1 367 368	1 367 368	-	1 367 368	Secrétariat du Conseil du Trésor
20 090 050 550	2 334 535 282	23 088 488 259	-	-	Total avant la consolidation
(15 969 192 733)	6 690 969 960		(9 548 637 275)		Redressements de consolidation et autres
4 120 857 817	9 025 505 243		-	13 539 850 984	Selon les états financiers consolidés

¹ Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2025-2026 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Au 31 mars 2026

Pour l'exercice clos le 31 mars	2026	2025
Fonds ontarien d'initiative		
Contributions des Ontariens ¹	217 339 \$	116 693 \$
	217 339 \$	116 693 \$

¹ Représente les paiements versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit ou de la dette.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET
DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS**

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-5
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-6
ÉTAT DES RECETTES.....	2-7

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA
RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>961 143 124</u>	Programme des affaires autochtones	<u>146 750 614</u>	<u>133 597 037</u>
<u>961 143 124</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>146 750 614</u>	<u>133 597 037</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>6 130 523</u>	Programme des affaires autochtones	<u>26 481 700</u>	<u>25 040 234</u>
<u>6 130 523</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>26 481 700</u>	<u>25 040 234</u>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET
DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES DE FONCTIONNE				PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES
1	116 820 900	(4 080 400)	112 740 500	Affaires autochtones..... 100 949 029
				Revendications territoriales et initiative
2	102 000	12 844 200	12 946 200	sur l'autonomie gouvernementale..... 12 867 945
4	15 886 000	2 692 900	18 578 900	Administration du ministère..... 16 463 988
				Traitement versé au ministre
				en vertu de la
L	47 841	0	47 841	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 70 725
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
				Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la
				pollution au mercure - Fiduciaire,
				<i>Loi de 1986 sur la convention de</i>
				<i>règlement relative à la contamination</i>
				<i>par le mercure du réseau</i>
L	2 420 000	0	2 420 000	<i>hydrographique English-Wabigoon</i> 3 245 350
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME DES
	135 293 914	11 456 700	146 750 614	AFFAIRES AUTOCHTONES..... 133 597 037

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA
RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES
				Programme d'immobilisations,
3	9 538 500	16 943 200	26 481 700	Affaires autochtones..... 25 040 234
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME
	9 538 500	16 943 200	26 481 700	DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 25 040 234

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations (AAREPN) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA
RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Administration du ministère (Poste 4)					
Traitements et salaires.....	5 938 795		Services.....		20 000
Avantages sociaux.....	826 691		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	344 423		Règlement des revendications		
Services.....	9 280 546		territoriales.....	12 847 945	12 847 945
Fournitures et matériel.....	73 533				<u>12 867 945</u>
	<u>16 463 988</u>		Crédits législatifs		
Affaires autochtones (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	15 467 489		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	2 148 055		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		70 725
Transports et communications.....	272 728		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la		
Services.....	7 708 459		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		0
Fournitures et matériel.....	219 622		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au		
Règlement des revendications			mercure - Fiduciaire, <i>Loi de 1986 sur la</i>		
territoriales.....	124 512		<i>convention de règlement relative</i>		
Fonds pour le renforcement des			<i>à la contamination par le mercure du</i>		
capacités et la croissance.....	2 689 932		<i>réseau hydrographique English-Wabigoon</i>		3 245 350
Fonds de développement			Autres opérations		
économique pour les			Créances irrécouvrables,		
Autochtones.....	10 681 495		<i>Loi sur l'administration financière</i>		0
Initiatives de partenariats					<u>3 316 075</u>
économiques et communautaires			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
avec les Autochtones.....	3 546 837		PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES		
Fonds pour la participation.....	8 298 645				<u><u>133 597 037</u></u>
Soutien relatif aux lieux de			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
sépulture des pensionnats			Programme d'immobilisations, Affaires autochtones (Poste 3)		
indiens.....	19 096 194				
Fonds de soutien aux collectivités			Paiements de transfert		
pour les négociations.....	13 674 635		Projets d'immobilisations dans le cadre des		
Fonds pour la participation à			partenariats économiques		
l'élaboration des politiques.....	2 860 426		et communautaires		
Fonds pour les nouvelles relations	14 160 000		avec les Autochtones.....	18 609 504	
	<u>75 132 676</u>		Programme de subventions pour		
	<u>100 949 029</u>		l'infrastructure des communautés		
			autochtones.....	6 430 730	
					<u>25 040 234</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
			PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES		
					<u><u>25 040 234</u></u>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET
DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
croissance	200101	Oui	Oui	2 689 932
Initiatives de partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	200101	Oui	Oui	3 546 837
Fonds de développement économique pour les Autochtones	200101	Oui	Oui	10 681 495
Règlement des revendications territoriales	200101	Non	Non	124 512
	200102	Non	Non	12 847 945
Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure – Fiduciaire, <i>Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English- Wabigoon</i>	200117	Non	Non	3 245 350
Fonds pour les nouvelles relations	200101	Oui	Oui	14 160 000
Fonds pour la participation	200101	Oui	Oui	8 298 645
politiques	200101	Oui	Oui	2 860 426
Fonds de soutien aux collectivités pour les négociations	200101	Oui	Oui	13 674 635
Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnats indiens	200101	Oui	Oui	19 096 194
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme de subventions pour l'infrastructure de	200103	Oui	Oui	6 430 730
Projets d'immobilisations dans le cadre des partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	200103	Oui	Oui	18 609 504
TOTAL				116 266 205

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA
RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Demande d'accès à l'information.....	8 205	6 903
	<u>8 205</u>	<u>6 903</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	6 448 745	6 069 682
DIVERS.....	1	320
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>6 456 951</u>	<u>6 076 905</u>

MINISTRY OF CITIZENSHIP AND MULTICULTURALISM

EXERCICE , 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-10
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	2-13
AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE.....	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-12
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-18
ÉTAT DES RECETTES.....	2-19

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
6 877 829	Administration du ministère	11 730 287	11 426 474
26 690 338	Direction générale de l'action contre le racisme	47 340 900	47 176 372
41 630 197	Affaires civiles, inclusion et patrim	20 839 400	20 360 051
75 198 364	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	79 910 587	78 962 897
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	0
0	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	0
0	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	8 451 800	3 197 300	11 649 100	Administration du ministère..... 11 336 429
				Traitement versé au ministre en vertu
S	47 841	0	47 841	de la Loi sur Conseil exécutif..... 67 088
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu
S	32 346	0	32 346	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 22 957
				Créances irrécouvrables,
S	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 11 426 474
	8 532 987	3 197 300	11 730 287	

Description du programme

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit une gamme complète de services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, comme les communications, la planification opérationnelle et financière, les ressources humaines, ainsi que les politiques ministérielles et la coordination.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4601

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Administration du ministère (poste 1)			Traitement versé au ministre en vertu de la	
Traitements et salaires.....	7 959 056		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	67 088
Avantages sociaux.....	1 068 503		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la	
Transports et communications.....	110 931		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 957
Services.....	2 158 910		Créances irrécouvrables,	
Fournitures et matériel.....	39 029		<i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>11 336 429</u>			<u>90 045</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Bureau principal			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u>11 426 474</u>
Traitements et salaires.....	2 033 778			
Avantages sociaux.....	241 188			
Transports et communications.....	54 128			
Services.....	116 004			
Fournitures et matériel.....	14 012			
	<u>2 459 110</u>			
Services financiers et administratifs				
Traitements et salaires.....	4 215 389			
Avantages sociaux.....	570 862			
Transports et communications.....	46 033			
Services.....	881 795			
Fournitures et matériel.....	18 068			
	<u>5 732 147</u>			
Services de communications				
Traitements et salaires.....	1 709 889			
Avantages sociaux.....	256 453			
Transports et communications.....	10 770			
Services.....	1 161 111			
Fournitures et matériel.....	6 949			
	<u>3 145 172</u>			

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits approuvés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME (DGAR)
1	49 565 300	(2 224 400)	47 340 900	DGAR..... 47 176 372
	49 565 300	(2 224 400)	47 340 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DGAR..... 47 176 372

Description du programme

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) dirige tous les efforts gouvernementaux de lutte contre la haine et le racisme. Elle s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, les décisions, les programmes et les services du gouvernement et à faire progresser l'équité raciale en Ontario pour les populations autochtones, noires et racisées ainsi que pour les communautés touchées par l'antisémitisme et l'islamophobie. La DGAR est déterminée à soutenir un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins, afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur des données probantes et la recherche. Étant responsable du Plan stratégique de l'Ontario contre le racisme, la DGAR exécute des initiatives axées sur la lutte contre le racisme et la haine et supervise la collecte de données sur la race par les services de police municipaux, les sociétés d'aide à l'enfance, les conseils scolaires de l'Ontario et les ministères et organismes gouvernementaux.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 4602

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) (poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 624 967
Avantages sociaux.....		798 937
Transports et communications.....		26 586
Services.....		3 226 673
Fournitures et matériel.....		4 420
Paiements de transfert		
Plan d'action pour la jeunesse.....	20 499 478	
Initiatives contre le racisme.....	<u>16 995 311</u>	
		<u>37 494 789</u>
		<u>47 176 372</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
POUR LA DGAR.....		<u><u>47 176 372</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE
1	19 478 500	1 360 900	20 839 400	Affaires civiles, inclusion et patrimoine 20 360 051
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....
	19 478 500	1 360 900	20 839 400	20 360 051
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 000	0	1 000	Affaires civiles, inclusion et patrimoine 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....
	1 000	0	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000	0	1 000	Affaires civiles, inclusion et patrimoine 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....)
	1 000	0	1 000	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les programmes de distinctions et de prix de la Division des affaires civiques, de l'inclusion et du patrimoine, offerts par le Secrétariat ontarien des distinctions et des prix, célèbrent et reconnaissent les réalisations exceptionnelles des Ontariens et encouragent la participation et l'engagement civiques. Le Secrétariat célèbre et reconnaît les réalisations exceptionnelles des Ontariens qui ont produit un effet positif dans leur collectivité et dans la province, tout en encourageant la participation civique et l'inclusion de toutes les cultures, commémorant l'histoire de l'Ontario et favorisant le leadership et le volontariat communautaires.

La division administre la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, pierre angulaire du cadre de protection du patrimoine de la province, et travaille avec les ministères partenaires, le secteur parapublic, les municipalités et les communautés autochtones pour assurer que le patrimoine culturel est pris en compte dans les autres processus que d'aménagement du territoire, la planification du logement et de l'infrastructure et la gestion des biens-fonds détenus par la province. De plus, en vertu de cette loi, la Division réglemente les archéologues et le ministère établit des normes pour la conservation des ressources archéologiques durant le processus d'autorisation visant l'aménagement et le développement du territoire. Le financement que le ministère accorde à la Fiducie du patrimoine ontarien est affecté à ce crédit.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE – CRÉDIT 4603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
Traitements et salaires.....		9 025 661
Avantages sociaux.....		1 329 993
Transports et communications.....		133 500
Services.....		3 254 087
Fournitures et matériel.....		20 628
Paiements de transfert		
Fiducie du patrimoine ontarien.....	4 489 700	
Soutien au secteur du patrimoine.....	2 106 482	
		<u>6 596 182</u>
		<u>20 360 051</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE..		<u>20 360 051</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Initiatives contre le racisme	460201	Oui	Oui	16 995 311
Soutien au secteur du patrimoine	460301	Oui	Oui	2 106 482
Fiducie du patrimoine ontarien	460301	Oui	Oui	4 489 700
Plan d'action pour la jeunesse	460201	Oui	Oui	20 499 478
TOTAL				44 090 971

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
DROITS, LICENCES ET PERMIS.....	50	0
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES ANTÉRIEURES.....	1 659 550	907 734
DIVERS		
Pénalités - intérêt.....	75 027	5 478
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 734 627	913 212

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-22
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	2-23
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-25
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-26
ÉTAT DES RECETTES.....	2-27

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

#VALUE!

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>13 791 554</u>	Programme des affaires francophones	<u>14 567 473</u>	<u>14 345 097</u>
<u>13 791 554</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>14 567 473</u>	<u>14 345 097</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES
1	11 301 100	3 250 200	14 551 300	Coordination des affaires francophones 14 322 139
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES..... 14 345 097
	11 317 273	3 250 200	14 567 473	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Programme des affaires francophones.. 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le ministère conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du ministère comprend les activités suivantes :

- la collaboration avec les ministères, les organismes et la Commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que ces services soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes;
- la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées;
- la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province;
- la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français;
- la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne et de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière de francophonie;
- la collaboration avec les ministères partenaires, les entreprises (y compris celles à vocation sociale) et les entrepreneurs francophones établis en Ontario, de même qu'avec les autorités législatives au Canada et à l'étranger, pour stimuler le développement économique francophone, ainsi que la surveillance de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES– CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Coordination des affaires francophones (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		3 220 723
Avantages sociaux.....		474 481
Transports et communications.....		92 932
Services.....		5 596 892
Fournitures et matériel.....		15 377
Paiements de transfert		
Programme d'appui à la francophonie ontarienne.....	2 999 816	
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario.....	276 918	
Soutien au développement économique à long terme pour les francophones.....	1 645 000	
		4 921 734
		14 322 139
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		22 958
		22 958
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) — PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES		14 345 097

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme d'appui à la francophonie ontarienne	130 101	Oui	Oui	2 999 816
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	130 101	Oui	Oui	276 918
Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	130 101	Oui	Non	1 645 000
TOTAL				4 921 734

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la Loi sur les services en français.....	4 840 164	5 324 025
Autre.....	0	35 000
	<u>4 840 164</u>	<u>5 359 025</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>74 626</u>	<u>27 398</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>0</u>	<u>10 000</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>4 914 790</u>	<u>5 396 423</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-30
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-31
ADMINISTRATIONS LOCALES	2-34
POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION.....	2-36
ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT.....	2-39
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-33, 2-38, 2-41
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-42
ÉTAT DES RECETTES.....	2-43
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-44

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 241 133	Administration du ministère	25 940 792	25 171 934
9 360 814	Administrations locales	8 420 500	7 793 258
29 355 673	Politiques de logement et planification	23 782 700	21 778 373
1 400 408 002	Activités relatives aux municipalités et au logement	1 321 840 300	1 314 589 283
1 463 365 622	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 379 984 292	1 369 332 848
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
276 696 262	Politiques de logement et planification	173 502 000	169 124 526
352 882 077	Activités relatives aux municipalités et au logement	348 312 800	348 029 394
629 578 339	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	521 815 800	517 153 920

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 709 200	1 144 200	25 853 400	Administration du ministère..... 25 028 116
				Traitement versé au ministre en vertu de
L	47 841	0	47 841	<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé au ministre associé
				en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 30 824
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 45 084
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>24 796 592</u>	<u>1 144 200</u>	<u>25 940 792</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 25 171 934
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Administration du ministère -
2	1 000	0	1 000	immobilisations..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants :

- orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) ainsi que les programmes organisationnels et les activités du ministère;
 - fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats;
 - surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère.
- Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	14 486 014		Traitements et salaires.....	1 630 658	
Avantages sociaux.....	1 999 923		Avantages sociaux.....	217 427	
Transports et communications.....	172 855		Transports et communications.....	13 998	
Services.....	8 301 791		Services.....	88 917	
Fournitures et matériel.....	67 533		Fournitures et matériel.....	2 656	
	<u>25 028 116</u>				<u>1 953 656</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	4 161 623		Transports et communications.....	10 942	
Avantages sociaux.....	542 964		Services.....	5 878 164	
Transports et communications.....	95 833		Fournitures et matériel.....	23 159	
Services.....	247 300				<u>5 912 265</u>
Fournitures et matériel.....	<u>30 293</u>		Systèmes informatiques		
	<u>5 078 013</u>		Services.....	<u>1 092 349</u>	
Services de communication					<u>1 092 349</u>
Traitements et salaires.....	3 868 316		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	569 574		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	24 071		Loi sur le Conseil exécutif.....		67 910
Services.....	512 947		Traitement versé au ministre associé en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	<u>5 694</u>		Loi sur le Conseil exécutif.....		30 824
	<u>4 980 602</u>		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services financiers et administratifs			vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		45 084
Traitements et salaires.....	4 825 417				<u>143 818</u>
Avantages sociaux.....	669 958		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
Transports et communications.....	28 011		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	482 114				<u><u>25 171 934</u></u>
Fournitures et matériel.....	<u>5 731</u>				
	<u>6 011 231</u>				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ADMINISTRATIONS LOCALES
7	12 169 700	(3 750 200)	8 419 500	Administrations locales 7 793 258
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
	12 170 700	(3 750 200)	8 420 500	ADMINISTRATIONS LOCALES..... 7 793 258

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et à leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ses activités incluent la surveillance des lois suivantes : Loi de 2001 sur les municipalités, Loi de 2006 sur la cité de Toronto, Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement, Loi de 1996 sur les élections municipales, Loi sur les conflits d'intérêts municipaux, Loi de 2006 sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, et des dispositions relatives aux outils financiers destinés aux infrastructures liées à la croissance, en vertu de la Loi sur l'aménagement du territoire.

Pour atteindre ses objectifs, le programme mène ses activités à l'échelle de l'administration publique et en partenariat avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et territoires, les municipalités, les entreprises, les organisations environnementales, les organisations non gouvernementales et les peuples autochtones pour faire progresser les priorités communes, comme la viabilité à long terme des municipalités et la prise de décisions fondées sur des données probantes. Cela inclut notamment la gestion des relations intergouvernementales avec le gouvernement fédéral dans le cadre d'ententes, telles que la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et le Fonds pour le développement des collectivités du Canada (FDCC).

Le programme renforce également les liens de la province avec les 444 municipalités de l'Ontario par la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	5 661 234
Avantages sociaux.....	857 557
Transports et communications.....	34 204
Services.....	1 231 144
Fournitures et matériel.....	9 119
	<u>7 793 258</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
ADMINISTRATIONS LOCALES.....	<u>7 793 258</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1908				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION
1	32 681 700	(8 900 000)	23 781 700	Politiques de logement et planification 21 778 373
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
	<u>32 682 700</u>	<u>(8 900 000)</u>	<u>23 782 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				POLITIQUES DE LOGEMENT ET
				PLANIFICATION..... 21 778 373
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	190 002 000	(16 500 000)	173 502 000	Politiques de logement et planification... 169 124 526
	<u>190 002 000</u>	<u>(16 500 000)</u>	<u>173 502 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
				POLITIQUES DE LOGEMENT ET
				PLANIFICATION..... 169 124 526

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des processus des administrations locales. Le ministère travaille à l'échelle de tout le gouvernement, en partenariat avec les municipalités, pour faire avancer les priorités communes comme la viabilité à long terme du secteur municipal et la prise de décision fondée sur des données probantes. Ses activités incluent la surveillance des lois suivantes : Loi sur l'aménagement du territoire, Déclaration provinciale sur la planification, Loi de 2005 sur la ceinture de verdure, Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario, Loi de 2005 sur les zones de croissance, Loi de 2011 sur les services de logement, Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation, Loi sur la location commerciale et Loi de 1992 sur le code du bâtiment.

Il inclut les activités qui suivent : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités d'améliorer les logements; travailler selon une approche horizontale pour diriger l'apport de modifications aux politiques et à la législation afin d'accroître et de maintenir l'offre de logements abordables et du marché et d'améliorer l'abordabilité globale des logements; soutenir des approches novatrices afin d'accroître l'offre de logements; et maintenir un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf.

En outre, ce travail inclut la surveillance de politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de la ceinture de verdure, le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges et le Plan de croissance du Nord de l'Ontario (avec le ministère du Développement et de la croissance économique du Nord). De plus, le programme soutient la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts tout en fournissant un cadre législatif pour la planification de l'aménagement du territoire et les approbations des demandes d'aménagement, notamment l'administration du Code du bâtiment de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION – CRÉDIT 1908

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de logement et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		15 562 859
Avantages sociaux.....		2 582 155
Transports et communications.....		92 152
Services.....		3 027 495
Fournitures et matériel.....		13 712
Paielements de transfert		
Fonds pour l'accélération		
de la construction.....	500 000	
		500 000
		<u>21 778 373</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		0
		<u>0</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
 POLITIQUES DE LOGEMENT		
 ET PLANIFICATION.....		<u>21 778 373</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques de logement et planification (Poste 3)		
Paielements de transfert		
Programme de logement à la portée du revenu.....		6 700 000
Fonds pour l'accélération de la construction.....		162 424 526
		<u>169 124 526</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
 POLITIQUES DE LOGEMENT		
 ET PLANIFICATION.....		<u>169 124 526</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1909				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT
				Activités relatives aux municipalités et
1	1 152 421 300	167 156 500	1 319 577 800	au logement..... 1 312 560 044
2	1 918 800	42 200	1 961 000	Location à usage d'habitation..... 1 729 506
				Intérêt de la dette,
L	300 500	0	300 500	Loi sur l'administration financière..... 299 733
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				ACTIVITÉS RELATIVES
				AUX MUNICIPALITÉS
	1 154 641 600	167 198 700	1 321 840 300	ET AU LOGEMENT..... 1 314 589 283
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Activités relatives aux municipalités et
4	342 840 400	4 834 900	347 675 300	au logement..... 347 424 996
				Activités relatives aux municipalités et au
				immobilisations, charges liées aux biens
5	1 000	0	1 000	immobilisés..... 0
				Amortissement,
L	636 500	0	636 500	Loi sur l'administration financière..... 604 398
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
				ACTIVITÉS RELATIVES
				AUX MUNICIPALITÉS
	343 477 900	4 834 900	348 312 800	ET AU LOGEMENT..... 348 029 394

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs de renforcer les administrations locales, de promouvoir des collectivités bien planifiées, sûres, complètes et prospères, et d'accroître l'offre de logements grâce à une collaboration directe avec les clients et fournisseurs de services de logement municipaux. Cela implique notamment : de collaborer avec les parties prenantes sur les possibilités d'améliorer l'administration locale, l'aménagement du territoire et le logement; de soutenir les municipalités, les gestionnaires des services municipaux, les fournisseurs de logements, les administrateurs de programmes autochtones et d'autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; et de soutenir les populations vulnérables par le biais de programmes de prévention de l'itinérance et de prestations de logement transférables. Ses principales priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi de 2001 sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement ainsi que des lois, règlements, politiques et programmes de paiements de transfert connexes; renforcer la capacité des municipalités à fournir des services efficaces qui répondent aux besoins locaux et à atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; et diriger le système provincial de guichet unique en matière d'aménagement du territoire afin de favoriser l'augmentation de l'offre de logements et les occasions de développement économique. En outre, ce programme fournit une aide provinciale à la reconstruction après une catastrophe et gère le programme de gestion des urgences du ministère, établi par décret. Pour atteindre ses objectifs, le programme offre une gamme complète de services : mise en œuvre des politiques et de la législation; gestion de l'information et production de rapports; conception et exécution de programmes; services de consultation et d'approbation; et financement des programmes.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

non vérifié

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fonds pour l'accélération de la construction	190801	Oui	Oui	500 000
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	190901	Oui	Non	1 717 800
Aide aux conseils d'aménagement	190901	Oui	Oui	346 500
Programme d'aide aux entreprises pour la reprise après une catastrophe	190901	Oui	Oui	920 866
Programmes relatifs au logement communautaire	190901	Oui	Oui	120 296 289
Programmes relatifs à l'itinérance	190901	Oui	Oui	676 277 812
Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	190901	Oui	Non	9 826 200
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	190901	Oui	Non	1 099 946
Programme d'aide aux municipalités suite à la tempête de verglas	190901	Oui	Oui	89 770 100
Stratégie nationale sur le logement	190901	Oui	Oui	355 633 429
tenant lieu d'impôt aux municipalités	190901	Oui	Non	97 732 818
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	190901	Oui	Oui	34 188 669
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	190901	Non	Non	9 517 572
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme de logement à la portée du revenu	190803	Oui	Oui	6 700 000
Fonds pour l'accélération de la construction	190803	Oui	Oui	162 424 526
Programmes relatifs au logement communautaire	190904	Oui	Oui	14 010 534
Programmes relatifs à l'itinérance	190904	Oui	Oui	24 607 467
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	190904	Oui	Non	2 119 257
Programme d'aide aux municipalités suite à la tempête de verglas	190904	Oui	Oui	694 900
Stratégie nationale sur le logement	190904	Oui	Oui	299 404 494
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	190904	Oui	Oui	6 588 344
TOTAL				1 914 377 523

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Financement de la Stratégie nationale sur le logement du Canada - (SCHL)...	423 030 718	591 667 000
Remboursement du logement social (C.M.H.C.).....	128 975 858	168 467 597
Gouvernement du Canada - Autres	0	(9 193) *
	<u>552 006 576</u>	<u>760 125 404</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement par le CMSMS du remboursement de la dette publique.....	3 444 528	7 083 627
Intérêt sur la dette publique.....	400 526	954 200
Rénovation urbaine.....	43 792	43 792
Syndicat/Association.....	22 872	13 255
Remboursements de dépenses - Autres.....	0	2 257 682
	<u>3 911 718</u>	<u>10 352 556</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 972 131	2 089 252
Évaluation de matériaux de construction.....	168 984	130 522
Droits pour les approbations d'urbanisme.....	188 655	62 518
Formation adm. code du bâtiment.....	5 611	34 372
Demande d'information FOI.....	10 875	10 555
Frais de demande de FOI.....	20	39
	<u>2 346 276</u>	<u>2 327 258</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>9 681 636</u>	<u>7 077 187</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêts.....	5 367	858
Autres.....	17 307	51 088
	<u>22 674</u>	<u>51 946</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>567 968 880</u>	<u>779 934 351</u>

* Revenu retourné au payeur

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

L'ÉTAT DU REMBOURSEMENT DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Aide aux crédits d'impôt municipaux et scolaires.....	600	2 700
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	600	2 700

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-46
PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES.....	2-47
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-49
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE.....	2-50

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
7 040 580	Programme des affaires rurales	13 589 814	10 020 385
<u>7 040 580</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>13 589 814</u>	<u>10 020 385</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Programme des affaires rurales	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
5001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES
1	19 269 400	(5 744 600)	13 524 800	Programme des affaires rurales..... 9 929 517
S	47 841	0	47 841	Traitement versé à la ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 67 910
S	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 22 958
S	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	19 334 414	(5 744 600)	13 589 814	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES..... 10 020 385
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Programme des affaires rurales..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

L'objectif consiste à mettre en œuvre un Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario (DCRO) modernisé, qui aide les communautés rurales et autochtones à éliminer les obstacles au développement économique, à attirer des investissements, à créer des emplois et à les conserver, à pourvoir les postes vacants et à favoriser la croissance économique. Le Programme de DCRO aide les régions rurales de l'Ontario à relever de nouveaux défis et à exploiter les nouvelles possibilités de croissance dans les domaines englobant le développement économique et les infrastructures communautaires, la main-d'œuvre et l'emploi, le logement et l'investissement dans les installations communautaires, le développement économique et l'innovation, le partage d'histoires de réussite, ainsi que le renforcement des capacités et de la résilience. Le Programme de DCRO crée également une plateforme où les communautés peuvent partager des histoires de réussite, favorisant la croissance et l'innovation dans des domaines où d'autres communautés n'ont peut-être pas progressé auparavant.

Le ministère dirige l'élaboration de politiques et de programmes pour les collectivités rurales, veille à ce que les intérêts ruraux soient pris en compte dans les politiques et les programmes à l'échelle du gouvernement, et favorise la croissance et les perspectives économiques afin d'offrir à la population une bonne qualité de vie.

Les Initiatives dans ce domaine soutiennent, dynamisent et renforcent les collectivités rurales de l'Ontario :

- en fournissant un financement axé sur le partage des coûts pour soutenir des activités qui créent des collectivités rurales solides en Ontario et ouvrent des portes au développement économique rural;
- en assurant le déploiement et la gestion de programmes stratégiques d'investissement pour soutenir l'amélioration des infrastructures économiques et le développement économique dans les communautés rurales de l'Ontario;
- en élaborant des politiques fondées sur des données probantes et en fournissant une analyse et des conseils stratégiques fondés sur des prévisions économiques et sectorielles à long terme pour divers domaines;
- en cernant les enjeux ruraux émergents et les occasions d'élaborer des réponses politiques et de programmes appropriées. Cela inclut les stratégies sectorielles de la chaîne de valeur et les programmes de soutien aux communautés rurales, l'attraction et la rétention des entreprises rurales, ainsi que le soutien d'une économie durable;
- en fournissant une perspective rurale et un soutien politique à d'autres ministères aux niveaux provincial et fédéral dans les domaines qui ont une incidence sur le mandat du ministère;
- en définissant les risques et en relevant les défis ou les obstacles qui freinent le secteur, et en soutenant les occasions de maximiser la compétitivité, la résilience et la croissance.

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES – CRÉDIT 5001

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme des affaires rurales (poste 1)		
Traitements et salaires.....		4 539 159
Avantages sociaux.....		669 077
Transports et communications.....		122 914
Services.....		1 147 424
Fournitures et matériel.....		43 584
Paielements de transfert		
Développement des collectivités		
rurales de l'Ontario.....	3 407 359	
		3 407 359
		9 929 517
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la		
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 910
Traitement versé à l'adjoint		
parlementaire en vertu de la		
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES.....		10 020 385

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario	500101	Oui	Oui	3 407 359
TOTAL				3 407 359

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-52
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-53
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-55
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-59
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	2-63
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-54, 2-58, 2-61
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-65
ÉTAT DES RECETTES.....	2-67
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-68

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 719 833	Administration du ministère	22 645 814	22 588 078
109 784 390	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	105 503 400	100 518 480
	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation		
523 837 727	et des bioproduits et collectivités rurales fortes	653 134 300	640 994 021
15 929 152	Élaboration des politiques	17 168 900	16 274 861
673 271 102	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	798 452 414	780 375 440
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 862 200	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	1 943 400
2 862 200	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	5 000 000	1 943 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 000	0
	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation		
5 000 000	et des bioproduits et collectivités rurales fortes	30 645 800	24 032 022
5 000 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	30 647 800	24 032 022
BIENS IMMOBILISÉS			
2 489 699	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000	2 143 794
2 489 699	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 500 000	2 143 794

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 126 900	(1 545 100)	22 581 800	Administration du ministère..... 22 497 210
				Traitement versé au ministre en vertu de la
L	47 841	0	47 841	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 588 078
	24 190 914	(1 545 100)	22 645 814	

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	14 055 743		Traitements et salaires.....	3 752 514	
Avantages sociaux.....	2 766 048		Avantages sociaux.....	564 474	
Transports et communications.....	383 904		Transports et communications.....	30 949	
Services.....	5 196 019		Services.....	643 790	
Fournitures et matériel.....	95 496		Fournitures et matériel.....	24 578	
	<u>22 497 210</u>				<u>5 016 305</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	3 034 072		Transports et communications.....	4 088	
Avantages sociaux.....	372 638		Services.....	3 479 098	
Transports et communications.....	127 631		Fournitures et matériel.....	13 353	
Services.....	222 819				<u>3 496 539</u>
Fournitures et matériel.....	22 594		Crédits législatifs		
	<u>3 779 754</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services opérationnels			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires.....	2 309 359				67 910
Avantages sociaux.....	360 082		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Transports et communications.....	203 701		en vertu de la		
Services.....	623 714		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Fournitures et matériel.....	20 407				<u>22 958</u>
	<u>3 517 263</u>				<u>90 868</u>
Planification des activités et services financiers			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
Traitements et salaires.....	2 977 626		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	410 411		DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	6 578				<u><u>22 588 078</u></u>
Services.....	111 189				
Fournitures et matériel.....	2 179				
	<u>3 507 983</u>				
Ressources humaines					
Traitements et salaires.....	1 982 172				
Avantages sociaux.....	1 058 443				
Transports et communications.....	10 957				
Services.....	115 409				
Fournitures et matériel.....	12 385				
	<u>3 179 366</u>				

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
				Amélioration de la santé publique et de
1	103 498 300	1 995 100	105 493 400	l'environnement..... 100 518 356
				Créances irrécouvrables,
L	10 000	0	10 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 124
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 100 518 480
	103 508 300	1 995 100	105 503 400	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Amélioration de la santé publique et de
2	5 000 000	0	5 000 000	l'environnement..... 1 943 400
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 943 400
	5 000 000	0	5 000 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
				Amélioration de la santé publique et de
4	1 000	0	1 000	l'environnement..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 0
	2 000	0	2 000	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Amélioration de la santé publique et de
3	2 500 000	0	2 500 000	l'environnement..... 2 143 794
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 2 143 794
	2 500 000	0	2 500 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise joue un rôle clé dans la protection de l'intérêt public en assurant la supervision de la sécurité alimentaire, de la santé animale et de la gestion des nutriments. Il travaille en partenariat avec le secteur agroalimentaire pour proposer des formations et un soutien aux programmes dans des domaines tels que la santé animale, le bien-être animal, la sécurité alimentaire, la traçabilité, la gestion des nutriments et les meilleures pratiques environnementales. En établissant des normes et des réglementations, le ministère favorise la sécurité alimentaire, la santé animale et végétale ainsi que la protection de l'environnement. Il gère la santé et le bien-être des animaux, la santé des végétaux et les pollinisateurs par le biais d'activités d'inspection, de surveillance et de suivi. De plus, le ministère renforce la sécurité alimentaire en mettant en œuvre le programme provincial d'inspection de la viande, des produits laitiers, des fruits et légumes et du poisson, et soutient la lutte contre les ravageurs et les maladies chez les végétaux et les animaux au moyen de formations, de conseils techniques et d'outils.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	40 167 857		Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	6 442 402		Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux,	
Transports et communications.....	1 457 287		<i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	1 943 400
Services.....	12 265 974		Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans	
Fournitures et matériel.....	808 553		les territoires non érigés en municipalités.....	0
Paielements de transfert				<u>1 943 400</u>
Programme d'infrastructure				
de drainage agricole.....	15 667 000		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -	
Partenariat canadien pour			PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ	
l'agriculture - contribution			PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	<u><u>1 943 400</u></u>
fédérale - santé publique et env.....	18 193 884			
Partenariat canadien pour -				
l'agriculture - contribution			BIENS IMMOBILISÉS	
provinciale - santé publique			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste3)	
et environnement.....	5 714 695		Logiciels d'application de gestion -	
Programme pour la croissance			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 143 794
communautaire.....	100 000			<u>2 143 794</u>
Accord Canada-Ontario concernant			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
les Grands Lacs.....	816 100		PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ	
Partenariats agroenvironnementaux			PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	<u><u>2 143 794</u></u>
pour le lac Simcoe.....	496 900			
	<u>40 988 579</u>			
	102 130 652			
Moins : recouvrements.....	1 612 296			
	<u>100 518 356</u>			
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 4)	
Autres opérations			Autres opérations.....	0
Créances irrécouvrables,				<u>0</u>
<i>Loi sur l'administration financière</i>	124			
	<u>124</u>			
			Crédits législatifs	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -			Autres opérations	
PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ			Amortissement,	
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	<u><u>100 518 480</u></u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				<u>0</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
			PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ	
			PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	<u><u>0</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
				RURALES FORTES
1	219 480 900	55 335 500	274 816 400	Développement économique..... 265 675 193
3	84 910 000	3 057 400	87 967 400	Recherche..... 86 456 247
				Paielements de transfert liés à la gestion
4	301 943 500	(12 600 000)	289 343 500	des risques des entreprises..... 288 747 042
				Paielements au titre des prêts
				bancaires garantis,
L	2 000	0	2 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables,
L	1 005 000	0	1 005 000	Loi sur l'administration financière..... 115 539
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉ
				RURALES ET FORTES.....
	607 341 400	45 792 900	653 134 300	640 994 021

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
				RURALES FORTES
				Charges d'immobilisations liées à
				l'agriculture, à l'alimentation et à
7	12 651 000	17 994 800	30 645 800	l'agroentreprise..... 24 032 022
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
	12 651 000	17 994 800	30 645 800	RURALES FORTES..... 24 032 022

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise soutient les secteurs agroalimentaire et agrocommercial de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en confirmant les priorités en matière de recherche; en concevant des pratiques exemplaires de gestion durable, de nouvelles technologies et des innovations et en encourageant leur adoption; en se chargeant de la surveillance de la santé animale et végétale, y compris l'atténuation des ravageurs et des maladies; en exécutant des programmes d'aide et de soutien sectoriels, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en surveillant les chaînes d'approvisionnement; en soutenant les investissements dans les secteurs rural, alimentaire et des boissons; en faisant la promotion de l'industrie agroalimentaire de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

non vérifié

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES - CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et à l'agroentreprise (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires		
d'hygiène vétérinaire et		
d'agroalimentaire.....	500 000	
Programme coopératif de		
doctorat en médecine		
vétérinaire.....	5 998 425	
Autres paiements de transfert.....	533 597	
Entretien et réparation de		
l'infrastructure de recherche.....	15 500 000	
Renouvellement de l'infrastructure		
de recherche.....	1 500 000	
		24 032 022
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
 SECTEURS DYNAMIQUES DE		
 L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET		
 DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS		
 RURALES FORTES.....		24 032 022

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	16 933 800	235 100	17 168 900	Élaboration des politiques..... 16 274 861
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				ÉLABORATION DES POLITIQUES.....
	16 933 800	235 100	17 168 900	16 274 861

Description du programme :

Le programme d'élaboration des politiques comprend la coordination et la mise au point de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Cela contribue à favoriser la croissance économique dans les secteurs agroalimentaire et de l'agroentreprise de l'Ontario, tout en assurant la sécurité et la surveillance du système agroalimentaire et des chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'en protégeant la capacité de production et la durabilité des richesses naturelles de l'Ontario. Le ministère défend les intérêts de l'Ontario en matière de politique commerciale en fournissant des conseils sur les négociations commerciales et l'accès aux marchés, en réalisant des analyses d'impact sur les questions commerciales, en planifiant et en organisant des missions commerciales vers des marchés cibles, ainsi qu'en défendant les intérêts de l'Ontario dans le secteur agroalimentaire. Le programme supervise également l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	12 946 450
Avantages sociaux.....	1 976 914
Transports et communications.....	124 937
Services.....	1 209 942
Fournitures et matériel.....	16 618
	<u>16 274 861</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	<u>16 274 861</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Agricorp	010804	Oui	Non	13 208 677
Programme d'infrastructure de drainage agricole	010701	Non	Oui	15 667 000
Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	010801	Oui	Oui	3 637 417
Agri-protection	010804	Non	Non	37 907 945
Agri-investissement	010804	Non	Non	21 100 000
Agri-stabilité	010804	Non	Non	34 469 500
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	010801	Oui	Oui	18 803 515
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	010701	Oui	Oui	18 193 884
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	010803	Oui	Oui	13 891 311
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution provinciale - santé publique et environnement	010701	Oui	Oui	5 714 695
Programme de protection financière et garanties d'emprunt	010804	Oui	Oui	55 000
Recherche sur l'innocuité des aliments	010803	Oui	Oui	280 180
Programme de santé mentale de l'Initiative pour le bien-être des agriculteurs	010801	Oui	Oui	543 300
Subventions tenant lieu d'impôt	010803	Oui	Non	1 250 000
Programme pour la croissance communautaire	010701	Oui	Oui	100 000
Programme pour la croissance communautaire	010801	Oui	Oui	4 634 258
Accord Canada-Ontario concernant les Grands Lacs*	010701	Oui	Oui	816 100
Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe*	010701	Oui	Oui	496 900
Programme ontarien de gestion des risques	010804	Non	Non	180 000 000
Fonds de promotion des vins de l'Ontario	010801	Non	Oui	186 897 707
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	010801	Non	Oui	11 836 437
Université de Guelph	010803	Oui	Oui	66 646 000
Programme d'incitatifs pour les vétérinaires	010801	Oui	Oui	90 195
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	010804	Non	Non	969 850
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	010804	Non	Non	1 036 070
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	010807	Oui	Non	500 000
Programme coopératif de doctorat en médecine vétérinaire	010807	Oui	Oui	5 998 425

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-26
				Dépenses réelles \$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Autres paiements de transfert	010807	Oui	Oui	533 597
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	0
Renouvellement de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	0
TOTAL				612,764,869

*Entièrement compensé par les recouvrements

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour une agriculture durable.....	52 596 935	68 512 690
Indemnisation des dommages causés par la faune.....	1 264 968	1 016 222
Agri-stabilité – administration.....	300 000	330 000
	<u>54 161 903</u>	<u>69 858 912</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>190 299</u>	<u>169 480</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>290 709</u>	<u>522 369</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>3 467</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>16 965 154</u>	<u>9 432 708</u>
DIVERS.....	<u>4 993 535</u>	<u>4 328 536</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>76 605 067</u>	<u>84 312 005</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Déventures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	1 999 105	2 013 602
Déventures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	6 081	18 192
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 005 186	2 031 794

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-70
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-71
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-72
ÉTAT DES RECETTES.....	2-73

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
66 681 875	Bureau du conseil des ministres	77 082 928	77 060 712
66 681 875	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	77 082 928	77 060 712

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
RECouvreMENTS DES DÉPENSES				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	73 676 300	2 950 600	76 626 900	Bureau principal..... 76 626 899
2	328 000	0	328 000	Leader parlementaire du gouvernement 321 561
				Traitements versés aux ministres en vertu de la
L	95 682	0	95 682	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 44 342
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES..... 77 060 712
	74 132 328	2 950 600	77 082 928	

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant les politiques et les stratégies de communication, en les coordonnant et en assurant leur suivi. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing et les communications internes afin de renforcer la culture et les capacités à l'échelle de l'organisation pour améliorer la communication et l'engagement au sein de la fonction publique de l'Ontario.

Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Le ministère de la Réduction des formalités administratives, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, pilote les efforts visant à réduire de manière significative les formalités administratives et à mettre en place un cadre réglementaire moderne afin d'aider les entreprises et les citoyens à prospérer. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Bureau principal (Poste 1)			Réduction des formalités administratives		
RECouvreMENTS DES DÉPENSES					
Traitements et salaires.....	59 772 862		Traitements et salaires.....	7 644 914	
Avantages sociaux.....	7 901 642		Avantages sociaux.....	1 000 761	
Transports et communications.....	688 696		Transports et communications.....	56 188	
Services.....	7 422 741		Services.....	2 904 140	
Fournitures et matériel.....	840 958		Fournitures et matériel.....	14 718	
	<u>76 626 899</u>				<u>11 620 721</u>
Bureau du Conseil des ministres			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	42 933 687		Traitements versés aux ministres en vertu de la		
Avantages sociaux.....	5 743 290		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 910
Transports et communications.....	448 234		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services.....	2 393 664		<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		44 342
Fournitures et matériel.....	722 456				<u>112 252</u>
	<u>52 241 331</u>				
Affaires intergouvernementales			Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	9 194 261		Traitements et salaires.....	279 987	
Avantages sociaux.....	1 157 591		Avantages sociaux.....	31 212	
Transports et communications.....	184 274		Transports et communications.....	428	
Services.....	2 124 937		Services.....	8 387	
Fournitures et matériel.....	103 784		Fournitures et matériel.....	1 547	
	<u>12 764 847</u>			<u>321 561</u>	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
			PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL		
			DES MINISTRES.....		<u>77 060 712</u>

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	1 784	1 251
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES.....	615	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	0	351 829
DIVERS.....	9	12
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	2 408	353 092

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-76
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-78

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 658 571	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 855 300	2 652 004
2 658 571	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 855 300	2 652 004

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	2 802 100	53 200	2 855 300	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 2 652 004
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 2 652 004
	<u>2 802 100</u>	<u>53 200</u>	<u>2 855 300</u>	

Description du programme

Le Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur fournit des services pour aider le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, communautaires et de représentation.

Le Programme assure des services qui aident le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, notamment la nomination du premier ministre, la nomination des ministres sur l'avis du premier ministre, la signature des décrets sur l'avis du Conseil des ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution de la Législature et l'octroi de la sanction royale aux projets de loi adoptés par l'Assemblée législative. Le Programme permet aussi au Bureau du lieutenant-gouverneur de planifier et de mettre en œuvre les nombreux programmes et activités entrepris par le lieutenant-gouverneur dans tout l'Ontario et ailleurs. Ces activités et programmes sont centrés sur la reconnaissance de l'excellence et des réalisations des Ontariennes et des Ontariens ainsi que sur la promotion de la réconciliation, de l'unité et de l'identité de la population. De plus, le Programme aide le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions liées à tous les aspects des programmes de distinctions de l'Ontario, notamment l'Ordre de l'Ontario, plusieurs prix et médailles de l'Ontario et divers prix du lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

For the year ended March 31, 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 920 208
Avantages sociaux.....	207 552
Transports et communications.....	24 525
Services.....	301 017
Fournitures et matériel.....	42 902
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	155 800
	<u>2 652 004</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) —	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	<u>2 652 004</u>

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-80
CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2-81
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-82

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 418 231	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 431 811
2 418 231	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 432 661	2 431 811

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE
1	2 326 800	0	2 326 800	Cabinet du Premier ministre..... 2 303 972
				Traitement versé au premier
				ministre en vertu de la
L	89 688	0	89 688	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 127 312
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 527
	2 432 661	0	2 432 661	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE..... 2 431 811

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 870 088
Avantages sociaux.....	86 232
Transports et communications.....	37 883
Services.....	268 731
Fournitures et matériel.....	41 038
	<u>2 303 972</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	127 312
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	527
	<u>127 839</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	<u>2 431 811</u>

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN
RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ**

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-84
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-85
PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	2-87
PROGRAMME DE RECHERCHE.....	2-91
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-86, 2-90
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-93
ÉTAT DES RECETTES.....	2-94
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-95

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
16 272 521	Programme d'administration du ministère	20 204 414	17 677 621
7 399 682 024	Programme d'éducation postsecondaire	8 953 971 300	8 928 175 467
169 688 858	Programme de recherche	184 504 600	181 313 291
7 585 643 403	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	9 158 680 314	9 127 166 379
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
380 722 876	Programme d'éducation postsecondaire	601 897 000	600 657 066
380 722 876	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	601 897 000	600 657 066
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
240 983 041	Programme d'éducation postsecondaire	309 543 300	308 475 780
131 368 800	Programme de recherche	149 578 900	133 578 900
372 351 841	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	459 122 200	442 054 680
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Programme d'éducation postsecondaire	205 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	205 000	0

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	16 124 100	4 015 300	20 139 400	Administration du ministère..... 17 564 627
				Traitement versé au ministre
				en vertu de la
L	64 014	0	64 014	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la
L	0	0	0	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 45 084
				Créances irrécouvrables - coûts
				administratifs
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
	16 189 114	4 015 300	20 204 414	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... 17 677 621

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère fournit l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité d'atteindre ses objectifs. Il assure des services d'administration et de soutien, notamment dans les domaines de la communication, de la coordination institutionnelle, des finances, des ressources humaines, des services juridiques et des technologies de l'information, nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	9 587 204		Traitements et salaires.....	2 753 388	
Avantages sociaux.....	1 494 507		Avantages sociaux.....	394 948	
Transports et communications.....	160 119		Transports et communications.....	13 072	
Services.....	6 283 582		Services.....	454 118	
Fournitures et matériel.....	39 215		Fournitures et matériel.....	5 943	
	<u>17 564 627</u>				<u>3 621 469</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	2 273 640		Services.....	1 216 600	
Avantages sociaux.....	337 650				<u>1 216 600</u>
Transports et communications.....	57 427		Systèmes informatiques		
Services.....	55 152		Transports et communications.....	2 077	
Fournitures et matériel.....	<u>14 465</u>		Services.....	<u>884 432</u>	
	<u>2 738 334</u>				<u>886 509</u>
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	3 689 950		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	641 231		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 910
Transports et communications.....	84 915		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services.....	3 515 459		en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	<u>18 626</u>		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		<u>45 084</u>
	<u>7 950 181</u>				<u>112 994</u>
Ressources humaines			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
Traitements et salaires.....	870 226		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	120 678		DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	2 628				<u><u>17 677 621</u></u>
Services.....	157 821				
Fournitures et matériel.....	<u>181</u>				
	<u>1 151 534</u>				

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
				Soutien aux collèges, aux universités
1	8 879 170 300	18 510 000	8 897 680 300	et aux étudiantes et étudiants..... 8 872 633 196
				Créances irrécouvrables - Prêts
				aux étudiants,
L	55 790 000	0	55 790 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 54 837 375
				Créances irrécouvrables - collèges
				et universités
L	500 000	0	500 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 8 251
				Fonds d'assurance pour l'achèvement de
				<i>la formation, Loi de 2005 sur</i>
				<i>les collèges d'enseignement</i>
L	1 000	0	1 000	<i>professionnel de l'Ontario.....</i> 696 645
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME D'ÉDUCATION
	8 935 461 300	18 510 000	8 953 971 300	POSTSECONDAIRE..... 8 928 175 467

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
				Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....
4	632 077 000	(30 180 000)	601 897 000	589 657 066
				Soutien aux collèges et aux universités - prêts.....
L	0	0	0	11 000 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....
	<u>632 077 000</u>	<u>(30 180 000)</u>	<u>601 897 000</u>	<u>600 657 066</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Soutien à l'éducation postsecondaire....
3	281 391 000	27 192 700	308 583 700	307 651 067
				Amortissement, Loi sur l'administration financière.....
L	959 600	0	959 600	824 713
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....
	<u>282 350 600</u>	<u>27 192 700</u>	<u>309 543 300</u>	<u>308 475 780</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
				Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....
6	3 501 000	(3 296 000)	205 000	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....
	<u>3 501 000</u>	<u>(3 296 000)</u>	<u>205 000</u>	<u>0</u>

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Description du programm

Le programme de l'éducation postsecondaire soutient les établissements et les étudiants afin de créer en Ontario un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible, financièrement viable et adapté. Il établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants. Il assure également la surveillance réglementaire et l'assurance de la qualité d'un éventail de programmes et d'établissements d'enseignement postsecondaire, en plus de soutenir des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie. Le programme s'inscrit dans le cadre des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles.

Les programmes et activités clés sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement; l'administration des paiements de transfert aux établissements postsecondaires; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation comme les ententes de mandat stratégiques bilatérales, qui prévoient la mise en œuvre du modèle de financement axé sur le rendement; l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones et francophones; la réglementation des collèges publics conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements privés et de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

Le ministère exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants admissibles dans des programmes d'études postsecondaires. De plus, le ministère propose des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide et d'encouragement comme la subvention ontarienne Apprendre et rester.

Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges d'enseignement professionnel, le ministère réglemente aussi les collèges d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes, et il administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements d'accepter des étudiants étrangers.

Le programme de l'éducation postsecondaire surveille également l'organisme Propriété intellectuelle Ontario (PIO) et la mise en œuvre d'autres initiatives liées à la propriété intellectuelle (PI) afin d'aider le secteur de l'enseignement postsecondaire.

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

non vérifié

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3005				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE
1	186 304 600	(1 800 000)	184 504 600	Soutien à la recherche..... 181 313 291
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
	186 304 600	(1 800 000)	184 504 600	PROGRAMME DE RECHERCHE..... 181 313 291
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	159 578 900	(10 000 000)	149 578 900	Soutien à la recherche..... 133 578 900
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
	159 578 900	(10 000 000)	149 578 900	PROGRAMME DE RECHERCHE..... 133 578 900

Description du programme :

Le programme de recherche soutient un solide écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario. Ce programme met à profit le financement fédéral, favorise la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis, soutient le développement des talents et promeut les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial avec d'autres administrations. Il met également en œuvre des politiques et des pratiques en matière de sécurité de la recherche afin de garantir que la recherche financée par des fonds publics serve les intérêts vitaux de l'Ontario et du Canada en matière de sécurité.

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de recherche (Poste 1)			Programme de recherche (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	3 188 357		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	382 306		Fonds pour la recherche	
Transports et communications.....	7 883		en Ontario - infrastructure de recherche.....	133 578 900
Services.....	96 559			<u>133 578 900</u>
Fournitures et matériel.....	1 986			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
Coûts de fonctionnement			PROGRAMME DE RECHERCHE.....	<u>133 578 900</u>
liés à la recherche.....	<u>177 636 200</u>			
	<u>177 636 200</u>			
	<u>181 313 291</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -				
PROGRAMME DE RECHERCHE.....	<u>181 313 291</u>			

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Mitacs	300201	Oui	Oui	10 800 000
Plan d'action en matière de santé mentale	300201	Oui	Oui	2 563 830
Total				13 363 830

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	26 000 611	26 000 611
Langues officielles dans l'enseignement.....	43 963 941	41 869 495
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	20 725 155	21 259 813
Subventions spéciales à des étudiants ayant		
des handicaps permanents.....	11 806 330	11 189 191
Priorités partagées en santé.....	10 250 000	0
	<u>112 746 037</u>	<u>100 319 110</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	<u>696 568</u>	<u>695 568</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel.....	1 659 525	1 552 624
Droits, permis et autorisations.....	382 906	0
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.....	476 000	118 000
Frais pour chèques refusés.....	105	420
	<u>2 518 536</u>	<u>1 671 044</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>162 762</u>	<u>660 944</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>179 324 662</u>	<u>115 774 526</u>
 DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	108 471 881	130 462 273
Autres.....	44 060 190	32 200 107
	<u>152 532 071</u>	<u>162 662 380</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>447 980 636</u></u>	<u><u>381 783 572</u></u>

**MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE
ET DE LA SÉCURITÉ**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Remboursement – Prêts aux étudiants.....	193 977 513	280 612 636
Remboursement – Prêts aux étudiants - impayés.....	16 592 168	15 816 393
Remboursement – Prêt du débiteur exploitant -		
Université Laurentienne.....	1 555 918	1 466 381
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	212 125 599	297 895 410

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-98
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-99
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	2-101
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-100, 2-105
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-106
ÉTAT DES RECETTES.....	2-107
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-108

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS
ET DU COMMERCE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
21 517 760	Programme d'administration du ministère	25 265 865	21 168 129
	Programme de développement économique, de création		
1 705 354 500	d'emplois et de commerce	1 965 086 100	1 904 641 465
1 726 872 260	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 990 351 965	1 925 809 594
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Programme de développement économique, de création		
44 479 153	d'emplois et de commerce	129 371 600	38 803 428
44 479 153	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	129 371 600	38 803 428
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Programme de développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	4 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	4 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
	Programme de développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	2 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 000	0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS
ET DU COMMERCE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
901				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE	
1	24 793 100	369 200	25 162 300	Administration du ministère.....	21 045 605
				Traitement versé au ministre en vertu de	
L	47 841	0	47 841	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	67 911
				Traitement versé au ministre sans	
				portefeuille en vertu de la	
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	30 824
				Traitements versés aux adjoints	
				parlementaires en vertu de la	
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	23 789
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	24 896 665	369 200	25 265 865	DU MINISTÈRE.....	21 168 129

Description du programme

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION
D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	13 224 698		Traitements et salaires.....	3 071 176	
Avantages sociaux.....	1 993 041		Avantages sociaux.....	504 919	
Transports et communications.....	255 080		Transports et communications.....	21 472	
Services.....	5 383 228		Services.....	683 935	
Fournitures et matériel.....	189 558		Fournitures et matériel.....	29 275	
	<u>21 045 605</u>				<u>4,310,777</u>
Moins : recouvrements.....	0				
	<u>21 045 605</u>		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	13 159	
Traitements et salaires.....	3 990 408		Services.....	3 336 456	
Avantages sociaux.....	499 303		Fournitures et matériel.....	39 236	
Transports et communications.....	159 448				<u>3 388 851</u>
Services.....	304 955		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	31 870		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	<u>4 985 984</u>		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 911
Planification et finances			Traitement versé au ministre sans portefeuille		
Traitements et salaires.....	4 576 585		en vertu de la		
Avantages sociaux.....	767 692		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		30 824
Transports et communications.....	52 295		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services.....	859 758		en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	82 641		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		23 789
	<u>6 338 971</u>				<u>122 524</u>
Ressources humaines			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) —		
Traitements et salaires.....	1 586 529		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	221 127		DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	8 706				<u><u>21 168 129</u></u>
Services.....	198 124				
Fournitures et matériel.....	6 536				
	<u>2 021 022</u>				

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique,
13	2 469 421 000	(504 760 900)	1 964 660 100	Création d'emplois et Commerce..... 1 857 948 527
				Créances irrécouvrables,
L	426 000	0	426 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 46 692 938
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) —
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....
	<u>2 469 847 000</u>	<u>(504 760 900)</u>	<u>1 965 086 100</u>	<u>1 904 641 465</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Développement économique,
14	329 371 600	(200 000 000)	129 371 600	Création d'emplois et Commerce..... 38 803 428
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) —
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....
	<u>329 371 600</u>	<u>(200 000 000)</u>	<u>129 371 600</u>	<u>38 803 428</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique,
21	3 000	0	3 000	Création d'emplois et Commerce..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) —
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 0
	<u>4 000</u>	<u>0</u>	<u>4 000</u>	<u>0</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
				Développement économique, Création
22	2 000	0	2 000	d'emplois et Commerce..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) —
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario :

- il facilite l'accès aux capitaux d'amorçage et aux capitaux de développement afin de soutenir la croissance des entreprises ontariennes par l'intermédiaire de Croissance Ontario et d'autres organismes de l'écosystème.
- il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes;
- il dialogue avec l'industrie pour soutenir les priorités de l'Ontario et la gestion des problèmes;
- il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises;
- il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international;
- il détermine des sites possibles qui conviendraient à des investissements industriels importants et travaille avec des partenaires (municipalités, propriétaires fonciers et services publics) pour faire en sorte que ces sites soient prêts à l'investissement
- il attire, favorise et facilite les exportations et les investissements par l'entremise du réseau international ontarien de quinze bureaux du commerce et des investissements;
- il met en œuvre des programmes et des services de soutien à l'exportation afin d'accroître le nombre d'exportateurs ontariens et d'augmenter les exportations..
- il propose des services d'investissement plus larges et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province;
- il fait progresser les investissements directs étrangers et établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne;.
- il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, comme l'automobile, la fabrication de pointe, la biofabrication et les sciences de la vie;

Investissements Ontario, l'organisme ontarien de promotion des investissements, joue un rôle central dans la reprise économique et la croissance à venir de la province. Il s'attache à obtenir des investissements sûrs et de prochaine génération qui créeront des emplois, renforceront la résilience et diversifieront notre économie, et à établir de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et d'approvisionnement.

Le ministère met en œuvre des programmes dans les domaines de la technologie, du développement, de l'adoption et des talents, qui visent à tisser des liens solides avec les acteurs de l'écosystème entrepreneurial et de l'innovation, et à leur donner accès à des capitaux et à des services leur permettant de développer leurs activités et de créer des emplois.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE

– CRÉDIT 902

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

[illegible]

non vérifié

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE

– CRÉDIT 902

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
Démarrage et expansion			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	8 261 226		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 086 812		Créances irrécouvrables,	
Transports et communications.....	39 343		<i>Loi sur l'administration financière</i>	46 692 938
Services.....	715 496			<u>46 692 938</u>
Fournitures et matériel.....	401 940			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
Programmes pour l'entrepreneuriat			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
des Centres d'encadrement			ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS	
des petits entrepreneurs.....	16 880 444		ET DE COMMERCE	1 904 641 465
	<u>27 385 261</u>			
Commerce international			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	12 708 740		Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 14)	
Avantages sociaux.....	1 959 931		Prêts et investissements	
Transports et communications.....	1 359 312		Investissements Ontario.....	1 397 778
Services.....	48 023 030		Fonds pour l'emploi et la prospérité	
Fournitures et matériel.....	73 808		et autres programmes de soutien aux entreprises.	37 405 650
	<u>64 124 821</u>			<u>38 803 428</u>
Innovation			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -	
Paiements de transfert			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
Soutien aux réseaux d'innovation			ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION	
et de commercialisation.....	27 341 980		D'EMPLOIS ET DE COMMERCE	38 803 428
Crédit d'impôt de l'Ontario pour				
les entreprises parrainant les				
instituts de recherche.....	27 778 736			
Centre d'innovation de l'Ontario.....	13 342 900			
Crédit d'impôt à l'innovation				
de l'Ontario.....	255 025 200			
	<u>323 488 816</u>			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS
ET DU COMMERCE**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Plan pour le secteur automobile	0902 — 13	Oui	Oui	9 027 982
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	0902 — 13	Oui	Non	27 341 980
Initiative relative aux technologies critiques	0902 — 13		Oui	59 800 551
Futurpreneur	0902 — 13	Oui	Non	2 200 000
Mobilisation des collectivités autochtones	0902 - 13	Oui	Oui	590 000
Aménagement des terrains à usage industriel	0902 — 13	Oui	Oui	273 770 273
Investissements Ontario	0902 — 13	Oui	Oui	18 863 250
Fonds pour Investissements Ontario — fonctionnement	0902 — 13	Oui	Non	16 354 791
Organismes de promotion des investissements	0902 — 13	Oui	Non	4 440 000
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	0902 — 13	Oui	Oui	50 366 276
Stratégie pour les sciences de la vie	0902 — 13	Oui	Oui	23 884 892
Centre d'innovation de l'Ontario	0902 — 13	Oui	Non	13 342 900
Fabriqué en Ontario	0902 — 13	Oui	Oui	1 250 000
Fonds L'Ontario, ensemble	0902 — 13	Oui	Oui	4 841 043
Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	0902 — 13	Oui	Oui	13 950 000
Subventions de soutien aux secteurs	0902 — 13	Oui	Non	18 842 646
Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	0902 — 13	Oui	Oui	7 469 346
Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	0902 — 13	Oui	Non	16 880 444
Investissements stratégiques	0902 — 13	Oui	Oui	399 537 237
Programme d'aide aux collectivités affectées par les barrières tarifaires	0902 — 13	Oui	Oui	251 400
TOTAL				963 005 011

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS
ET DU COMMERCE
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de mission commerciale.....	1 509 192	1 221 646
Autres.....	1 069	874
	<u>1 510 261</u>	<u>1 222 520</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Centre ontarien des investissements et du commerce.....	71 727	62 094
	<u>71 727</u>	<u>62 094</u>
 REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	189 946	111 557
	<u>189 946</u>	<u>111 557</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	30 141 234	25 933 819
Recouvrement lié aux radiations.....	5 465 451	29 106
	<u>35 606 685</u>	<u>25 962 925</u>
 DIVERS		
Intérêt.....	9 682 919	11 674 926
Autres.....	2 647 752	32 678 169
	<u>12 330 671</u>	<u>44 353 095</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>49 709 290</u>	<u>71 712 191</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	5 552 003	3 379 229
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	0	1 400 000
MaRS Phase 2.....	1 709 355	3 192 754
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	196 529	393 901
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	11 836 486	3 274 139
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	19 294 373	11 640 023

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA
CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD**

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-110
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-111
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-114
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-113, 2-117
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-118
ÉTAT DES RECETTES.....	2-119

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
6 549 399	Programme d'administration du ministère	7 222 614	7 067 927
227 032 709	Programme de développement du Nord	283 585 800	342 035 072
<u>233 582 108</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>290 808 414</u>	<u>349 102 999</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
24 000 000	Programme de développement du Nord	2 000	0
<u>24 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	<u>3 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Programme d'administration du ministère	4 000	0
517 073 346	Programme de développement du Nord	502 871 400	532 153 958
<u>517 073 346</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>502 875 400</u>	<u>532 153 958</u>
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Programme d'administration du ministère	2 000	0
619 036 324	Programme de développement du Nord	527 892 100	486 827 552
<u>619 036 324</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	<u>527 894 100</u>	<u>486 827 552</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	7 038 600	119 000	7 157 600	Administration du ministère..... 6 977 059
L	64 014	0	64 014	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
L	0	0	0	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>7 103 614</u>	<u>119 000</u>	<u>7 222 614</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 7 067 927
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000	0	2 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>
L	2 000	0	2 000	<i>financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	4 000	0	4 000	DU MINISTÈRE..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
4	2 000	0	2 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	2 000	0	2 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers — ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration — et à des services de soutien professionnel (par exemple, juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	6 496 059		Traitements et salaires.....	967 168	
Avantages sociaux.....	935 843		Avantages sociaux.....	135 221	
Transports et communications.....	244 512		Transports et communications.....	5 507	
Services.....	1 830 171		Services.....	26 849	
Fournitures et matériel.....	102 851		Fournitures et matériel	9 948	
	9 609 436				1 144 693
Moins : recouvrements.....	2 632 377				
	6 977 059		Analyse et planification		
Bureau principal			Traitements et salaires.....	500 000	
Traitements et salaires.....	1 531 582				500 000
Avantages sociaux.....	195 445		Services juridiques		
Transports et communications.....	157 097		Transports et communications.....	4 272	
Services.....	229 459		Services.....	593 581	
Fournitures et matériel	43 417		Fournitures et matériel	5 951	
	2 157 000				603 804
Finances et administration			Systèmes d'information		
Traitements et salaires.....	2 449 242		Transports et communications.....	8 332	
Avantages sociaux.....	374 542		Services.....	802 704	
Transports et communications.....	48 720			811 036	
Services.....	132 478		Moins : recouvrements.....	475 819	
Fournitures et matériel	39 102				335 217
	3 044 084		Crédits législatifs		
Moins : recouvrements.....	1 486 097		Traitement versé au ministre en		
	1 557 987		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 910
Ressources humaines			Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Traitements et salaires.....	1 048 067		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 958
Avantages sociaux.....	230 635				90 868
Transports et communications.....	20 584		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
Services.....	45 100		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel	4 433				7 067 927
	1 348 819				
Moins : recouvrements.....	670 461				
	678 358				

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	291 565 800	(7 981 000)	283 584 800	Développement économique du Nord.... 281 977 936
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 60 057 136
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....
	<u>291 566 800</u>	<u>(7 981 000)</u>	<u>283 585 800</u>	<u>342 035 072</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000	0	2 000	Développement du Nord..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	116 443 000	5 063 800	121 506 800	Développement économique du Nord.... 111 631 379
				Amortissement,
L	381 364 600	0	381 364 600	<i>Loi sur l'administration financière</i> 420 522 579
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....
	<u>497 807 600</u>	<u>5 063 800</u>	<u>502 871 400</u>	<u>532 153 958</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le conseil exécutif	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
BIENS IMMOBILISÉS				
4	500 902 100	26 990 000	527 892 100	Développement du Nord..... 486 827 552
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
	<u>500 902 100</u>	<u>26 990 000</u>	<u>527 892 100</u>	DU NORD..... 486 827 552

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme fournit des conseils stratégiques en matière de politiques à partir d'analyses et de recherches afin de soutenir l'élaboration, l'exécution et la mise en œuvre de programmes de développement économique du Nord concernant un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. De plus, en faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, et notamment aux activités liées aux politiques et à la planification, le programme leur permet de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques infrastructurels réalisés dans le cadre du Programme des routes du Nord, du Programme des routes d'hiver et du Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

Le réseau de conseillers du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes et services ministériels visent aussi à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités, et à attirer de nouveaux investissements d'entreprises dans la région.

La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, un organisme du ministère, propose divers programmes de financement qui soutiennent la croissance économique, la diversification et la création d'emplois dans les secteurs public et privé du Nord de l'Ontario.

Le ministère est chargé de veiller au respect de la Loi sur les offices des services du Nord et d'en assurer la mise en œuvre. Les conseils de services locaux sont créés en vertu de la Loi sur les offices des services du Nord afin de faciliter la prestation de services dans les zones non constituées en municipalité du Nord de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Développement économique du Nord (Poste 1)			Développement économique du Nord (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	12 393 600		Services.....	26 612 231
Avantages sociaux.....	1 940 475		Paiements de transferts	
Transports et communications.....	365 303		Programme des routes d'hiver.....	14 239 964
Services.....	5 278 076		Fonds du patrimoine du	
Fournitures et matériel.....	81 338		Nord de l'Ontario.....	40 000 000
Paiements de transfert			Soutien en santé	
Développement économique.....	687 443		dans les collectivités du Nord.....	1 994 731
Soutien économique			Réaménagement de	
du Nord de l'Ontario.....	42 306 190		l'infrastructure ferroviaire.....	2 650 505
Associations de municipalités.....	150 000		Fonds de soutien à l'exploitation	
Services communautaires.....	602 301		des richesses naturelles	
Programme Avantage énergétique			dans le Nord de l'Ontario.....	14 313 649
pour le Nord.....	155 300 120		Infrastructures du Nord.....	8 336 196
Fonds du patrimoine du				81 535 045
Nord de l'Ontario.....	70 000 000		Autres opérations.....	3 484 103
Centres d'encadrement				111 631 379
des petits entrepreneurs.....	700 000			
		269 746 054		
		289 804 846		
Moins : recouvrements.....	7 826 910		Crédits législatifs	
		281 977 936	Autres opérations	
			Amortissement,	
			Loi sur l'administration financière.....	420 522 579
				420 522 579
Crédits législatifs				
Autres opérations			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
Créances irrécouvrables,			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
Loi sur l'administration financière.....	60 057 136		DU NORD.....	532 153 958
	60 057 136			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -				
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
DU NORD.....	342 035 072		Développement économique du Nord — biens immobilisés (Poste 4)	
			Infrastructure des transports.....	486 827 552
				486 827 552
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
			DU NORD.....	486 827 552

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services communautaires	220201	Oui	Oui	602 301
Développement économique	220201	Oui	Oui	687 443
Associations municipales	220201	Oui	Oui	150 000
Programme Avantage énergétique pour le Nord	220201	Oui	Oui	155 300 120
Soutien économique du Nord de l'Ontario	220201	Oui	Oui	42 306 190
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	220201	Oui	Non	70 000 000
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	220201	Oui	Oui	700 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Soutien en santé dans les collectivités du Nord	220202	Oui	Oui	1 994 731
Infrastructures du Nord	220202	Oui	Oui	8 336 196
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	220202	Oui	Non	40 000 000
Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	220202	Oui	Oui	14 313 649
Réaménagement de l'infrastructure ferroviaire	220202	Oui	Oui	2 650 505
Programme des routes d'hiver	220202	Oui	Oui	14 239 964
TOTAL				351 281 099

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'administration.....	250 000	0
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	0	285
	<u>250 000</u>	<u>285</u>
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	1 366 705	4 002 497
Autres.....	452	785
	<u>1 367 157</u>	<u>4 003 282</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>224 919</u>	<u>331 563</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 842 076</u>	<u>4 335 130</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-122
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-124
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-126
PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	2-130
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-125, 2-128, 2-129, 2-132
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-133
ÉTAT DES RECETTES.....	2-134

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
29 687 287	Administration du ministère	32 694 487	29 838 841
32 062 294 158	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	32 787 531 200	33 213 819 792
	Groupement de l'information et de la technologie de		
0	l'information pour les services à la collectivité	0	0
4 861 082 303	Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance	6 322 069 900	6 171 464 889
36 953 063 748	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	39 142 295 587	39 415 123 522
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATION:			
2 409 164 574	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	3 022 767 100	2 492 606 155
177 624 385	Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance	259 293 700	214 738 583
2 586 788 959	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	3 282 060 800	2 707 344 738

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
437 220	Programme d'éducation élémentaire et secondair	438 500	200 701
755 275	Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance	20 274 500	638 475
1 192 495	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	20 713 000	839 176

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	31 908 100	705 200	32 613 300	Administration du ministère..... 29 725 847
				Traitement versé au ministre en vertu de la
L	47 841	0	47 841	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 45 084
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 29 838 841
	31 989 287	705 200	32 694 487	

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, offre des services administratifs et de soutien pour permettre au ministère de respecter ses objectifs et ses priorités budgétaires. Ses fonctions comprennent les services financiers et administratifs, la supervision des paiements de transfert, la coordination générale, les ressources humaines, les services juridiques et les communications.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	19 362 298		Traitements et salaires.....	4 577 513	
Avantages sociaux.....	3 730 741		Avantages sociaux.....	673 746	
Transports et communications.....	358 715		Transports et communications.....	11 630	
Services.....	8 568 186		Services.....	382 332	
Fournitures et matériel.....	102 215		Fournitures et matériel.....	17 536	
	32 122 155			5 662 757	
Moins : recouvrements.....	2 396 308		Moins : recouvrements.....	0	
	29 725 847				5 662 757
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	4 165 058		Transports et communications.....	11 126	
Avantages sociaux.....	651 722		Services.....	5 580 552	
Transports et communications.....	64 542		Fournitures et matériel.....	38 056	
Services.....	86 171			5 629 734	
Fournitures et matériel.....	19 236		Moins : recouvrements.....	1 216 600	
	4 986 729				4 413 134
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	8 175 587		Traitements versés aux ministres en vertu de la		
Avantages sociaux.....	2 082 432		Loi sur le Conseil exécutif.....		67 910
Transports et communications.....	263 705		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services.....	2 160 899		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		45 084
Fournitures et matériel.....	25 746				112 994
	12 708 369		Crédits législatifs		
Moins : recouvrements.....	1 031 024		Autres opérations		
	11 677 345		Créances irrécouvrables,		
Ressources humaines			Loi sur l'administration financière.....		0
Traitements et salaires.....	2 444 140				0
Avantages sociaux.....	322 841		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
Transports et communications.....	7 712		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Services.....	358 232		DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	1 641				29 838 841
	3 134 566				
Moins : recouvrements.....	148 684				
	2 985 882				

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Politiques et prestation
1	31 070 783 300	(195 850 700)	30 874 932 600	des programmes..... 30 863 459 631
2	179 349 400	248 200	179 597 600	Activités éducatives..... 179 093 772
				Régime de retraite des enseignantes....
L	1 733 000 000	0	1 733 000 000	et des enseignants de l'Ontario..... 2 171 266 389
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....
	32 983 133 700	(195 602 500)	32 787 531 200	33 213 819 792
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques et prestation
4	1 000	0	1 000	des programmes..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....
	1 000	0	1 000	0

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Soutien à l'éducation élémentaire
3	3 157 039 100	(136 085 100)	3 020 954 000	et secondaire..... 2 490 850 271
				Éducation élémentaire et secondaire –
5	1 000	0	1 000	charges liées aux biens immobilisés... 0
				Amortissement,
L	1 812 100	0	1 812 100	Loi sur l'administration financière..... 1 755 884
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -
	3 158 852 200	(136 085 100)	3 022 767 100	PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.... 2 492 606 155
BIENS IMMOBILISÉS				
6	438 500	0	438 500	Éducation élémentaire et secondaire.... 200 701
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
	438 500	0	438 500	PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.... 200 701

Description du programme :

Fournir un système d'éducation de qualité (de la maternelle à la 12e année) à tous les élèves de la province inscrits dans des conseils scolaires financés par les fonds publics, des écoles gérées par la province, des administrations scolaires et des organismes. Cela comprend le financement d'immobilisations pour soutenir des projets de rénovation et la construction d'écoles et de garderies. Le Programme d'éducation élémentaire et secondaire soutient des initiatives clés visant à améliorer les résultats scolaires des élèves, à les préparer pour l'avenir et à renforcer leur engagement et leur bien-être, d'une manière qui reflète la diversité culturelle, religieuse et linguistique de la province. Le programme soutient également des initiatives d'inclusion afin d'offrir la possibilité de réussir à tous les élèves, y compris ceux qui ont des besoins en matière de santé mentale et ceux qui nécessitent des programmes et des services d'éducation spécialisée. Le Programme veille à ce que les élèves soient au centre des préoccupations et s'appuie sur la collaboration avec les parents et les partenaires éducatifs, y compris les partenaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

[illegible]

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
Politiques et prestation des programmes (Poste 4)		Autres opérations	
Dépôts et charges payées d'avance.....		Amortissement,	
	0	<i>Loi sur l'administration financière</i>	
	0		1 755 884
			1 755 884
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
PROGRAMME D'ÉDUCATION		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
	<u>0</u>		<u>2 492 606 155</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert		Matériel de technologie de l'information.....	
Subventions d'immobilisations -		Logiciels d'application de gestion –	
conseils scolaires.....		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	
	2 377 867 130		0
Conseils scolaires – Financement			200 701
des immobilisations pour les		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
services de garde d'enfants.....		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
	86 886 424	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
Programme d'apprentissage			<u>200 701</u>
des jeunes enfants.....			
	8 057 189		
Programme d'infrastructure			
Investir dans le Canada (PIIC).....			
	7 135 435		
Office de la télécommunication			
éducative de l'Ontario			
(TVO).....			
	1 536 000		
Office des télécommunications			
éducatives de langue			
française de l'Ontario (TFO).....			
	1 000 000		
	2 482 482 178		
Autres opérations			
Soutien à l'éducation élémentaire			
et secondaire.....			
	8 368 093		
	2 490 850 271		
Éducation élémentaire et secondaire -			
charges liées aux biens immobilisés (Poste 5)			
Autres opérations.....			
	0		
	0		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE
1	6 290 524 400	31 544 500	6 322 068 900	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 6 171 464 889
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	6 290 525 400	31 544 500	6 322 069 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 6 171 464 889
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	257 495 600	0	257 495 600	Immobilisations pour les services de garde d'enfants..... 214 738 583
5	1 000	0	1 000	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 797 100	0	1 797 100	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	259 293 700	0	259 293 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 214 738 583

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE
4	20 274 500	0	20 274 500	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants..... 638 475
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMMES POUR LA GARDE
				D'ENFANTS ET LA PETITE
	20 274 500	0	20 274 500	ENFANCE..... 638 475

Description du programme :

Des expériences de qualité en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ont un impact positif et durable sur l'apprentissage, le comportement et la santé des enfants, tout en jouant un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le ministère s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents et les gardiens ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	18 489 244		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 347 981		Amortissement,	
Transports et communications.....	361 023		Loi sur l'administration financière.....	0
Services.....	3 813 868			0
Fournitures et matériel.....	76 898			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
Garde d'enfants et petite enfance	5 839 704 592		PROGRAMMES POUR LA GARDE	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	214 738 583
la garde d'enfants.....	305 671 283			
	<u>6 145 375 875</u>			
	<u>6 171 464 889</u>		BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs			Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants (Poste 4)	
Autres opérations			Matériel de technologie de l'information -	
Créances irrécouvrables,			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	638 475
Loi sur l'administration financière.....	0			<u>638 475</u>
	<u>0</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -			PROGRAMMES POUR LA GARDE	
PROGRAMMES POUR LA GARDE			D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	638 475
D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	6 171 464 889			
	<u><u>6 171 464 889</u></u>			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)				
Paiements de transfert				
Immobilisations relatives aux programmes pour				
la garde d'enfants et la petite enfance.....	214 738 583			
	<u>214 738 583</u>			
Garde d'enfants — charges liées aux biens immobilisés (Poste 5)				
Autres opérations.....	0			
	<u>0</u>			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes d'éducation ciblés	100201	Oui	Non	309 978 614
Financement aux partenaires externes	100201	Oui	Non	104 565 461
Projets des langues officielles	100201	Oui	Non	62 535 214
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	100201	Oui	Non	31 633 422
Subventions pour la viabilité des partenaires	100201	Oui	Non	1 701 624
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	100202	Oui	Non	55 102 900
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	100202	Oui	Non	30 216 000
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100202	Oui	Non	111 647
Garde d'enfants et petite enfance	100401	Oui	Non	5 839 704 592
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	100203	Oui	Yes	7 135 435
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	100203	Oui	Non	1 536 000
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	100203	Oui	Non	1 000 000
Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	100402	Oui	Non	214 738 583
TOTAL				6 659 959 492

* Ce tableau ne comprend pas les paiements de transfert de droit.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada.....	4 070 529 090	2 800 361 921
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	223 672 222	209 798 014
Langues officielles dans l'enseignement.....	107 648 915	100 720 326
Financement pour une rentrée scolaire sécuritaire.....	2 500 000	0
Entente sur le bien-être des Indiens.....	11 506 031	11 675 894
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	6 831 940	4 105 956
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu..	436 124	818 000
	<u>4 423 124 322</u>	<u>3 127 480 111</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies.....	1 062 220	1 073 860
Droits d'inspection des écoles privées.....	2 502 121	618 238
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée.....		
(AVI) - Droits à acquitter.....	33 935	31 800
Demande d'accès à l'information.....	4 001	1 638
Frais pour chèques refusés.....	35	0
	<u>3 602 312</u>	<u>1 725 536</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général.....	71 250	52 000
	<u>71 250</u>	<u>52 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	756 262	8 993 415
Autres.....	62 679 295	174 987 878
	<u>63 435 557</u>	<u>183 981 293</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	32 018	12 790
Autres.....	1 840 000	1 888 000
	<u>1 872 018</u>	<u>1 900 790</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>4 492 105 459</u>	<u>3 315 139 730</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-136
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-137
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-139
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-142
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-144, 2-147
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-152
ÉTAT DES RECETTES.....	2-153

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
26 805 221	Programme d'administration du m	46 588 138	46 374 429
113 846 146	Développement et gestion des sources d'énergie	65 752 600	51 895 552
6 385 417 835	Atténuation du prix de l'électricité	7 025 158 600	6 863 996 103
38 018 461	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	35 236 800	34 878 488
188 472 673	Programme des mines et des minéraux	243 743 700	233 953 361
6 752 560 336	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	7 416 479 838	7 231 097 933
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
126 800 000	Développement et gestion des sources d'énergie	0	0
0	Atténuation du prix de l'électricité	1 000 000 000	1 000 000 000
0	Programme des mines et des minéraux	1 000	0
126 800 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 000 002 000	1 000 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Programme d'administration du ministère	2 000	0
20 597 590	Développement et gestion des sources d'énergie	35 002 000	35 000 000
440 378 449	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	414 794 200	340 080 280
30 610 135	Programme des mines et des minéraux	82 235 600	79 968 193
491 586 174	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	532 033 800	455 048 473

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	Programme des mines et des minéraux	651 000	363 633
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	653 000	363 633

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 828 400	11 579 600	27 408 000	Administration du ministère..... 27 400 922
2	7 961 400	11 098 000	19 059 400	Administration du ministère des Mines.. 18 815 406
L	2 000	0	2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 603
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 68 732
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 31 197
L	48 519	0	48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 56 569
	<u>23 910 538</u>	<u>22 677 600</u>	<u>46 588 138</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... 46 374 429
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère Actifs de fonctionnement..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2901				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
				Administration du ministère
4	1 000	0	1 000	Charges d'immobilisation..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Administration du ministère
5	1 000	0	1 000	Biens immobilisés..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

Description du programme

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien permettant au ministère d'atteindre les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme procure du leadership et des conseils sur la gestion financière et le contrôle financier, les ressources humaines, la planification, les questions juridiques, les communications, la gestion des urgences et d'autres services généraux pour soutenir les initiatives et les programmes de financement du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère de l'Énergie (Poste 1)			Administration du ministère des Mines (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	10 766 764		Traitements et salaires.....	4 345 050	
Avantages sociaux.....	1 503 338		Avantages sociaux.....	664 372	
Transports et communications.....	286 113		Transports et communications.....	112 944	
Services.....	14 707 527		Services.....	14 525 216	
Fournitures et matériel.....	137 180		Fournitures et matériel.....	35 777	
	<u>27 400 922</u>			<u>19 683 359</u>	
Bureau principal			Moins : recouvrements.....		
Traitements et salaires.....	5 147 974			<u>867 953</u>	
Avantages sociaux.....	725 468			<u>18 815 406</u>	
Transports et communications.....	255 032		Bureau principal		
Services.....	458 897		Traitements et salaires.....	813 532	
Fournitures et matériel.....	<u>30 469</u>		Avantages sociaux.....	96 010	
	<u>6 617 840</u>		Transports et communications.....	28 830	
Services ministériels			Services.....	16 363	
Traitements et salaires.....	2 392 102		Fournitures et matériel.....	<u>1 909</u>	
Avantages sociaux.....	371 966			<u>956 644</u>	
Transports et communications.....	9 939		Services de communication		
Services.....	265 019		Traitements et salaires.....	778 169	
Fournitures et matériel.....	<u>59 964</u>		Avantages sociaux.....	119 914	
	<u>3 098 990</u>		Transports et communications.....	16 838	
Services de communication			Services.....	12 130 961	
Traitements et salaires.....	3 226 688		Fournitures et matériel.....	<u>731</u>	
Avantages sociaux.....	405 904			<u>13 046 613</u>	
Transports et communications.....	14 104		Services juridiques		
Services.....	10 442 289		Transports et communications.....	9 601	
Fournitures et matériel.....	<u>30 679</u>		Services.....	1 760 143	
	<u>14 119 664</u>		Fournitures et matériel.....	<u>8 372</u>	
Services juridiques				<u>1 778 116</u>	
Transports et communications.....	7 038		Analyse et planification		
Services.....	3 541 322		Traitements et salaires.....	996 034	
Fournitures et matériel.....	<u>16 068</u>		Avantages sociaux.....	144 360	
	<u>3 564 428</u>		Transports et communications.....	10 301	
			Services.....	39 279	
			Fournitures et matériel.....	<u>2 890</u>	
				<u>1 192 864</u>	
			Moins : recouvrements.....	<u>500 000</u>	
				<u>692 864</u>	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME – CRÉDIT 2901

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
Services financiers et administratifs			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	1 239 424		Administration du ministère, actifs de fonctionnement (Poste 3)		
Avantages sociaux.....	188 771		Prêts et investissements.....	0	0
Transports et communications.....	26 180				
Services.....	80 463				
Fournitures et matériel.....	19 658		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
	1 554 496		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Moins : recouvrements.....	0		DU MINISTÈRE.....	0	0
		1 554 496			
Ressources humaines			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	517 891		Administration du ministère, charges d'immobilisations (Poste 4)		
Avantages sociaux.....	115 317		Autres opérations.....	0	0
Transports et communications.....	10 292				
Services.....	39 928				
Fournitures et matériel.....	2 217				
		685 645	Crédits législatifs		
Systèmes informatiques			Amortissement,		
Transports et communications.....	10 902		Loi sur l'administration financière.....	0	0
Services.....	458 079				
	468 981				
Moins : recouvrements.....	367 953		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		101 028	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédits législatifs			DU MINISTÈRE.....	0	0
Traitement versé au ministre en vertu de la			BIENS IMMOBILISÉS		
Loi sur le Conseil exécutif.....	68 732		Administration du ministère, biens immobilisés (Poste 5)		
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la			Fournitures et matériel –		
Loi sur le Conseil exécutif.....	31 197		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0	0
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la					
Loi sur le Conseil exécutif.....	56 569				
Créances irrécouvrables,			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
Loi sur l'administration financière.....	1 603		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
		158 101	DU MINISTÈRE.....	0	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME D'ADMINISTRATION					
DU MINISTÈRE.....	46 374 429				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

For the year ended March 31, 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	76,124,700	(10,373,100)	65,751,600	Politiques et programmes..... 51,895,347
				Créances irrécouvrables,
L	1,000	0	1,000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 205
	<u>76,125,700</u>	<u>(10,373,100)</u>	<u>65,752,600</u>	TOTAL (CHARGE DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 51,895,552
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3	161,600,000	(161,600,000)	0	Développement et gestion des sources d'énergie Actifs de fonctionnement.... 0
	<u>161,600,000</u>	<u>(161,600,000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	35,001,000	0	35,001,000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 35,000,000
				Amortissement,
L	1,000	0	1,000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>35,002,000</u>	<u>0</u>	<u>35,002,000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 35,000,000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
BIENS IMMOBILISÉS				
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
				Développement et gestion
5	1,000	0	1,000	des sources d'énergie..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0
	1,000	0	1,000	

Description du programme

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie le rendement énergétique, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones au secteur de l'énergie. Le programme est aussi responsable de la surveillance d'un prêt de construction pour le projet de transport d'énergie Watay Power.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et programmes (Poste 1)			Développement et gestion des sources d'énergie – biens immobilisés	
Traitements et salaires.....	16 896 295		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	2 496 426		Fonds pour l'électricité propre de demain.....	35 000 000
Transports et communications.....	79 842		Autres opérations.....	0
Services.....	2 129 133			35 000 000
Fournitures et matériel.....	20 067		Moins : recouvrements.....	0
Paiements de transfert				35 000 000
Projet d'accumulation par pompag	28 797 153			
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie.....	1 216 973		Crédits législatifs	
Fonds pour l'innovation relative à l'hydrogène.....	259 458		Amortissement,	
		30 273 584	Loi sur l'administration financière.....	0
		51 895 347		0
Moins : recouvrements.....	0		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	35 000 000
		51 895 347		
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS	
Créances irrécouvrables,			Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 5)	
Loi sur l'administration financière.....	205		Parc automobile et flotte de bateaux —	
	205		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
			Investissements dans des immobilisations corporelles	
			Fonds pour l'électricité propre de demain.....	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	51 895 552			0
			Moins : recouvrements.....	0
				0
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	0
Actifs de fonctionnement – Développement et gestion des sources d'énergie				
Prêts et investissements				
Wataynikaneyap Power.....	0			
	0			
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	0			

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2905				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
				Programmes d'atténuation du prix
1	6 462 977 300	562 181 300	7 025 158 600	de l'électricité..... 6 863 996 103
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....
	<u>6 462 977 300</u>	<u>562 181 300</u>	<u>7 025 158 600</u>	<u>6 863 996 103</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
				Programmes d'atténuation du prix de
5	1 000 000 000	0	1 000 000 000	l'électricité..... 1 000 000 000
				TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....
	<u>1 000 000 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000 000 000</u>	<u>1 000 000 000</u>

Description du programme

Ce programme aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Programme ontarien d'aide		
relative aux frais d'électricité.....	206 781 060	
Programme de protection des	424 134 246	
tarifs dans les régions rurales		
ou éloignées.....	255 718 772	
Crédit pour les coûts d'énergie		
dans le Nord de l'Ontario.....	32 614 872	
Remise de l'Ontario pour		
l'électricité.....	2 644 383 142	
Plan exhaustif relatif à l'électricité.	3 204 302 700	
Fiducie pour des frais d'électricité		
équitables –		
coûts de financement.....	63 783 220	
Crédit relatif à la livraison dans		
les réserves pour les		
Premières Nations.....	32 278 091	
		6 863 996 103
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME D'ATTÉNUATION		
DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....		6 863 996 103
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)		
Prêts et investissements		
Injection de capitaux dans OPG.....	1 000 000 000	
		1 000 000 000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU		
PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ		1 000 000 000

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2907				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE
1	31 100 000	4 135 800	35 235 800	Réseau à large bande, charges de fonctionnement..... 34 878 488
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>31 101 000</u>	<u>4 135 800</u>	<u>35 236 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE..... 34 878 488
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 720 317 800	(1 305 524 600)	414 793 200	Réseau à large bande, charges d'immobilisation..... 340 080 280
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>1 720 318 800</u>	<u>(1 305 524 600)</u>	<u>414 794 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE..... 340 080 280

Description du programme

Le programme est responsable de la réalisation de l'engagement du gouvernement visant à ce que chaque collectivité en Ontario ait accès à un réseau d'Internet haute vitesse. L'extension du réseau à large bande dans les zones rurales et éloignées sera accélérée par la suppression des obstacles au déploiement et la réduction des coûts. Une connexion Internet haut débit fiable est indispensable pour accéder à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et l'emploi, et pour permettre aux particuliers et aux collectivités de prospérer dans une économie moderne et numérique.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Réseau à large bande, charges de fonctionnement (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	3 875 110	
Avantages sociaux.....	608 600	
Transports et communications.....	24 607	
Services.....	30 361 683	
Fournitures et matériel.....	8 488	
	<u>34 878 488</u>	
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0	
	<u>0</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE.....	34 878 488	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Réseau à large bande, charges d'immobilisations (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Accès à large bande pour Matawa	13 686 084	
Infrastructure cellulaire et à large bande.....	<u>326 394 196</u>	
	<u>340 080 280</u>	
Crédits législatifs		
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0	
	<u>0</u>	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – INFRASTRUCTURE CELLULAIRE ET À LARGE BANDE.....	340 080 280	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2908				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	269 345 500	(26 002 800)	243 342 700	Compétitivité du secteur des minéraux.. 233 949 588
				Créances irrécouvrables,
L	401 000	0	401 000	Loi sur l'administration financière..... 3 773
	<u>269 746 500</u>	<u>(26 002 800)</u>	<u>243 743 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 233 953 361
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Mines et minéraux, actif de fonctionnement..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	5 732 500	2 716 000	8 448 500	Compétitivité du secteur des minéraux, charges d'immobilisations..... 6 304 914
				Assainissement de l'environnement dans le secteur minier,
6	2 961 700	70 056 900	73 018 600	charges d'immobilisations..... 73 016 563
				Amortissement,
L	768 500	0	768 500	Loi sur l'administration financière..... 646 716
	<u>9 462 700</u>	<u>72 772 900</u>	<u>82 235 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX..... 79 968 193

non vérifié

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2908				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
4	651 000	0	651 000	Mines et minéraux, biens immobilisés.....
				363 633
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES MINES ET DES
	651 000	0	651 000	MINÉRAUX.....
				363 633

Description du programme

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minérales de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration minérale et l'exploitation minière de la province. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minérales. À cette fin, le programme veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement. Le programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de sorte que soient respectés les droits et la culture autochtones et que soit remplie l'obligation de consulter de l'Ontario.

Le programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'étayer un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Le programme permet de s'acquitter des engagements pris dans la Stratégie relative aux minéraux critiques, avec notamment des efforts pour faire le lien entre les abondants dépôts de minéraux critiques de l'Ontario et notre secteur manufacturier de calibre mondial. L'objectif est d'élever et de consolider la place de l'Ontario en tant que région compétitive au niveau international qui est prête à répondre à la demande mondiale croissante de minéraux critiques.

Ce programme, qui relève du cadre 1P1P, offre une approche intégrée relativement aux processus de délivrance de permis, d'autorisation et d'approbation pour les projets désignés d'exploration avancée et de développement minier. En vertu du cadre 1P1P, une équipe chargée de la délivrance des autorisations et permis miniers fournira un soutien spécialisé en gestion de projet afin de coordonner la consultation des Autochtones et d'harmoniser les étapes des processus de demande, d'examen et de prise de décision en vue d'obtenir les permis, autorisations et approbations nécessaires à la mise en œuvre d'un projet désigné.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET MINÉRAUX – CRÉDIT 2908

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)			Compétitivité du secteur des minéraux, charges d'immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	29 355 416		Services.....	6 302 618
Avantages sociaux.....	4 753 128		Fournitures et matériel.....	2 296
Transports et communications.....	1 126 151			<u>6 304 914</u>
Services.....	12 568 855			
Fournitures et matériel.....	1 489 831		Assainissement de l'environnement dans le secteur minier (Poste 6)	
Paielements de transfert			Services.....	73 016 563
Fonds pour l'innovation relative				<u>73 016 563</u>
aux minéraux critiques.....	7 469 016			
Crédit d'impôt pour actions accrédité			Crédits législatifs	
ciblées de l'Ontario.....	16 366 072			
Développement économique pour			Amortissement,	
les Autochtones.....	71 355 612		<i>Loi sur l'administration financière</i>	646 716
Programme ontarien d'aide aux				<u>646 716</u>
petites sociétés d'exploration				
minières.....	8 303 826			
Rapports sur les activités			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
minières.....	45 481		PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX....	79 968 193
Partage des recettes liées à				
l'exploitation des ressources				
minières.....	81 116 200			
		184 656 207		
		<u>233 949 588</u>		
			BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs			Mines et minéraux (Poste 4)	
Créances irrécouvrables,			Machines et équipement –	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	3 773		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	363 633
	<u>3 773</u>			<u>363 633</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX....	233 953 361		PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	363 633
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
Mines et minéraux, actif de fonctionnement (Poste 2)				
Dépôts et charges payées d'avance.....	0			
	<u>0</u>			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX....	0			

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques	290801	Oui	Oui	7 469 016
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	290201	Oui	Oui	1 216 973
Fonds pour l'innovation relative à l'hydrogène	290201	Oui	Oui	259 458
Développement économique pour les Autochtones	290801	Oui	Oui	71 355 612
Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	290801	Oui	Oui	8 303 826
Projet d'accumulation par pompage	290201	Oui	Oui	28 797 153
Rapports sur les activités minières en Ontario	290801	Oui	Oui	45 481
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	290801	Oui	Oui	81 116 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	290702	Oui	Oui	326 394 196
Fonds pour l'électricité propre de demain	290204	Oui	Oui	35 000 000
Accès à large bande pour Matawa	290702	Oui	Oui	13 686 084
TOTAL				573 643 999

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt calculé sur la superficie en acres – Loi sur les mines.....	2,349,597	1,888,737
GOUVERNEMENT DU CANADA.....		
Infrastructure.....	6 344 557	0
Autres.....	35 182 256	21 016 768
	41 526 813	21 016 768
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Dividendes de Hydro One Limited.....	376 286 612	354 936 216
Dividendes d'Ontario Power Generation Inc.....	14 657 534	0
	390 944 146	354 936 216
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais miniers (Loi sur les mines).....	7 441 796	5 009 477
Droits de demande d'accès à l'information.....	3 554	4 607
Frais pour chèques refusés.....	315	562
	7 445 665	5 014 646
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	1 000	2 500
REDEVANCES.....	4 240 627	2 611 893
VENTES ET LOCATIONS.....	12 413 173	31 191 372
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	5 422 038	44 778 248
DIVERS.....		
Prêts – Intérêts.....	13 823 620	26 664 589
Autres.....	289	3 924
	13 823 909	26 668 513
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	478 166 968	488 108 893

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-156
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-158
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	2-162
NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-164
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....	2-166
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	2-169
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	2-172
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	2-174
PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....	2-178
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU	
DE LA LOI.....	2-160, 2-161, 2-163, 2-165, 2-168, 2-171, 2-176, 2-180
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET	
DE DURÉE LIMITÉE.....	2-181
ÉTAT DES RECETTES.....	2-183

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
73 416 579	Programme d'administration du ministère	77 697 414	74 558 220
24 290 925	Environmental Policy	25 106 800	24 371 092
42 895 632	Normes et sciences de l'environnement	44 983 500	44 323 972
113 455 040	Conformité environnementale et opérations	107 606 700	106 297 178
31 149 389	Évaluations et permissions environnementales	34 060 900	33 901 695
12 721 892	Climate Change and Resiliency	13 458 700	12 949 426
82 429 677	Gestion des terres et des eaux	101 379 200	100 929 061
85 825	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	25 160 600	69 812
380 444 959	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	429 453 814	397 400 456
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	2 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	2 000	0

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
76 138	Programme d'administration du ministère	152 600	203 689
4 468 021	Normes et sciences de l'environnement	6 823 300	3 710 269
10 080 578	Conformité environnementale et opérations	104 625 100	104 547 263
4 194 116	Évaluations et permissions environnementales	3 384 800	483 482
0	Climate Change and Resiliency	1 000	0
18 824 153	Gestion des terres et des eaux	30 138 100	29 326 281
335 518	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	100 106 500	53 315 779
37 978 524	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	245 231 400	191 586 763
BIENS IMMOBILISÉS			
1 313 988	Programme d'administration du ministère	1 511 000	769 326
1 521 273	Normes et sciences de l'environnement	6 054 100	5 416 177
0	Conformité environnementale et opérations	243 900	242 945
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
20 640 924	Gestion des terres et des eaux	32 542 200	30 792 943
0	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	3 000	0
23 476 185	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	40 355 200	37 221 391

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$		\$	
1101				
CHARGES DE FONCTIONNE				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	72 996 500	4 635 900	77 632 400	Administration du ministère..... 74 380 752
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 67 910
				<i>Traitement versé à l'adjoint</i>
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i> 22 958
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 86 600
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	73 061 514	4 635 900	77 697 414	74 558 220
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement,
L	151 600	0	151 600	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 203 689
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....
	152 600	0	152 600	203 689

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
				Administration du ministère –
2	1 511 000	0	1 511 000	Infrastructure..... 769 326
	1 511 000	0	1 511 000	PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 769 326

Description du programme

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion des situations d'urgence et de l'intervention, les services en français, l'accès à l'information et la protection de la vie privée, les services juridiques et les communications.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	21 844 428		Traitements et salaires.....	4 389 715	
Avantages sociaux.....	3 809 645		Avantages sociaux.....	671 947	
Transports et communications.....	301 095		Transports et communications.....	111 357	
Services.....	37 406 839		Services.....	367 347	
Fournitures et équipement.....	523 712		Fournitures et équipement.....	29 169	
Paiement de transfert					5 569 535
Agence ontarienne des eaux.....	10 517 700				
	10 517 700				
	74 403 419		Services juridiques		
Moins : Recouvrements.....	22 667		Transports et communications.....	46 660	
	74 380 752		Services.....	14 511 823	
			Fournitures et équipement.....	62 352	
Bureau principal					14 620 835
Traitements et salaires.....	3 873 653		Systèmes informatiques		
Avantages sociaux.....	468 406		Traitements et salaires.....	2 090 069	
Transports et communications.....	98 612		Avantages sociaux.....	383 904	
Services.....	85 454		Transports et communications.....	4 557	
Fournitures et équipement.....	18 690		Services.....	8 672 220	
	4 544 815		Fournitures et équipement.....	746	
Services financiers et administratifs					11 151 496
Traitements et salaires.....	9 310 530		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	1 467 767		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	29 211		Loi sur le Conseil exécutif.....		67 910
Services.....	13 206 835		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la		
Fournitures et équipement.....	397 273		Loi sur le Conseil exécutif.....		22 958
Paiement de transfert			Créances irrécouvrables,		
Agence ontarienne des eaux.....	10 517 700		Loi sur l'administration financière.....		86 600
	34 929 316				177 468
Moins : Recouvrements.....	22 667				
	34 906 649		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Ressources humaines			– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Traitements et salaires.....	2 180 461				74 558 220
Avantages sociaux.....	817 621				
Transports et communications.....	10 698				
Services.....	563 160				
Fournitures et équipement.....	15 482				
	3 587 422				

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère – Immobilisations (Poste 3)	
Services.....	0
	0
Crédits législatifs	
Autre opération	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière.....	203 689
	203 689
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
DU MINISTÈRE.....	203 689
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère – infrastructure (Poste 2)	
Machines et équipement –	
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	161 336
Améliorations locatives.....	607 990
	769 326
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME	
D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	769 326

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$		\$	
1112				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES
				Politiques et programmes
3	27 905 100	(2 799 300)	25 105 800	environnementaux..... 24 371 092
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES
	27 906 100	(2 799 300)	25 106 800	24 371 092

Description du programme

Ce crédit comprend l'élaboration de politiques, de règlements et de lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, les activités liées à la conception des programmes visant à protéger l'environnement et le détournement des déchets pour créer des ressources précieuses. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones et de la liaison avec le Conseil des ministres, ainsi que le programme relatif à la *Charte des droits environnementaux*.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1112

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....		13 317 697
Avantages sociaux.....		1 748 902
Transports et communications.....		35 507
Services.....		2 066 774
Fournitures et équipement.....		12 838
Paielements de transfert		
Planification et action en		
protection environnementale.....	3 999 674	
Participation des Autochtones et		
collaboration.....	189 700	
Centre de Walkerton pour		
l'assainissement de l'eau.....	3 000 000	
		7 189 374
		24 371 092
Moins : Recouvrements.....		0
		24 371 092
 Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....		24 371 092

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1114				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT
				Normes et sciences
1	48 588 700	(3 606 200)	44 982 500	de l'environnement..... 44 323 972
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	48 589 700	(3 606 200)	44 983 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 44 323 972
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	4 602 800	605 800	5 208 600	Sciences de l'environnement – Immobilisations.... 2 065 847
				Amortissement,
L	1 614 700	0	1 614 700	Loi sur l'administration financière..... 1 644 422
	6 217 500	605 800	6 823 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 3 710 269
BIENS IMMOBILISÉS				
				Sciences de l'environnement et
3	8 972 100	(2 918 000)	6 054 100	et laboratoires – Infrastructure..... 5 416 177
	8 972 100	(2 918 000)	6 054 100	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 5 416 177

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées à la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire afin de soutenir la prise de décisions relative aux opérations et aux permissions, d'alimenter l'élaboration et l'évaluation des politiques, de rendre compte des résultats issus de la surveillance et de présenter des rapports au public.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ENVIRONMENTAL SCIENCES AND STANDARDS PROGRAM – CRÉDIT 1114

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)			Autres opérations	
Traitements et salaires.....	30 752 242		Amortissement,	
Avantages sociaux.....	4 768 663		Loi sur l'administration financière.....	1 644 422
Transports et communications.....	556 745			<u>1 644 422</u>
Services.....	5 509 623		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Fournitures et équipement.....	2 569 599		NORMES ET SCIENCES	
Paielements de transfert			DE L'ENVIRONNEMENT.....	
Environmental Science				<u>3 710 269</u>
and Technical Research.....	<u>167 100</u>		BIENS IMMOBILISÉS	
	167 100		Sciences de l'environnement et laboratoires – infrastructure (Poste 3)	
	<u>44 323 972</u>		Immeubles – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	4 142 051
Crédits législatifs			Machines et équipement –	
Autres opérations			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	799 256
Créances irrécouvrables,			Parc automobile et flotte de bateaux –	
Loi sur l'administration financière.....	<u>0</u>		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	474 870
				<u>5 416 177</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
NORMES ET SCIENCES			NORMES ET SCIENCES	
DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>44 323 972</u>		DE L'ENVIRONNEMENT.....	
				<u>5 416 177</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sciences de l'environnement – immobilisations (Poste 2)				
Autres opérations.....	2 065 847			
	<u>2 065 847</u>			

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
				Conformité environnementale
1	105 626 500	1 315 900	106 942 400	et application des lois..... 105 647 251
				Programme relatif à l'eau potable
3	1 260 400	(598 400)	662 000	pour les communautés autochtones. 649 927
				Créances irrécouvrables,
L	1 300	0	1 300	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				Fiducie,
				<i>Loi de 2017 sur le financement</i>
				<i>de l'assainissement des rivières</i>
L	1 000	0	1 000	<i>English et Wabigoon.....</i> 0
	<u>106 889 200</u>	<u>717 500</u>	<u>107 606 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 106 297 178
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	3 000	102 430 700	102 433 700	Environmental Remediation – Capital.. 102 431 713
				Environmental Compliance and
7	78 000	1 167 800	1 245 800	Enforcement – Capital..... 1 209 189
				Amortissement,
L	945 600	0	945 600	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 906 361
	<u>1 026 600</u>	<u>103 598 500</u>	<u>104 625 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ENVIRONMENTAL COMPLIANCE AND OPERATIONS PROGRAM..... 104 547 263

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
BIENS IMMOBILISÉS				
				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
				Conformité et opérations –
6	1 000	242 900	243 900	Infrastructure..... 242 945
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				CONFORMITÉ
				ENVIRONNEMENTALE
	1 000	242 900	243 900	ET OPÉRATIONS..... 242 945

Description du programme

Ce crédit comprend la surveillance, à l'échelon provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutient toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs protégeant la salubrité de l'air, des sols et de l'eau, y compris l'eau potable.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Conformité environnementale et application des lois (Poste 1)			Assainissement de l'environnement – Immobilisations (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	82,860,484		Services.....	102,431,713
Avantages sociaux.....	13,697,935			<u>102,431,713</u>
Transports et communications.....	1,076,790			
Services.....	6,756,660		Conformité environnementale et application des lois – immobilisations (Poste 7)	
Fournitures et équipement.....	1,255,382		Services.....	5,562
Paiements de transfert			Fournitures et équipement.....	1,203,627
Fonds ontarien de protection de l'environnement				<u>1,209,189</u>
à l'échelle communautaire.....	304,306			
	<u>304,306</u>		Crédits législatifs	
	105,951,557		Autres opérations	
Moins : Recouvrements.....	304,306		Amortissement,	
	<u>105,647,251</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>	906,361
				<u>906,361</u>
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones (Poste 3)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires.....	264,970		CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
Avantages sociaux.....	384,957		ET OPÉRATIONS.....	
	<u>649,927</u>			<u>104,547,263</u>
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations			Conformité environnementale et opérations – Infrastructure (Poste 6)	
Créances irrécouvrables,			Machines et équipement –	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	0		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	242,945
Transferts depuis des comptes à fin désignée – Fonctionnement,				<u>242,945</u>
Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets,			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>	0		CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
	0		ET OPÉRATIONS.....	
Moins : Recouvrements.....	0			<u>242,945</u>
	<u>0</u>			
Paiements de transfert				
Fiducie,				
Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des				
<i>rivières English et Wabigoon</i>	0			
	<u>0</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE				
ET OPÉRATIONS.....		<u>106,297,178</u>		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1118				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES
				Évaluations et permissions
1	33 411 700	649 200	34 060 900	environnementales..... 33 901 695
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....
	<u>33 411 700</u>	<u>649 200</u>	<u>34 060 900</u>	<u>33 901 695</u>
CHARGES D'IMMOBILISATION				
				Évaluations et permissions
3	1 141 400	(649 800)	491 600	environnementales – Immobilisations 483 482
				Amortissement,
L	2 893 200	0	2 893 200	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....
	<u>4 034 600</u>	<u>(649 800)</u>	<u>3 384 800</u>	<u>483 482</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
				Évaluations et permissions
2	1 000	0	1 000	environnementales – Infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées à la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis et des permissions ainsi que les activités relatives à la modernisation du programme d'évaluations environnementales et à la tenue d'examens exhaustifs des évaluations environnementales.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AND PERMISSIONS – CRÉDIT 1118

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)		Évaluations et permissions environnementales – immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	27,171,704	Services.....	483,482
Avantages sociaux.....	4,282,647		<u>483,482</u>
Transports et communications.....	111,052		
Services.....	2,309,908	Crédits législatifs	
Fournitures et équipement.....	26,384		
	<u>33,901,695</u>	Autres opérations	
		Amortissement,	
		Loi sur l'administration financière.....	0
			<u>0</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS		ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS	
ENVIRONNEMENTALES.....	<u>33,901,695</u>	ENVIRONNEMENTALES.....	<u>483,482</u>
		BIENS IMMOBILISÉS	
		Évaluations et permissions environnementales – infrastructure (Poste 3)	
		Business application software –	
		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
			<u>0</u>
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS	
		ENVIRONNEMENTALES.....	<u>0</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1119				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE
1	15 708 900	(2 250 200)	13 458 700	Changement climatique et résilience..... 12 949 426
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE..... 12 949 426
	<u>15 708 900</u>	<u>(2 250 200)</u>	<u>13 458 700</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Action en matière de
				changement climatique
2	1 000	0	1 000	et résilience..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées aux domaines suivants : élaboration et mise en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique; suivi d'initiatives liées au changement climatique et soutien de mesures visant à lutter contre le changement climatique; renforcement de la résilience, de l'adaptation et des services analytiques; soutien au développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit comprend également les activités liées au soutien apporté au travail réalisé par le MEPP avec les ministères partenaires afin de comprendre les effets du changement climatique et leur incidence sur l'atteinte des objectifs gouvernementaux.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Changement climatique et résilience (Poste 1)		Changement climatique et résilience - immobilisations (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	10 343 355	Services.....	0
Avantages sociaux.....	1 473 484		0
Transports et communications.....	38 044		
Services.....	1 082 529	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Fournitures et équipement.....	12 014	ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT	
	<u>12 949 426</u>	CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE	<u>0</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT			
CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	<u>12 949 426</u>		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1120				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
1	29 014 200	3 234 200	32 248 400	Parcs Ontario..... 32 223 400
2	76 183 100	(7 054 300)	69 128 800	Conservation et protection de l'eau..... 68 119 261
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 586 400
				Transferts du compte à fin désignée
				pour les charges de fonctionnement,
				Compte pour la conservation des espèces,
				<i>Loi de 2025 sur la conservation</i>
L	1 000	0	1 000	<i>des espèces</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX..... 100 929 061
	105 199 300	(3 820 100)	101 379 200	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	11 067 700	(4 662 000)	6 405 700	Parcs Ontario – immobilisations..... 6 389 231
				Conservation et protection de l'eau –
5	35 810 500	(20 700 000)	15 110 500	immobilisations..... 15 110 500
				Amortissement,
L	8 621 900	0	8 621 900	<i>Loi sur l'administration financière</i> 7 826 550
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX..... 29 326 281
	55 500 100	(25 362 000)	30 138 100	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1120				
BIENS IMMOBILISÉS				
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
4	56 206 200	(23 664 000)	32 542 200	Parcs Ontario – infrastructure..... 30 792 943
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				GESTION DES TERRES
	56 206 200	(23 664 000)	32 542 200	ET DES EAUX..... 30 792 943

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées à la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux parcs provinciaux, aux offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Parcs Ontario (Poste 1)			Parcs Ontario - immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	91 543 196		Transports et communications.....	154 362
Avantages sociaux.....	13 615 521		Services.....	5 430 768
Transports et communications.....	2 982 481		Fournitures et équipement.....	1 787 461
Services.....	47 328 924		Autres opérations.....	102 940
Fournitures et équipement.....	28 747 134			7 475 531
Paiements de transfert			Moins : Recouvrements.....	1 086 300
Partenariat pour la protection				6 389 231
de la nature.....	5 000 000			
	5 000 000		Conservation and Water Protection – Immobilisations (Poste 5)	
	189 217 256		Services.....	3 799 972
Moins : Recouvrements.....	156 993 856		Paiements de transfert	
	32 223 400		Relance et résilience	
Conservation et protection de l'eau (Poste 2)			climatique – Evergreen	
Traitements et salaires.....	16 588 773		Brick Works.....	6 300 000
Avantages sociaux.....	2 358 418		Projet de réduction du	
Transports et communications.....	181 251		phosphore pour le lac	
Services.....	13 337 378		Simcoe.....	700 000
Fournitures et équipement.....	572 379		Soutien au traitement des eaux	
Paiements de transfert			de lavage agricoles.....	1 600 000
Intendance des espèces en péril			Programme de partenariat pour	
en Ontario.....	19 596 391		la protection des terres	
Protection des sources d'eau.....	7 169 800		humides.....	2 710 528
Grands Lacs.....	6 726 871			11 310 528
Lac Simcoe.....	1 388 000			15 110 500
Programme d'aide relative			Crédits législatifs	
aux Grands Lacs et au fleuve			Autres opérations	
Saint-Laurent.....	200 000		Amortissement,	
	35 081 062		<i>Loi sur l'administration financière</i>	7 826 550
	68 119 261			7 826 550
Crédits législatifs			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Autres opérations			 GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	29 326 281
Créances irrécouvrables,				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	586 400			
Transferts du compte à fin désignée pour les charges de				
fonctionnement – Compte pour la conservation des espèces,				
<i>Loi de 2025 sur la conservation des espèces</i>	0			
	586 400			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
 GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	100 929 061			

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Ontario Parks Infrastructure (Poste 4)	
Land Improvements.....	248 735
Buildings - salaries and wages.....	(76 209)
Buildings - employee benefits.....	(15 245)
Buildings – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	9 437 327
ARO Buildings Revaluation.....	124 427
Transportation infrastructure - salaries and wages.....	(9 610)
Transportation infrastructure - employee benefits.....	(476)
Transportation infrastructure – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	4 374 704
Dams and engineering structures - salaries and wages.....	(179 763)
Dams and engineering structures - employee benefits.....	(26 982)
Dams and engineering structures – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	15 483 924
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	1 458 819
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
Leasehold improvements.....	(25 906)
Information Technology hardware.....	(802)
	<u>30 792 943</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – LAND AND WATER PROGRAM.....	<u>30 792 943</u>

*Negative balances reported are for Construction in Progress (CIP) assets, and result from placing CIP assets into productive use during the fiscal year.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1121				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT
				À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS
				Emissions Performance
1	1 000	0	1 000	Standards Program..... 0
				Créances irrécouvrables - Emissions
				Performance Standards Program, the
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Transfers from Designated Purpose
				Account Operating, Emissions
				Performance Standards Program,
				<i>Environmental Protection Act,</i>
L	25 158 600	0	25 158 600	<i>R.S.O. 1990</i> 69 812
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT
				À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS..... 69 812
	25 160 600	0	25 160 600	
				ACTIF DE FONCTIONNEMENT
				Emissions Performance
2	1 000	0	1 000	Standards Program - Accounts Receivable. 0
				Loans and Investments, Emissions
				Performance Standards Program,
				<i>Environmental Protection Act,</i>
L	1 000	0	1 000	<i>R.S.O. 1990</i> 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT
				À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS..... 0
	2 000	0	2 000	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1121				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS
3	1 000	0	1 000	Normes de rendement à l'égard des émissions..... 0
				Transfert du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement,</i>
L	100 105 500	0	100 105 500	L.R.O. 1990 53 315 779
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS..... 53 315 779
	100 106 500	0	100 106 500	
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	Normes de rendement à l'égard des émissions – Infrastructure..... 0
				Investissements dans des immobilisations corporelles, Normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de la nature,</i>
L	2 000	0	2 000	L.R.O. 1990..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS..... 0
	3 000	0	3 000	

Description du programme

Ce crédit comprend l'administration du Programme des normes de rendement à l'égard des émissions et de l'exécution d'initiatives de réduction des gaz à effet de serre ou du soutien connexe.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS – CRÉDIT 1121

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions (Poste 1)		Programme des normes de rendement à l'égard des émissions (Poste 3)	
Services	69 812	Services	297 210
Paievements de transfert		Paievement de transfert	
Normes de rendement à l'égard des émissions.....	0	Normes de rendement à l'égard des émissions.....	53 018 569
	69 812		53 315 779
Moins : Recouvrements	69 812	Moins : Recouvrements	53 315 779
	0		0
Crédits législatifs		Crédits législatifs	
Autres opérations		Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur l'administration financière.....		Transfert du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	
	0		53 315 779
Transferts du compte à fin désignée pour les charge de fonctionnement, Normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990.....			53 315 779
	69 812		
	69 812	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....	53 315 779
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....		BIENS IMMOBILISES	
	69 812	Normes de rendement à l'égard des émissions - infrastructure (Poste 4)	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	
Normes de rendement à l'égard des émissions – débiteurs (Poste 2)			0
Prêts et investissements.....			0
	0	Moins : Recouvrements.....	0
	0		0
Crédits législatifs		Crédits législatifs	
Prêts et investissements		Investissements dans des immobilisations corporelle à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990.....	
Prêts et investissements			0
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990.....			0
	0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....	0
	0		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....			
	0		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Agence ontarienne des eaux	110101			
Agence ontarienne des eaux		Oui	Non	10 517 700
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	111203			
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau		Oui	Non	3 000 000
Participation des Autochtones et collaboration	111203			
Participation des Autochtones et collaboration		Oui	Oui	189 700
Planification et action en protection environnementale	111203			
Planification et action en protection environnementale – Greenbelt Foundation		Oui	Oui	3 999 674
Sciences de l'environnement et recherche technique	111401			
Sciences de l'environnement et recherche technique		Oui	Oui	167 100
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	111601			
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire		Oui	Oui	304 306
Partnariat pour la protection de la nature	112001			
Programme de partenariat pour la protection des espaces verts		Oui	Oui	5 000 000
Protection des sources d'eau	112002			
Protection des sources d'eau potable		Oui	Oui	7 159 800
Meilleures pratiques en matière de protection des sources d'eau		Oui	Oui	10 000
Lac Simcoe	112002			
Lac Simcoe		Oui	Oui	1 388 000
Grands Lacs	112002			
Fonds d'action locale pour les Grands Lacs		Oui	Oui	715 145
Programme de protection des Grands Lacs		Oui	Oui	6 011 726
Intendance des espèces en péril en Ontario	112002			
Programme d'intendance pour la conservation du caribou		Oui	Oui	7 820 394
Programme d'intendance des espèces en péril en Ontario		Oui	Oui	3 202 200
Programme de conservation des espèces		Oui	Oui	8 573 797
Programme d'aide relative aux Grands Lacs et au fleuve Saint-Laurent	112002			
Programme d'aide relative aux Grands Lacs et au fleuve Saint-Laurent		Oui	Oui	200 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

For the year ended March 31, 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Relance et résilience climatique – Evergreen	112005			
Relance et résilience climatique – Evergreen		Oui	Oui	6 300 000
Soutien au traitement des eaux de lavage agricoles	112005			
Fonds WISE d'encouragement à l'innovation et à l'intendance relatives aux eaux agricoles		Oui	Oui	1 600 000
Programme de partenariat pour la protection des terres humides	112005			
Programme de partenariat pour la protection des terres humides		Oui	Oui	2 710 528
Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe	112005			
Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe		Oui	Oui	700 000
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	112103			
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions		Oui	Oui	53 018 569
TOTAL				122 588 639

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres.....	12 056 914	14 422 652
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autorisation environnementale.....	2 823 844	2 462 410
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions.....	320 457 840	260 551 086
Autres.....	4 897 933	6 363 250
	328 179 617	269 376 746
VENTES ET LOCATIONS.....	5 187	931
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	643 835	537 969
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	7 635 317	991 084
DIVERS		
Compte pour la conservation des espèces.....	5 242 005	0
Autres.....	55 999	62 703
	5 298 004	62 703
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	353 818 874	285 392 085

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-186
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-187
POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES	2-189
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-191
TAXES, AVANTAGES FISCAUX ET RELATIONS MUNICIPALES EN Matière de finances.....	2-194
PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION.....	2-200
PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE Modernisation relative au marché.....	2-202
TRÉSOR.....	2-204
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-188, 2-193, 2-199, 2-201, 2-205
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-206
ÉTAT DES RECETTES.....	2-207
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-210

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
68 176 383	Administration du ministère	56 212 887	54 274 025
147 701 533	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	13 045 900	12 530 444
54 374 283	Politiques économiques, budgétaires et financières	18 285 100	62 836 173
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales		
4 083 025 744	en matière de finances	1 183 006 400	1 231 629 380
6 160 000	Programme du Fonds ontarien pour la construction	15 101 000	468 739 409
	Programme des politiques en matière d'alcool et de la		
0	modernisation relative au marché	103 593 400	99 365 304
14 776 087 924	Trésor	16 054 231 700	15 400 876 649
19 135 525 867	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	17 443 476 387	17 330 251 384
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales		
33 611 070	en matière de finances	36 200 000	34 153 365
33 611 070	TOTAL ACTIF DE FONCTIONNEMENT	36 200 000	34 153 365
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Taxes, avantages fiscaux et relati	2 000	0
0	TOTAL CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Taxes, avantages fiscaux et relati	1 000	0
0	TOTAL BIENS IMMOBILISÉS	1 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	32 201 800	23 929 900	56 131 700	
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE
				Administration du ministère.....
				Traitement versé au ministre
				en vertu de la
L	47 841	0	47 841	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire
				en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i>
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE
	32 282 987	23 929 900	56 212 887	54 274 025

Description du programme

Le Programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre des Finances, assure des fonctions de planification, de consultation, de services juridiques et de contrôle afin de garantir l'orientation et la gestion des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux lois du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux, et veille à ce que le ministère ainsi que ses groupes de clients bénéficient d'un soutien adéquat.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	16 880 443		Traitements et salaires.....	4 248 180	
Avantages sociaux.....	2 499 111		Avantages sociaux.....	733 722	
Transports et communications.....	295 956		Transports et communications.....	46 118	
Services.....	34 297 549		Services.....	23 905 836	
Fournitures et matériel.....	187 694		Fournitures et matériel.....	9 127	
	<u>54 160 753</u>				<u>28 942 983</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	4 051 954		Transports et communications.....	39 168	
Avantages sociaux.....	539 230		Services.....	9 586 714	
Transports et communications.....	148 976		Fournitures et matériel.....	117 493	
Services.....	136 827				<u>9 743 375</u>
Fournitures et matériel.....	16 989		Crédits législatifs		
	<u>4 893 976</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services ministériels			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires.....	8 580 309		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Avantages sociaux.....	1 226 159		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Transports et communications.....	61 694				<u>113 272</u>
Services.....	668 172		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
Fournitures et matériel.....	44 085		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
	<u>10 580 419</u>		DU MINISTÈRE		
			<u><u>54 274 025</u></u>		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
				Politiques en matière de sécurité du
6	5 677 600	137 100	5 814 700	revenu et de régimes de retraite..... 5 528 148
				Politiques en matière de
8	7 089 400	140 800	7 230 200	services financiers..... 7 002 296
12	1 000	0	1 000	Tribunal des services financiers..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES..... 12 530 444
	12 768 000	277 900	13 045 900	

Description du programme

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux.

De plus, le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

Ce programme soutient la coordination interministérielle pour l'élaboration horizontale de politiques visant à soutenir des secteurs essentiels comme les boissons alcoolisées, les jeux et le cannabis.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET DES RELATIONS

AVEC LES ORGANISMES – CRÉDIT 1202

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (poste 6)		Tribunal des services financiers (poste 12)	
Traitements et salaires.....	4 487 001	Traitements et salaires.....	217 506
Avantages sociaux.....	564 409	Avantages sociaux.....	51 976
Transports et communications.....	8 091	Transports et communications.....	1 339
Services.....	460 247	Services.....	656 388
Fournitures et matériel.....	8 400	Fournitures et matériel.....	1 122
	<u>5 528 148</u>		<u>928 331</u>
Politiques en matière de services financiers (poste 8)		Moins : Recouvrements.....	<u>928 331</u>
Traitements et salaires.....	5 433 534		<u>0</u>
Avantages sociaux.....	851 270	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
Transports et communications.....	37 921	PROGRAMME DES POLITIQUES DE	
Services.....	813 244	RÉGLEMENTATIONS ET DES RELATIONS	
Fournitures et matériel.....	39 717	AVEC LES ORGANISMES	<u>12 530 444</u>
	<u>7 175 686</u>		
Moins : Recouvrements.....	<u>173 390</u>		
	<u>7 002 296</u>		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1203				PROGRAMME DES POLITIQUES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET	
				FINANCIÈRES	
1	13 988 900	(1 176 100)	12 812 800	Politiques économiques.....	12 425 927
8	5 781 000	(311 700)	5 469 300	Bureau du budget.....	5 410 246
				Revenus du secteur de l'électricité	
				réservés à la Société financière	
				de l'industrie de l'électricité de	
12	1 000	0	1 000	l'Ontario.....	0
				Garanties et indemnités,	
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	0
				Hydro One Inc., provision pour l'impôt	
				provincial sur les sociétés,	
L	1 000	0	1 000	<i>Loi de 1998 sur l'électricité.....</i>	45 000 000
				TOTAL (CHARGES DE	
				FONCTIONNEMENT) -	
				POLITIQUES ÉCONOMIQUES,	
				BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES....	62 836 173
	19 772 900	(1 487 800)	18 285 100		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et soutient l'examen préélectoral des finances de l'Ontario par le vérificateur général. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET DES RELATIONS

AVEC LES ORGANISMES – CRÉDIT 1202

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Economic Policy (poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	10 222 245	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 332 929	Hydro One Inc., provision pour	
Transports et communications.....	55 189	l'impôt provincial sur les sociétés,	
Services.....	573 218	<i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	45 000 000
Fournitures et matériel.....	242 346		45 000 000
	<u>12 425 927</u>		
Bureau du budget (poste 8)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
Traitements et salaires.....	4 553 660	PROGRAMME DES POLITIQUES	
Avantages sociaux.....	686 810	ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
Transports et communications.....	16 536	ET FINANCIÈRES	<u><u>62 836 173</u></u>
Services.....	113 548		
Fournitures et matériel.....	39 692		
	<u>5 410 246</u>		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
				Administration des taxes, des
1	596 566 100	(85 470 200)	511 095 900	avantages fiscaux et des prestations.. 490 622 560
5	10 229 400	(2 150 100)	8 079 300	Politiques fiscales..... 7 980 553
				Relations provinciales-municipales en
6	36 566 400	(2 894 200)	33 672 200	matière de finances..... 32 346 645
				Programmes de soutien aux
7	583 577 100	(4 134 000)	579 443 100	municipalités..... 579 437 944
				Paiements versés à des agences de
				recouvrement en vertu de la
L	5 500 000	0	5 500 000	Loi sur l'administration financière..... 4 626 939
				Créances irrécouvrables,
L	45 215 900	0	45 215 900	Loi sur l'administration financière..... 116 614 739
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	1 277 654 900	(94 648 500)	1 183 006 400	1 231 629 380

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 500 000	0	1 500 000	Actifs..... 699 266
				Avances,
L	20 000 000	0	20 000 000	Loi sur l'éducation..... 18 587 194
				Avances,
L	7 500 000	0	7 500 000	Loi sur les régies des services publics 7 632 178
				Avances,
L	7 200 000	0	7 200 000	Loi sur les régies des routes locales.. 7 234 727
	<u>36 200 000</u>	<u>0</u>	<u>36 200 000</u>	TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME DES TAXES, DES
				AVANTAGES FISCAUX ET DES
				RELATIONS MUNICIPALES
				EN MATIÈRE DE FINANCES..... 34 153 365
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
				PROGRAMME DES TAXES, DES
				AVANTAGES FISCAUX ET DES
				RELATIONS MUNICIPALES
				EN MATIÈRE DE FINANCES..... 0

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
4	1 000	0	1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	1 000	0	1 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques ainsi que des services de conception de lois dans divers domaines fiscaux, comme les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation et les ventes, l'administration des successions et les charges sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification en ligne, audit, inspection, enquête et recouvrement, etc.). Il exécute aussi des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des particuliers et des familles à faible revenu, y compris des services automatisés de vérification du revenu et des améliorations à l'expérience client en ligne pour d'autres programmes d'avantages fiscaux. Le programme réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale, examine les programmes d'administration fiscale pour veiller à leur efficacité, aux gains en efficience et aux possibilités d'améliorer l'intégrité des revenus. Il coordonne les activités de réduction du fardeau administratif au nom du ministère et gère les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et de textes législatifs régissant le régime de taxation foncière de l'Ontario, y compris les impôts fonciers municipaux, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial. Il établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et gère les relations de la province avec la Société d'évaluation foncière des municipalités. De plus, le programme assure la surveillance stratégique des politiques soutenant les accords fiscaux entre la province et les municipalités et prodigue des conseils dans ce domaine, et il conçoit et exécute les programmes de financement des municipalités, y compris le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui constitue la principale subvention générale de soutien aux municipalités.

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

\$		\$		\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT						
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (poste 1)			Observation fiscale et avantages fiscaux			
Traitements et salaires.....	72 654 285		Traitements et salaires.....	62 360 291		
Avantages sociaux.....	12 356 204		Avantages sociaux.....	10 919 275		
Transports et communications.....	3 638 056		Transports et communications.....	3 574 899		
Services.....	163 805 301		Services.....	19 425 723		
Fournitures et matériel.....	1 538 997		Fournitures et matériel.....	1 500 476		
Paiements de transfert			Paiements de transfert			
Programme d'aide aux boutiques de vin.....	351 093		Programme d'aide aux boutiques de vin.....	351 093		
Partenariats avec les Premières Nations.....	614 625		Régime de revenu annuel garanti.....	233 766 910		
Régime de revenu annuel garanti..	233 766 910		Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	5 000		
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	5 000			331 903 667		
Programme de remise aux contribuables de l'Ontario	6 249 400		Moins : Recouvrements.....	4 357 311		
		240 987 028				327 546 356
		494 979 871				
Moins : Recouvrements.....	4 357 311					
		490 622 560				
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes			Politique fiscale (poste 5)			
Traitements et salaires.....	10 293 994		Traitements et salaires.....		6 163 428	
Avantages sociaux.....	1 436 929		Avantages sociaux.....		891 416	
Transports et communications....	63 157		Transports et communications.....		20 223	
Services.....	144 379 578		Services.....		847 420	
Fournitures et matériel.....	38 521		Fournitures et matériel.....		58 066	
Paiements de transfert					7 980 553	
Partenariats avec les Premières Nations.....	614 625					
Remise aux contribuables de l'Ontario.....	6 249 400					
		163 076 204				
			Relations provinciales-municipales en matière de finances (poste 6)			
			Traitements et salaires.....	9 902 439		
			Avantages sociaux.....	1 306 409		
			Transports et communications.....	53 109		
			Services.....	21 048 658		
			Fournitures et matériel.....	36 030		
				32 346 645		

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES

EN MATIÈRE DE FINANCES – CRÉDIT 1209

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		
Programmes de soutien aux municipalités (poste 7)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Paiements de transfert			Actifs (poste 2)	
Fonds de partenariat avec les municipalités			Avances et montants récupérables	
de l'Ontario.....	562 500 000		Régime de revenu annuel garanti.....	699 266
Paiements spéciaux aux municipalités.....	16 692 996			<u>699 266</u>
Aide temporaire et autres types d'aide locale.....	244 948			
	<u>579 437 944</u>			
			Crédits législatifs	
Crédits législatifs			Avances et montants récupérables	
Services			Avances,	
Paiements versés à des agences de			Loi sur l'éducation.....	18 587 194
recouvrement du secteur privé en vertu de la			Avances, Loi sur les régies	
Loi sur l'administration financière.....	4 626 939		des services publics du Nord....	7 632 178
Autres opérations			Avances, Loi sur les régies	
Créances irrécouvrables,			des routes locales.....	<u>7 234 727</u>
Loi sur l'administration financière.....	116 614 739			33 454 099
	<u>121 241 678</u>			<u>33 454 099</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -	
PROGRAMME DES TAXES, DES			PROGRAMME DES TAXES, DES	
AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS			AVANTAGES FISCAUX ET DES	
MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES....	<u><u>1 231 629 380</u></u>		RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE	
			DE FINANCES.....	<u><u>34 153 365</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1215				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION
				Fonds ontarien pour la construction, Loi de 2024 sur le Fonds ontarien
L	15 101 000	0	15 101 000	pour la construction..... 468 739 409
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION..... 468 739 409
	15 101 000	0	15 101 000	

Description du programme

Le Fonds ontarien pour la construction est un nouvel organisme sans lien de dépendance responsable de mobiliser les investissements des régimes de retraite du secteur public et d'autres investisseurs institutionnels canadiens de confiance afin d'aider à financer des projets d'infrastructure à grande échelle dans toute la province.

Dans un premier temps, les projets financés par l'entremise de ce nouvel organisme se concentreront sur les foyers de soins de longue durée, les infrastructures énergétiques, les logements abordables, les infrastructures municipales et communautaires et les transports.

Ce programme assurera une surveillance efficace du Fonds ontarien pour la construction.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION - Crédit 1215

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Paiements de transfert	
Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien</i> <i>pour la construction</i>	468,739,409
	<u>468,739,409</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION....	<u>468,739,409</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1216				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ
				Politiques en matière d'alcool et
1	103 767 400	(174 000)	103 593 400	modernisation relative au marché..... 99 365 304
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ..... 99 365 304
	<u>103 767 400</u>	<u>(174 000)</u>	<u>103 593 400</u>	<u>99 365 304</u>

Description du programme

Le Programme des politiques en matière d'alcool et de la modernisation relative au marché est chargé de diriger et de coordonner l'élaboration des politiques gouvernementales concernant les boissons alcoolisées (y compris la génération de revenus, le soutien aux producteurs, le commerce et l'accès au secteur du détail), à l'expansion du marché, ainsi que de gérer la relation de reddition de comptes et de surveillance entre le gouvernement et la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO).

De plus, il administre le Programme de consignation de l'Ontario pour le retour des contenants de boissons alcoolisées. Ce programme permet au ministère de travailler de façon intégrée, dans de multiples secteurs d'activité et avec de nombreux partenaires, sur l'ensemble des grands dossiers portant sur les politiques en matière d'alcool, la transformation du marché et la mobilisation des intervenants.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION

RELATIVE AU MARCHÉ - Crédit 1216

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Mise en oeuvre des politiques en matière d'alcool et modernisation relative au marché (poste 1)	
Traitements et salaires.....	3 607 386
Avantages sociaux.....	442 920
Transports et communications.....	55 580
Services.....	757 903
Fournitures et matériel.....	8 315
Autres opérations.....	94 493 200
	<u>99 365 304</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ.....	<u>99 365 304</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
CHARGES DE FONCTIONNE				PROGRAMME DU TRÉSOR
				Intérêts sur la dette,
L	16 054 231 700	0	16 054 231 700	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 15 400 876 649
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
	16 054 231 700	0	16 054 231 700	PROGRAMME DU TRÉSOR..... 15 400 876 649

Description du programme

Le Programme du Trésor assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'évaluation et l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services financiers centralisés, notamment la gestion des liquidités et des opérations bancaires; il présente aux investisseurs et au public des rapports sur la situation budgétaire de la province; il assure l'analyse financière et le soutien relatifs au secteur de l'électricité, y compris pour la dette et d'autres passifs, et en surveille les retombées budgétaires; il gère conjointement avec Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières, ainsi que sur tout passif provincial, réel ou éventuel; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il conseille les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes.

L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à Infrastructure Ontario tout en continuant de soutenir le gouvernement dans ses grandes priorités stratégiques.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDITS LÉGISLATIFS

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	15 827 316 690	
du régime de pensions		
du Canada.....	260 812 126	
		16 088 128 816
Moins : Intérêt capitalisé dans		
les crédits ministériels.....		(177 457 560)
Plus : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports,		
d'escomptes et de commissions.....		120 520 506
Moins : Intérêts sur les investissements.....		(1 028 320 800)
		<u>15 002 870 962</u>
Intérêt sur la dette payable à la Société		
financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario...	398 005 687	
		<u>15 400 876 649</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
PROGRAMME DU TRÉSOR.....	15 400 876 649	

MINISTÈRE DES FINANCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Partenariats avec les Premières Nations	120901	Oui	Oui	614 625
Régime de revenu annuel garanti	120901	Oui	Non	233 766 910
Programme de soutien aux boutiques de vin	120901	Oui	Oui	351 093
Accords de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	120901	Oui	Oui	5 000
Remise aux contribuables de l'Ontario	120901	Oui	Oui	6 249 400
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	120907	Oui	Non	562 500 000
Paievements spéciaux aux municipalités	120907	Oui	Non	16 692 996
Aide temporaire et autres types d'aide locale	120907	Oui	Non	244 948
TOTAL				820 424 972

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	57 652 881 274	56 309 722 838
Taxe de vente harmonisée.....	34 999 338 303	35 206 774 708
Impôt des sociétés.....	28 278 205 022	27 756 561 299
Impôt-santé des employeurs.....	9 525 131 734	9 060 727 301
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 981 730 801	5 887 683 169
Contribution-santé de l'Ontario.....	5 157 927 711	5 220 671 595
Taxe de vente au détail.....	4 317 209 083	4 156 034 355
Droits de cession immobilière.....	3 393 446 455	3 736 044 471
Taxe sur l'essence.....	1 358 576 289	1 359 123 379
Taxe sur le tabac.....	683 151 376	692 985 928
Taxe sur les carburants.....	522 073 386	513 544 281
Taxe sur la bière et le vin.....	458 307 044	519 048 783
Taxe sur le cannabis.....	412 273 261	389 745 770
Impôt sur l'administration des successions.....	369 667 531	346 102 959
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	211 585 389	221 089 376
Impôt sur les bénéfices miniers.....	127 964 685	201 649 731
Droit d'accise sur les produits du vapotage.....	123 813 682	74 813 410
Impôt foncier provincial.....	36 937 808	39 329 219
Revenus fiscaux des spiritueux.....	6 885 837	10 809 563
Taxe sur le pari mutuel.....	3 221 542	3 434 547
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier.....	4 305 470	4 053 592
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral.....	(651 012 836)	(608 450 342)
	<u>152 973 620 847</u>	<u>151 101 499 932</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention annuelle par personne –		
Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique.....	9 779 217	9 779 217
Transfert canadien en matière de santé.....	21 380 547 760	20 363 244 280
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	6 809 527 000	6 611 407 000
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	84 873	84 873
Fonds de riposte à la COVID-19	0	0
Droit à péréquation.....	546 350 000	575 696 000
	<u>28 746 288 850</u>	<u>27 560 211 370</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontario – bénéfices.....	1 760 000 000	2 130 000 000
Société ontarienne de vente du cannabis – bénéfices.....	545 000 000	223 000 000
	<u>2 305 000 000</u>	<u>2 353 000 000</u>
REVENUS D'INTÉRÊT ET DE PLACEMENTS		
Revenus d'intérêt de portefeuille tiers.....	581 728 226	939 923 522
Autres revenus d'intérêt et de placements de tiers.....	213 175 314	297 543 773
	<u>794 903 540</u>	<u>1 237 467 295</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de		
l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario....	142 327 944	142 327 944
Général.....	1 937 137	1 749 510
	<u>144 265 081</u>	<u>144 077 454</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie	58 253 575	59 910 844
de l'électricité de l'Ontario.....		
Droits de garantie – autres.....	178 914	440 457
Autres.....	1 016 090	1 039 609
	<u>59 448 579</u>	<u>61 390 910</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>1 090 789</u>	<u>1 472 418</u>
REDEVANCES		
Redevances – Teranet Polaris.....	45 947 045	44 888 557
	<u>45 947 045</u>	<u>44 888 557</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	83 847 804	7 472 824
	<u>83 847 804</u>	<u>7 472 824</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DIVERS		
Autre revenu – Toronto.....	(323)	0
Autre revenu – Oshawa.....	31 675 302	27 514 483
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	7 225 010	4 534 927
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	217 339	116 693
	<u>39 117 328</u>	<u>32 166 103</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	 <u>185 193 529 863</u>	 <u>182 543 646 863</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	1,358,000,000	1,581,000,000
Office ontarien de financement – Prêts.....	435,634,357	513,367,156
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts à long terme.....	0	140,000,000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts amortissables	741,601,869	755,382,586
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11,000,000	11,000,000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Installations d'eau visant la construction de logements.....	3,121,558	0
Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique.....	0	61,009,447
Society of United Professionals.....	19,268,057	1,494,488
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.....	2,478,827	2,587,555
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS		
EN IMMOBILISATIONS.....	2,571,104,668	3,065,841,232

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-212
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-214
POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS.....	2-216
GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....	2-220
PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET.....	
SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....	2-225
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-215, 2-218, 2-219, 2-223, 2-224, 2-229
ÉTAT DES RECETTES.....	2-230
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-231

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
14 811 616	Programme d'administration	17 732 814	16 136 024
56 593 281	Politiques, planification et projets infrastructurels	30 209 700	30 208 646
347 715 208	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	376 733 373	372 429 404
	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance		
72 005 386	des organismes	101 863 600	75 018 572
491 125 491	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	526 539 487	493 792 646
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance		
0	des organismes	30 754 800	30 435 590
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	30 754 800	30 435 590
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 424 536 575	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 463 008 300	1 452 273 593
356 530 485	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	311 246 900	239 601 445
	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance		
217 391 728	des organismes	161 416 000	117 398 009
1 998 458 788	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 935 671 200	1 809 273 047

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	0
396 481 714	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	359 480 100	8 803 188
194 678 876	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	355 034 700	302 289 588
591 160 590	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	714 515 800	311 092 776

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 874 200	4 794 600	17 668 800	Administration du ministère..... 16 045 156
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire
				en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	12 938 214	4 794 600	17 732 814	DU MINISTÈRE..... 16 136 024

Description du programme :

Le Programme d'administration interne du ministère procure des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification, communications et autres) à l'appui des initiatives et des programmes de financement du ministère.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	11 416 683		Traitements et salaires.....	2 750 510	
Avantages sociaux.....	1 680 942		Avantages sociaux.....	397 324	
Transports et communications.....	80 536		Transports et communications.....	8 828	
Services.....	2 831 675		Services.....	68 186	
Fournitures et matériel.....	35 320		Fournitures et matériel.....	8 504	
	<u>16 045 156</u>				<u>3 233 352</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	2 455 922		Transports et communications.....	1 788	
Avantages sociaux.....	410 335		Services.....	1 595 613	
Transports et communications.....	43 456		Fournitures et matériel.....	7 044	
Services.....	139 893				<u>1 604 445</u>
Fournitures et matériel.....	10 926		Crédits législatifs		
	<u>3 060 532</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services ministériels			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires.....	6 210 251				67 910
Avantages sociaux.....	873 283		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de		
Transports et communications.....	26 464		<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Services.....	1 027 983				<u>22 958</u>
Fournitures et matériel.....	8 846				<u>90 868</u>
	<u>8 146 827</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE.....		
					<u><u>16 136 024</u></u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS
				Politiques, planification et
1	14 223 300	15 985 400	30 208 700	projets infrastructurels..... 30 208 646
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables..... 0
	<u>14 224 300</u>	<u>15 985 400</u>	<u>30 209 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS..... 30 208 646
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Politiques, planification et
2	1 497 225 900	(34 218 600)	1 463 007 300	projets infrastructurels..... 1 452 273 593
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>1 497 226 900</u>	<u>(34 218 600)</u>	<u>1 463 008 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS..... 1 452 273 593
BIENS IMMOBILISÉS				
				Politiques, planification et
8	1 000	0	1 000	projets infrastructurels..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS..... 0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le programme des politiques, de la planification et des projets infrastructurels dirige les politiques globales dans tout le gouvernement afin de moderniser l'infrastructure de la province et d'exécuter ses projets d'investissement. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Le programme assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux et élabore des outils et des soutiens pour suivre les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, le programme collecte des données et élabore des outils et des analyses des besoins liés à l'état de l'infrastructure, aux capacités et aux rénovations pour étayer la prise de décision concernant les investissements dans l'infrastructure dans tous les secteurs. Le programme fait aussi la promotion des pratiques exemplaires en gestion des actifs provinciaux, fait avancer les discussions stratégiques liées à l'infrastructure avec d'autres ministères et assume le rôle ministériel de soutien à titre d'organisme central, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin d'étayer la hiérarchisation des investissements dans l'infrastructure à l'échelle du gouvernement.

De plus, le programme gère les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure, surveille l'élaboration et l'exécution des politiques et programmes d'infrastructure municipale pour s'assurer de la conformité avec les politiques d'infrastructure générales à l'échelle de la province et élabore des règlements liés aux plans de gestion des actifs pour les municipalités afin de les aider à planifier leurs priorités en infrastructure et de fournir des éléments probants à l'appui des décisions provinciales en matière de financement.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, planification et projets infrastructurels (Poste 1)			Politiques, planification et projets infrastructurels (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	12 838 663		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 804 624		Infrastructure des collectivités rurales et nordiques	
Transports et communications.....	55 093		- contribution fédérale.....	4 572 744
Services.....	14 927 648		Infrastructure des collectivités rurales et nordiques	
Fournitures et matériel.....	13 901		- contribution provinciale.....	14 526 700
Paiements de transfert			Infrastructures communautaires, culturelles et	
Gestion des biens.....	568 717		récréatives (contributions provinciales).....	34 685 400
	568 717		Infrastructures communautaires, culturelles et	
	30 208 646		récréatives (contributions fédérales).....	70 896 886
			Infrastructure verte	
Programmes et projets infrastructurels			(contributions provinciales).....	20 773 400
Traitements et salaires.....	8 061 129		Infrastructure verte	
Avantages sociaux.....	1 146 263		(contributions fédérales).....	32 049 400
Transports et communications.....	42 033		PIIC - volet Résilience à la COVID-19	
Services.....	1 464 596		(contribution provinciale).....	1 093 300
Fournitures et matériel.....	11 496		PIIC - volet Résilience à la COVID-19	
Paiements de transfert			(contribution fédérale).....	5 608 000
Gestion des biens	568 717		Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux	
		11 294 234	usées - contributions fédérales.....	1 267 434
			Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux	
Stratégies, politiques et recherche pour l'infrastructure			usées - contributions provinciales.....	404 922
Traitements et salaires.....	4 777 534		Infrastructure municipale.....	394 474 207
Avantages sociaux.....	658 361		Projets d'infrastructure prioritaires à l'échelle locale -	
Transports et communications.....	13 060		Fonds pour les priorités stratégiques	
Services.....	13 463 052		et l'infrastructure.....	28 606 550
Fournitures et matériel.....	2 405		Programme pour l'infrastructure municipale	
	18 914 412		et le logement.....	259 273 205
			Réaménagement de l'infrastructure sportive et	
Crédits législatifs			communautaire - Fonds pour les priorités	
Autres opérations			stratégiques et l'infrastructure.....	4 086 650
Créances irrécouvrables,			Fonds pour les réseaux d'eau visant la	
Loi sur l'administration financière.....	0		construction de logements.....	579 954 795
	0			1 452 273 593
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -				
POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS				
INFRASTRUCTURELS.....	30 208 646			

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
Crédits législatifs		BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations		Politiques, planification et projets infrastructurels (Poste 8)	
Amortissement,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	0	Machines et équipement -	
	0	coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -			0
 POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
 INFRASTRUCTURELS.....	1 452 273 593	 POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS	
		 INFRASTRUCTURELS.....	0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4006				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT
				Gestion du portefeuille immobilier
1	396 081 800	(23 887 700)	372 194 100	du gouvernement..... 369 593 527
				Restauration de l'édifice de
5	4 361 600	17 500	4 379 100	l'Assemblée législative..... 2 664 972
				Créances irrécouvrables,
L	144 000	0	144 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 170 905
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire
L	16 173	0	16 173	<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....
	400 603 573	(23 870 200)	376 733 373	372 429 404

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4006				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				GESTION DU PORTEFEUILLE
				IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT
				Gestion du portefeuille immobilier
2	327 886 000	(17 500 000)	310 386 000	du gouvernement..... 239 601 445
				Gestion du portefeuille immobilier du
3	1 000	0	1 000	gouvernement – immobilisations,
				charges liées aux biens immobilisés..... 0
				Amortissement,
L	859 900	0	859 900	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) -
				GESTION DU PORTEFEUILLE
				IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....
	328 746 900	(17 500 000)	311 246 900	239 601 445
BIENS IMMOBILISÉS				
				Gestion du portefeuille immobilier
4	359 480 100	0	359 480 100	du gouvernement..... 8 803 188
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				GESTION DU PORTEFEUILLE
				IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....
	359 480 100	0	359 480 100	8 803 188

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme de gestion du portefeuille immobilier du gouvernement est chargé de gérer le portefeuille immobilier général du gouvernement par l'élaboration de politiques et l'exécution de programmes.

Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour ce qui a trait à la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation pluriannuelles des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le programme gère le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère.

Le programme est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail afin d'assurer l'optimisation de la valeur des biens immobiliers du secteur public (gouvernement et organismes). Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en réduisant la taille et le coût des espaces de bureaux, en veillant à ce que le portefeuille de bureaux ait un taux d'occupation renforcé, plus stratégique et optimal grâce à des investissements stratégiques dans les immeubles loués et détenus en propriété. Le programme vise à moderniser les espaces de bureau utilisés par la fonction publique de l'Ontario afin d'offrir les meilleurs résultats et services. Il assure l'exécution de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et les plans d'optimisation des bureaux régionaux et de Toronto.

Le programme englobe également la surveillance du projet de restauration de Queen's Park, qui est l'édifice législatif de l'Ontario, mené par le Secrétariat de la restauration de Queen's Park.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement (Poste 2)			Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement (Poste 4)	
Transports et communications.....	6,780		Terrains.....	8,803,188
Fournitures et matériel.....	227,189,106			<u>8,803,188</u>
Services.....	346,404			
Paiements de transfert				
Transactions immobilières -				
immobilisations.....	<u>1,560,114</u>			
	1,560,114			
Autres opérations.....	10,499,041			
	<u>239,601,445</u>			
Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement –				
immobilisations, charges liées aux biens immobilisés (Poste 3)				
Autres opérations.....	0			
	<u>0</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement,				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	0			
	<u>0</u>			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER			GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER	
DU GOUVERNEMENT.....	<u>239,601,445</u>		DU GOUVERNEMENT.....	<u>8,803,188</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4007				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROJETS DE PARTENARIATS
				RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE
				ET SURVEILLANCE DES
				ORGANISMES
				Projets de partenariats relatifs à
				l'infrastructure et surveillance des
1	99 366 400	2 497 200	101 863 600	organismes..... 75 018 572
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROJETS DE PARTENARIATS
				RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE
				ET SURVEILLANCE DES
	99 366 400	2 497 200	101 863 600	ORGANISMES..... 75 018 572
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Projets de partenariats relatifs
4	1 000	30 753 800	30 754 800	à l'infrastructure..... 30 435 590
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) -
				PROJETS DE PARTENARIATS
				RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE
				ET SURVEILLANCE DES
	1 000	30 753 800	30 754 800	ORGANISMES..... 30 435 590

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4007				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES
				Projets de partenariats relatifs
2	313 688 100	(154 017 100)	159 671 000	à l'infrastructure..... 117 138 969
				Amortissement,
L	1 745 000	0	1 745 000	Loi sur l'administration financière..... 259 040
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES..... 117 398 009
	315 433 100	(154 017 100)	161 416 000	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Projets de partenariats
3	400 646 400	(45 611 700)	355 034 700	relatifs à l'infrastructure..... 302 289 588
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES..... 302 289 588
	400 646 400	(45 611 700)	355 034 700	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programm

Le programme de gestion des projets d'infrastructure du gouvernement et de surveillance des organismes supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun (ATC), en partenariat avec Infrastructure Ontario et Metrolinx. Le Programme ATC est un élément du plan gouvernemental visant à bâtir des collectivités dynamiques, durables et à usages mixtes axées sur le transport en commun, tout en réduisant pour les contribuables le fardeau de la construction de l'infrastructure des stations de transport en commun. L'ATC devrait augmenter le nombre d'utilisateurs, réduire les embouteillages et procurer une diversité de logements, y compris des options de logements abordables, tout en créant des emplois.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le programme collabore étroitement avec Infrastructure Ontario et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto pour veiller à ce que les mandats respectifs de ces organismes soient conformes aux priorités de la province. Le programme collabore avec les partenaires et les ministères de tutelle afin d'élaborer et de transmettre des directives à Infrastructure Ontario de manière opportune, claire et efficace. Il surveille également le programme de prêts et le cadre stratégique d'Infrastructure Ontario et collabore avec cet organisme pour élaborer des politiques et des initiatives visant à améliorer la mise en œuvre des infrastructures. De plus, le programme travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada et la ville de Toronto pour faire progresser la revitalisation du secteur riverain de Toronto.

Le programme collabore également avec Infrastructure Ontario au réaménagement de la Place de l'Ontario en une destination de stature mondiale fréquentée toute l'année qui proposera des divertissements pour les familles, des espaces pour le public et les événements, un parc et un accès au littoral.

Par ailleurs, le ministère assure la supervision du Centre des sciences de l'Ontario et collabore avec Infrastructure Ontario en vue du déménagement de ce dernier à la Place de l'Ontario, créant ainsi une nouvelle installation à la pointe de la technologie.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET

SURVEILLANCE DES ORGANISMES – CRÉDIT 4007

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Secrétariat du réaménagement de la Place de l'Ontario		
Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes (Poste 1)			Traitements et salaires.....	6 135 307	
Traitements et salaires.....	12 293 367		Avantages sociaux.....	798 351	
Avantages sociaux.....	1 677 885		Transports et communications.....	18 033	
Transports et communications.....	31 219		Services.....	31 668 991	
Services.....	32 030 415		Fournitures et matériel.....	1 088 924	
Fournitures et matériel.....	1 099 173		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Centre des sciences de l'Ontario..	26 591 600	
Centre des sciences de l'Ontario.....	26 591 600		Réaménagement de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement.....	232 878	
Réaménagement de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement.....	232 878				66 534 084
Collectivités axées sur les transports en commun - financement des municipalités.....	1 062 035		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....		75 018 572
		27 886 513			
		75 018 572			
Aménagement axé sur les transports en commun et surveillance des organismes			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	6 158 060		Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure (Poste 4)		
Avantages sociaux.....	879 534		Dépôts et charges payées d'avance.....	30 435 590	
Transports et communications.....	13 186			30 435 590	
Services.....	361 424		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....		30 435 590
Fournitures et matériel.....	10 249				
Paiements de transfert					
Collectivités axées sur les transports en commun - financement des municipalités.....	1 062 035				
		8 484 488			
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure (Poste 2)		
			Services.....	82 012 213	
			Paiements de transfert		
			Réaménagement de la Place de l'Ontario.....	1 021 776	
			Centre des sciences de l'Ontario..	12 000 000	
			Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	22 104 980	
					35 126 756
					117 138 969

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET

SURVEILLANCE DES ORGANISMES – CRÉDIT 4007

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
Crédits législatifs	
Amortissement,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	259 040
	<u>259 040</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
 PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À	
 L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE	
 DES ORGANISMES	<u><u>117 398 009</u></u>
BIENS IMMOBILISÉS	
Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure (Poste 3)	
Terrains.....	67 080 000
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	48 348 182
Barrages et ouvrages d'art -	
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	186 861 406
	<u>302 289 588</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
 PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À	
 L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE	
 DES ORGANISMES	<u><u>302 289 588</u></u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure.....	119 815 392	214 241 716
Autres - gouvernement du Canada.....	1 154 431	2 986 271
	<u>120 969 823</u>	<u>217 227 987</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>141 283</u>	<u>124 049</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>33 376</u>	<u>41 097</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>107 014 660</u>	<u>108 615 123</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert - recouvrement de dépenses des années précédentes.....	55 119 258	12 492
Traitements et salaires - recouvrement de dépenses des années précédentes.....	0	8 772
Avantages sociaux - recouvrement de dépenses des années précédentes...	0	378
Services et locations - recouvrement de dépenses des années précédentes	941 553	2 934 940
Recouvrement de dépenses des années précédentes lié aux radiations	242 955	4 022
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Autres.....	2 191 137	3 699 907
Recouvrement de dépenses des années précédentes lié à l'acquisition et à la construction.....	0	0
Recouvrement de dépenses des années précédentes lié à des accords avec des sociétés et des organismes gouvernementaux.....	0	0
	<u>58 494 903</u>	<u>6 660 511</u>
DIVERS		
Intérêts sur les prêts.....	6 766 042	6 451 384
Intérêt - Solde bancaire.....	6 072 593	7 928 547
Pénalités – intérêt.....	15 803	768
Autres.....	51 000 392	5 698 086
	<u>63 854 830</u>	<u>20 078 785</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>350 508 875</u>	<u>352 747 552</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Infrastructures communautaires - Prêts.....	0	0
Société foncière de l'Ontario.....	828 000	130 750
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	828 000	130 750

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-234
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-236
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-240
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....	2-242
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	2-246
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-249
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	2-252
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-254
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	2-256
PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DU RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX.....	2-259
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-238, 2-239, 2-241, 2-245, 2-248, 2-251, 2-258, 2-261
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE.....	2-262
ÉTAT DES RECETTES.....	2-263

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
246 805 853	Administration du ministère	232 906 992	230 293 349
399 786 527	Poursuites contre les criminels	428 475 000	425 045 406
	Politiques, programmes de justice et programme		
585 339 172	relatif aux organismes	592 868 300	587 679 742
644 736 263	Services juridiques	52 555 700	261 123 957
685 921 333	Services aux tribunaux	729 596 200	735 183 905
159 953 976	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	173 746 700	166 790 413
20 089 200	Crédit d'impôt pour contributions politiques	22 904 300	22 904 254
86 957 020	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	85 477 000	77 842 502
0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	37 401 600	36 471 401
2 829 589 344	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 355 931 792	2 543 334 929
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
9 200	Administration du ministère	17 200	17 156
1 772 260	Poursuites contre les criminels	2 252 600	1 944 488
	Politiques, programmes de justice et programme		
117 079	relatif aux organismes	138 800	122 252
226 644	Services juridiques	266 800	219 912
96 157	Services aux tribunaux	123 200	96 535
92 901	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	104 500	97 078
1 097 842	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 200 000	1 199 928
3 412 083	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	4 103 100	3 697 349

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
65 263 241	Administration du ministère	96 881 000	86 132 983
	Politiques, programmes de justice et programme		
0	relatif aux organismes	0	0
0	Services juridiques	1 000	0
8 388 430	Services aux tribunaux	12 600 600	9 707 212
2 249 104	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 392 300	2 587 182
0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000	0
75 900 775	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	111 875 900	98 427 377
BIENS IMMOBILISÉS			
15 985 385	Administration du ministère	27 780 000	27 749 335
397 000	Services aux tribunaux	101 000	54 839
1 529 804	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	945 000	911 958
0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	0	0
17 912 189	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	28 826 000	28 716 132

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	246 324 800	(13 504 200)	232 820 600	Administration du ministère..... 230 172 030
L	70 219	0	70 219	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 98 361
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 22 958
	<u>246 411 192</u>	<u>(13 504 200)</u>	<u>232 906 992</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 230 293 349
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	16 200	17 200	Actifs payés d'avance..... 17 156
	<u>1 000</u>	<u>16 200</u>	<u>17 200</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 17 156

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	Board Approvals	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				ADMINISTRATION DU MINISTÈRE PROGRAM
2	51 503 400	20 000 000	71 503 400	Facilities Renewal..... 66 693 638
8	1 000	(1 000)	0	Modernization Initiative..... 0
				Amortization, the
L	25 377 600	0	25 377 600	Loi sur l'administration financière..... 19 439 345
				TOTAL (CHARGES D
				IMMOBILISATIONS
				ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
	76 882 000	19 999 000	96 881 000	PROGRAM..... 86 132 983
BIENS IMMOBILISÉS				
7	46 935 000	(19 155 000)	27 780 000	Modernization Initiative..... 27 749 335
				TOTAL BIENS IMMOBILISÉS
				ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
	46 935 000	(19 155 000)	27 780 000	PROGRAM..... 27 749 335

Description du programme

The Administration du ministère Program includes the Attorney General's Office, Associate Attorney General's Office, Parliamentary Assistant's Office, the Deputy Attorney General's Office and the Communications Branch

This program provides for the overall administration of the Ministry. The Services ministériels Management Division (CSMD) provides strategic support and advice in the areas of business and fiscal planning, human resources, diversity, inclusion and accessibility, emergency management, project management, data and analytics, security support, facilities management and oversight of the Ministry's capital, accommodation and lease portfolio. CSMD also delivers shared services for the Justice Sector, including freedom of information and French language services.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (poste 1)			Services ministériels		
Traitements et salaires.....	28 970 850		Traitements et salaires.....	21 131 370	
Avantages sociaux.....	3 796 735		Avantages sociaux.....	2 821 655	
Transports et communications.....	379 132		Transports et communications.....	226 200	
Services.....	196 597 872		Services.....	13 386 903	
Fournitures et matériel.....	647 441		Fournitures et matériel.....	619 876	
	230 392 030			38 186 004	
Moins : Recouvrements.....	220 000		Moins : Recouvrements.....	220 000	
	<u>230 172 030</u>				<u>37 966 004</u>
Bureau principal			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	5 273 827		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	567 075		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		98 361
Transports et communications.....	130 750		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	524 578		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 958
Fournitures et matériel.....	19 851				<u>121 319</u>
	<u>6 516 081</u>				
Services de communication			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	2 565 653		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	408 005		DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	22 182			230 293 349	
Services.....	163 538				
Fournitures et matériel.....	7 714		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
	<u>3 167 092</u>		Actifs payés d'avance (poste 5)		
Locaux – Frais de location			Dépôts et charges payées d'avance.....		
Transports et communications.....	0			17 156	
Services.....	182 522 853			<u>17 156</u>	
	<u>182 522 853</u>		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE.....		
				17 156	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Renouvellement des installations (poste 2)		Projet de modernisation (poste 7)	
Autres opérations		Logiciel d'application d'entreprise – coût de l'actif.....	2 336 816
Investissements dans les immobilisations		Matériel de technologie de l'information.....	25 412 519
– renouvellement des actifs.....	54 524 443		<u>27 749 335</u>
Investissements dans les immobilisations			
– charges de renouvellement	12 169 195		
	<u>66 693 638</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME	
		D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>27 749 335</u>
Projet de modernisation (poste 8)			
Radiation d'immobilisations.....	0		
	<u>0</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement,			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	<u>19 439 345</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
DU MINISTÈRE.....	<u>86 132 983</u>		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	435 213 200	(6 739 200)	428 474 000	Droit criminel..... 424 990 071
L	1 000	0	1 000	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 55 335
	<u>435 214 200</u>	<u>(6 739 200)</u>	<u>428 475 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS..... 425 045 406
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	2 251 600	2 252 600	Actifs payés d'avance..... 1 944 488
	<u>1 000</u>	<u>2 251 600</u>	<u>2 252 600</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS..... 1 944 488

Description du programme

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au sous-procureur général dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Droit criminel (poste 2)		Actifs payés d'avance (poste 7)	
Traitements et salaires.....	335 790 263	Dépôts et charges payées d'avance.....	1 944 488
Avantages sociaux.....	38 285 198		<u>1 944 488</u>
Transports et communications.....	2 632 788		
Services.....	33 297 397		
Fournitures et matériel.....	2 796 563		
Paiements de transfert			
Programme de sécurité en			
matière de mise en liberté			
sous caution.....	1 332 639		
Centres de justice –			
partenariats communautaires....	4 971 889		
Programmes de			
responsabilisation directe.....	3 843 000		
Indemnisation des victimes à partir			
de la confiscation des actifs			
criminels.....	<u>2 040 334</u>		
	12 187 862		
	<u>424 990 071</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Paiements effectués en vertu de la			
Loi sur l'administration financière.....	55 335		
	<u>55 335</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE POURSUITES			
CONTRE LES CRIMINELS.....		<u>1 944 488</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES
2	316 100 900	30 621 900	346 722 800	Aide juridique Ontario..... 346 574 949
4	166 498 700	21 038 600	187 537 300	Relations avec les organismes et les tribunaux 184 052 915
8	7 540 400	1 129 100	8 669 500	Politiques..... 8 217 896
13	48 092 100	1 844 600	49 936 700	Justice pour les Autochtones..... 48 487 690
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 212 471
L	1 000	0	1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers..... 133 821
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 587 679 742
	538 234 100	54 634 200	592 868 300	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
12	3 000	135 800	138 800	Actifs payés d'avance..... 122 252
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 122 252
	3 000	135 800	138 800	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000	(1 000)	0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 0
	1 000	(1 000)	0	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère. Elle englobe les organismes, tribunaux et programmes suivants : Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Jeux en ligne Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d'administration relève du ministère du Procureur général, le pouvoir d'engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses publié du ministère, tel qu'il est approuvé par l'Assemblée législative de l'Ontario.

Le 12 mai 2025, la *Loi de 2024 sur Jeux en ligne Ontario* était promulguée, prorogeant la CAJO comme personne morale sans capital-actions et établissant celle-ci en tant qu'organisme de la Couronne autonome. La surveillance ministérielle de Jeux en ligne Ontario est passée du ministère du Procureur général à celui du Tourisme, de la Culture et des Jeux.

Par ailleurs, la Division des politiques administre les nominations ministérielles à l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels, gère le programme des notaires et des commissaires qui assure la prestation de services directs aux candidats aux fonctions de notaires non juristes ou parajuristes et de commissaires et fournit du soutien administratif à deux comités consultatifs sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

POLICY, JUSTICE PROGRAMS AND AGENCIES PROGRAM – CRÉDIT 303

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Commission ontarienne des droits de la personne		
Aide juridique Ontario (poste 2)			Traitements et salaires.....	4 824 248	
Paiements de transfert			Avantages sociaux.....	620 901	
Aide juridique Ontario.....	346 574 949		Transports et communications.....	63 262	
		346 574 949	Services.....	355 257	
			Fournitures et matériel.....	26 988	
					5 890 656
Relations avec les organismes et les tribunaux (poste 4)			Agence des plaintes contre les forces de l'ordre		
Traitements et salaires.....	110 637 442		Traitements et salaires.....	6 174 426	
Avantages sociaux.....	17 011 259		Avantages sociaux.....	891 044	
Transports et communications.....	2 020 961		Transports et communications.....	35 229	
Services.....	30 818 004		Services.....	660 251	
Fournitures et matériel.....	608 704		Fournitures et matériel.....	19 943	
Paiements de transfert					7 780 893
Vérification et supervision des			Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
mises en liberté sous caution...	17 740 208		Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en			Centre d'assistance juridique en		
matière de droits de la personne	5 734 442		matière de droits de la personne	5 734 442	
		23 474 650			5 734 442
		184 571 020			
Moins : Recouvrements.....		518 105			
		184 052 915			
Relations avec les organismes et gestion des programmes			Unité des enquêtes spéciales		
Traitements et salaires.....	4 166 380		Traitements et salaires.....	9 538 952	
Avantages sociaux.....	673 177		Avantages sociaux.....	1 349 865	
Transports et communications.....	31 508		Transports et communications.....	537 222	
Services.....	749 976		Services.....	1 110 555	
Fournitures et matériel.....	15 167		Fournitures et matériel.....	193 923	
		5 636 208		12 730 517	
Vérification et supervision des mises en liberté sous caution			Moins : Recouvrements.....	3 192	
Transports et communications.....	2 085				12 727 325
Services.....	8 700		Tribunaux décisionnels Ontario		
Paiements de transfert			Traitements et salaires.....	71 789 418	
Vérification et supervision des			Avantages sociaux.....	11 270 738	
mises en liberté sous caution...	17 740 208		Transports et communications.....	1 202 910	
		17 750 993	Services.....	24 709 277	
			Fournitures et matériel.....	299 856	
				109 272 199	
			Moins : Recouvrements.....	514 913	
					108 757 286

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	14 144 018		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	2 205 534		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications.....	148 745		Loi sur l'administration financière.....		212 471
Services.....	3 223 689		Audiences tenues en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	52 827		Loi sur les services policiers.....		133 821
		19 774 813			346 292
Renseignements au public			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	299		POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET		
		299	PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....		587 679 742
Politiques (poste 8)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	6 952 529		Actifs payés d'avance (poste 12)		
Avantages sociaux.....	975 077		Dépôts et charges payées d'avance.....		122 252
Transports et communications.....	33 699				122 252
Services.....	231 597		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	24 994		POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET		
		8 217 896	PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....		122 252
Division de la justice pour les Autochtones (poste 13)			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	5 178 153		Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		
Avantages sociaux.....	668 787		(poste 5)		
Transports et communications.....	160 241		Autres opérations.....		0
Services.....	237 969				0
Fournitures et matériel.....	24 203		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Paiements de transfert			POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET		
Programme d'assistance parajudiciaire			PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....		0
aux Autochtones.....	5 666 651				
Projets de la justice applicable					
aux Autochtones.....	22 802 110				
Services aux victimes autochtones	13 619 312				
Liste des jurés.....	130 264				
		42 218 337			
		48 487 690			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
2	35 284 900	10 237 400	45 522 300	Droit civil..... 42 440 024
3	6 078 200	954 200	7 032 400	Services des conseillers législatifs..... 6 744 117
				Règlements – autre, <i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i> 211 939 816
L	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
	41 364 100	11 191 600	52 555 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 261 123 957
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	<u>1 000</u>	<u>265 800</u>	<u>266 800</u>	Actifs payés d'avance..... 219 912
	1 000	265 800	266 800	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 219 912
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Droit civil..... 0
				Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
	2 000	(1 000)	1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 0

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que l'administration des affaires publiques soit conforme à la loi, et en fournissant des conseils sur les affaires civiles liées aux activités et priorités du gouvernement.

Le Bureau des conseillers législatifs est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Droit civil (poste 2)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	182 027 885		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	19 107 228		<i>Loi sur les instances introduites</i>	
Transports et communications.....	183 489		<i>contre la Couronne.....</i>	211 939 816
Services.....	16 890 345			211 939 816
Fournitures et matériel.....	1 071 264		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
	219 280 211		PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	261 123 957
Moins : Recouvrements.....	176 840 187			
	42 440 024			
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Directions centrales			Actifs payés d'avance (poste 6)	
Traitements et salaires.....	38 970 333		Dépôts et charges payées d'avance.....	219 912
Avantages sociaux.....	4 567 269			219 912
Transports et communications.....	183 490			
Services.....	16 890 345		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel.....	1 071 264		PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	219 912
	61 682 701			
Moins : Recouvrements.....	28 049 477			
	33 633 224			
Directions des services juridiques détachés				
Traitements et salaires.....	143 057 552			
Avantages sociaux.....	14 539 959			
	157 597 511			
Moins : Recouvrements.....	148 790 710			
	8 806 801			
Services des conseillers législatifs (poste 3)				
Traitements et salaires.....	7 290 545			
Avantages sociaux.....	838 001			
Transports et communications.....	20 367			
Services.....	199 191			
Fournitures et matériel.....	22 530			
	8 370 634			
Moins : Recouvrements.....	1 626 517			
	6 744 117			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	357 703 200	67 454 300	425 157 500	Administration de la justice..... 414 226 843
2	268 533 100	30 605 600	299 138 700	Services juridiques..... 297 362 860
				Créances irrécouvrables,
L	5 300 000	0	5 300 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 23 594 202
	<u>631 536 300</u>	<u>98 059 900</u>	<u>729 596 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 735 183 905
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	122 200	123 200	Actifs payés d'avance..... 96 535
	<u>1 000</u>	<u>122 200</u>	<u>123 200</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 96 535
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	8 282 500	68 500	8 351 000	Construction de tribunaux..... 8 336 000
4	1 000	(1 000)	0	Services aux tribunaux..... 0
				Amortissement,
L	4 249 600	0	4 249 600	<i>Loi sur l'administration financière</i> 1 371 212
	<u>12 533 100</u>	<u>67 500</u>	<u>12 600 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 9 707 212

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
BIENS IMMOBILISÉS				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
5	3 974 000	(3 873 000)	101 000	Services aux tribunaux..... 54 839
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
	3 974 000	(3 873 000)	101 000	AUX TRIBUNAUX..... 54 839

Description du programme

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (poste 1)			Actifs payés d'avance (poste 6)		
Salaires et traitements.....	204 468 827		Dépôts et charges payées d'avance.....	96 535	
Avantages sociaux.....	38 038 143			96 535	
Transports et communications.....	15 159 142				
Services.....	98 836 842		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Matériel et fournitures.....	5 449 570		PROGRAMME DES SERVICES		
Paielements de transfert			AUX TRIBUNAUX.....	96 535	
Programmes de soutien aux tribunaux	8 210 467				
Projets de modernisation.....	352 000				
Loi fédérales sur les contraventions			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien aux services			Construction de tribunaux (poste 3)		
en français.....	1 778 456				
	10 340 923		Autres opérations		
Autres opérations.....	41 933 396		Projets d'infrastructure		
	414 226 843		d'enverture – paiements.....	8 336 000	
Moins : Recouvrements.....	0			8 336 000	
	414 226 843				
			Services aux tribunaux (poste 4)		
Services judiciaires (poste 2)			Autres opérations.....	0	
Traitements et salaires.....	242 180 259			0	
Avantages sociaux.....	21 327 727				
Transports et communications.....	3 913 360		Crédits législatifs		
Services.....	28 073 970				
Fournitures et matériel.....	1 486 693		Autres opérations		
Paielements de transfert			Amortissement,		
Subventions - Institut national de la			<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 371 212	
magistrature/Conférence des juges de l'Ontario.....	380 851			1 371 212	
	297,362,860				
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Crédits législatifs			PROGRAMME DES SERVICES		
Autres opérations			AUX TRIBUNAUX.....	9 707 212	
Créances irrécouvrables,					
<i>Loi sur l'administration financière</i>	23 594 202		BIENS IMMOBILISÉS		
	23 594 202		Services aux tribunaux (poste 5)		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT –			Immeubles – diversification des modes de		
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..	735 183 905		financement et de l'approvisionnement.....	54 839	
				54 839	
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME		
			DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	54 839	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES
1	32 683 000	(4 446 700)	28 236 300	Services aux victimes..... 27 742 449
				Programme d'aide aux victimes
2	33 444 500	(1 690 000)	31 754 500	et aux témoins..... 29 652 974
6	95 783 200	17 972 700	113 755 900	Services aux personnes vulnérables..... 109 394 990
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT), PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES..... 166 790 413
	161 910 700	11 836 000	173 746 700	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	103 500	104 500	Actifs payés d'avance..... 97 078
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES..... 97 078
	1 000	103 500	104 500	

Description du programme

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par les Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien judiciaire et de conseil juridique, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public. De plus, le Tuteur et curateur public tient le rôle de comptable pour la Cour supérieure de justice. Pour sa part, le Bureau de l'avocat des enfants a pour mandat de mener des enquêtes, de défendre les enfants, de plaider en leur nom et de protéger leurs droits d'ordre personnel et patrimonial au cours des instances devant les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif prévu par la loi pour conseiller le procureur général de l'Ontario, est également inclus dans ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
307				
CHARGES DE FONCTIONNE				CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES
1	21 319 600	1 584 700	22 904 300	Crédit d'impôt pour contributions politiques..... 22 904 254
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES..... 22 904 254
	21 319 600	1 584 700	22 904 300	

Description du programme

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	22 904 254
	<u>22 904 254</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT	
POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	<u>22 904 254</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
308				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO
				Commission des alcools et des jeux
1	86 948 300	(1 472 300)	85 476 000	de l'Ontario..... 77 842 502
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>86 949 300</u>	<u>(1 472 300)</u>	<u>85 477 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT), PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 77 842 502
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Commission des alcools et des jeux
3	1 200 000	0	1 200 000	de l'Ontario..... 1 199 928
	<u>1 200 000</u>	<u>0</u>	<u>1 200 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT), PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 1 199 928
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Commission des alcools et des jeux
2	1 000	0	1 000	de l'Ontario..... 0
				Amortissement,
L	2 391 300	0	2 391 300	<i>Loi sur l'administration financière</i> 2 587 182
	<u>2 392 300</u>	<u>0</u>	<u>2 392 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS), PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 2 587 182

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
308				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO
				Commission des alcools et des jeux
4	1 884 700	(939 700)	945 000	de l'Ontario..... 911 958
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 911 958
	1 884 700	(939 700)	945 000	

Description du programme

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est un organisme de réglementation qui relève du ministère du Procureur général. Elle a été établie le 23 février 1998 en vertu de la Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public, laquelle a été modifiée en 2018 et rebaptisée « Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public » au moment où la CAJO est devenue responsable de la réglementation de la vente au détail de cannabis. Le 29 novembre 2021, cette loi modifiée de 2018 a été abrogée et la Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario a été proclamée en vigueur, prorogeant la CAJO sous un statut distinct de personne morale et autorisant la CAJO à surveiller la mise sur pied de la filiale des loteries et l'administration des loteries en ligne prescrites.

La CAJO est chargée de réglementer les secteurs et les industries des alcools, des jeux et des courses de chevaux ainsi que la vente au détail du cannabis en respectant les principes d'honnêteté et d'intégrité et en veillant à l'intérêt public. Pour ce faire, elle veille à l'application de la Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools, de la Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux et de la Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis. Elle veille également à l'application du Décret 1413/08 sur les licences de loterie pour les organismes de bienfaisance. Les activités réglementées par la CAJO comprennent :

- la vente et le service de boissons alcoolisées dans les locaux pourvus d'un permis et lors des événements faisant l'objet d'un permis de circonstance;
- la vente de boissons alcoolisées dans les épiceries et les dépanneurs;
- les services de livraison d'alcool;
- les fabricants d'alcool, les représentants et les centres de fermentation libre-service;
- les loteries mises sur pied par des organismes de bienfaisance et religieux;
- le jeu commercial comme les casinos et les sites de jeux en ligne;
- les loteries exploitées par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, un organisme du gouvernement provincial;
- la vente de cannabis récréatif par des détaillants de cannabis autorisés.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d'administration relève du ministère du Procureur général, le pouvoir d'engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses publié du ministère, tel qu'il est approuvé par l'Assemblée législative de l'Ontario. La CAJO est financée à l'aide d'une combinaison de revenus provenant du Trésor et de fonds recouverts.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO – CRÉDIT 308

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 1)		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 2)	
Traitements et salaires.....	96 623 649	Autres opérations.....	0
Avantages sociaux.....	20 539 055		0
Transports et communications.....	1 357 741	Crédits législatifs	
Services.....	15 478 024		
Fournitures et matériel.....	840 426		
	134 838 895	Autres opérations	
Moins : Recouvrements.....	56 996 393	Amortissement,	
	77 842 502	Loi sur l'administration financière.....	2 587 182
			2 587 182
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS		PROGRAMME DE LA COMMISSION DES	
ET DES JEUX DE L'ONTARIO	77 842 502	ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	2 587 182
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 3)		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 4)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	1 199 928	Matériel de technologie de l'information.....	911 958
	1 199 928		911 958
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME	
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES		PROGRAMME DE LA COMMISSION DES	
ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	1 199 928	ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	911 958

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
309				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX
1	12 552 000	24 849 600	37 401 600	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux..... 36 471 401
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX..... 36 471 401
	<u>12 552 000</u>	<u>24 849 600</u>	<u>37 401 600</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	(1 000)	0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX..... 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
309				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX
4	1 000	(1 000)	0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX..... 0
	1 000	(1 000)	0	

Description du programme

Le programme de la Division de la technologie judiciaire et du renouvellement relatif aux tribunaux dirige l'intégration et la coordination de projets à long terme qui sont essentiels pour moderniser les activités des tribunaux. La Division, qui gère un portefeuille de solutions numériques, veille à répondre aux besoins des utilisateurs, y compris à ceux de la magistrature et du personnel des tribunaux, et à améliorer le fonctionnement des tribunaux grâce à des technologies modernes, efficaces et efficaces.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

COURTS TECHNOLOGY AND TRANSFORMATION PROGRAM – VOTE 309

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux (poste 1)		Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux (poste 4)	
Traitements et salaires.....	8 639 100	Matériel de technologie de l'information.....	0
Avantages sociaux.....	1 210 099		0
Transports et communications.....	119 759	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - TECHNOLOGIE	
Services.....	26 484 039	JUDICIAIRE ET RENOUVELLEMENT	
Fournitures et matériel.....	18 404	RELATIF AUX TRIBUNAUX.....	0
	<u>36 471 401</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -			
PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE			
ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX			
TRIBUNAUX.....	<u>36 471 401</u>		
CAPITAL EXPENSE			
Courts Technology and Transformation (Item 3)			
Other transactions.....	0		
	<u>0</u>		
Statutory Appropriations			
Other Transactions			
Amortization, the			
Financial Administration Act.....	0		
	<u>0</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -			
PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE			
ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX			
TRIBUNAUX.....	<u>0</u>		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

For the year ended March 31, 2026

Nonm du paiement de transfet discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Recours civil à l'égard d'activités illicites - Loi sur les recours civils - Indemnisation des victimes	030601	Non	Non	0
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	030202	Oui	Non	1 332 639
Vérification et supervision des mises en liberté sous caution	030304	Oui	Non	17 740 208
Programme des enfants victimes	030601	Non	Non	3 013 155
Programme de soutien aux tribunaux	030501	Oui	Non	8 210 467
Programmes de responsabilisation directe	030202	Oui	Non	3 843 000
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	030601	Oui	Non	1 552 155
Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	030501	Non	Non	1 778 456
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	030601	Non	Non	12 756 520
Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges de l'Ontario	030502	Non	Non	380 851
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	030304	Non	Non	5 734 442
Projets de la justice applicable aux Autochtones	030313	Oui	Non	22 802 110
Services aux victimes autochtones	030313	Oui	Non	13 619 312
Projets liés à l'innovation	030501	Oui	Non	0
Liste des jurés	030313	Oui	Non	130 264
Centres de justice - partenariats communautaires	030202	Oui	Non	4 971 889
Aide juridique Ontario	030302	Non	Non	346 574 949
Projets de modernisation	030501	Oui	Non	352 000
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	030313	Oui	Non	5 666 651
Ordonnances en suspens de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	030601	Non	Non	3 500
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	030202	Non	Non	2 040 334
Projets spéciaux d'aide aux victimes	030601	Non	Non	1 863 800
Services spécialisés	030601	Oui	Non	350 000
TOTAL				454 716 702

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie.....	1 835 548	3 647 381
Loi sur les contraventions (Canada).....	1 965 073	1 488 258
Langue française.....	350 000	712 226
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 429	4 115 428
Bandes criminalisées et armes à feu.....	15 521 712	15 184 342
Aide juridique – Criminel.....	79 643 546	76 848 014
Travailleurs judiciaires autochtones.....	5 104 061	10 036 133
Autres.....	1 393 397	1 654 158
	<u>109 928 766</u>	<u>113 685 940</u>
REVENUS TIRÉS D'ENTREPRISES PUBLIQUES		
Jeux en ligne Ontario – Bénéfices nets.....	<u>209 000 000</u>	<u>181 000 000</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile.....	16 470 156	16 946 193
Avocat des enfants.....	79 298	118 274
Jeux en ligne Ontario.....	7 005 173	13 942 275
Bureau du tuteur et curateur public.....	39 000 000	42 776 316
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	17 122 882	18 742 577
Courses de chevaux – frais réglementaires.....	7 266 030	0
Autres.....	466 978	0
	<u>87 410 517</u>	<u>92 525 635</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière.....	617 589	695 061
Cannabis.....	4 833 293	5 515 750
Frais judiciaires.....	99 117 542	95 338 237
Frais pour chèques refusés.....	1 989	2 575
Jeux – Licences des loteries.....	3 867 882	3 533 726
Jeux – Droits d'inscription.....	7 929 570	8 362 290
Courses de chevaux.....	2 329 369	9 266 397
Jeux en ligne Ontario.....	9 257 978	10 808 117
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	14 764 882	15 187 235
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 952 526	1 784 944
Permis – Brasseurs provinciaux.....	652 050	642 600
Permis – Vineries ontariennes.....	263 295	271 125

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

For the year ended March 31, 2026

	2026	2025
	\$	\$
Permis – Fabricants de spiritueux.....	254 520	257 040
Droits de cession de permis.....	1 413 160	1 356 445
Autorisations relatives à l'alcool – épicerie.....	6 046 650	6 345 500
Permis de vente d'alcool.....	5 438 960	4 991 245
Droits du Tribunal d'appel de l'aménagement local.....	834	264 091
Procédure/Recherche/Shérifs.....	12 101 634	9 640 260
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	12 990	20 370
Permis pour occasions spéciales.....	5 130 509	5 072 605
Autres.....	796 838	974 738
	<u>176 784 060</u>	<u>180 330 351</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	316 751	218 583
Amendes – Paiements en trop.....	3 795	6 610
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	48 645 057	61 613 379
Autres.....	0	40 814
	<u>48 965 603</u>	<u>61 879 386</u>
 VENTES ET LOCATIONS.....	<u>125 483</u>	<u>130 053</u>
 RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>6 087 748</u>	<u>25 548 850</u>
 DIVERS		
Division du droit civil – Règlements.....	17 654 040	3 400 020 390
CRIA – Loi sur les recours civils.....	1 354 702	1 166 229
Confiscations – Produits de la criminalité.....	2 744 091	3 818 064
Suramendes compensatoires non spécifiées.....	16 305 064	16 710 802
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	1 373 923	1 246 280
Fonds de la justice pour les victimes.....	59 546 400	55 616 900
Autres.....	129 208 696	37 662 741
	<u>228 186 916</u>	<u>3 516 241 406</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>866 489 093</u>	<u>4 171 341 621</u>

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-266
GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....	2-267
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-269
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE.....	2-270
ÉTAT DES RECETTES.....	2-271

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
38 054 335	Gestion des situations d'urgence Ontario	300 946 514	270 876 874
38 054 335	TOTAL – CHARGES DE FONCTIONNEMENT	300 946 514	270 876 874
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	0
0	TOTAL – ACTIF DE FONCTIONNEMENT	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
9 183 613	Gestion des situations d'urgence Ontario	8 229 700	4 866 950
9 183 613	TOTAL – CHARGES D'IMMOBILISATIONS	8 229 700	4 866 950
BIENS IMMOBILISÉS			
2 350 990	Gestion des situations d'urgence Ontario	6 202 000	4 535 980
2 350 990	TOTAL – BIENS IMMOBILISÉS	6 202 000	4 535 980

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Actual
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
5401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 428 900	659 000	3 087 900	Administration du ministère..... 3 058 369
				Gestion des situations
2	60 687 300	237 107 300	297 794 600	d'urgence Ontario..... 267 728 918
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 67 461
				Traitement versé à l'adjoint
L	16 173	0	16 173	parlementaire en vertu de la
				Loi sur le Conseil exécutif..... 22 126
	63 180 214	237 766 300	300 946 514	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – GESTION
				DES SITUATIONS
				D'URGENCE ONTARIO..... 270 876 874
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Gestion des situations
4	1 000	0	1 000	d'urgence Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) – GESTION
				DES SITUATIONS
	1 000	0	1 000	D'URGENCE ONTARIO..... 0

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
5401				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO
				Gestion des situations
3	3 002 000	5 226 700	8 228 700	d'urgence Ontario..... 3 853 283
L	1 000	0	1 000	Amortissement en vertu de la Loi sur l'administration financière..... 1 013 667
	<u>3 003 000</u>	<u>5 226 700</u>	<u>8 229 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO..... 4 866 950
BIENS IMMOBILISÉS				
				Gestion des situations
5	1 000	6 201 000	6 202 000	d'urgence Ontario..... 4 535 980
	<u>1 000</u>	<u>6 201 000</u>	<u>6 202 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO..... 4 535 980

Description du programme

Le programme Gestion des situations d'urgence Ontario est le guichet unique offert à tous les Ontariens et Ontariennes pour que la gestion des situations d'urgence, y compris la continuité des activités du gouvernement, soit coordonnée rapidement et efficacement dans toute la province. En partenariat avec les ministères de l'Ontario, le gouvernement du Canada, les compétences voisines, les municipalités, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les partenaires autochtones, le programme se prépare de manière proactive pour les situations d'urgence et en soutient la gestion. Se basant sur les données, les analyses et les connaissances acquises, le programme détermine les risques potentiels pour éclairer la planification à court et à long terme en vue des situations d'urgence futures. En renforçant la formation à la gestion des situations d'urgence, les exercices d'entraînement, les conseils en matière de planification et l'éducation du public, le programme veille à ce que la population ontarienne soit mieux préparée pour les situations d'urgence, plaçant les groupes prioritaires au cœur de la planification, de la préparation et de l'atténuation des risques.

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO – CRÉDIT 5401

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère (poste 1)			Gestion des situations d'urgence Ontario (poste 3)		
Traitements et salaires.....	2 287 399		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	294 384		Subvention pour les projets		
Transports et communications.....	94 234		communautaires de		
Services.....	328 808		protection civile –		
Fournitures et matériel.....	53 544		Charges d'immobilisations.....	3 419 084	
	<u>3 058 369</u>		Fonds ontarien pour la préparati		
			aux situations d'urgence et le		
Gestion des situations d'urgence Ontario (poste 2)			Charges d'immobilisations.....	<u>434 199</u>	
Traitements et salaires.....	21 031 873				3 853 283
Avantages sociaux.....	2 904 848				<u>3 853 283</u>
Transports et communications.....	838 619		Crédits législatifs		
Services.....	233 917 023		Autres opérations		
Fournitures et matériel.....	1 322 659		Amortissement en vertu de la		
Paiements de transfert			Loi sur l'administration financière.....		1 013 667
Subvention pour les projets					<u>1 013 667</u>
communautaires de			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)		
protection civile.....	674 826		– GESTION DES		
Fonds ontarien pour la préparation			SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....		
aux situations d'urgence et le					<u><u>4 866 950</u></u>
renforcement des capacités			BIENS IMMOBILISÉS		
d'intervention – Charges de			Gestion des situations d'urgence Ontario (poste 5)		
fonctionnement.....	6 135 017		Machinerie et équipement		
Fonds pour l'intervention			– coûts relatifs aux biens immobilisés.....		
en cas d'urgence.....	501 233				<u>4 535 980</u>
Subventions pour les activités de					<u>4 535 980</u>
participation des Autochtones....	2 820		TOTAL (ACTIF IMMOBILISÉ) – GESTION DES		
Nucléaire.....	400 000		SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....		
	<u>7 713 896</u>				<u><u>4 535 980</u></u>
	<u>267 728 918</u>				
Crédits législatifs					
Traitement versé au ministre en vertu de la					
Loi sur le Conseil exécutif.....	67 461				
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la					
Loi sur le Conseil exécutif.....	22 126				
	<u>89 587</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
GESTION DES SITUATIONS					
D'URGENCE ONTARIO.....	<u><u>270 876 874</u></u>				

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subvention pour les projets communautaires de protection civile	540102	Oui	Oui	674 826
Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités – charges de fonctionnement	540102	Oui	Oui	6 135 017
Fonds pour l'intervention en cas d'urgence	540102	Oui	Oui	501 233
Subventions pour les activités de participation des Autochtones	540102	Oui	Oui	2 820
Nucléaire	540102	Oui	Oui	400 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités – charges d'immobilisations	540103	Oui	Oui	434 199
Subvention pour les projets communautaires de protection civile – charges d'immobilisations	540103	Oui	Oui	3 419 084
TOTAL				11 567 179

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'aide à la gestion des urgences pour les Premières Nations.....	214 949 965	13 308 513
Autres.....	268 520	0
	<u>215 218 485</u>	<u>13 308 513</u>
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES		
Programme de gestion des situations d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Autres.....	20 158	0
	<u>1 145 158</u>	<u>1 125 000</u>
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES ANTÉRIEURES.....	<u>751 368</u>	<u>1 569 136</u>
DIVERS.....	<u>334 829</u>	<u>0</u>
TOTAL (RECETTES DU MINISTÈRE).....	<u>217 449 840</u>	<u>16 002 649</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-274
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-276
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-278
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC.....	2-285
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-277, 2-282, 2-283, 2-287	
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET 2-288	
DE DURÉE LIMITÉE..	
ÉTAT DES RECETTES.....	2-289

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
90 029 866	Programme d'administration du m	35 783 692	35 516 871
412 234 177	Programme de gestion des richesses naturelles	460 812 900	455 223 430
204 859 041	Protection du public	312 305 800	307 449 407
707 123 084	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	808 902 392	798 189 708
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
476 385	Programme de gestion des richesses naturelles	1 021 100	0
57 465	Protection du public	141 500 900	141 487 265
533 850	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	142 522 000	141 487 265
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
120 040 667	Programme de gestion des richesses naturelles	131 572 300	127 161 036
8 115 341	Protection du public	20 216 000	7 835 944
128 156 008	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	151 788 300	134 996 980

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
30 581 409	Programme de gestion des richesses naturelles	48 422 100	45 010 274
13 512 197	Protection du public	57 333 700	28 663 921
44 093 606	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	105 755 800	73 674 195

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	35 222 500	473 800	35 696 300	Administration du ministère..... 35 395 179
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé au ministre sans
				portefeuille en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 30 824
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 35 516 871
	35 309 892	473 800	35 783 692	

Description du programme :

Le programme d'administration offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le ministère partage ses services avec le secteur des richesses naturelles.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	444 247 000	11 473 900	455 720 900	Gestion durable des ressources..... 449 890 959
				Créances irrécouvrables,
L	5 091 000	0	5 091 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 5 332 471
				Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994</i>
				<i>sur la durabilité des forêts de la</i>
L	1 000	0	1 000	<i>Couronne</i> 0
	<u>449 339 000</u>	<u>11 473 900</u>	<u>460 812 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 455 223 430
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Gestion des richesses naturelles –
5	3 215 600	(2 194 500)	1 021 100	actif de fonctionnement..... 0
	<u>3 215 600</u>	<u>(2 194 500)</u>	<u>1 021 100</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 0

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
				Infrastructure pour la gestion des
3	31 650 700	82 463 600	114 114 300	richesses naturelles..... 114 113 157
6	1 000	0	1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
				Amortissement,
L	17 457 000	0	17 457 000	Loi sur l'administration financière..... 13 047 879
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE GESTION
	49 108 700	82 463 600	131 572 300	DES RICHESSES NATURELLES..... 127 161 036
BIENS IMMOBILISÉS				
				Infrastructure pour la gestion des
				richesses naturelles –
4	34 744 300	13 677 800	48 422 100	biens immobilisés..... 45 010 274
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE GESTION DES
	34 744 300	13 677 800	48 422 100	RICHESSES NATURELLES..... 45 010 274

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario, ainsi que des offices de protection de la nature, afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Gestion durable des ressources (Poste 1)			Politiques et planification		
Traitements et salaires.....	208 304 590		Traitements et salaires.....	17 874 787	
Avantages sociaux.....	35 537 162		Avantages sociaux.....	2 705 996	
Transports et communications.....	9 486 348		Transports et communications.....	378 428	
Services.....	173 448 601		Services.....	1 990 149	
Fournitures et matériel.....	14 828 617		Fournitures et matériel.....	113 134	
Paielements de transfert			Paielements de transfert		
Partage des recettes liées à l'exploitæ			Rentes et primes –		
des ressources forestières.....	14 414 925		Traité numéro 9	106 926	
Paielements tenant lieu d'impôt			Partage des revenus tirés des		
aux municipalités.....	1 708 436		ressources en agrégats	843 293	
Rentes et primes –			Politiques relatives aux richesses		
Traité numéro 9.....	106 926		naturelles et intendance des		
Partage des revenus tirés des			ressources.....	9 411 800	
ressources en agrégats.....	843 293			33 424 513	
Politiques relatives aux richesses			Moins : recouvrements.....	75 000	
naturelles et intendance des					33 349 513
ressources.....	9 411 800				
Initiatives pour le secteur forestier....	49 435 584		Industrie forestière		
Soutien à l'exploitation de la région			Traitements et salaires.....	9 426 976	
des lacs expérimentaux.....	1 900 000		Avantages sociaux.....	1 507 884	
Services provinciaux –			Transports et communications.....	312 041	
intendance des ressources.....	1 092 425		Services.....	78 262 730	
Programmes de soutien aux			Fournitures et matériel.....	510 233	
opérations régionales.....	13 607 415		Paielements de transfert		
Programme du Grand Nord.....	886 396		Partage des recettes liées		
Protection du poisson et de la faune			à l'exploitation des		
– intendance des ressources.....	325 000		ressources forestières.....	14 414 925	
	93 732 200		Initiatives pour le secteur forestier	49 435 584	
	535 337 518				153 870 373
Moins : recouvrements.....	85 446 559		Services provinciaux – sciences et recherche		
	449 890 959		Traitements et salaires.....	39 860 666	
Cartographie et information géographique			Avantages sociaux.....	6 536 416	
Traitements et salaires.....	8 864 115		Transports et communications.....	2 613 570	
Avantages sociaux.....	1 411 093		Services.....	22 467 833	
Transports et communications.....	106 881		Fournitures et matériel.....	4 915 005	
Services.....	9 656 591		Paielements de transfert		
Fournitures et matériel.....	40 974		Soutien à l'exploitation		
	20 079 654		de la région des lacs		
Moins : recouvrements.....	2 995 107		expérimentaux.....	1 900 000	
	17 084 547		Services provinciaux –		
			intendance des ressources.....	1 092 425	
				79 385 915	
			Moins : recouvrements.....	1 236 736	
					78 149 179

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
Opérations régionales			Systèmes d'information		
Traitements et salaires.....	78 925 668		Services.....	10 846 493	
Avantages sociaux.....	14 447 417				10 846 493
Transports et communications.....	2 518 746				
Services.....	22 191 634		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	2 351 363				
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux			Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la</i>		
municipalités.....	1 708 436		<i>durabilité des forêts de la Couronne</i>		69 620 531
Programmes de soutien aux			Moins : recouvrements.....		69 620 531
opérations régionales.....	13 607 415				0
Programme du Grand Nord.....	886 396				
	136 637 075		Autres opérations		
Moins : recouvrements.....	4 048 863		Créances irrécouvrables,		
		132 588 212	<i>Loi sur l'administration financière</i>		5 332 471
					5 332 471
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune					
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	50 880 313		PROGRAMME DE GESTION DES		
Avantages sociaux.....	8 542 883		RICHESSES NATURELLES		455 223 430
Transports et communications.....	3 530 079				
Services.....	15 030 363				
Fournitures et matériel.....	6 874 321		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Paiements de transfert					
Protection du poisson et de la			Infrastructure pour la gestion des		
faune - intendance des ressources	325 000		richesses naturelles (Poste 3)		
	85 182 959				
Moins : recouvrements.....	77 090 853		Transports et communications.....		43 797
		8 092 106	Services.....		69 163 290
			Fournitures et matériel.....		5 261 374
Administration du programme			Autres opérations.....		37 791 860
			Paiements de transfert		
Services.....	12 854 189		Infrastructure des offices de		
		12 854 189	protection de la nature.....	4 875 838	
			Cession de biens immobiliers à un		
Commission de l'escarpement du Niagara			prix inférieur à celui du marché.	79 998	
					4 955 836
Traitements et salaires.....	2 472 065				117 216 157
Avantages sociaux.....	385 473		Moins : recouvrements.....		3 103 000
Transports et communications.....	26 603				114 113 157
Services.....	148 619				
Fournitures et matériel.....	23 587		Services provinciaux - sciences et recherche		
		3 056 347			
			Transports et communications.....	7 850	
			Services.....	1 231 111	
			Fournitures et matériel.....	3 776 647	
			Autres opérations.....	71 162	
					5 086 770

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
Opérations régionales			BIENS IMMOBILISÉS		
Transports et communications.....	35 947		Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
Services.....	64 451 385		— biens immobilisés (Poste 4)		
Fournitures et matériel.....	1 484 727		Réévaluation de sites d'enfouissement		
Autres opérations.....	35 107 200		liée aux OMHS.....	7 776 694	
Paiements de transfert			Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	7 474 810	
Infrastructure des offices de			Réévaluation d'immeubles liée aux OMHS.....	24 342	
protection de la nature.....	4 875 838		Infrastructure des transports —		
	105 955 097		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	10 743 415	
Moins : recouvrements.....	3 103 000		Barrages et ouvrages d'art —		
		102 852 097	coûts relatifs aux biens immobilisés.....	11 056 618	
Industrie forestière			Machines et équipement —		
Services.....	289 900		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 087 378	
		289 900	Logiciels d'application de gestion —		
Infrastructure de soutien ministériel			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	3 791 644	
Services.....	3 190 894		Parc automobile et flotte de bateaux —		
Autres opérations.....	2 613 498		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 055 373	
Paiements de transfert				45 010 274	
Cession de biens immobiliers à un			Services provinciaux - sciences et recherche		
prix inférieur à celui du marché.....	79 998		Immeubles - coûts relatifs		
		5 884 390	aux biens immobilisés.....	6 510 994	
Crédits législatifs			Réévaluation d'immeubles		
Autres opérations			liée aux OMHS.....	22 719	
Amortissement -			Barrages et ouvrages d'art - coûts		
Loi sur l'administration financière		13 047 879	relatifs aux biens immobilisés.....	577 030	
		13 047 879	Machines et équipement - coûts		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			relatifs aux biens immobilisés.....	1 153 738	
PROGRAMME DE GESTION DES			Logiciels d'application de gestion — coûts		
RICHESSES NATURELLES		127 161 036	relatifs aux biens immobilisés.....	3 791 644	
			Parc automobile et flotte		
			de bateaux — coûts relatifs		
			aux biens immobilisés.....	2 055 373	
				14 111 498	
			Opérations régionales		
			Réévaluation de sites d'enfouissement		
			liée aux OMHS.....	7 776 694	
			Infrastructure des transports - coûts		
			relatifs aux biens immobilisés.....	4 268 415	
			Barrages et ouvrages d'art - coûts		
			relatifs aux biens immobilisés.....	10 479 588	
				22 524 697	

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
Industrie forestière		
Infrastructure des transports - coûts		
relatifs aux biens immobilisés.....	6 475 000	
Machines et équipement - coûts		
relatifs aux biens immobilisés.....	320 440	
		6 795 440
Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles - coûts relatifs aux		
biens immobilisés.....	963 816	
Réévaluation d'immeubles		
liée aux OMHS.....	1 623	
Machines et équipement - coûts		
relatifs aux biens immobilisés.....	613 200	
		1 578 639
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
PROGRAMME DE GESTION DES		
RICHESSES NATURELLES.....		45 010 274

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
1	192 738 800	119 557 000	312 295 800	Protection du public..... 307 449 407
				Créances irrécouvrables,
L	10 000	0	10 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	192 748 800	119 557 000	312 305 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC..... 307 449 407
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Sécurité publique et intervention en cas
3	63 900	141 437 000	141 500 900	d'urgence – actif de fonctionnement... 141 487 265
	63 900	141 437 000	141 500 900	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC..... 141 487 265
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Infrastructure pour la sécurité publique
5	3 763 000	1 352 800	5 115 800	et l'intervention en cas d'urgence..... 3 926 032
				Amortissement,
L	15 100 200	0	15 100 200	<i>Loi sur l'administration financière</i> 3 909 912
	18 863 200	1 352 800	20 216 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC..... 7 835 944

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
				PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC
BIENS IMMOBILISÉS				
				Sécurité publique et intervention en cas
4	50 534 900	6 798 800	57 333 700	d'urgence - biens immobilisés..... 28 663 921
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE
	50 534 900	6 798 800	57 333 700	PROTECTION DU PUBLIC..... 28 663 921

Description du programme

Le programme de protection du public dirige l'exécution du programme de gestion des situations d'urgence et des services d'aviation du ministère aux fins de protection du public et des biens touchés par des feux de végétation et d'autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Rentes et primes - Traité numéro 9	210301	Non	Non	106 926
Programme du Grand Nord	210301	Oui	Oui	886 396
intendance des ressources	210301	Oui	Oui	325 000
Initiatives pour le secteur forestier	210301	Oui	Oui	49 435 584
et intendance des ressources	210301	Oui	Oui	9 411 800
Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	210401	Oui	Oui	420 000
municipalités	210301	Non	Oui	1 708 436
Services provinciaux - intendance des ressources	210301	Oui	Oui	1 092 425
Intendance des services provinciaux	210401	Oui	Oui	595 727
régionales	210301	Oui	Oui	13 607 415
agrégats	210301	Non	Oui	843 293
ressources forestières	210301	Non	Oui	14 414 925
expérimentaux	210301	Oui	Oui	1 900 000
Programmes d'emploi des jeunes	210101	Oui	Oui	170 306
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des offices de protection de la nature	210303	Oui	Oui	4 875 838
Cession de biens immobiliers à un prix inférieur à celui du marché	210303	Oui	Oui	79 998
TOTAL				99 874 069

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	703 230	5 212 009
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	40 885	40 884
Autres.....	21 526 651	10 514 356
	<u>22 270 766</u>	<u>15 767 249</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>11 118 227</u>	<u>7 943 167</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agrégats.....	9 966 860	10 089 798
Autres.....	934 829	908 614
	<u>10 901 689</u>	<u>10 998 412</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>553 363</u>	<u>575 398</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres.....	13 985 043	14 958 972
	<u>13 985 043</u>	<u>14 958 972</u>
REDEVANCES		
Énergie hydroélectrique.....	126 044 889	127 094 811
Droits de la Couronne.....	39 368 452	42 918 947
Ressources pétrolières en mer.....	1 714 197	984 787
Agrégats.....	3 068 977	2 677 134
	<u>170 196 515</u>	<u>173 675 679</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>73 515 969</u>	<u>33 795 681</u>
DIVERS.....	<u>17 601 541</u>	<u>18 627 670</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>320 143 113</u></u>	<u><u>276 342 228</u></u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-292
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-294
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....	2-297
SERVICES NUMÉRIQUES, DONNÉES ET ANALYTIQUE.....	2-299
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-302
PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	2-305
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-308
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-310
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	2-313
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-296, 2-304
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-317
ÉTAT DES RECETTES.....	2-319

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
87 626 107	Administration du ministère	95 379 465	93 684 901
1 340 647 535	Politiques de santé et recherche	1 592 358 100	1 514 105 558
43 968 254	Services numériques, données et analytique	48 422 000	42 719 513
29 444 030 884	Assurance-santé de l'Ontario	31 627 604 200	31 597 121 242
1 795 073 157	Santé de la population et santé publique	1 818 663 300	1 800 806 760
3 204 426 016	Programmes provinciaux et intendance	3 480 817 100	3 416 316 365
39 726 316 854	Services et programmes de santé	41 887 378 600	41 819 778 777
75 642 088 807	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	80 550 622 765	80 284 533 116
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
750 000	Santé de la population et santé publique	750 000	750 000
3 914 700	Programmes provinciaux et intendance	4 614 700	3 914 700
38 106 600	Services et programmes de santé	38 107 600	38 106 600
55 771 300	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	56 473 300	55 771 300

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Programmes provinciaux et intendance	16 232 000	16 232 000
1 903 497 025	Immobilisations dans le domaine de la santé	3 129 329 700	3 129 329 578
0	Services et programmes de santé	1 000	0
1 903 497 025	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	3 145 562 700	3 145 561 578

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	98 573 700	(3 296 800)	95 276 900	Administration du ministère..... 93 561 945
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé au ministre sans
				portefeuille en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 30 824
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				Créances irrécouvrables,
L	0	0	0	<i>Loi sur l'administration financière</i> 1 264
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 93 684 901
	98 676 265	(3 296 800)	95 379 465	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme d'administration du ministère fournit des services administratifs et de soutien permettant au ministère de s'acquitter de son mandat et de soutenir les priorités gouvernementales. Cela inclut une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels, notamment la planification des activités et du budget, la gestion financière, l'approvisionnement, les ressources humaines stratégiques, les services juridiques, les communications, la gestion des documents, l'accès à l'information et le processus de nominations.

De plus, le programme apporte du soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	48 728 891		Traitements et salaires.....	7 146 440	
Avantages sociaux.....	9 801 258		Avantages sociaux.....	999 310	
Transports et communications.....	1 229 850		Transports et communications.....	23 756	
Services.....	33 553 252		Services.....	1 635 529	
Fournitures et matériel.....	266 694		Fournitures et matériel.....	37 281	
	<u>93 579 945</u>				<u>9 842 316</u>
Moins : Recouvrements.....	18 000				
	<u>93 561 945</u>		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	47 200	
Traitements et salaires.....	8 640 456		Services.....	4 835 673	
Avantages sociaux.....	903 363		Fournitures et matériel.....	52 684	
Transports et communications.....	120 837				<u>4 935 557</u>
Services.....	438 130		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	33 927		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	<u>10 136 713</u>		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 910
Services financiers et administratifs			Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu		
Traitements et salaires.....	29 928 358		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		30 824
Avantages sociaux.....	7 490 949		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Transports et communications.....	1 027 666		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 958
Services.....	26 122 154		Autres opérations		
Fournitures et matériel.....	130 068		Créances irrécouvrables,		
	<u>64 699 195</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>		1 264
Moins : Recouvrements.....	18 000				<u>122 956</u>
	<u>64 681 195</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Ressources humaines			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Traitements et salaires.....	3 013 637		DU MINISTÈRE	<u><u>93 684 901</u></u>	
Avantages sociaux.....	407 636		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Transports et communications.....	10 391		Administration du ministère (poste 6)		
Services.....	521 766		Dépôts et charges payées d'avance.....		0
Fournitures et matériel.....	12 734				
	<u>3 966 164</u>		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE	<u><u>0</u></u>	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	1 557 266 800	35 091 300	1 592 358 100	Politiques de santé et recherche..... 1 514 105 558
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE..
	1 557 266 800	35 091 300	1 592 358 100	1 514 105 558

Description du programme

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre la recherche sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère et d'autres partenaires ministériels.

Les services essentiels fondés sur la population soutiennent l'équité en matière de santé, renforcent l'accès à des soins adaptés à la culture, améliorent les résultats pour les populations sous-desservies en Ontario et réduisent les coûts du système de santé. Ce travail englobe le renouvellement relatif à la santé des Autochtones, les soutiens à la planification et à la capacité en matière de santé et le dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones. Il inclut également l'amélioration des résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, ainsi qu'à la santé des Noirs, la santé des femmes, les services en français, les services de santé et les services de traduction et d'autres services essentiels fondés sur la population.

Les recherches appliquées sur le système de santé et la capacité liée aux données probantes soutiennent l'élaboration de politiques et de programmes, en particulier l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé.

La planification et la surveillance réglementaire relatives aux ressources humaines dans le domaine de la santé en Ontario incluent le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre dans la province (professions réglementées de la santé et autres fournisseurs du système). Ce travail englobe également les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice, à l'éducation et la formation ainsi qu'à l'accès à l'exercice de la profession et à la surveillance des fournisseurs de soins de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (poste 1)		
Traitements et salaires.....		18 744 499
Avantages sociaux.....		2 562 451
Transports et communications.....		152 786
Services.....		7 167 924
Fournitures et matériel.....		33 957
Paiements de transfert		
Formation clinique.....	1 281 079 806	
Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé.....		204 364 135
		1 485 443 941
		1 514 105 558
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....		1 514 105 558

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES
				NUMÉRIQUES, DES DONNÉES
				ET DE L'ANALYTIQUE
				Services numériques, données
1	140 792 400	(92 370 400)	48 422 000	et analytique..... 42 719 513
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				NUMÉRIQUES, DES DONNÉES
	<u>140 792 400</u>	<u>(92 370 400)</u>	<u>48 422 000</u>	ET DE L'ANALYTIQUE..... 42 719 513

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme des services numériques, des données et de l'analytique s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients et aux fournisseurs accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé permet une prestation intégrée et novatrice des soins de santé par des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes de santé et réduire la fragmentation et les doublonnages. La stratégie relative aux données et au numérique pour le secteur de la santé permettra d'offrir aux patients une expérience de santé du 21^e siècle en élargissant les choix et en rendant l'accès aux soins plus simple, plus facile et plus pratique pour les patients. Cette stratégie établit les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possibles. La stratégie relative aux données et au numérique est au cœur des efforts du ministère de la Santé pour atteindre ses priorités, notamment respecter les engagements du ministère et mettre en œuvre un système de santé plus intégré. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de Stratégies et politiques de gestion de l'information élabore une vision et une stratégie en vue d'un écosystème des données sur la santé plus fluide. Cet axe de travail soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques, la planification de la gouvernance des données au niveau du macro système ainsi que la législation et la réglementation relatives aux données sur la santé de l'Ontario, en veillant notamment à la protection de la vie privée pour que le système d'apprentissage en matière de santé soit centré sur la personne. Le programme assure une plus grande uniformité dans la gestion des données afin d'améliorer la prestation des soins dans toute la province, en fournissant un appui soutenu aux initiatives de transformation du système de santé du ministère. Le programme veille également à ce que des mesures efficaces d'accès et de protection de la vie privée soient en place pour les initiatives numériques et liées aux données. Son travail comprend la conception, l'élaboration et l'exécution de programmes d'analytique des mégadonnées afin d'atteindre les objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie relative aux données et au numérique.

Le programme des services numériques, des données et de l'analytique est également la source de données et d'analytique faisant autorité pour le ministère. Il procure des outils, des produits et de l'expertise méthodologique à l'appui de la planification et de la prise de décision fondées sur des données probantes pour le ministère de la Santé et les partenaires du système. La Division soutient également la prise de décision par le ministère en fournissant des services novateurs et avant-gardistes en analytique et en analytique prédictive, en se fondant sur des recherches de pointe en épidémiologie, en statistiques, en sciences des données et en apprentissage automatique.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES, DES DONNÉES ET DE L'ANALYTIQUE – CRÉDIT 1403

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services numériques, données et analytique (poste 1)		
Traitements et salaires.....		18 055 805
Avantages sociaux.....		2 541 204
Transports et communications.....		53 055
Services.....		7 675 813
Fournitures et matériel.....		22 955
Paiements de transfert		
Stratégie des solutions		
numériques pour la santé		
et programmes connexes.....	2 571 820	
Gestion de l'information		
sur le système de santé.....	11 798 861	
		14 370 681
		42 719 513
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES,		
DES DONNÉES ET DE L'ANALYTIQUE.....		42 719 513

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE- SANTÉ DE L'ONTARIO
1	21 928 483 900	2 257 251 200	24 185 735 100	Assurance-santé de l'Ontario..... 24 162 973 279
2	5 966 149 500	809 650 500	6 775 800 000	Programmes de médicaments..... 6 769 334 336
4	618 837 800	47 229 300	666 067 100	Programmes d'appareils et accessoires fonctionnels..... 664 435 454
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 378 173
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>28 513 473 200</u>	<u>3 114 131 000</u>	<u>31 627 604 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ASSURANCE- SANTÉ DE L'ONTARIO..... 31 597 121 242
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	13 000 000	0	13 000 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario..... 13 000 000
	<u>13 000 000</u>	<u>0</u>	<u>13 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ASSURANCE- SANTÉ DE L'ONTARIO..... 13 000 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les équipes de santé familiale, les organismes voués à la prestation de soins primaires pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les programmes dans les régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, les services de tests de diagnostic et de tests en laboratoire (y compris les services de tests génétiques, les services de tests en laboratoire hors du pays ou de la province et les tests de dépistage de virus respiratoires), le Programme de gestion de la qualité (services de laboratoire et échocardiographie), les services de radiographie, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (y compris l'oxygénothérapie à domicile), la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés, ainsi que les modèles intégrés de prestation de services par l'entremise des équipes Santé Ontario.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

non vérifié

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE
				Santé de la population et
4	1 694 654 600	124 008 700	1 818 663 300	santé publique..... 1 800 806 760
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 1 800 806 760
	<u>1 694 654 600</u>	<u>124 008 700</u>	<u>1 818 663 300</u>	<u>1 800 806 760</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Santé de la population
6	750 000	0	750 000	et santé publique..... 750 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 750 000
	<u>750 000</u>	<u>0</u>	<u>750 000</u>	<u>750 000</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

Le Bureau du médecin hygiéniste en chef, santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Santé de la population et santé publique (poste 4)			Santé de la population et santé publique (poste 6)	
Traitements et salaires.....	24 091 027		Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	3 075 137		Organismes de santé locaux officiels.....	750 000
Transports et communications.....	411 909			750 000
Services.....	55 903 125			
Fournitures et matériel.....	73 147		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA	
Organismes de santé locaux			POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE....	750 000
officiels.....	957 992 160			
Épidémies.....	491 787 410			
Prévention de la tuberculose.....	13 518 654			
Lutte contre les maladies				
transmissibles sexuellement.....	1 437 115			
Agence ontarienne de protection				
et de promotion de la santé.....	184 081 400			
Prévention des maladies,				
des traumatismes et des				
dépendances.....	55 474 776			
Ontario sans fumée.....	12 960 900			
		1 717 252 415		
		1 800 806 760		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA				
POPULATION AND PUBLIC HEALTH				
ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....		1 800 806 760		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1407				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
				Immobilisations dans le domaine
1	5 004 354 400	(1 875 024 700)	3 129 329 700	de la santé..... 3 129 329 578
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME
				D'IMMOBILISATIONS
	5 004 354 400	(1 875 024 700)	3 129 329 700	DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.. 3 129 329 578

Description du programme

Le programme d'Immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Santé de la population et santé publique (poste 4)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux.	2 629 783 881	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé.....	286 658 796	
Projets visant les petits hôpitaux...	77 645 006	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique.....	49 500 000	
Programmes de santé communautaire.....	60 110 561	
Programmes des établissements de services de santé intégrés....	23 554 637	
		<u>3 127 252 881</u>
Autres opérations		
Transfert des hôpitaux psychiatriques provinciaux.....	303 471	
Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé.....	1 773 226	
		<u>2 076 697</u>
		<u>3 129 329 578</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		<u>3 129 329 578</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	1 361 699 700	353 983 400	1 715 683 100	Programmes provinciaux..... 1 653 670 666
2	1 509 911 700	198 303 700	1 708 215 400	Services de santé d'urgence..... 1 708 215 400
4	54 038 800	2 878 800	56 917 600	Intendance..... 54 430 299
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 3 416 316 365
	2 925 651 200	555 165 900	3 480 817 100	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Programmes provinciaux
5	4 614 700	0	4 614 700	et intendance..... 3 914 700
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 3 914 700
	4 614 700	0	4 614 700	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				INTENDANCE
				Services de santé d'urgence
8	14 137 000	2 095 000	16 232 000	– immobilisations..... 16 232 000
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 16 232 000
	14 137 000	2 095 000	16 232 000	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Parmi ces programmes de paiements de transfert figurent les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, comme le logement avec services de soutien et les aides sectorielles fournies par le Centre d'excellence pour la santé mentale et la lutte contre les dépendances de Santé Ontario, notamment le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Les programmes provinciaux et l'intendance soutiennent aussi la planification des immobilisations dans le domaine de la santé et l'administration de l'agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les Services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le ministère modernise ces services en mettant sur pied un système de répartition et de communication plus actuel, mieux intégré et plus efficient qui répond plus efficacement aux besoins des collectivités.

Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, les services d'ambulance des Premières Nations, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans les Centres intégrés de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour ces centres et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

Le ministère finance les collectivités des Premières Nations ainsi que les organisations inuites et autochtones en milieu urbain pour la prestation de services de soins à domicile et en milieu communautaire à la clientèle autochtone qui réside au sein de réserves et en région urbaine.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Programmes provinciaux (poste 1)			Intendance (poste 4)		
Paiements de transfert			Traitements et salaires.....	38 308 769	
Fonctionnement des établissements connexes.....	32 272 915		Avantages sociaux.....	5 584 278	
Société canadienne du sang.....	881 370 012		Transports et communications.....	480 319	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C.....	122 205 692		Services.....	10 016 079	
Services communautaires et prioritaires.....	617 817 947		Fournitures et matériel.....	40 854	
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.....	4 100			54 430 299	
		1 653 670 666	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	3 416 316 365	
Services de santé d'urgence (poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	80 615 695		Programmes provinciaux et intendance (poste 5)		
Avantages sociaux.....	18 510 250		Avances et montants récupérables		
Transports et communications.....	3 967 734		Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C.....	375 000	
Services.....	22 707 325		Services communautaires et prioritaires.....	3 539 700	
Fournitures et matériel.....	1 129 724			3 914 700	
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	3 914 700	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux.....	1 127 417 436		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes..	129 968 040		Services de santé d'urgence – immobilisations (poste 8)		
Ambulances aériennes.....	323 899 196		Paiements de transfert		
		1 581 284 672	Services de santé d'urgence – immobilisations.....	16 232 000	
		1 708 215 400		16 232 000	
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	16 232 000	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1416				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ
1	36 806 841 500	1 117 635 900	37 924 477 400	Services de santé..... 37 856 958 532
2	3 630 295 200	332 606 000	3 962 901 200	Programmes et administration..... 3 962 820 245
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 41 819 778 777
	40 437 136 700	1 450 241 900	41 887 378 600	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	38 107 600	0	38 107 600	Programmes et services de santé..... 38 106 600
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 38 106 600
	38 107 600	0	38 107 600	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Solutions numériques pour la santé
3	1 000	0	1 000	– immobilisations..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario et sa filiale Santé à domicile Ontario pour mettre en œuvre les stratégies ministérielles liées au système de santé afin d'améliorer et de connecter les services de santé, y compris les soins à domicile et en milieu communautaire.

En vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés*, Santé Ontario est responsable de la planification et l'intégration du système de santé ainsi que du financement des fournisseurs de services de santé (FSS), y compris Santé à domicile Ontario, et des équipes Santé Ontario pour la prestation des services de santé. Dans le cadre du programme 1416, Santé Ontario finance Santé à domicile Ontario, les hôpitaux, les centres de santé communautaire, les fournisseurs de services communautaires de santé mentale et de lutte contre les dépendances, les fournisseurs sans but lucratif de services de soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que les soins maternels et les services pour des troubles de l'alimentation, que ce soit à des patients externes ou dans le cadre de soins actifs. Santé Ontario exécute aussi les programmes liés à des domaines divers – soins en oncologie, dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, services de santé numériques, qualité des services de santé, dons et greffes d'organes et de tissus, main-d'œuvre dans le domaine de la santé, télémédecine et soutien aux activités de coordination régionale. L'organisme fournit des conseils et des recommandations cliniques sur les programmes et services liés aux maladies cardiovasculaires et aux accidents vasculaires cérébraux. Santé Ontario assure le soutien administratif du Bureau de l'ombudsman des patients, qui travaille avec les patients et les familles pour faciliter la résolution de plaintes concernant des expériences liées aux soins de santé avec des organismes de prestation de services de santé.

Santé à domicile Ontario fournit les services de soins à domicile répertoriés dans le Règl. de l'Ont. 187/22 en vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés* (soins infirmiers, traitements de réadaptation et autres services professionnels, services de soutien à la personne). L'organisme gère également les placements dans les foyers de soins de longue durée, propose de l'information au public sur d'autres fournisseurs de services de santé et sociaux et fait des renvois vers ces fournisseurs. De plus, l'organisme administre les placements dans des programmes de jour pour adultes et d'aide à la vie autonome et fournit des soutiens opérationnels aux FSS (y compris ceux intégrés aux équipes Santé Ontario approuvées) financés pour l'offre de soins à domicile et en milieu communautaire.

Ce crédit comprend également le programme de santé mentale des enfants et des jeunes géré par le ministère. Ce programme vise à réaliser la vision d'un Ontario où la santé mentale des enfants et des jeunes est reconnue comme un élément déterminant de la santé et du bien-être dans leur ensemble, et où les enfants et les jeunes peuvent réaliser pleinement leur potentiel. Les services de santé mentale financés par l'Ontario sont offerts aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans en vertu de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services de santé (poste 1)			Services communautaires		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux.....	27 456 166 714		Soins à domicile.....	5 004 993 437	
Subventions tenant lieu			Services communautaires		
d'impôt aux			de soutien.....	937 251 423	
municipalités – hôpitaux.....	3 620 100		Logements avec services		
Hôpitaux psychiatriques			de soutien.....	491 322 096	
spécialisés.....	909 178 591		Centres de santé communautaire	690 737 503	
Subventions tenant			Traumatismes crâniens.....	108 681 238	
lieu d'impôt					7 232 985 697
aux municipalités – hôpitaux					
psychiatriques spécialisés...	120 075		Santé mentale et lutte contre les dépendances		
Soins à domicile.....	5 004 993 437				
Services communautaires			Paiements de transfert		
de soutien.....	937 251 423		Services communautaires		
Logements avec services			de santé mentale.....	1 237 291 312	
de soutien.....	491 322 096		Programmes de lutte contre		
Centres de santé			les dépendances.....	455 211 114	
communautaire.....	690 737 503		Santé mentale des enfants		
Traumatismes crâniens.....	108 681 238		et des jeunes.....	562 384 929	
Services communautaires					2 254 887 355
de santé mentale.....	1 237 291 312				
Programme de lutte contre			Programmes et administration (poste 2)		
les dépendances.....	455 211 114				
Santé mentale des enfants			Paiements de transfert		
et des jeunes.....	562 384 929		Solutions numériques pour		
		37 856 958 532	la santé.....	668 539 525	
			Programmes pour la qualité des		
Hôpitaux			services de santé.....	31 474 013	
Paiements de transfert			Soutien aux activités de		
Exploitation des hôpitaux.....	27 456 166 714		coordination régionale.....	275 871 757	
Subventions tenant			Services de traitement du cancer	1 893 216 300	
lieu d'impôt aux			Services de dons et de greffes		
municipalités – hôpitaux.....	3 620 100		d'organes et de tissus		
Hôpitaux psychiatriques			Services de santé		
spécialisés.....	909 178 591		cardiovasculaire.....	90 043 500	
Subventions tenant			Programmes de dépistage		
lieu d'impôt aux			du cancer.....	174 683 700	
municipalités – hôpitaux			Programmes pour la main-		
psychiatriques spécialisés...	120 075		d'oeuvre dans le domaine		
		28 369 085 480	de la santé.....	78 335 550	
			Services de traitement des		
			troubles rénaux.....	750 655 900	
					3 962 820 245
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....		41 819 778 777

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services et programmes de santé (poste 10)		Solutions numériques pour la santé — immobilisations (poste 3)	
Avances et montants récupérables		Autres opérations.....	0
Exploitation des hôpitaux.....	24 000 000		0
Soins à domicile.....	700 000		
Services communautaires			
de soutien	2 966 800		
Logements avec services			
de soutien.....	793 500		
Centres de santé			
communautaire.....	3 000 000		
Traumatismes crâniens.....	246 300		
Santé mentale communautaire	5 500 000		
Programmes de lutte contre			
les dépendances.....	900 000		
	38 106 600		
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	38 106 600		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
ICES (anciennement l'Institut de recherche en services de santé)	140201	Oui	Oui	19,000,000
Université McMaster – Collectif sur l'engagement du public et des patients (PPEC)	140201	Oui	Oui	127,500
Université McMaster – Soutien et échange pour l'amélioration rapide (RISE)	140201	Oui	Oui	1,470,000
Université Queen's – Innovations soutenant les soins de santé primaires grâce à la recherche (INSPIRE-PHC)	140201	Oui	Oui	750,100
Université Queen's – Réseau ontarien d'apprentissage pratique et de recherche en soins primaires (POPLAR)	140201	Oui	Oui	1,000,000
Unity Health Toronto – Réseau ontarien de recherche sur les politiques en matière de médicaments (ODPRN)	140201	Oui	Oui	767,000
Université de Toronto – Réseau d'amélioration de la performance des systèmes de santé (HSPN)	140201	Oui	Oui	1,457,200
Université de Toronto – Partenariats pour l'évaluation et la recherche sur les politiques (PEPR)	140201	Oui	Oui	462,450
Hôpital Women's College et Réseau universitaire de santé – Projets des IRSC	140201	Oui	Oui	180,000
Bourses de recherche en hygiène du milieu	141201	Oui	Oui	42,300
Programme Your Health Space pour les travailleurs de la santé	141201	Oui	Oui	3,452,800
Financement de l'ARF – cliniques mobiles de santé mentale	141201	Oui	Oui	387,200
Investissements ciblés dans l'infrastructure du système de santé	141201	Oui	Oui	5,575,000
Financement de l'ARF – services avec hébergement	141601	Oui	Oui	33,335,242
Initiatives locales de sécurisation culturelle des Autochtones	141601	Oui	Oui	3,077,500
Santé Ontario pour l'initiative de projets pilotes	141601	Oui	Oui	26,595,000
Programme pilote axé sur les soins palliatifs	141601	Oui	Oui	1,078,000
Maintien de la capacité des programmes de logement avec services de soutien et des programmes pour les Autochtones	141601	Oui	Oui	5,500,000
Financement de l'ARF – projet pilote d'intervention	141601	Oui	Oui	275,600
Financement de l'ARF – programme de guérison fondé sur le territoire	141601	Oui	Oui	3,500,000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
Financement de l'ARF – équipes mobiles d'intervention en cas de crise	141601	Oui	Oui	2,657,800
Formation à l'informatique décisionnelle et capacité de traitement des données – Migration du système d'information sur les clients	141601	Oui	Oui	160,400
Projet de soins de transition de Holland Bloorview en collaboration avec Safe Haven	141601	Oui	Oui	1,550,000
TOTAL				112,401,092

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Priorités communes en matière de santé.....	1,057,986,197	1,204,087,473
Vieillir dans la dignité.....	234,203,334	234,313,341
Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares.....	178,127,962	178,378,775
Entente cadre d'intégration des services de santé de la région de Weeneebayko.....	90,000,000	25,000,002
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	6,321,842	2,305,362
Préparation à la pratique médicale en Ontario.....	5,000,000	0
Logements avec services de soutien.....	2,122,605	2,823,017
Ontario sans fumée – ligne sans frais pour l'abandon du tabac.....	470,500	472,600
Gestion des soins à distance.....	362,002	366,500
Programme de certificat de vaccination contre la COVID-19.....	0	75,901,265
	<u>1,574,594,442</u>	<u>1,723,648,335</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subrogation – Médecine / Hôpitaux.....	35,433,127	25,866,116
Autres.....	21	14,289
	<u>35,433,148</u>	<u>25,880,405</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	4,639,627	4,265,814
Octroi de permis aux laboratoires.....	1,659,035	1,780,305
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	1,518,249	1,360,187
Inspection des installations radiologiques.....	505,160	542,056
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	400,000	400,000
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	322,161	275,250
Autres droits, permis et autorisations.....	186,148	150,539
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	36,768	42,015
	<u>9,267,148</u>	<u>8,816,166</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>1,098,185,191</u>	<u>1,145,577,873</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DIVERS		
Autres.....	2,468,569	309,385
Pénalités – intérêt.....	728,559	617,168
	<u>3,197,128</u>	<u>926,553</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>2,720,677,057</u>	<u>2,904,849,333</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-322
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-324
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....	2-327
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-330
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-332
CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....	2-335
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES.....	2-337
BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....	2-338
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-326, 2-329, 2-331, 2-340
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-341
ÉTAT DES RECETTES.....	2-342

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
29 000 210	Administration du ministère	30 995 887	29 917 995
76 573 366	Relations de travail et rémunération	85 965 500	81 195 888
	Avantages sociaux et prestations de retraite		
1 365 286 656	(partie prise en charge par l'employeur)	2 235 506 000	1 897 585 252
38 994 939	Soutien au Conseil du Trésor	1 284 856 200	39 695 850
102 115 735	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	107 525 500	106 637 007
0	Achat groupé de services médiatiques	5 390 700	0
57 291 352	Bureau du contrôleur général	57 013 800	55 530 896
1 669 262 258	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	3 807 253 587	2 210 562 888
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
1 460 426 773	Bureau du contrôleur général	1 000	1 489 410 544
1 460 426 773	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 000	1 489 410 544
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
1 367 368	Relations de travail et rémunération	2 074 000	1 367 368
203 727	Soutien au Conseil du Trésor	154 926 200	0
1 571 095	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	157 002 200	1 367 368

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Relations de travail et rémunération	1 000	0
6 475 261	Soutien au Conseil du Trésor	7 496 700	6 690 538
6 475 261	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	7 498 700	6 690 538

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
3401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	28 970 600	1 944 100	30 914 700	Administration du ministère..... 29 826 463
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 68 851
				Traitements versés aux adjoints parleme
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 681
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>29 051 787</u>	<u>1 944 100</u>	<u>30 995 887</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>29 917 995</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE <u>0</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent à celui-ci d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	19 243 660		Traitements et salaires.....	4 769 113	
Avantages sociaux.....	2 550 898		Avantages sociaux.....	753 518	
Transports et communications.....	105 701		Transports et communications.....	18 169	
Services.....	10 815 997		Services.....	2 281 145	
Fournitures et matériel.....	110 207		Fournitures et matériel.....	3 866	
	32 826 463			7 825 811	
Moins : Recouvrements.....	3 000 000		Moins : Recouvrements.....	3 000 000	
	<u>29 826 463</u>				<u>4 825 811</u>
Bureau principal			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	3 720 265		Traitements et salaires.....	3 145 400	
Avantages sociaux.....	473 674		Avantages sociaux.....	427 964	
Transports et communications.....	46 118		Transports et communications.....	6 170	
Services.....	118 499		Services.....	246 359	
Fournitures et matériel.....	19 297		Fournitures et matériel.....	2 496	
	<u>4 377 853</u>				<u>3 828 389</u>
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	7 599 288		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	894 268		Loi sur le Conseil exécutif.....		68 851
Transports et communications.....	11 412		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la		
Services.....	672 281		Loi sur le Conseil exécutif.....		22 681
Fournitures et matériel.....	32 723				<u>91 532</u>
	<u>9 209 972</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services juridiques			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Traitements et salaires.....	9 594		DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	1 474				<u><u>29 917 995</u></u>
Transports et communications.....	23 832				
Services.....	7 497 713				
Fournitures et matériel.....	51 825				
	<u>7 584 438</u>				

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	134 388 300	(48 422 800)	85 965 500	Relations de travail et rémunération..... 81 195 888
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT –
				PROGRAMME DES RELATIONS
				DE TRAVAIL ET DE LA
				RÉMUNÉRATION..... 81 195 888
	<u>134 388 300</u>	<u>(48 422 800)</u>	<u>85 965 500</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Relations de travail et rémunération..... 0
				Amortissement,
L	2 073 000	0	2 073 000	Loi sur l'administration financière..... 1 367 368
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES RELATIONS
				DE TRAVAIL ET DE LA
				RÉMUNÉRATION..... 1 367 368
	<u>2 074 000</u>	<u>0</u>	<u>2 074 000</u>	

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières, gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO et sert de centre d'expertise pour la gestion organisationnelle et la classification des emplois. Le programme assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Il analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme assure également la prestation de services de paie à la quinzaine et de services à la clientèle liés à la paie et aux avantages sociaux pour le personnel de toute la FPO et de certains organismes, conformément aux exigences législatives et aux conventions collectives. De plus, le programme sert de centre d'expertise à l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., rémunération des cadres de direction et surveillance de la participation au programme d'avantages sociaux lié aux assurances).

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION – CRÉDIT 3402

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Relations de travail et rémunération (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	58 156 739
Avantages sociaux.....	9 000 074
Transports et communications.....	356 476
Services.....	17 089 033
Fournitures et matériel.....	148 040
	<u>84 750 362</u>
Moins : Recouvrements.....	3 554 474
	<u>81 195 888</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	<u>81 195 888</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	1 367 368
	<u>1 367 368</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	<u>1 367 368</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
				Avantages sociaux et prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur.....
1	1 814 999 000	120 000 000	1 934 999 000	1 915 823 375
				Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent
L	300 507 000	0	300 507 000	Loi sur l'administration financière..... (18 238 123)
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR.....
	2 115 506 000	120 000 000	2 235 506 000	1 897 585 252

Description du programme

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

S AVANTAGES SOCIAUX ET DES PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
Avantages sociaux et prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Régime de retraite complémentaire des juges associés.....	1 090 743		Régime de retraite complémentaire des juges associés.....	1 694 223	
Régime de pensions du Canada...	298 314 719		Continuation des prestations de la WSIB et des prestations au titre de la protection du revenu à long terme.....	47 800 000	
Régime de soins dentaires.....	77 902 026		Assurance-vie collective*.....	(26 500 000)	
Impôt-santé des employeurs.....	159 130 412		Régime de retraite complémentaire des juges de paix*.....	(1 501 099)	
Assurance-santé.....	91 843 394		Indemnités de cessation d'emploi prévues par la loi*.....	(6 576 181)	
Assurance-vie collective.....	8 709 898		Protection du revenu à long terme...	6 000 000	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix.....	2 242 119		Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario.....	50 863 000	
Indemnités de cessation d'emploi prévues par la loi.....	47 347 248		Régime de retraite agréé des juges provinciaux*.....	(12 823 672)	
Protection du revenu à long terme	179 693 959		Convention de retraite des juges provinciaux.....	12 189 148	
Avantages sociaux			Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux.....	21 858 881	
– Association de la Police provinciale de l'Ontario.....	78 356 524		Régime de retraite des fonctionnaires*.....	(586 086 479)	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario.....	272 695 700		Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires.....	20 089 406	
Autres avantages sociaux.....	18 625 751		Prestations aux employés retraités..	27 916 395	
Régime de retraite agréé des juges provinciaux.....	14 769 250		Absences et congés rémunérés.....	18 172 055	
Convention de retraite des juges provinciaux.....	31 818 750		Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB).....	409 900 000	
Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux.....	26 771 838		Autres avantages sociaux*.....	(1 233 800)	
Régime de retraite des fonctionnaires.....	1 235 248 788				(18 238 123)
Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires.....	33 001 759				
Prestations aux employés retraités	245 502 000				
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation.....	191 387 602				
		3 014 452 480			
Moins : Recouvrements.....		1 098 629 105	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....		1 897 585 252
		1 915 823 375			

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
				Conseil du Trésor – soutien et
1	45 997 500	(3 970 900)	42 026 600	planification financière 39 695 850
2	<u>4 874 600 000</u>	<u>(3 631 770 400)</u>	<u>1 242 829 600</u>	Fonds de prévoyance..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 39 695 850
	<u>4 920 597 500</u>	<u>(3 635 741 300)</u>	<u>1 284 856 200</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Fonds de prévoyance
4	175 000 000	(21 500 000)	153 500 000	pour les immobilisations..... 0
				Soutien au Conseil du Trésor –
7	1 000	0	1 000	charges d'immobilisations..... 0
				Amortissement,
L	<u>1 425 200</u>	<u>0</u>	<u>1 425 200</u>	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 0
	<u>176 426 200</u>	<u>(21 500 000)</u>	<u>154 926 200</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
				Soutien au Conseil du Trésor – biens
6	6 491 000	1 005 700	7 496 700	immobilisés..... 6 690 538
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE SOUTIEN
	6 491 000	1 005 700	7 496 700	AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 6 690 538

Description du programme

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition de comptes et de surveillance.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR – CRÉDIT 3404

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Conseil du Trésor – soutien et planification financière (Poste 1)			Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	28 859 518		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs	
Avantages sociaux.....	4 003 400		aux biens immobilisés.....	6 690 538
Transports et communications.....	84 503			<u>6 690 538</u>
Services.....	6 715 985		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME	
Fournitures et matériel.....	288 548		DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	<u>6 690 538</u>
	<u>39 951 954</u>			
Moins : Recouvrements.....	256 104			
	<u>39 695 850</u>			
Gestion des dépenses				
Traitements et salaires.....	19 821 221			
Avantages sociaux.....	2 712 043			
Transports et communications.....	62 257			
Services.....	1 000 901			
Fournitures et matériel.....	278 812			
	<u>23 875 234</u>			
Planification et performance				
Traitements et salaires.....	9 038 297			
Avantages sociaux.....	1 291 357			
Transports et communications.....	22 246			
Services.....	5 715 084			
Fournitures et matériel.....	9 736			
	<u>16 076 720</u>			
Moins : Recouvrements.....	256 104			
	<u>15 820 616</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL				
DU TRÉSOR.....	<u>39 695 850</u>			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT
				Centre pour le personnel, la culture
1	81 573 200	25 951 300	107 524 500	organisationnelle et le talent..... 106 637 007
				Services centralisés de la FPO –
				Commission de la sécurité
				professionnelle et de l'assurance
5	1 000	0	1 000	contre les accidents du travail..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA
				CULTURE ORGANISATIONNELLE
	81 574 200	25 951 300	107 525 500	ET LE TALENT..... 106 637 007

Description du programme

Le programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement à l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif, accessible et antiraciste dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme assure également le leadership de la prestation de services intégrés, uniformes et axés sur la clientèle en matière de ressources humaines à l'ensemble des ministères. Le programme façonne et définit la culture organisationnelle, la capacité de leadership et le perfectionnement des compétences dans l'optique de constituer en Ontario une fonction publique diversifiée, compétente et engagée. Le Centre stimule le rendement organisationnel par l'établissement des priorités relatives à l'expérience du personnel, des analyses de la main-d'œuvre et l'élaboration de stratégies et de politiques des ressources humaines. Le Centre fournit des conseils stratégiques et des services de secrétariat à la Commission de la fonction publique et permet à la FPO de se conformer à la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT – CRÉDIT 3405

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	74 447 171
Avantages sociaux.....	11 160 350
Transports et communications.....	299 395
Services.....	18 965 260
Fournitures et matériel.....	128 730
Autres opérations.....	10 037 954
	115 038 860
Moins : Recouvrements.....	8 401 853
	<u>106 637 007</u>
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 5)	
Services.....	104 635 441
Moins : Recouvrements.....	104 635 441
	<u>0</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....	
	<u><u>106 637 007</u></u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES
				Achat groupé de services
1	51 949 200	(46 558 500)	5 390 700	médiatiques..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES..... 0
	51 949 200	(46 558 500)	5 390 700	

Description du programme

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Le financement sert également à assumer les honoraires des agences concernées, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, les coûts associés à la technologie, et à assumer les services de marketing et de gestion de données de même que ceux qui se rapportent à l'élaboration de matériel publicitaire destiné à soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et fait l'objet d'un examen et d'un rapport par la vérificatrice générale.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL
1	57 466 000	(452 200)	57 013 800	Bureau du contrôleur général..... 55 530 896
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL..... 55 530 896
	<u>57 466 000</u>	<u>(452 200)</u>	<u>57 013 800</u>	<u>55 530 896</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000	0	1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 489 410 544
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL..... 1 489 410 544
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>1 489 410 544</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme du Bureau du contrôleur général est chargé d'établir une orientation et d'exercer un leadership à l'échelle du gouvernement en ce qui concerne le contrôle provincial, la gestion globale des risques et la surveillance administrative liée à la fonction de vérification interne.

Le programme veille à la surveillance des fonctions qui garantissent la responsabilisation financière, la transparence dans la production de rapports, la mise en place d'un cadre de contrôle de la fonction publique moderne ainsi que la mise en œuvre d'une capacité de gestion financière, de gestion des risques et de vérification. Le programme aide le secteur public et le secteur parapublic de l'Ontario à atteindre leurs objectifs opérationnels en exerçant une fonction d'examen critique à l'appui de la planification et de la prise de décisions, ainsi qu'en évaluant et en formulant des recommandations pour d'une part consolider les processus de gouvernance, de gestion des risques, de contrôle, de responsabilisation et de conformité et pour d'autre part améliorer l'efficacité et la rentabilité des activités des ministères et des organismes provinciaux.

En outre, le programme aide le président du Conseil du Trésor et le gouvernement à présenter à la population les Comptes publics, le Rapport annuel et les états financiers consolidés. Il offre au secteur public et au secteur parapublic de l'Ontario une surveillance interne améliorée qui touche la responsabilisation, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion des risques dans l'ensemble du gouvernement. De plus, le programme élabore un cadre stratégique pour l'établissement et le renforcement des communautés des finances, de la gestion globale des risques et de la vérification interne, et fournit divers conseils et orientations à cet égard.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 3412

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Bureau du contrôleur général (Poste 1)			Division de la vérification interne de l'Ontario		
Traitements et salaires.....	43 748 734		Traitements et salaires.....	27 165 836	
Avantages sociaux.....	5 844 741		Avantages sociaux.....	3 646 152	
Transports et communications.....	157 990		Transports et communications.....	83 890	
Services.....	7 255 719		Services.....	1 665 902	
Fournitures et matériel.....	71 043		Fournitures et matériel.....	36 665	
Paiements de transfert				32 598 445	
Subventions à l'appui des pratiques efficaces			Moins : Recouvrements.....	2 547 331	
en matière de gestion financière					30 051 114
et de gestion des risques	1 000 000				
	58 078 227		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Moins : Recouvrements.....	2 547 331		PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR		
	55 530 896		GÉNÉRAL.....		55 530 896
Bureau du directeur général de la gestion des risques			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	5 719 697		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	720 851		Avances et montants récupérables		
Transports et communications.....	20 907		Taxe de vente harmonisée,		
Services.....	653 697		<i>Loi sur l'administration financière</i>		
Fournitures et matériel.....	13 837			1 489 410 544	
Paiements de transfert				1 489 410 544	
Subventions à l'appui des pratiques efficaces			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
en matière de gestion financière			PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR		
et de gestion des risques.....	1 000 000		GÉNÉRAL.....		1 489 410 544
		8 128 989			
Division du contrôleur provincial					
Traitements et salaires.....	10 863 201				
Avantages sociaux.....	1 477 738				
Transports et communications.....	53 193				
Services.....	4 936 120				
Fournitures et matériel.....	20 541				
		17 350 793			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	341201	Oui	Oui	1 000 000
TOTAL				1 000 000

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres.....	122 388	133 801
	<u>122 388</u>	<u>133 801</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....</i>	30	1 463
	<u>30</u>	<u>1 463</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	1 581 150	209 291
	<u>1 581 150</u>	<u>209 291</u>
DIVERS.....	397	1 363
	<u>397</u>	<u>1 363</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 703 965</u>	<u>345 918</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-344
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-346
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....	2-348
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -	2-353
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS.....	
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-347, 2-350, 2-355
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET.....	
DE DURÉE LIMITÉE.....	2-356
ÉTAT DES RECETTES.....	2-357

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
120 578 563	Administration du ministère	125 363 265	124 328 824
20 368 716 929	Services aux enfants et aux adultes	21 130 603 600	21 285 515 103
20 489 295 492	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	21 255 966 865	21 409 843 927
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
103 334 043	Services aux enfants et aux adultes	316 105 000	296 543 938
	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires		
0	Programme d'immobilisations	1 000	0
103 334 043	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	316 106 000	296 543 938
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires		
180 527 930	Programme d'immobilisations	174 958 400	175 370 786
180 527 930	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	174 958 400	175 370 786

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
3 308 906	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires Programme d'immobilisations	8 169 500	7 110 762
3 308 906	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	8 169 500	7 110 762

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	72 077 400	21 511 500	93 588 900	Administration du ministère..... 93 105 459
2	29 676 200	1 994 600	31 670 800	Politiques stratégiques..... 31 065 616
L	70 219	0	70 219	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 98 734
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 24 621
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 34 394
	101 857 165	23 506 100	125 363 265	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 124 328 824

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données. la veille stratégique. la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	33 203 075		Traitements et salaires.....	145 127	
Avantages sociaux.....	5 201 783		Transports et communications.....	17 242	
Transports et communications.....	402 843		Services.....	10 171 671	
Services.....	52 378 705		Fournitures et matériel.....	31 217	
Fournitures et matériel.....	1 919 053				10 365 257
	<u>93 105 459</u>				
Bureaux de la direction			Gestion des locaux		
Traitements et salaires.....	4 511 160		Traitements et salaires.....	1 958 866	
Avantages sociaux.....	596 542		Avantages sociaux.....	264 319	
Transports et communications.....	84 995		Transports et communications.....	50 594	
Services.....	138 342		Services.....	36 483 419	
Fournitures et matériel.....	29 686		Fournitures et matériel.....	7 808	
	<u>5 360 725</u>				38 765 006
Services opérationnels			Politiques stratégiques (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	16 015 107		Traitements et salaires.....	22 644 665	
Avantages sociaux.....	2 551 318		Avantages sociaux.....	3 548 925	
Transports et communications.....	189 167		Transports et communications.....	77 433	
Services.....	3 868 074		Services.....	4 774 115	
Fournitures et matériel.....	1 832 081		Fournitures et matériel.....	20 478	
	<u>24 455 747</u>				31 065 616
Ressources humaines			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	4 131 137		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	791 184		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	98 734	
Transports et communications.....	42 023		Traitements versés aux adjoints		
Services.....	779 559		parlementaires en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	8 017		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	24 621	
	<u>5 751 920</u>				123 355
Services de communication			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	6 441 678		Créances irrécouvrables,		
Avantages sociaux.....	998 420		<i>Loi sur l'administration financière</i>	34 394	
Transports et communications.....	18 822				157 749
Services.....	937 640				
Fournitures et matériel.....	10 244				
	<u>8 406 804</u>				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
			<u><u>124 328 824</u></u>		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
702				PROGRAMME DES SERVICES AUX	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ENFANTS ET AUX ADULTES	
3	10 697 731 100	582 245 400	11 279 976 500	Soutien financier et soutien à l'emploi...	11 275 114 704
7	43 283 400	5 255 600	48 539 000	Bureau des obligations familiales.....	47 794 045
20	2 211 084 500	112 121 600	2 323 206 100	Enfants et jeunes à risque.....	2 322 506 103
				Soutiens aux particuliers	
21	5 790 803 300	169 933 300	5 960 736 600	et aux familles.....	5 958 741 275
22	1 320 195 700	60 110 000	1 380 305 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	1 379 191 366
				Office des perspectives sociales et	
28	62 291 900	(31 779 400)	30 512 500	économiques pour les femmes.....	30 062 634
				Créances irrécouvrables, the	
L	107 327 200	0	107 327 200	Loi sur l'administration financière.....	272 104 976
				TOTAL (CHARGES DE	
				FONCTIONNEMENT) -	
				PROGRAMME DES SERVICES	
				AUX ENFANTS	
	20 232 717 100	897 886 500	21 130 603 600	ET AUX ADULTES.....	21 285 515 103
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	122 305 000	193 800 000	316 105 000	Services aux enfants et aux adultes.....	296 543 938
				TOTAL (ACTIF DE	
				FONCTIONNEMENT) -	
				PROGRAMMES DES SERVICES	
	122 305 000	193 800 000	316 105 000	AUX ENFANTS ET AUX ADULTES..	296 543 938

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Description du programme

Les programmes des services aux enfants et aux adultes financent des services communautaires efficaces et responsables pour les personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, les adultes ayant des déficiences intellectuelles, les enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, les enfants et les jeunes à risque, les jeunes en conflit avec la loi et les victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

L'Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Enfants et jeunes à risque (Poste 20)		
Traitements et salaires.....	193 002 888		Traitements et salaires.....	124 332 802	
Avantages sociaux.....	35 903 117		Avantages sociaux.....	29 917 033	
Transports et communications.....	10 135 633		Transports et communications.....	2 020 571	
Services.....	52 467 418		Services.....	38 577 443	
Fournitures et matériel.....	1 293 809		Fournitures et matériel.....	5 948 715	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien			Bien-être de l'enfance - soutiens		
aux personnes handicapées -			aux collectivités autochtones		
Soutien financier.....	6 388 577 813		et à la prévention.....	115 646 399	
Programme ontarien de soutien			Services de protection de l'enfance	1 765 228 722	
aux personnes handicapées -			Services de justice pour la jeunesse	144 902 695	
Soutien à l'emploi.....	160 282		Bien-être de l'enfance - soutiens		
Programme Ontario au travail –			aux collectivités et à la prévention	95 931 723	
Soutien financier.....	3 239 315 314				2 121 709 539
Programme Ontario au travail –					2 322 506 103
Soutien à l'emploi.....	103 920 707				
Programme de médicaments					
de l'Ontario.....	1 250 337 723				
		10 982 311 839			
		11 275 114 704			
Bureau des obligations familiales (Poste 7)			Services de protection de l'enfance		
Traitements et salaires.....	30 373 833		Traitements et salaires.....	13 199 950	
Avantages sociaux.....	5 630 335		Avantages sociaux.....	2 115 070	
Transports et communications.....	1 396 578		Transports et communications.....	220 711	
Services.....	10 303 048		Services.....	16 170 181	
Fournitures et matériel.....	90 251		Fournitures et matériel.....	16 591	
		47 794 045	Paiements de transfert		
			Bien-être de l'enfance - soutiens		
			aux collectivités autochtones		
			et à la prévention.....	95 931 723	
			Services de protection de l'enfance	1 765 228 722	
			Bien-être de l'enfance - soutiens		
			aux collectivités et à la prévention	115 646 399	
					2 008 529 347
Crédits législatifs			Services de justice pour la jeunesse		
Autres opérations					
Créances irrécouvrables,			Traitements et salaires.....	111 132 852	
Loi sur l'administration financière.....	272 104 976		Avantages sociaux.....	27 801 963	
	272 104 976		Transports et communications.....	1 799 860	
			Services.....	22 407 262	
			Fournitures et matériel.....	5 932 124	
			Paiements de transfert		
			Services de justice pour la jeunesse	144 902 695	
					313 976 756

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste21)			Populations vulnérables		
Traitements et salaires.....		97 848 309	Traitements et salaires.....		3 729 428
Avantages sociaux.....		18 767 640	Avantages sociaux.....		719 657
Transports et communications.....		1 420 668	Transports et communications.....		96 135
Services.....		8 565 731	Services.....		581 998
Fournitures et matériel.....		1 383 231	Fournitures et matériel.....		2 262
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Soutien communautaire aux			Soutiens pour l'intégration		
enfants et aux jeunes.....	179 863 098		communautaire.....	70 148 175	
Services de traitement et de			Stratégie de ressourcement pour		
réadaptation pour enfants.....	383 160 912		le mieux-être des Autochtones....	59 618 522	
Autisme.....	814 606 411		Soutien aux victimes de violence....	353 407 435	
Besoins particuliers complexes	202 599 700				488 303 612
Résidences avec services de soutien					
à l'autonomie pour les personnes			Services aux enfants et aux adultes		
ayant une déficience intellectuelle	2 514 061 487		Traitements et salaires.....		35 222 762
Soutiens pour l'intégration			Avantages sociaux.....		6 600 898
communautaire.....	70 148 175		Transports et communications.....		293 962
Crédit d'impôt pour les activités			Services.....		5 624 154
des enfants.....	40 100		Fournitures et matériel.....		1 181 471
Stratégie de ressourcement pour			Paiements de transfert		
le mieux-être des Autochtones....	59 618 522		Soutien communautaire aux		
Soutien aux victimes de violence....	353 407 435		enfants et aux jeunes.....	179 863 098	
Services de soutien.....	1 151 938 738		Services de traitement et de		
Familles en santé.....	101 311 118		réadaptation pour enfants.....	383 160 912	
		5 830 755 696	Autisme.....	814 606 411	
		5 958 741 275	Besoins particuliers complexes.....	202 599 700	
Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle			Crédit d'impôt pour les activités		
Traitements et salaires.....	9 830 308		des enfants.....	40 100	
Avantages sociaux.....	1 518 435		Familles en santé.....	101 311 118	
Transports et communications.....	238 355				1 730 504 586
Services.....	672 557		Bureaux régionaux		
Fournitures et matériel.....	21 606		Traitements et salaires.....		49 065 811
Paiements de transfert			Avantages sociaux.....		9 928 650
Résidences avec services de soutien			Transports et communications.....		792 216
à l'autonomie pour les personnes			Services.....		1 687 022
ayant une déficience intellectuelle	2 514 061 487		Fournitures et matériel.....		177 892
Services de soutien.....	1 151 938 738				61 651 591
		3 678 281 486			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 22)		
Paievements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants..	1 368 000 000	
Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants.....	11 191 366	
		1 379 191 366
Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes (Poste 28)		
Traitements et salaires.....		3 337 678
Avantages sociaux.....		442 277
Transports et communications.....		41 689
Services.....		103 154
Fournitures et matériel.....		7 242
Paievements de transfert		
Initiatives de prévention de la violenc	10 605 934	
Initiatives d'autonomisation économique.....	15 524 660	
		26 130 594
		30 062 634
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
- PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....		21 285 515 103
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables.....		296 543 938
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)		
- PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....		296 543 938

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires— programme d'immobilisations dans l'infrastructure—actif de fonctionnement.....
9	1 000	0	1 000	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....
	1 000	0	1 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires—infrastructure....
1	194 296 600	(31 662 900)	162 633 700	162 063 490
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires— logiciels et applications de gestion.....
2	1 000	0	1 000	0
				Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>
L	12 322 700	0	12 322 700	13 307 296
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
L	1 000	0	1 000	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....
	206 621 300	(31 662 900)	174 958 400	175 370 786

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
BIENS IMMOBILISÉS				
				SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES
				SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires—biens
3	20 933 300	(12 763 800)	8 169 500	immobilisés liés à l'infrastructure..... 7 110 762
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires—logiciels
				et applications de gestion—biens
4	1 231 500	(1 231 500)	0	immobilisés..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				SERVICES À L'ENFANCE ET
				SERVICES SOCIAUX ET
	22 164 800	(13 995 300)	8 169 500	COMMUNAUTAIRES..... 7 110 762

Description du programme :

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - infrastructure (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Initiatives relatives aux		
immobilisations communautaires	2 000 000	
Subventions d'immobilisations.....	134 558 192	
Renouvellement des installations		
des partenaires.....	20 805 030	
		157 363 222
Autres opérations		
Investissements dans les		
immobilisations.....	4 700 268	
		4 700 268
		162 063 490
Crédits législatifs		
Amortissement,		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		13 307 296
		13 307 296
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -		
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES		
SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS.....		175 370 786
BIENS IMMOBILISÉS		
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires -biens immobilisés liés à l'infrastructure (Poste 3)		
Investissements dans des immobilisations corporelles		7 110 762
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -		
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES		
SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS.....		7 110 762

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Autisme	070221	Oui	Non	814 606 411
Services de protection de l'enfance	070220	Oui	Non	1 765 228 722
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	070220	Oui	Non	95 931 723
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	070220	Oui	Non	115 646 399
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	070221	Oui	Non	179 863 098
enfants	070221	Oui	Non	383 160 912
Besoins particuliers complexes	070221	Oui	Non	202 599 700
Résidences avec services de soutien à l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	070221	Oui	Non	2 514 061 487
Initiatives d'autonomisation économique	070228	Oui	Non	15 524 660
Familles en santé	070221	Oui	Non	101 311 118
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	070221	Oui	Non	59 618 522
Services de soutien	070221	Oui	Non	1 151 938 738
Soutiens pour l'intégration communautaire	070221	Oui	Non	70 148 175
Soutien aux victimes de violence	070221	Oui	Non	353 407 435
Initiatives de prévention de la violence	070228	Oui	Non	10 605 934
Services de justice pour la jeunesse	070220	Oui	Non	144 902 695
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subventions d'immobilisations	070401	Oui	Oui	134 558 192
Initiatives relatives aux immobilisations communautaires	070401	Oui	Oui	2 000 000
Renouvellement des installations des partenaires	070401	Oui	Oui	20 805 030
TOTAL				8 135 918 950

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens.....	341 829 751	324 425 952
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	48 907 577	48 907 577
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	67 820 209	67 577 874
Fonds de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	2 550 764	2 550 800
Logement en milieu de soutien.....	1 347 011	1 633 195
Fonds de soutien des familles.....	1 028 858	1 028 858
Initiative Canada-Ontario de lignes d'assistance téléphonique en cas de		
crise pour les personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe.....	1 600 000	2 400 000
Fonds canadien de justice familiale.....	968 866	966 879
Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée		
sur le sexe - Accord Canada-Ontario.....	80 786 140	14 114 260
Agent de soutien dans le contexte de la Cour de la famille.....	1 000 000	1 000 000
Programme national d'alimentation dans les écoles.....	43 337 700	18 549 423
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	0	17 500 000
Autres.....	453 424	395 000
	<u>591 630 300</u>	<u>501 049 818</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres.....	32 539 235	9 815 812
	<u>32 539 235</u>	<u>9 815 812</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF.....	1 557 970	1 396 778
Accès à l'information - Droits.....	26 137	24 179
Maison pour groupe d'enfants.....	6 100	10 100
Frais pour chèques refusés.....	70	1 015
	<u>1 590 277</u>	<u>1 432 072</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>111</u>	<u>356</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	92 690 239	226 955 262
Frais de fonctionnement.....	1 124 536	5 220 875
Subventions.....	5 186 603	1 932 080
	<u>99 001 378</u>	<u>234 108 217</u>
DIVERS		
Autres.....	1 205 487	22 683 666
Pénalités – intérêt.....	9 033 181	10 657 422
Comptes de subrogation.....	81 100	229 497
	<u>10 319 768</u>	<u>33 570 585</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>735 081 069</u></u>	<u><u>779 976 860</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-360
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-362
POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES.....	2-366
SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS	
À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT.....	2-370
SERVICE ONTARIO.....	2-374
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-377
SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	2-380
SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE	
DE L'INFORMATION.....	2-383
SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS	
DE LA LOI.....	2-364, 2-368, 2-370, 2-376, 2-376, 2-379, 2-382, 3-384
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES	
ET DE LONGUE DURÉE.....	2-390
ÉTAT DES RECETTES.....	2-391

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
35 515 728	Administration du ministère	40 820 787	39 363 262
37 774 332	Politiques, Archives publiques et données	34 558 700	33 747 459
	Services financiers organisationnels et services		
414 736 508	relatifs à la chaîne d'approvisionnement	317 508 900	241 864 937
395 387 803	ServiceOntario	442 222 700	411 697 379
30 142 591	Services aux consommateurs	43 967 000	39 694 555
695 921 462	Services d'applications et de technologie de l'information	668 573 900	661 203 005
	Services organisationnels d'information		
166 874 866	et de technologie de l'information	192 618 700	190 617 024
1 776 353 290	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 740 270 687	1 618 187 621
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	ServiceOntario	1 000	0
6 745 097	Services d'applications et de technologie de l'information	7 391 000	5 634 644
	Services organisationnels d'information		
56 838 984	et de technologie de l'information	57 000 000	49 090 961
63 584 081	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	64 392 000	54 725 605

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATION			
0	Administration du ministère	2 000	0
2 752 039	Politiques, Archives publiques et données	2 643 200	2 640 132
	Services financiers organisationnels et services		
11 050 238	relatifs à la chaîne d'approvisionnement	8 752 500	8 705 235
11 425 580	ServiceOntario	14 469 900	14 129 952
0	Services aux consommateurs	2 000	0
10 947 501	Services d'applications et de technologie de l'information	12 683 100	8 832 675
	Services organisationnels d'information		
15 226 411	et de technologie de l'information	15 039 000	14 822 180
51 401 769	TOTAL (CHARGES D'IMMOBIL	53 591 700	49 130 174
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques, Archives publiques et données	2 000	0
	Services financiers organisationnels et services		
0	relatifs à la chaîne d'approvisionnement	3 000	0
9 553 883	ServiceOntario	16 381 500	14 293 848
0	Services aux consommateurs	1 000	0
14 093 201	Services d'applications et de technologie de l'information	21 299 600	11 095 082
	Services organisationnels d'information		
40 136 459	et de technologie de l'information	39 514 000	39 351 865
63 783 543	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	77 201 100	64 740 795

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	38 539 600	2 201 000	40 740 600	Administration du ministère..... 39 272 394
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 39 363 262
	38 619 787	2 201 000	40 820 787	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	2 000	0	2 000	

Description du programme

Le programme d'administration du ministère procure des services administratifs et de soutien – par exemple, gestion des finances et des ressources humaines, coordination d'initiatives de politiques et ministérielles, efficacité organisationnelle, services juridiques et de communication.

non vérifié

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	23 417 079		Traitements et salaires.....	3 279 385	
Avantages sociaux.....	3 552 154		Avantages sociaux.....	707 223	
Transports et communications.....	191 613		Transports et communications.....	7 802	
Services.....	12 014 224		Services.....	115 470	
Fournitures et matériel.....	97 324		Fournitures et matériel.....	799	
	<u>39 272 394</u>				<u>4 110 679</u>
Bureau principal			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	3 836 800		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	505 579		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		67 910
Transports et communications.....	94 067		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la		
Services.....	196 619		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 958
Fournitures et matériel.....	14 125				<u>90 868</u>
	<u>4 647 190</u>				
Services financiers et administratifs			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	11 255 995		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>39 363 262</u>
Avantages sociaux.....	1 605 706		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports et communications.....	55 455		Administration du ministère (Poste 4)		
Services.....	471 281		Autres		
Fournitures et matériel.....	34 927		Perte due à l'aliénation des actifs.....		
	<u>13 423 364</u>				<u>0</u>
Services juridiques					<u>0</u>
Transports et communications.....	22 782		Crédits législatifs		
Services.....	9 141 628		Autres opérations		
Fournitures et matériel.....	39 020		Amortissement,		
	<u>9 203 430</u>		<i>Loi sur l'administration financière</i>		
Services de communication					<u>0</u>
Traitements et salaires.....	5 044 898		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Avantages sociaux.....	733 646		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u>0</u>
Transports et communications.....	11 506				
Services.....	2 089 226				
Fournitures et matériel.....	8 453				
	<u>7 887 729</u>				

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES
				Politiques, Archives publiques
2	37 484 100	(2 925 400)	34 558 700	et données..... 33 747 459
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) -
				POLITIQUES, ARCHIVES
	<u>37 484 100</u>	<u>(2 925 400)</u>	<u>34 558 700</u>	PUBLIQUES ET DONNÉES..... 33 747 459
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Politiques, Archives publiques et
3	2 641 200	0	2 641 200	données..... 2 640 132
				Amortissement – Politiques, Archives
				publiques et données,
L	2 000	0	2 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				POLITIQUES, ARCHIVES
	<u>2 643 200</u>	<u>0</u>	<u>2 643 200</u>	PUBLIQUES ET DONNÉES..... 2 640 132

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
BIENS IMMOBILISÉS				
				POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES
				Politiques, Archives publiques
4	2 000	0	2 000	et données..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				POLITIQUES, ARCHIVES
	2 000	0	2 000	PUBLIQUES ET DONNÉES..... 0

Description du programme

Le programme Politiques, Archives publiques et données assure un leadership stratégique en matière de politiques fondées sur des données probantes, afin de permettre la fourniture efficace et responsable de services, de technologies, de solutions numériques et de données en Ontario. Il mène de front une stratégie pour les données de l'Ontario et leur gouvernance, et favorise la conservation du riche patrimoine documentaire de la province, tout en y préservant l'accès.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES – CRÉDIT 1809

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, Archives publiques et données (Poste 2)			Politiques, Archives publiques et données (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	20 350 036		Services.....	2 640 132
Avantages sociaux.....	3 065 398		Autres opérations.....	0
Transports et communications.....	485 595			<u>2 640 132</u>
Services.....	20 210 546		Crédits législatifs	
Fournitures et matériel.....	219 088		Autres opérations	
Paielements de transfert			Amortissement – Politiques, Archives publiques et données,	
Subventions à l'appui des			<i>Loi sur l'administration financière</i>	0
Archives publiques.....	20 000	20 000		<u>0</u>
		44 350 663		
Moins : Recouvrements.....		10 603 204	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		<u>33 747 459</u>	POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			ET DONNÉES.....	<u>2 640 132</u>
POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES				
ET DONNÉES.....		<u>33 747 459</u>	BIENS IMMOBILISÉS	
			Politiques, Archives publiques et données (Poste 4)	
			Machines et équipement –	
			coûts relatifs aux biens immobilisés	0
			Logiciels d'application de gestion –	
			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
				<u>0</u>
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES	
			ET DONNÉES.....	<u>0</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SERVICES FINANCIERS
				ORGANISATIONNELS ET SERVICES
				RELATIFS À LA CHAÎNE
				D'APPROVISIONNEMENT
				Division des services financiers
5	30 587 500	(312 000)	30 275 500	organisationnels..... 29 246 211
				Services relatifs à la chaîne
42	355 731 400	(68 499 000)	287 232 400	d'approvisionnement..... 212 618 726
				Gestion de la chaîne d'approvisionnement
43	1 000	0	1 000	Ontario..... 0
				Équipement de protection individuelle, et
				fournitures et matériel essentiels, Loi de 202
				<i>sur l'approvisionnement en équipement de</i>
				<i>protection individuelle et la production</i>
L	0	0	0	<i>d'un tel équipement..... 0</i>
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICES
				FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET
				SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE
				D'APPROVISIONNEMENT..... 241 864 937
	386 319 900	(68 811 000)	317 508 900	

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SERVICES FINANCIERS
				ORGANISATIONNELS ET SERVICES
				RELATIFS À LA CHAÎNE
				D'APPROVISIONNEMENT
				Services financiers organisationnels et
				services relatifs à la chaîne
12	2 000	0	2 000	d'approvisionnement..... 0
				Amortissement – Services financiers
				organisationnels et services relatifs à la
				chaîne d'approvisionnement,
L	8 750 500	0	8 750 500	Loi sur l'administration financière..... 8 705 235
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				SERVICES FINANCIERS
				ORGANISATIONNELS ET SERVICES
				RELATIFS À LA CHAÎNE
				D'APPROVISIONNEMENT
	8 752 500	0	8 752 500	8 705 235
BIENS IMMOBILISÉS				
				Services financiers organisationnels et service
14	3 000	0	3 000	relatifs à la chaîne d'approvisionnement..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SERVICES FINANCIERS
				ORGANISATIONNELS ET SERVICES
				RELATIFS À LA CHAÎNE
				D'APPROVISIONNEMENT..... 0
	3 000	0	3 000	

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Description du programme

Les services financiers organisationnels et les services relatifs à la chaîne d'approvisionnement procurent du leadership, de l'expertise, de l'orientation stratégique et des services, notamment le traitement des opérations financières à l'échelle du gouvernement, l'administration des paiements de transfert ainsi que la modernisation et la centralisation de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur public.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT
ES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT – CRÉ

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Division des services financiers organisationnels (Poste 5)			Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	33,000,849		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	5,292,900		Perte due à l'aliénation des actifs.....	0
Transports et communications.....	108,094			0
Services.....	12,521,888			
Fournitures et matériel.....	37,856		Crédits législatifs	
	50,961,587			
Moins : Recouvrements.....	21,715,376		Autres opérations	
	29,246,211		Amortissement –	
			Services financiers organisationnels,	
Services relatifs à la chaîne d'approvisionnement (Poste 42)			<i>Loi sur l'administration financière</i>	9,613,294
Traitements et salaires.....	5,819,947		Moins : Recouvrements.....	908,059
Avantages sociaux.....	801,030			8,705,235
Transports et communications.....	11,158			
Services.....	2,195,036		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Fournitures et matériel.....	3,791,555		SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET	
Paievements de transfert			SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE	
Approvisionnement Ontario.....	200,000,000		D'APPROVISIONNEMENT.....	8,705,235
	200,000,000			
	212,618,726		BIENS IMMOBILISÉS	
			Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement (Poste 14)	
Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario (Poste 43)			Logiciels d'application de gestion -	
Services.....	0		traitements et salaires.....	0
Fournitures et matériel.....	0		Logiciels d'application de gestion -	
	0		avantages sociaux.....	0
Moins : Recouvrements.....	0		Logiciels d'application de gestion -	
	0		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
				0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET			SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS	
SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE			ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE	
D'APPROVISIONNEMENT.....	241,864,937		D'APPROVISIONNEMENT.....	0

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$		\$	
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICEONTARIO
1	275 796 900	94 391 200	370 188 100	ServiceOntario..... 365 257 969
				Fonds d'indemnisation des victimes
31	1 000	0	1 000	d'accidents de véhicules automobiles. 0
				Demands d'indemnisation adressées à
				Caisse d'assurance des droits immobiliers,
				<i>Loi sur l'enregistrement</i>
L	5 001 000	0	5 001 000	<i>immobiliers..... 0</i>
				Créances irrécouvrables,
L	301 000	0	301 000	<i>Loi sur l'administration financière..... 12 713</i>
				<i>Loi sur les instances introduites contre</i>
L	13 500 000	0	13 500 000	<i>la Couronne..... 12 928 919</i>
				Créances irrécouvrables,
				<i>Loi sur l'administration financière</i>
				<i>Fonds d'indemnisation des victimes</i>
L	9 400 000	0	9 400 000	<i>d'accidents de véhicules automobiles 4 195 086</i>
				Transferts du compte à fin désignée,
				<i>Loi sur l'indemnisation des victimes</i>
L	43 829 600	0	43 829 600	<i>d'accidents de véhicules automobiles 28 590 506</i>
				Redressement – Fonds d'indemnisation des
				victimes d'accidents de véhicules automobiles,
				<i>Loi sur l'indemnisation des victimes</i>
L	1 000	0	1 000	<i>d'accidents de véhicules automobiles 712 186</i>
				<i>Loi sur l'indemnisation des victimes</i>
L	1 000	0	1 000	<i>d'accidents de véhicules automobiles 0</i>
	347 831 500	94 391 200	442 222 700	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				SERVICEONTARIO..... 411 697 379

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1814				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				SERVICEONTARIO
				Fonds d'indemnisation des victimes
32	1 000	0	1 000	d'accidents de véhicules automobiles. 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
	1 000	0	1 000	SERVICEONTARIO 0
CHARGES D'IMMOBILISATION				
2	1 000	0	1 000	ServiceOntario..... 0
				Fonds d'indemnisation des victimes
33	1 000	0	1 000	d'accidents de véhicules automobiles 0
				Amortissement,
L	14 464 300	0	14 464 300	Loi sur l'administration financière..... 14 127 319
				Amortissement – Fonds d'indemnisation
L	2 600	0	2 600	des victimes d'accidents de véhicules
				automobiles, Loi sur l'administration
L	1 000	0	1 000	financière..... 2 633
				Loi sur l'indemnisation des victimes
				d'accidents de véhicules automobiles 0
				TOTAL (CHARGES –
				D'IMMOBILISATIONS) –
	14 469 900	0	14 469 900	SERVICEONTARIO 14 129 952

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	3 173 000	13 206 500	16 379 500	ServiceOntario..... 14 293 848
				Loi sur l'indemnisation des victimes
34	1 000	0	1 000	d'accidents de véhicules automobiles 0
				Compte à fin désignée pour les
L	1 000	0	1 000	investissements dans des immobilisati 0
	<u>3 175 000</u>	<u>13 206 500</u>	<u>16 381 500</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SERVICEONTARIO..... 14 293 848

Description du programme

ServiceOntario est la porte d'entrée du gouvernement, qui permet de donner aux particuliers aux entreprises un accès simple et pratique à des services gouvernementaux centrés sur le client à des moments importants, et de proposer au gouvernement des services essentiels pour la fonction publique.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
ServiceOntario (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	176 690 572		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	31 163 735		<i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i>	12 928 919
Transports et communications.....	19 164 730		Créances irrécouvrables,	
Services.....	167 935 682		<i>Loi sur l'administration financière,</i>	
Fournitures et matériel.....	15 596 409		<i>Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents</i>	
	410 551 128		de véhicules automobiles.....	4 195 086
Moins : Recouvrements.....	45 293 159		Transferts du compte à fin désignée,	
	365 257 969		<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents</i>	
			<i>de véhicules automobiles.....</i>	28 590 506
Crédits législatifs			Redressement – Fonds d'indemnisation des victimes	
Autres opérations			<i>Loi sur l'indemnisation des victimes</i>	
Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse			<i>d'accidents de véhicules automobiles.....</i>	712 186
d'assurance des droits immobiliers,			<i>Loi sur l'indemnisation des victimes</i>	
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers....</i>	0		<i>d'accidents de véhicules automobiles.....</i>	0
Créances irrécouvrables,				46 426 697
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	12 713		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	12 713		SERVICEONTARIO.....	411 697 379
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
de véhicules automobiles (Poste 31)			Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents	
Traitements et salaires.....	2 339 110		de véhicules automobiles (Poste 32)	
Avantages sociaux.....	365 040		Dépôts et charges payées d'avance.....	0
Transports et communications.....	7 897			0
Services.....	6 057 991		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
Fournitures et matériel.....	7 281		SERVICEONTARIO.....	0
Paiements de transfert				
Fonds d'indemnisation des				
victimes d'accidents				
de véhicules automobiles.....	19 813 187			
	19 813 187			
	28 590 506			
Moins : Recouvrements.....	28 590 506			
	0			

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
ServiceOntario (Poste 2)		ServiceOntario (Poste 3)	
Autres opérations		Logiciels d'application de gestion –	
Perte due à l'aliénation des actifs.....	0	traitements et salaires.....	0
	0	Logiciels d'application de gestion –	
		avantages sociaux.....	0
Crédits législatifs		Logiciels d'application de gestion –	
		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	13 280 278
Autres opérations		Machines et équipement –	
Amortissement,		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	1 013 570
Loi sur l'administration financière.....	14 127 319		14 293 848
	14 127 319	Moins : Recouvrements.....	0
			14 293 848
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 33)		Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 34)	
Services.....	0	Logiciels d'application de gestion –	
	0	coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
Crédits législatifs			0
Autres opérations		Crédits législatifs	
Amortissement – Fonds d'indemnisation des victime d'accidents de véhicules automobiles,		Compte à fin désignée pour les Investissements dans des immobilisations corporelles	
Loi sur l'administration financière.....	2 633	Investissements dans des immobilisations	
Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	0	corporelles.....	0
	2 633		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICEONTARIO.....	14 129 952	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICEONTARIO.....	14 293 848

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
CHARGES DE FONCTIONNE				SERVICES AUX CONSOMMATEURS
1	32 213 200	11 751 800	43 965 000	Services aux consommateurs..... 39 378 719
				Créances irrécouvrables,
L	2 000	0	2 000	Loi sur l'administration financière..... 315 836
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICES
	32 215 200	11 751 800	43 967 000	AUX CONSOMMATEURS..... 39 694 555
CHARGES D'IMMOBILISATI				
4	1 000	0	1 000	Services aux consommateurs..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES
	2 000	0	2 000	AUX CONSOMMATEURS..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000	0	1 000	SERVICES AUX CONSOMMATEURS... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SERVICES AUX
	1 000	0	1 000	CONSOMMATEURS..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

La Division des Services aux consommateurs favorise un marché équitable, sécuritaire et éclairé pour les consommateurs et les entreprises. Elle dirige l'élaboration de lois et de règlements ainsi que la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services axés sur l'éducation des consommateurs, leur protection et la sécurité publique. En collaborant avec les autorités administratives du ministère et en supervisant leurs activités, la Division des Services aux consommateurs exerce une influence positive sur des secteurs clés afin d'aider les consommateurs et les entreprises. La Division est un organisme de réglementation moderne qui délivre des permis aux entreprises dans des secteurs précis, adopte une approche progressive en matière de conformité, prend des mesures d'application de la loi en réponse aux infractions, soutient la refonte du droit des affaires en Ontario et modernise les exigences relatives aux événements de l'état civil. Elle veille à ce que les restes humains retrouvés à l'extérieur des cimetières, y compris ceux de personnes autochtones, soient traités avec respect et dignité.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux consommateurs (Poste 1)			Services aux consommateurs (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	17 872 712		Autres opérations.....	0
Avantages sociaux.....	2 721 195			0
Transports et communications.....	233 959			
Services.....	2 572 512		Crédits législatifs	
Fournitures et matériel.....	51 576			
Paiements de transfert			Autres opérations	
Subventions pour les services			Amortissement,	
aux consommateurs.....	15 926 765		Loi sur l'administration financière.....	0
		15 926 765		0
		39 378 719		
Crédits législatifs			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	0
Autres opérations				
Créances irrécouvrables,			BIENS IMMOBILISÉS	
Loi sur l'administration financière.....	315 836		Services aux consommateurs (Poste 6)	
	315 836			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Parc automobile et flotte de bateaux –	
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	39 694 555		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
				0
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	0

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$		\$	
1818				
CHARGES DE FONCTIONNE				SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à
20	83 527 200	261 900	83 789 100	l'enfance et à la jeunesse..... 82 479 502
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les
30	59 284 700	2 536 900	61 821 600	services à la collectivité..... 61 044 148
				Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les
40	171 828 200	6 351 800	178 180 000	services de santé 175 022 001
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les
50	33 076 300	3 805 500	36 881 800	terres et les ressources..... 36 859 206
				Groupement pour l'intégration des
60	104 748 200	3 628 500	108 376 700	services gouvernementaux..... 108 375 538
				Groupement des services
70	77 346 600	(3 291 200)	74 055 400	technologiques pour la justice..... 73 030 997
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour
80	66 640 400	5 766 500	72 406 900	le travail et les transports..... 72 086 755
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour
90	42 516 000	10 545 400	53 061 400	les organismes centraux..... 52 304 218

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1818				
CHARGES DE FONCTIONNE				SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 640
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				SERVICES D'APPLICATIONS ET DE
				TECHNOLOGIE
	638 968 600	29 605 300	668 573 900	DE L'INFORMATION..... 661 203 005
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour les
				services sociaux et les services à
22	2 000	0	2 000	l'enfance et à la jeunesse..... 0
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour les
32	1 000	0	1 000	services à la collectivité..... 0
				Groupement pour l'intégration des
62	1 785 000	0	1 785 000	services gouvernementaux..... 935 071
				Groupement des services
72	5 200 000	402 000	5 602 000	technologiques pour la justice..... 4 699 573
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour
82	1 000	0	1 000	le travail et les transports..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				SERVICES D'APPLICATIONS ET DE
				TECHNOLOGIE DE
	6 989 000	402 000	7 391 000	L'INFORMATION 5 634 644

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$		\$	
1818				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				Groupe de l'information et de la
				technologie de l'information pour les
43	1 000	0	1 000	services de santé..... 0
				Groupement pour l'intégration
63	2 000	0	2 000	des services gouvernementaux..... 0
				Groupement des services
73	1 000	0	1 000	technologiques pour la justice..... 0
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour les
93	1 000	0	1 000	organismes centraux..... 0
				Amortissement,
L	12 678 100	0	12 678 100	Loi sur l'administration financière..... 8 832 675
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES
				D'APPLICATIONS ET
				DE TECHNOLOGIE
	12 683 100	0	12 683 100	DE L'INFORMATION..... 8 832 675

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1818				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Groupe de l'information et de la
				technologie de l'information pour les
44	19 027 600	0	19 027 600	services de santé.....
				10 205 895
				Groupement pour l'intégration des
64	1 000	1 670 000	1 671 000	services gouvernementaux.....
				611 883
				Groupement des services
74	10 269 800	(9 669 800)	600 000	technologiques pour la justice.....
				277 304
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour les
94	1 000	0	1 000	organismes centraux.....
				0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SERVICES D'APPLICATIONS
				ET DE TECHNOLOGIE
				DE L'INFORMATION.....
	29 299 400	(7 999 800)	21 299 600	11 095 082

Description du programme

Le programme des Services d'applications et de technologie de l'information est le partenaire stratégique de tous les ministères en matière d'information et de technologie de l'information (ITI). Il a pour vocation de fournir des applications numériques rentables et adaptées aux besoins en évolution constante des Ontariens et de la fonction publique de l'Ontario.

Il permet la prestation de programmes novateurs et le renouvellement des activités au moyen d'applications sécurisées et centrées sur l'utilisateur, conçoit et met à jour des applications et des technologies informatiques essentielles et vise à faire avancer la stratégie numérique de la province pour assurer aux Ontariens une expérience fiable, simplifiée et cohérente grâce à des applications sécurisées et centrées sur l'utilisateur, tout en optimisant la réutilisation des technologies et les investissements.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1818

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Groupement de l'information et de la technologie de l'information (Poste 20)		60)	
Traitements et salaires.....	48 182 540	Traitements et salaires.....	56 073 425
Avantages sociaux.....	6 979 002	Avantages sociaux.....	7 794 029
Transports et communications.....	329 498	Transports et communications.....	1 614 138
Services.....	78 881 822	Services.....	181 993 063
Fournitures et matériel.....	92 814	Fournitures et matériel.....	123 460
	134 465 676		247 598 115
Moins : Recouvrements.....	51 986 174	Moins : Recouvrements.....	139 222 577
	82 479 502		108 375 538
les		Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 70)	
services à la collectivité (Poste 30)		Traitements et salaires.....	37 606 210
Traitements et salaires.....	33 471 058	Avantages sociaux.....	5 420 343
Avantages sociaux.....	5 001 445	Transports et communications.....	45 174 194
Transports et communications.....	62 555	Services.....	131 367 210
Services.....	49 011 802	Fournitures et matériel.....	225 886
Fournitures et matériel.....	56 391		219 793 843
	87 603 251	Moins : Recouvrements.....	146 762 846
Moins : Recouvrements.....	26 559 103		73 030 997
	61 044 148		
le		Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports (Poste 80)	
Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (Poste 40)		Traitements et salaires.....	38 961 158
Traitements et salaires.....	55 967 381	Avantages sociaux.....	5 441 300
Avantages sociaux.....	8 000 148	Transports et communications.....	93 909
Transports et communications.....	2 094 453	Services.....	116 551 756
Services.....	171 879 506	Fournitures et matériel.....	60 041
Fournitures et matériel.....	1 942 530		161 108 164
	239 884 018	Moins : Recouvrements.....	89 021 409
Moins : Recouvrements.....	64 862 017		72 086 755
	175 022 001		
les		Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour Technology Cluster (Poste 90)	
terres et les ressources (Poste 50)		Traitements et salaires.....	58 097 014
Traitements et salaires.....	24 861 138	Avantages sociaux.....	8 526 683
Avantages sociaux.....	3 546 925	Transports et communications.....	365 380
Transports et communications.....	179 372	Services.....	70 122 741
Services.....	71 855 727	Fournitures et matériel.....	112 028
Fournitures et matériel.....	146 984		137 223 846
	100 590 146	Moins : Recouvrements.....	84 919 628
Moins : Recouvrements.....	63 730 940		52 304 218
	36 859 206		

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1818

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
Crédits législatifs		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Autres opérations		Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (Poste 43)	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	640	Autres opérations.....	0
	640		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 63)	
SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	661 203 005	Services.....	0
		Autres opérations.....	0
			0
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 73)	
les		Autres opérations.....	0
services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 22)			0
Dépôts et charges payées d'avance.....	0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 93)	
Avances et montants récupérables.....	0	Autres opérations.....	0
	0		0
les		Crédits législatifs	
services à la collectivité (Poste 32)		Autres opérations	
Dépôts et charges payées d'avance.....	0	Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	10 025 175
	0		10 025 175
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 62)		Moins : Recouvrements.....	1 192 500
Dépôts et charges payées d'avance.....	935 071		8 832 675
	935 071		
Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 72)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Dépôts et charges payées d'avance.....	4 699 573	SERVICES D'APPLICATION ET DE	
	4 699 573	TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	8 832 675
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports (Poste 82)			
Dépôts et charges payées d'avance.....	0		
	0		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)			
SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	5 634 644		

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1818

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS		
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (Poste 44)		
Matériel de technologie de l'information.....	1,750,504	
Logiciels d'application de gestion -		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	8,455,391	
	<u>10,205,895</u>	
64)		
Matériel de technologie de l'information.....	0	
Logiciels d'application de gestion -		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	611,883	
	<u>611,883</u>	
Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 74)		
Matériel de technologie de l'information.....	277,304	
Logiciels d'application de gestion -		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0	
	<u>277,304</u>	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 94)		
Logiciels d'application de gestion -		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0	
	<u>0</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)		
SERVICES D'APPLICATION ET DE		
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	11,095,082	

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1821				
CHARGES DE FONCTIONNE				
				SERVICES ORGANISATIONNELS
				DE TECHNOLOGIE
				DE L'INFORMATION
				Architecture organisationnelle en
				matière d'information et de
1	217 812 600	(25 194 900)	192 617 700	technologie de l'information..... 190 617 024
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				SERVICES ORGANISATIONNELS
				DE TECHNOLOGIE
				DE L'INFORMATION..... 190 617 024
	217 813 600	(25 194 900)	192 618 700	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Architecture organisationnelle en
				matière d'information et de
4	45 000 000	12 000 000	57 000 000	technologie de l'information..... 49 090 961
				TOTAL (ACTIF DE –
				FONCTIONNEMENT) –
				SERVICES ORGANISATIONNELS
				DE TECHNOLOGIE
				DE L'INFORMATION..... 49 090 961
	45 000 000	12 000 000	57 000 000	

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1821				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				Services organisationnels
2	9 363 400	0	9 363 400	de technologie de l'information..... 9 146 580
				Amortissement,
L	5 675 600	0	5 675 600	<i>Loi sur l'administration financière</i> 5 675 600
	15 039 000	0	15 039 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 14 822 180
BIENS IMMOBILISÉS				
				Programme des services organisationnels
3	51 514 000	(12 000 000)	39 514 000	de technologie de l'information..... 39 351 865
	51 514 000	(12 000 000)	39 514 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 39 351 865

Description du programme

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à la mise à profit de l'information et de la technologie pour répondre aux besoins en constante évolution en modernisant la fonction publique de l'Ontario. Le programme transforme la prestation des services publics grâce à des solutions numériques axées sur l'utilisateur et il gère stratégiquement la technologie afin d'obtenir des résultats favorables à la population ontarienne. De plus, le programme applique des mesures de protection pour assurer l'intégrité et la disponibilité des systèmes et des données, met en œuvre une infrastructure et une gouvernance communes, élabore et établit des politiques et des normes opérationnelles en TI, et fournit des services communs tels que l'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE – CRÉDIT 1821

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 1)		Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	132 798 388	Services.....	2 642 849
Avantages sociaux.....	19 459 293	Autres opérations.....	6 503 731
Transports et communications.....	24 722 648		9 146 580
Services.....	374 838 993		
Fournitures et matériel.....	10 981 316	Crédits législatifs	
	562 800 638		
Moins : Recouvrements.....	372 183 614	Autres opérations	
	190 617 024	Amortissement,	
		Loi sur l'administration financière	46 460 780
Crédits législatifs		Moins : Recouvrements.....	40 785 180
			5 675 600
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Loi sur l'administration financière.....	0	SERVICES ORGANISATIONNELS	
	0	D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE.....	14 822 180
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		BIENS IMMOBILISÉS	
SERVICES ORGANISATIONNELS			
D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE.....	190 617 024	Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 3)	
		Matériel de technologie de l'information.....	39 351 865
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Logiciels d'application de gestion -	
Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 4)		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0
Dépôts et charges payées d'avance.....	49 090 961		39 351 865
	49 090 961	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		SERVICES ORGANISATIONNELS	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE.....	39 351 865
SERVICES ORGANISATIONNELS			
D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE.....	49 090 961		

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Ppaiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions à l'appui des Archives publiques	180902	Oui	Non	20 000
Subventions pour les services aux consommateurs	181601	Oui	Non	15 926 765
TOTAL				15 946 765

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Dons de fournitures du gouvernement fédéral en lien avec la COVID-19.....	0	540 095
	0	540 095
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	8 401 816	3 887 709
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les noms commerciaux.....	10 035 101	9 172 773
Certificat d'authenticité.....	3 358 010	3 112 388
Loi sur le changement de nom.....	1 662 426	1 791 756
Loi sur les agences de recouvrement.....	14 970	26 160
Commissaire aux affidavits.....	447 571	417 612
Constitutions en sociétés.....	34 860 852	32 261 065
Loi sur les organismes d'application délégués.....	4 598 263	4 509 456
Permis extraprovinciaux.....	66 300	79 650
Loi sur les sociétés en commandite.....	1 679 600	1 671 774
Loi sur le mariage.....	6 388 684	5 722 233
Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire.....	499 547	483 608
Loi sur les sûretés mobilières.....	63 808 114	63 041 283
Recherches et certificats.....	13 754 810	14 439 187
Loi sur les statistiques de l'état civil.....	20 624 722	21 483 959
Autres.....	42 975 483	45 986 893
	204 774 454	204 199 797
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	1 000	2 000
REDEVANCES.....	109 648	106 458
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes.....	2 445 372	2 531 496
Autres.....	6 687 903	5 157 879
	9 133 275	7 689 375
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	7 556 605	7 667 465

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DIVERS		
Intérêt.....	102 834	157 794
Autres.....	2 423 745	4 357 086
	<u>2 526 579</u>	<u>4 514 880</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>232 503 377</u>	<u>228 607 779</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-394
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-395
POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....	2-398
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPEÉS DE L'ONTARIO.....	2-401
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-397, 2-400, 2-402
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE... DE DURÉE LIMITÉE	2-403
ÉTAT DES RECETTES.....	2-404

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
7 661 573	Administration du programme	8 656 413	8 147 920
147 858 741	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	146 181 004	145 726 785
7 099 915	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	18 207 397	7 648 231
162 620 229	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	173 044 814	161 522 936
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du programme	2 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	4 000	0
BIEN IMMOBILISÉS			
0	Administration du programme	1 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 000	0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	8 945 100	(352 701)	8 592 399	Administration du ministère..... 8 057 052
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire
L	16 173	0	16 173	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 8 147 920
	9 009 114	(352 701)	8 656 413	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère — Immobilisations 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	2 000	0	2 000	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	
				Administration du ministère — Immobilisations 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information et d'administration à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 1)		Administration du ministère (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	5 568 718	Améliorations locatives.....	0
Avantages sociaux.....	761 155		
Transports et communications.....	44 357		
Services.....	1 653 542	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME	
Fournitures et matériel.....	29 280	D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	0
	<u>8 057 052</u>		
Crédits législatifs			
Traitement versé au ministre en vertu de la			
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	67 910		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu			
<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 958		
	<u>90 868</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -			
PROGRAMME D'ADMINISTRATI			
DU MINISTÈRE.....	<u>8 147 920</u>		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Administration du ministère — Immobilisations (Poste 3)			
Autres opérations.....	0		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement			
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	0		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -			
PROGRAMME D'ADMINISTRATI			
DU MINISTÈRE.....	<u>0</u>		

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES
1	163 659 900	(17 479 896)	146 180 004	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 145 581 415
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 145 370
	<u>163 660 900</u>	<u>(17 479 896)</u>	<u>146 181 004</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES... 145 726 785
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTALES (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le ministère élabore, met en œuvre et évalue des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie.

Cela comprend des initiatives aux objectifs divers :

- favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles qui favorisent l'inclusion, la sécurité et l'engagement;
- aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés socialement et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur participation au sein de la collectivité, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées)
- s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier;
- superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les résidents des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité;
- faire avancer l'accessibilité et éduquer les intervenants sur la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* dans le cadre du programme InterActions pour le changement et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement;
- et soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES — CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 1)			Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 489 453		Autres opérations.....	0
Avantages sociaux.....	924 017			0
Transports et communications.....	19 357			
Services.....	1 086 154		Crédits législatifs	
Fournitures et matériel.....	9 548			
Paiements de transfert			Autres opérations	
Paiement de transfert, Affaires			Amortissement,	
des personnes âgées.....	33 560 504		<i>Loi sur l'administration financière</i>	0
Accessibilité — paiement de				0
transfert.....	2 249 282			
Programme d'adaptation des			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
habitations et des véhicules.....	15 628 100		POLITIQUES, PROGRAMMES	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....	0
les soins à domicile à l'intention				
des aînés.....	85 615 000			
		137 052 886		
		145 581 415		
			BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs			Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 2)	
Autres opérations			Investissements dans des immobilisations corporelles.....	0
Créances irrécouvrables				0
<i>Loi sur l'administration financière</i>		145 370	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
		145 370	POLITIQUES, PROGRAMMES	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -			ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....	0
POLITIQUES, PROGRAMMES				
ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....	145 726 785			

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3503				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ACCESSIBILITÉ POUR LES
				PERSONNES HANDICAPÉES DE
				L'ONTARIO
				Accessibilité pour les personnes
1	8 435 000	9 771 397	18 206 397	handicapées de l'Ontario..... 7 630 731
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 17 500
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				ACCESSIBILITÉ POUR LES
				PERSONNES HANDICAPÉES
	8 436 000	9 771 397	18 207 397	DE L'ONTARIO..... 7 648 231

Description du programme :

Le ministère encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du *règlement 191/11* (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la gérance générale et le soutien opérationnel de l'élaboration et de l'examen des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, tel que l'exige celle-ci, de l'examen législatif de la LAPHO même, tel que l'exige celle-ci, ainsi que de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministère assure également la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* (LPHO).

Le ministère mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., outils, webinaires et ressources pédagogiques) à l'intention des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic ainsi qu'au public pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 658 383
Avantages sociaux.....		758 099
Transports et communications.....		68 299
Services.....		1 121 826
Fournitures et matériel.....		14 124
Paielements de transfert		
Accessibilité.....	10 000	
		10 000
		7 630 731
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		17 500
		17 500
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
ACCESSIBILITÉ POUR LES		
PERSONNES HANDICAPÉES		
DE L'ONTARIO.....		7 648 231

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées*	350201	Oui	Oui	33,560,504
Accessibilité - paiement de transfert	350201	Oui	Oui	2,249,282
Programme d’adaptation des habitations et des véhicules	350201	Oui	Non	15,628,100
TOTAL				51,437,886

* La ligne de paiement de transfert pour les aînés comprend des programmes de paiement de transfert à la fois ponctuels et ..

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	14,000	22,500
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	335	360
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	816,139	1,302,844
DIVERS.....	7,418	4,604
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	837,892	1,330,308

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-406
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-407
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE	2-409
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-408, 2-411
ÉTAT DES RECETTES.....	2-412

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
12 625 216	Administration du ministère	14 514 814	14 234 421
8 497 439 719	Foyers de soins de longue durée	8 936 995 700	8 838 785 163
8 510 064 935	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	8 951 510 514	8 853 019 584
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
22 107 959	Foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 429 959
22 107 959	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	20 430 000	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
10 645 000	Foyers de soins de longue durée	3 001 000	3 000 000
10 645 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	3 001 000	3 000 000

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	13 109 400	1 341 400	14 450 800	Administration du ministère..... 14 143 553
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	13 173 414	1 341 400	14 514 814	DU MINISTÈRE..... 14 234 421

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre, du sous-ministre et de l'adjoint parlementaire, les Services ministériels et la Direction des communications, exécute les activités de planification, de consultation, de gestion stratégique des ressources humaines, de services opérationnels intégrés et de contrôle de gestion, et définit l'orientation générale du ministère afin d'appuyer les priorités du gouvernement.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	10 845 160	
Avantages sociaux.....	1 499 593	
Transports et communications.....	112 490	
Services.....	1 653 227	
Fournitures et matériel.....	33 083	
	<u>14 143 553</u>	
Bureau principal		
Traitements et salaires.....	8 594 823	
Avantages sociaux.....	1 184 848	
Transports et communications.....	95 862	
Services.....	1 001 264	
Fournitures et matériel.....	30 294	
	<u>10 907 091</u>	
Services de communication		
Traitements et salaires.....	2 250 337	
Avantages sociaux.....	314 745	
Transports et communications.....	16 628	
Services.....	651 963	
Fournitures et matériel.....	2 789	
	<u>3 236 462</u>	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	67 910	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en <i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 958	
	<u>90 868</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>14 234 421</u>	

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE
1	9 279 277 500	(342 531 800)	8 936 745 700	Programme de foyers de soins de longue durée..... 8 838 785 163
L	250 000	0	250 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	9 279 527 500	(342 531 800)	8 936 995 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 8 838 785 163
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	20 430 000	0	20 430 000	Programme de foyers de soins de longue durée..... 20 429 959
	20 430 000	0	20 430 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 20 429 959

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4502				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE
2	1 000	3 000 000	3 001 000	Programme de foyers de soins de longue durée..... 3 000 000
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	1 000	3 000 000	3 001 000	PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 3 000 000

Description du programme :

L'Ontario poursuit la mise en œuvre de ses priorités stratégiques visant à réformer le système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins de qualité et sécuritaires, tout en favorisant des politiques et des programmes novateurs destinés à améliorer les soins prodigués aux personnes vieillissant dans la collectivité. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : créer des conditions propices à la construction de logements; financer les services et le fonctionnement du système de soins de longue durée et des services communautaires; augmenter l'offre de personnel pour soutenir les soins directs aux résidents; et améliorer la responsabilisation, l'application de la réglementation et la transparence.

Le ministère continuera à progresser dans le renforcement des capacités des foyers de soins de longue durée en créant 58 000 lits de soins de longue durée, nouveaux ou modernisés, d'ici 2028, et en renforçant les effectifs de santé dans ces établissements afin de respecter les objectifs législatifs en matière d'heures de soins directs. En outre, le ministère vise à promouvoir une culture d'amélioration continue de la qualité en collaborant avec ses partenaires afin d'offrir des soins adaptés aux résidents des foyers de soins de longue durée et aux aînés dans la collectivité, en répondant à leurs besoins complexes et variés. Cela inclut de meilleurs soins aux personnes atteintes de démence, des services cliniques et diagnostiques renforcés, ainsi que des services paramédicaux communautaires pour les SLD. Par ailleurs, le ministère favorisera le rendement et la responsabilisation grâce à l'amélioration des inspections et des outils d'application de la loi, à la gestion du rendement et aux initiatives d'amélioration de la qualité.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE – CRÉDIT 4502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 1)			Programme de foyers de soins de longue durée (I)Poste 2)	
Traitements et salaires.....	69 723 005		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	11 832 025		Foyers de soins de longue durée –	
Transports et communications.....	2 621 619		immobilisations.....	3 000 000
Services.....	16 691 992			<u>3 000 000</u>
Fournitures et matériel.....	111 358			
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Foyers de soins de longue durée			PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE	
renforcement de la capacité du			LONGUE DURÉE.....	3 000 000
système et modernisation	2 811 776 609			<u><u>3 000 000</u></u>
Foyers de soins de longue				
durée – fonctionnement.....	<u>5 926 028 555</u>			
	8 737 805 164			
	<u>8 838 785 163</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>				
<i>l'administration financière</i>	<u>0</u>			
	0			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE				
LONGUE DURÉE.....	<u><u>8 838 785 163</u></u>			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 10)				
Avances et montants récupérables				
Foyers de soins de longue durée –				
fonctionnement.....	<u>20 429 959</u>			
	20 429 959			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE				
LONGUE DURÉE.....	<u><u>20 429 959</u></u>			

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Vieillir dans la dignité – Ontario.....	229 314 047	229 421 195
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	9 695 690	15 325 797
Lits d'accès prioritaire pour anciens combattants.....	971 519	1 693 936
	<u>239 981 256</u>	<u>246 440 928</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>118 085</u>	<u>196 097</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>696 800</u>	<u>779 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>187 366 849</u>	<u>637 119 896</u>
DIVERS.....	<u>2 421</u>	<u>12 901 874</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>0</u>	<u>10 645 000</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>428 165 411</u>	<u>908 082 795</u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-414
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-416
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-419
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-423
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-427
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-431
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-433
DIVISION DES POLITIQUES STRATÉGIQUES.....	2-436
DIRECTION DES INSPECTIONS.....	2-437
TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE.....	2-440
DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES.....	2-443
SERVICES DE SANTÉ.....	2-445
INFRASTRUCTURE.....	2-448
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU	
DE LA LOI.....	2-418, 2-422, 2-425, 2-430, 2-435, 2-447, 2-449
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES.....	
ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-450
ÉTAT DES RECETTES.....	2-451

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
80 433 307	Administration du ministère	54 171 792	73 375 163
645 805 428	Division de la sécurité publique	771 369 800	731 505 977
1 749 440 299	Police provinciale de l'Ontario	1 918 594 900	1 910 932 317
1 256 481 619	Services correctionnels	1 395 494 000	1 368 759 593
1 981 628	Organismes, conseils et commissions	2 829 900	2 742 171
135 018 611	Planification et gestion des situations d'urgence	155 283 800	154 714 259
8 675 960	Division des politiques stratégiques	9 452 300	9 124 363
9 292 856	Division des inspections	11 810 700	10 063 710
116 390 129	Télécommunications des services d'urgence	96 805 500	89 127 130
5 859 430	Données, renseignements et initiatives stratégiques	15 148 000	11 438 635
208 431 217	Services de santé	252 321 400	240 720 681
171 855 274	Infrastructure	178 212 000	178 183 198
4 389 665 758	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	4 861 494 092	4 780 687 197
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 345 223	Télécommunications des services d'urgence	2 723 400	2 686 119
2 345 223	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	2 723 400	2 686 119

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
40 488 999	Division de la sécurité publique	48 574 500	40 301 959
16 389 111	Police provinciale de l'Ontario	26 084 500	18 358 447
700 251	Services correctionnels	836 100	758 131
794 421	Planification et gestion des situations d'urgence	2 008 800	1 038 155
0	Division des politiques stratégiques	1 000	0
16 528 355	Télécommunications des services d'urgence	73 301 900	30 134 068
0	Services de santé	627 000	20 110
112 906 354	Infrastructure	243 286 200	144 856 096
187 807 491	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	394 721 000	235 466 966
BIENS IMMOBILISÉS			
69 563 007	Police provinciale de l'Ontario	85 225 000	85 183 131
873 744	Services correctionnels	2 771 500	2 711 454
7 217 318	Planification et gestion des situations d'urgence	2 903 500	2 830 017
177 218 650	Télécommunications des services d'urgence	213 746 000	75 725 089
0	Services de santé	80 000	29 771
330 785 028	Infrastructure	323 389 400	246 787 880
585 657 747	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	628 115 400	413 267 342

MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	84 365 000	(30 530 600)	53 834 400	Administration du ministère..... 48 467 151
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 68 283
				Traitement versé au ministre sans
				portefeuille en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 30 451
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 126
				Paie ments effectués en vertu de la
L	250 000	0	250 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 375 000
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 24 412 152
	84 702 392	(30 530 600)	54 171 792	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 73 375 163

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	32 605 793		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	3 496 817		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	68 283	
Transports et communications.....	408 182		Traitement versé au ministre sans portefeuille		
Services.....	11 773 005		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	30 451	
Fournitures et matériel.....	183 354		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	<u>48 467 151</u>		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 126	
				<u>120 860</u>	
Bureau principal			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	5 467 176		Paiements effectués en vertu de la		
Avantages sociaux.....	674 795		<i>Loi sur l'administration financière</i>	24 412 152	
Transports et communications.....	193 104		Créances irrécouvrables,		
Services.....	511 678		<i>Loi sur l'administration financière</i>	375 000	
Fournitures et matériel.....	42 313			<u>24 787 152</u>	
		6 889 066		<u>24 908 012</u>	
Services ministériels			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	23 647 635		PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Avantages sociaux.....	2 264 905		DU MINISTÈRE.....		
Transports et communications.....	152 844			<u><u>73 375 163</u></u>	
Services.....	2 027 502				
Fournitures et matériel.....	88 318				
		28 181 204			
Services de communication					
Traitements et salaires.....	3 493 975				
Avantages sociaux.....	557 117				
Transports et communications.....	12 510				
Services.....	893 913				
Fournitures et matériel.....	3 975				
		4 961 490			
Services juridiques					
Traitements et salaires.....	(2 993)				
Transports et communications.....	49 724				
Services.....	8 339 912				
Fournitures et matériel.....	48 748				
		8 435 391			

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES DE FONCTIONNI				PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE
				Programme de sécurité publique –
1	1 250 100	115 000	1 365 100	Bureau du sous-ministre adjoint..... 1 363 715
5	501 602 200	100 219 200	601 821 400	Direction des relations extérieures.... 573 513 002
				Services privés de sécurité
6	5 564 400	(488 500)	5 075 900	et d'enquête..... 4 657 375
7	37 131 800	9 087 000	46 218 800	Centre des sciences judiciaires..... 44 218 514
10	58 013 900	(5 809 000)	52 204 900	Collège de police de l'Ontario..... 46 722 345
				Services relatifs au
11	46 830 000	17 853 700	64 683 700	bien-être des animaux..... 61 031 026
	650 392 400	120 977 400	771 369 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 731 505 977
CHARGES D'IMMOBILISATI				
9	49 466 200	(3 187 600)	46 278 600	Programme de sécurité publique..... 39 606 623
				Amortissement,
L	2 295 900	0	2 295 900	Loi sur l'administration financière.. 695 336
	51 762 100	(3 187 600)	48 574 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 40 301 959

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
BIENS IMMOBILISÉS				PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE
8	3 176 000	(3 176 000)	0	Programme de sécurité publique..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE
	<u>3 176 000</u>	<u>(3 176 000)</u>	<u>0</u>	SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 0

Description du programme

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; satisfaction des besoins en matière d'application de la loi; élaboration de programmes et administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations d'application de la loi axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales; mise en œuvre de Gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux, notamment la protection des animaux; engagement plus général, élaboration de programmes et administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme de sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (poste 1)			Services privés de sécurité et d'enquête (poste 6)	
Traitements et salaires.....	1 082 930		Traitements et salaires.....	2 750 081
Avantages sociaux.....	214 026		Avantages sociaux.....	468 604
Transports et communications.....	12 820		Transports et communications.....	26 096
Services.....	51 025		Services.....	1 402 600
Fournitures et matériel.....	2 914		Fournitures et matériel.....	9 994
	<u>1 363 715</u>			<u>4 657 375</u>
Direction des relations extérieures (poste 5)			Centre des sciences judiciaires (poste 7)	
Traitements et salaires.....	8 830 356		Traitements et salaires.....	25 134 620
Avantages sociaux.....	1 431 387		Avantages sociaux.....	4 478 955
Transports et communications.....	524 244		Transports et communications.....	409 847
Services.....	17 227 179		Services.....	8 084 504
Fournitures et matériel.....	479 059		Fournitures et matériel.....	6 110 588
Paiements de transfert				<u>44 218 514</u>
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers.....	82 587 119		Collège de police de l'Ontario (poste 10)	
Stratégie de sécurité dans les tribunaux.....	123 191 025		Traitements et salaires.....	17 966 343
Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières Nations.....	256 597 000		Avantages sociaux.....	1 997 381
Fonds pour les agents des Premières Nations.....	10 537 533		Transports et communications.....	6 081 366
Subventions pour les programmes municipaux RIDE.....	2 065 571		Services.....	15 633 255
Subventions diverses – Services policiers.....	69 841 842		Fournitures et matériel.....	5 043 646
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme.....	1 250 000		Autres opérations.....	354
Association ontarienne d'Échec au crime.....	225 000			<u>46 722 345</u>
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques.....	1 087 171		Services relatifs au bien-être des animaux (poste 11)	
	<u>547 382 261</u>		Traitements et salaires.....	17 546 801
	575 874 486		Avantages sociaux.....	3 230 989
Moins : Recouvrements.....	2 361 484		Transports et communications.....	574 169
	<u>573 513 002</u>		Services.....	38 900 995
			Fournitures et matériel.....	778 072
				<u>61 031 026</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE...	
				<u><u>731 505 977</u></u>

MINISTÈRE DU SOLLCITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Division de la sécurité publique (poste 9)		
Paiements de transfert		
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers – immobilisations.....	8 569 500	
Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières Nations.....	23 377 441	
Équipement des services policiers	7 659 682	
		39 606 623
		39 606 623
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		695 336
		695 336
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....		40 301 959

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	332 478 000	11 890 400	344 368 400	Services ministériels et stratégiques..... 344 365 545
2	7 824 000	(618 100)	7 205 900	Bureau du contrôleur des armes à feu..... 7 153 979
3	278 562 900	(6 992 500)	271 570 400	Enquêtes et crime organisé..... 271 452 706
4	1 161 438 200	24 063 500	1 185 501 700	Services régionaux et circulation..... 1 177 390 479
5	107 126 900	2 820 600	109 947 500	Gestion du parc automobile..... 109 939 100
				Paiements effectués en vertu de la
				oi de 2019 sur la sécurité communautaire
L	1 000	0	1 000	et les services policiers 630 508
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... 1 910 932 317
	1 887 431 000	31 163 900	1 918 594 900	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	376 000	(297 000)	79 000	Police provinciale de l'Ontario..... 48 541
				Amortissement,
L	26 005 500	0	26 005 500	Loi sur l'administration financière..... 18 309 906
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... 18 358 447
	26 381 500	(297 000)	26 084 500	

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
BIENS IMMOBILISÉS				
				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
7	111 311 000	(26 086 000)	85 225 000	Police provinciale de l'Ontario.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE
	111 311 000	(26 086 000)	85 225 000	PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....
				85 183 131

Description du programme

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre des services de police de première ligne collaboratifs, préventifs et adaptés dans 329 municipalités et collectivités des Premières Nations de toute la province. Dotée d'un mandat multiple, la Police provinciale dirige également diverses stratégies et initiatives menées à l'échelon provincial pour lutter contre la victimisation engendrée par le crime organisé, notamment les gangs et les armes illégales, les vols d'automobiles, le respect des conditions de mise en liberté sous caution, les drogues illicites, l'exploitation des enfants, la traite des personnes, le blanchiment d'argent, les fraudes graves, la cybercriminalité et la sécurité à la frontière Canada–États-Unis. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable de la sécurité dans un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers de la province. La Police provinciale gère des programmes et des systèmes informatiques provinciaux spécialisés comme le Programme d'alerte AMBER, le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario et l'Unité mixte d'appui aérien. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale mène des activités stratégiques de renseignements en collaboration avec d'autres autorités législatives, sur des thèmes touchant les crimes haineux et le terrorisme international, intérieur et lié à des problématiques précises. Les responsabilités prévues par son mandat incluent aussi l'intervention de gestion d'urgence, la surveillance et le soutien en cas d'incidents et d'événements majeurs, de même que les services spécialisés de sécurité et de protection des représentants du système de justice pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ONTARIO PROVINCIAL POLICE PROGRAM – CRÉDIT 2604

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services ministériels et stratégiques (poste 1)		Gestion du parc automobile (poste 5)	
Traitements et salaires.....	184 142 736	Transports et communications.....	93 795
Avantages sociaux.....	18 744 723	Services.....	51 742 692
Transports et communications.....	26 080 464	Fournitures et matériel.....	61 307 378
Services.....	80 399 605		113 143 865
Fournitures et matériel.....	36 394 807	Moins : Recouvrements.....	3 204 765
	345 762 335		109 939 100
Moins : Recouvrements.....	1 396 790		
	344 365 545	Crédits législatifs	
Bureau du contrôleur des armes à feu (poste 2)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	4 408 700	Paiements effectués en vertu de la	
Avantages sociaux.....	515 073	Loi de 2019 sur la sécurité communautaire	
Transports et communications.....	81 655	et les services policiers.....	
Services.....	2 095 321		630 508
Fournitures et matériel.....	53 230		630 508
	7 153 979	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	
			1 910 932 317
Enquêtes et crime organisé (poste 3)		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	200 536 406	Police provinciale de l'Ontario (poste 8)	
Avantages sociaux.....	16 161 071	Autres opérations	
Transports et communications.....	10 699 180	Investissements dans les immobilisations.....	
Services.....	41 605 023		48 541
Fournitures et matériel.....	3 341 271		48 541
	272 342 951	Crédits législatifs	
Moins : Recouvrements.....	890 245	Autres opérations	
	271 452 706	Amortissement,	
Services régionaux et circulation (poste 4)		Loi sur l'administration financière.....	
Traitements et salaires.....	956 438 328		18 309 906
Avantages sociaux.....	193 267 607		18 309 906
Transports et communications.....	13 703 605	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Services.....	41 877 472	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	
Fournitures et matériel.....	14 206 535		18 358 447
	1 219 493 547		
Moins : Recouvrements.....	42 103 068		
	1 177 390 479		

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (poste 7)	
Avions – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	39 711 107
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	17 822 160
Matériel de technologie de l'information.....	4 511 842
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	23 138 022
	<u>85 183 131</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	<u>85 183 131</u>

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	47 141 700	5 237 500	52 379 200	Soutien opérationnel..... 49 638 770
				Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services
2	16 448 200	5 045 100	21 493 300	correctionnels..... 20 817 070
3	946 666 800	201 702 900	1 148 369 700	Services en établissement..... 1 129 079 661
				Services correctionnels
4	168 687 400	(2 141 200)	166 546 200	communautaires..... 162 653 169
				Direction des enquêtes et des renseignements relatifs aux
5	6 381 400	324 200	6 705 600	services correctionnels..... 6 570 923
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 368 759 593
	1 185 325 500	210 168 500	1 395 494 000	

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
				Services en établissement, charges
10	1 000	(1 000)	0	liées aux biens immobilisés..... 0
				Services communautaires, charges
11	1 000	(1 000)	0	liées aux biens immobilisés..... 0
				Amortissement – Services en
				établissement,
L	836 100	0	836 100	Loi sur l'administration financière..... 758 131
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	838 100	(2 000)	836 100	CORRECTIONNELS..... 758 131
BIENS IMMOBILISÉS				
8	151 000	2 620 500	2 771 500	Services en établissement..... 2 711 454
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	151 000	2 620 500	2 771 500	CORRECTIONNELS..... 2 711 454

Description du programme

Le ministère est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme pour les personnes aux prises avec la justice et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Dans les établissements et les bureaux de probation et de libération conditionnelle, ces objectifs seront atteints par la mise à profit de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la priorité accordée à la réadaptation et la réinsertion, le développement d'un leadership et d'autres ressources pour mieux soutenir le personnel de première ligne, la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen ainsi que la collaboration avec d'autres ministères, les intervenants et les collectivités de tout l'Ontario. Les services correctionnels de l'Ontario protègent la sécurité publique et contribuent à un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et la réadaptation et favorisant une réinsertion réussie des contrevenants.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (poste 1)			Services correctionnels communautaires (poste 4)		
Traitements et salaires.....		19 967 402	Traitements et salaires.....		112 077 636
Avantages sociaux.....		3 268 892	Avantages sociaux.....		21 451 003
Transports et communications.....		398 318	Transports et communications.....		1 968 601
Services.....		24 382 012	Services.....		8 930 106
Fournitures et matériel.....		9 792 565	Fournitures et matériel.....		1 099 828
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme de travail			Services à la clientèle		
communautaire.....	585 438		en résidences communautaires		
Réinsertion sociale et			ou résidences externes.....	17 125 995	
programmes spécialisés.....	2 018 083				17 125 995
		2 603 521			162 653 169
		60 412 710			
Moins : Recouvrements.....		10 773 940			
		49 638 770			
			Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (poste 5)		
Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services					
correctionnels (poste 2)			Traitements et salaires.....		5 248 376
Traitements et salaires.....		13 601 325	Avantages sociaux.....		713 588
Avantages sociaux.....		2 339 112	Transports et communications.....		106 145
Transports et communications.....		560 948	Services.....		461 359
Services.....		3 572 566	Fournitures et matériel.....		41 455
Fournitures et matériel.....		743 119			6 570 923
		20 817 070			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES SERVICES		
Services en établissement (poste 3)			CORRECTIONNELS.....		
Traitements et salaires.....		742 962 328			1 368 759 593
Avantages sociaux.....		186 422 314			
Transports et communications.....		8 779 523			
Services.....		68 943 329			
Fournitures et matériel.....		118 205 351			
Paiements de transfert					
Programme de sensibilisation					
à la violence.....	167 964				
Programmes de réadaptation					
des délinquants.....	3 598 852				
		3 766 816			
		1 129 079 661			

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - services en établissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	758 131
	<u>758 131</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....	<u><u>758 131</u></u>
 BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (poste 8)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 711 454
	<u>2 711 454</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	<u><u>2 711 454</u></u>

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNE				ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	7 146 800	(4 316 900)	2 829 900	Organismes, conseils et commissions... 2 742 171
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....
	7 146 800	(4 316 900)	2 829 900	2 742 171

Description du programme

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (poste 1)		
Traitements et salaires.....		1 284 673
Avantages sociaux.....		187 148
Transports et communications.....		23 902
Services.....		1 238 887
Fournitures et matériel.....		7 561
		<u>2 742 171</u>
Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police		
Traitements et salaires.....	764 643	
Avantages sociaux.....	104 685	
Transports et communications.....	10 940	
Services.....	1 137 325	
Fournitures et matériel.....	<u>5 512</u>	
		<u>2 023 105</u>
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires.....	520 030	
Avantages sociaux.....	82 463	
Transports et communications.....	12 962	
Services.....	101 562	
Fournitures et matériel.....	<u>2 049</u>	
		<u>719 066</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ORGANISMES, CONSEILS ET		
COMMISSIONS.....		<u><u>2 742 171</u></u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
				Bureau du coroner en chef et Service
5	75 622 700	15 610 500	91 233 200	de médecine légale de l'Ontario..... 90 692 644
				Bureau du commissaire des incendies
8	55 263 600	8 787 000	64 050 600	et de la gestion des situations d'urgence. 64 021 615
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 154 714 259
	130 886 300	24 397 500	155 283 800	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
7	1 000	(1 000)	0	Bureau du commissaire des incendies..... 0
				Bureau du coroner en chef et Service de
9	1 000	(1 000)	0	médecine légale de l'Ontario..... 0
				Amortissement,
				Bureau du commissaire des incendies,
L	1 784 800	0	1 784 800	Loi sur l'administration financière..... 0
				Amortissement,
				Service de médecine légale de l'Ontario,
L	224 000	0	224 000	Loi sur l'administration financière..... 1 038 155
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 1 038 155
	2 010 800	(2 000)	2 008 800	

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
BIENS IMMOBILISÉS				
6	17 648 600	(17 175 100)	473 500	Commissaire des incendies..... 400 017
10	1 900 000	530 000	2 430 000	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario..... 2 430 000
	19 548 600	(16 645 100)	2 903 500	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 2 830 017

Description du programme

La Division de la planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique, à la santé publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies. Ces sections se consacrent à la détection des problèmes et à leur résolution par des initiatives efficaces de protection, de prévention, d'intervention, à caractère scientifique, d'enquête, de formation et d'éducation du public. Elles s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté, la santé et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Office of the Chief Coroner and Ontario Forensic Pathology Service (poste 5)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	39,239,979		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	5,129,186		Amortissement,	
Transports et communications.....	770,522		Loi sur l'administration financière.....	1,038,155
Services.....	41,162,505			<u>1,038,155</u>
Fournitures et matériel.....	792,652		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE	
Subventions pour les services judiciaires	3,597,800		GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	<u>1,038,155</u>
	<u>3,597,800</u>			
	<u>90,692,644</u>			
Commissaire des incendies (poste 8)			BIENS IMMOBILISÉS	
Traitements et salaires.....	22,771,831		Planification et gestion des situations d'urgence (poste 6)	
Avantages sociaux.....	4,125,722		Machines et équipement – coûts relatifs aux biens	
Transports et communications.....	2,297,651		immobilisés.....	176,739
Services.....	8,048,594		Parc automobile et flotte de bateaux –	
Fournitures et matériel.....	4,260,369		coûts relatifs aux biens immobilisés.....	223,278
Paiements de transfert				<u>400,017</u>
Subventions pour la sécurité-incendie....	22,517,448			
	<u>22,517,448</u>		Bureau du coroner en chef et	
	<u>64,021,615</u>		Service de médecine légale de l'Ontario (poste 10)	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Machines et équipement –	
PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION			coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2,430,000
DES SITUATIONS D'URGENCE.....	<u>154,714,259</u>			<u>2,430,000</u>
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE	
			PLANIFICATION ET DE GESTION DES	
			SITUATIONS D'URGENCE.....	<u>2,830,017</u>

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES
1	12 408 300	(2 956 000)	9 452 300	Programme des politiques stratégiques. 9 124 363
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES. 9 124 363
	<u>12 408 300</u>	<u>(2 956 000)</u>	<u>9 452 300</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Programme des politiques stratégiques, charges liées aux biens immobilisés... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - STRATEGIC POLICY PROGRAM..... 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	

Description du programme

Le programme des politiques stratégiques est chargé de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES – CRÉDIT 2610

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programme des politiques stratégiques (poste 1)	
Traitements et salaires.....	7 641 159
Avantages sociaux.....	1 223 269
Transports et communications.....	51 344
Services.....	171 999
Fournitures et matériel.....	36 592
	<u>9 124 363</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES POLITIQUES	
STRATÉGIQUES.....	<u>9 124 363</u>

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2612				PROGRAMME DES INSPECTIONS
CHARGES DE FONCTIONNE				
2	11 312 600	498 100	11 810 700	Programme des inspections..... 10 063 710
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	11 312 600	498 100	11 810 700	PROGRAMME DES INSPECTIONS... 10 063 710

Description du programme

L'inspecteur général des services policiers a pour mandat d'améliorer le rendement et la responsabilisation en matière de services de police et de gouvernance policière en veillant à ce que des services de police adéquats et efficaces soient offerts partout en Ontario, conformément à la *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers* (la Loi) et à ses règlements.

L'inspecteur général dirige le Service d'inspection des services policiers, une division indépendante du ministère du Solliciteur général. Le Service d'inspection fournit un soutien opérationnel pour la réalisation du mandat de l'inspecteur général, à l'appui notamment de ses fonctions, ses pouvoirs et ses prises de décision. En vertu de la partie VII de la Loi, ce mandat consiste à mener des inspections, des enquêtes et des activités de surveillance des services policiers, des commissions de service de police et des organisations qui emploient des agents spéciaux de l'Ontario, et à prodiguer des conseils à ces intervenants. Par la mise à profit de recherches indépendantes, l'analyse de données pour créer des renseignements et la promotion de pratiques exemplaires, le Service d'inspection améliore le rendement des services de police de l'Ontario et leur gouvernance pour que toute la population ontarienne soit davantage en sécurité.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES INSPECTIONS – CRÉDIT 2612

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des inspections (poste 2)	
Traitements et salaires.....	7 077 646
Avantages sociaux.....	1 109 243
Transports et communications.....	157 882
Services.....	1 655 378
Fournitures et matériel.....	63 561
	<u>10 063 710</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES INSPECTIONS.....	<u><u>10 063 710</u></u>

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2614				PROGRAMME
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
				DES SERVICES D'URGENCE
Télécommunications				
1	203 478 600	(106 673 100)	96 805 500	des services d'urgence..... 89 127 130
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
				DES SERVICES D'URGENCE..... 89 127 130
	<u>203 478 600</u>	<u>(106 673 100)</u>	<u>96 805 500</u>	<u>89 127 130</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Services de télécommunications				
3	2 820 000	(96 600)	2 723 400	des services d'urgence..... 2 686 119
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
				DES SERVICES D'URGENCE..... 2 686 119
	<u>2 820 000</u>	<u>(96 600)</u>	<u>2 723 400</u>	<u>2 686 119</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Services de télécommunications				
2	4 489 800	(4 489 800)	0	des services d'urgence..... 0
Amortissement,				
L	73 301 900	0	73 301 900	Loi sur l'administration financière..... 30 134 068
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
				DES SERVICES D'URGENCE..... 30 134 068
	<u>77 791 700</u>	<u>(4 489 800)</u>	<u>73 301 900</u>	<u>30 134 068</u>

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2614				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME
				DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
				DES SERVICES D'URGENCE
				Emergency Services
4	315 353 300	(101 607 300)	213 746 000	Telecommunications..... 75 725 089
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
	315 353 300	(101 607 300)	213 746 000	DES SERVICES D'URGENCE..... 75 725 089

Description du programme

La Division des télécommunications des services d'urgence (DTSE) assure un leadership et un soutien spécifiques pour trois programmes de télécommunications complexes à grande échelle du ministère : 1) Projet de réseau de radiocommunications pour la sécurité publique (PRRSP) 2) les Services 9-1-1 de prochaine génération et 3) l'élaboration d'un réseau à large bande de sécurité publique. La Division est responsable de l'exécution des radiocommunications et du PRRSP modernisé, qui vise à soutenir le rôle essentiel des premiers intervenants dans toute la province par une technologie numérique améliorée et interopérable. La DTSE soutient la transition provinciale au nouveau réseau des Services 9-1-1 de prochaine génération en vue de satisfaire les normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et d'assurer la sécurité en Ontario. La Division dirige également l'élaboration du réseau à large bande de sécurité publique en collaboration avec des intervenants intergouvernementaux et d'autres partenaires ministériels.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE – CRÉDIT 2614

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Télécommunications des services d'urgence (poste 1)			Télécommunications des services d'urgence (poste 4)	
Traitements et salaires.....	8 827 203		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	19 003 002
Avantages sociaux.....	1 176 076		Technologie de l'information.....	56 722 087
Transports et communications.....	51 699 522			<u>75 725 089</u>
Services.....	5 870 972		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME	
Fournitures et matériel.....	358 141		DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES	
Paielements de transfert.....			D'URGENCE.....	<u>75 725 089</u>
Services 9-1-1 de prochaine				
génération.....	<u>21 870 000</u>			
	21 870 000			
	<u>89 801 914</u>			
Moins : Recouvrements.....	674 784			
	<u>89 127 130</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS				
DES SERVICES D'URGENCE.....	<u>89 127 130</u>			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Télécommunications des services d'urgence (poste 3)				
Dépôts et charges payées d'avance.....	2 686 119			
	<u>2 686 119</u>			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS				
DES SERVICES D'URGENCE.....	<u>2 686 119</u>			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Télécommunications des services d'urgence (poste 2)				
Autres opérations				
Amortissement				
Loi sur l'administration financière.....	30 134 068			
	<u>30 134 068</u>			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS				
DES SERVICES D'URGENCE.....	<u>30 134 068</u>			

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2615				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES DONNÉES, DES RENSEIGNEMENTS ET DES INITIATIVES STRATÉGIQUES
				Données, renseignements et initiatives
1	9 204 800	5 943 200	15 148 000	stratégiques..... 11 438 635
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES DONNÉES, DES RENSEIGNEMENTS ET DES
	9 204 800	5 943 200	15 148 000	INITIATIVES STRATÉGIQUES..... 11 438 635

Description du programme

La Division des données, des renseignements et des initiatives stratégiques s'attache à faire progresser le secteur ontarien de la justice pénale par des services et des solutions fondés sur l'innovation, l'intégration numérique, les données et les analyses, les renseignements et la priorité accordée à la clientèle. La Division continuera de renforcer les capacités du ministère dans divers domaines – gestion de projet, gestion du changement, littératie et maturité numériques et approche Lean.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES DONNÉES, DES RENSEIGNEMENTS ET DES INITIATIVES STRATÉGIQUES – CRÉDIT 2615

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Données, renseignements et initiatives stratégiques (poste 1)		
Traitements et salaires.....	7 803 508	
Avantages sociaux.....	1 278 906	
Transports et communications.....	32 406	
Services.....	2 315 409	
Fournitures et matériel.....	8 406	
	11 438 635	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
DATA INSIGHTS AND STRATEGIC		
INITIATIVES PROGRAM.....	11 438 635	

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2616				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ
1	174,029,600	78,291,800	252,321,400	Services de santé..... 240,720,681
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ..... 240,720,681
	<u>174,029,600</u>	<u>78,291,800</u>	<u>252,321,400</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1,000	(1,000)	0	Services de santé..... 0
				Amortissement,
L	627,000	0	627,000	Loi sur l'administration financière ... 20,110
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ..... 20,110
	<u>628,000</u>	<u>(1,000)</u>	<u>627,000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	451,000	(371,000)	80,000	Services de santé..... 29,771
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ..... 29,771
	<u>451,000</u>	<u>(371,000)</u>	<u>80,000</u>	

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les Services de santé assurent le leadership stratégique pour faire progresser un modèle accrédité de soins de santé à l'appui d'une norme de soins équivalente aux soins de santé communautaires et qui prenne en compte l'équité en matière de santé et l'adaptation à la culture. Ces services sont chargés d'établir une autonomie en matière de soins cliniques et une surveillance indépendante des ressources et du personnel de soins de santé, en restant en lien avec les partenaires du système de santé pour s'assurer de l'accès aux soins aux points de transition et de l'application de normes et de pratiques exemplaires dans la prestation de soins cliniques au sein des services correctionnels. De plus, les Services de santé sont chargés de soutenir la santé mentale et le bien-être du personnel des services correctionnels de première ligne et d'autres services de sécurité publique. Des unités spécialisées veillent à la mise en œuvre d'initiatives fondées sur des données probantes afin de promouvoir l'intervention précoce et l'accès à divers soutiens et ressources en santé mentale adaptés à la culture.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

HEALTH SERVICES PROGRAM – CRÉDIT 2616

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Health Services (poste 1)		Services de santé (poste 3)	
Traitements et salaires.....	133 498 066	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	29 771
Avantages sociaux.....	12 049 764		29 771
Transports et communications.....	344 372		
Services.....	29 017 653		
Fournitures et matériel.....	40 577 601		
Paiements de transfert			
Services de santé mentale pour			
le personnel de la santé publique.	4 764 900		
Unité de traitement en milieu fermé..	20 468 325		
	25 233 225		
	240 720 681		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ.....		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ.....	
	240 720 681		29 771
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement,			
Loi sur l'administration financière.....	20 110		
	20 110		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ.....			
	20 110		

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2617				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE
1	175 781 800	2 430 200	178 212 000	Infrastructure..... 178 183 198
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	175 781 800	2 430 200	178 212 000	D'INFRASTRUCTURE..... 178 183 198
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	284 099 200	(45 940 800)	238 158 400	Infrastructure..... 142 349 760
				Amortissement,
L	5 127 800	0	5 127 800	Loi sur l'administration financière..... 2 506 336
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS – PROGRAMME
	289 227 000	(45 940 800)	243 286 200	D'INFRASTRUCTURE..... 144 856 096
BIENS IMMOBILISÉS				
3	430 332 800	(106 943 400)	323 389 400	Infrastructure..... 246 787 880
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME
	430 332 800	(106 943 400)	323 389 400	D'INFRASTRUCTURE..... 246 787 880

Description du programme

La Division de l'infrastructure assure le leadership stratégique pour la supervision des projets d'immobilisations et d'infrastructure du ministère, y compris les locaux loués, de l'approvisionnement à l'achèvement de la construction, ainsi que pour le respect de la conformité avec les normes de conception technique et de sécurité. Le programme est responsable de gérer à long terme les politiques et normes régissant les immobilisations. Il supervise la construction de nouvelles installations et la réfection d'installations existantes au moyen de modèles de prestation rapides, traditionnels et axés sur les partenariats publics-privés en matière de passation de marchés pour l'infrastructure, en collaboration stratégique avec le ministère de l'Infrastructure, Infrastructure Ontario et d'autres ministères partenaires.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

INFRASTRUCTURE PROGRAM – CRÉDIT 2617

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Infrastructure (poste 1)			Amortissement,	
Traitements et salaires.....	6 604 198		<i>Loi sur l'administration financière</i>	2 506 336
Avantages sociaux.....	913 893			2 506 336
Transports et communications.....	183 940		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Services.....	131 421 907		PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	144 856 096
Fournitures et matériel.....	14 609			
Autres opérations.....	39 044 651			
	<u>178 183 198</u>			
			BIENS IMMOBILISÉS	
Infrastructure			Infrastructure (poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 604 198		Immeubles – coûts relatifs aux biens immobilisés....	65 955 836
Avantages sociaux.....	913 893		Immeubles – diversification des modes	
Transports et communications.....	183 940		de financement et de l'approvisionnement.....	150 378 638
Services.....	174 491		Matériel de technologie de l'information.....	8 554 893
Fournitures et matériel.....	14 609		Machines et équipement.....	21 898 513
	<u>7 891 131</u>			<u>246 787 880</u>
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Coûts des locaux			PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	246 787 880
Services.....	95 563 916			
	<u>95 563 916</u>			
Coûts contractuels liés aux projets réalisés dans le cadre d'un PPP				
Services.....	35 683 500			
Autres opérations.....	39 044 651			
	<u>74 728 151</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	178 183 198			
	<u>178 183 198</u>			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure (poste 2)				
Services.....	36 285 293			
Fournitures et matériel.....	660 101			
Autres opérations.....	105 404 366			
	<u>142 349 760</u>			

MINISTÈRE DU SOLLCITEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nonm du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Réinsertion sociale et programmes spécialisés	260501	Oui	Non	2 018 083
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	260501	Oui	Non	585 438
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	260504	Oui	Non	17 125 995
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers	260305	Oui	Non	82 587 119
Stratégie de sécurité dans les tribunaux	260305	Oui	Non	123 191 025
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières Nations	260305	Oui	Non	256 597 000
Fonds pour les agents des Premières Nations	260305	Oui	Non	10 537 533
Subvention pour la sécurité-incendie	260908	Oui	Non	22 517 448
Subventions pour les services judiciaires	260905	Oui	Non	3 597 800
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	260305	Oui	Non	2 065 571
Services de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique	261601	Oui	Oui	4 764 900
Subventions diverses – Services policiers	260305	Oui	Non	69 841 842
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	260305	Oui	Non	1 250 000
Services 9-1-1 de prochaine génération	261401	Oui	Non	21 870 000
Programmes de réadaptation des délinquants	260503	Oui	Non	3 598 852
Association ontarienne d'Échec au crime	260305	Oui	Non	225 000
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	260305	Oui	Non	1 087 171
Unité de traitement en milieu fermé	261601	Oui	Non	20 468 325
Programme de sensibilisation à la violence	260503	Oui	Non	167 964
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers	260309	Oui	Oui	8 569 500
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières Nations	260309	Oui	Oui	23 377 441
Équipement des services policiers	260309	Oui	Oui	7 659 682
TOTAL				683 703 689

MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux services de biologie.....	7 340 567	7 103 071
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont		
affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé.....	251 120	2 298 992
Entente sur le contrôle des armes à feu.....	7 025 808	7 021 159
Entente sur les services policiers des Premières Nations.....	10 623 467	10 455 323
Fonds de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs.....	9 960 254	9 960 194
Entente sur la surveillance des immigrants.....	1 301 432	3 736 571
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	22 374 989	17 014 193
Autres droits, permis et autorisations.....	1 386 630	3 190 583
	<u>60 264 267</u>	<u>60 780 086</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locauxLocal Services Realignment.....	458 090 576	436 319 903
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	9 434 902	8 491 361
Coopérative d'automatisation des services de police		
provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	3 814 929	3 293 277
Acquittement – compte Bell.....	1 147 164	1 118 363
Autres.....	2 381 777	6 118 747
	<u>474 869 348</u>	<u>455 341 651</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés.....	490	385
Droits, permis et autorisations.....	17 460 668	18 664 740
	<u>17 461 158</u>	<u>18 665 125</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>221</u>	<u>0</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – fonctionnement.....	3 295 569	3 961 674
Les Industries TRILCOR.....	209 727	175 260
	<u>3 505 296</u>	<u>4 136 934</u>
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>37 924 197</u>	<u>50 593 584</u>
DIVERS.....	<u>600 927</u>	<u>4 025 359</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>594 625 414</u></u>	<u><u>593 542 739</u></u>

MINISTÈRE DU SPORT

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-454
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-455
SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-457
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-456
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-460
ÉTAT DES RECETTES.....	2-461

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme d'administration du ministère	4 141 114	4 126 245
60 297 299	Sports, loisirs et programmes communautaires	83 936 200	83 322 160
60 297 299	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	88 077 314	87 448 405
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Sport, loisirs et programmes communautaires	79 149 200	79 147 993
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	79 149 200	79 147 993

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

VOTE et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
5301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	2 589 300	1 487 800	4 077 100	Administration du ministère..... 4 035 377
				Traitement versé au ministre en vertu
S	47 841	0	47 841	de la Loi sur le Conseil exécutif..... 67 910
				Traitement versé à l'adjointe
				parlementaire en vertu de la
S	16 173	0	16 173	Loi sur le Conseil exécutif..... 22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	2 653 314	1 487 800	4 141 114	DU MINISTÈRE..... 4 126 245

Description du programme

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjointe parlementaire et du sous-ministre. Il vise à atteindre les objectifs ministériels et gouvernementaux en fournissant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels.

MINISTÈRE DU SPORT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 5301

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 935 786
Avantages sociaux.....	302 542
Transports et communications.....	72 248
Services.....	1 715 110
Fournitures et matériel.....	9 691
	<u>4 035 377</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la	
<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	67 910
Traitement versé à l'adjointe parlementaire en vertu de	
<i>la Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 958
	<u>90 868</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
DU MINISTÈRE.....	<u>4 126 245</u>

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
5302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
1	60 212 200	23 723 000	83 935 200	Sport, loisirs et prog. communautaires... 83 322 160
S	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>60 213 200</u>	<u>23 723 000</u>	<u>83 936 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 83 322 160
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	150 001 000	(70 851 800)	79 149 200	Sport, loisirs et prog. communautaires... 79 147 993
	<u>150 001 000</u>	<u>(70 851 800)</u>	<u>79 149 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 79 147 993

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les secteurs du sport et des loisirs sont importants pour le bien-être physique, social et économique de la population ontarienne. Les programmes du ministère promeuvent les activités sportives et récréatives dans toute la province. Les programmes du ministère appuient les sports et les activités de loisir dans toute la province.

Le ministère fait avancer les priorités de l'Ontario en matière de loisirs en finançant des partenaires clés pour l'exécution de programmes qui haussent le niveau d'activité physique, fournissent une aide ciblée qui soutient la participation des communautés autochtones, offrent des activités périscolaires aux enfants et aux jeunes et assurent une coordination pour les intérêts provinciaux en vertu de la *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*.

Le ministère gère le Programme ontarien d'accueil d'événements sportifs, qui accorde un financement fondé sur des projets pour aider les demandeurs à organiser des événements sportifs amateurs nationaux et internationaux en Ontario. Le ministère produit également cinq Jeux multisports dans le cadre de la marque Jeux de l'Ontario.

Le soutien au sport amateur est axé sur la participation, la formation, et l'excellence, en collaboration avec les partenaires du secteur. L'objectif est de promouvoir et d'accroître les possibilités offertes aux athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport grâce à un nouveau système moderne de surveillance relevant de la Loi de 2019 sur les sports de combat et de ses règlements d'application.

MINISTÈRE DU SPORT

SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 5302

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sport, loisirs et programmes communautaires (poste 1)			Sport, loisirs et programmes communautaires (poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 283 683		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	956 757		Subventions à l'appui des sports et des loisirs.....	79 147 993
Transports et communications.....	431 856			<u>79 147 993</u>
Services.....	766 960			
Fournitures et matériel.....	268 751		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Paiements de transfert			SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES	
Subventions pour les événements			COMMUNAUTAIRES.....	<u>79 147 993</u>
sportifs et les initiatives				
relatives au sport.....	30 804 525			
Fonds pour la promotion du sport.	17 089 359			
Soutien direct aux athlètes.....	3 100 000			
Subventions aux initiatives				
communautaires visant des				
loisirs inclusifs.....	3 200 000			
Fonds pour les loisirs des				
Autochtones et des jeunes.....	<u>20 420 269</u>			
		74 614 153		
		<u>83 322 160</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES				
COMMUNAUTAIRES.....	<u>83 322 160</u>			

MINISTÈRE DU SPORT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Soutien direct aux athlètes	530201	Oui	Oui	3 100 000
Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs	530201	Oui	Oui	3 200 000
Fonds pour les loisirs des Autochtones et des jeunes	530201	Oui	Oui	20 420 269
Fonds pour la promotion du sport	530201	Oui	Oui	17 089 359
Subventions pour événements sportifs et initiatives relatives au sport	530201	Oui	Oui	30 804 525
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subentions à l'appui des sports et des loisirs	530203	Oui	Oui	79 147 993
TOTAL				153 762 146

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs.....	1 128 228	1 128 228
DROITS, LICENCES ET PERMIS.....	83 300	115 833
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	1 000	0
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES ANTÉRIEURES.....	291 432	180 873
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 503 960	1 424 934

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-464
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-466
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....	2-469
PROGRAMME DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....	2-471
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-474
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....	2-476
PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	2-478
PROGRAMME RELATIF AUX JEUX.....	2-481
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-468, 2-480
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-483
ÉTAT DES RECETTES.....	2-484

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 240 496	Administration du ministère	33 194 014	31 212 618
86 068 596	Programmes du tourisme et de la culture	95 349 500	93 295 769
103 557 000	Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000
1 019 908 618	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	1 041 875 700	1 041 875 541
235 010 192	Programmes relatifs aux organismes	247 905 700	246 461 560
1 978 700	Programme relatif aux jeux	3 973 500	3 551 451
1 476 763 602	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 525 855 414	1 519 953 939
CHARGES D'IMMOBILISATION			
0	Administration du ministère	6 000	0
30 346 326	Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	49 914 500	48 312 989
0	Programmes du tourisme et de la culture	2 000	0
0	Programmes relatifs aux organismes	2 000	0
30 346 326	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATION)	49 924 500	48 312 989

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	3 000	0
0	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	0
0	Programmes relatifs aux organismes	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	5 000	0

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	26 241 200	6 888 800	33 130 000	Administration du ministère..... 31 121 313
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la
L	16 173	0	16 173	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 23 395
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 31 212 618
	26 305 214	6 888 800	33 194 014	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 000	0	4 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement,
L	2 000	0	2 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	6 000	0	6 000	

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services régionaux		
Traitements et salaires.....	21 907 611		Traitements et salaires.....	7 369 325	
Avantages sociaux.....	3 338 705		Avantages sociaux.....	1 222 895	
Transports et communications.....	478 081		Transports et communications.....	321 450	
Services.....	5 262 136		Services*.....	(1 581 684)	
Fournitures et matériel.....	134 780		Fournitures et matériel.....	60 574	
	<u>31 121 313</u>				<u>7 392 560</u>
Bureau principal			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	3 234 139		Traitements et salaires.....	2 046 057	
Avantages sociaux.....	379 106		Avantages sociaux.....	387 365	
Transports et communications.....	104 456		Transports et communications.....	8 501	
Services.....	265 332		Services.....	11 388	
Fournitures et matériel.....	16 147		Fournitures et matériel.....	5 308	
	<u>3 999 180</u>				<u>2 458 619</u>
Services de communication			Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires.....	3 215 827		Traitements et salaires.....	3 820 478	
Avantages sociaux.....	515 450		Avantages sociaux.....	475 151	
Transports et communications.....	17 532		Transports et communications.....	14 941	
Services.....	2 804 086		Services.....	206 783	
Fournitures et matériel.....	12 363		Fournitures et matériel.....	13 937	
	<u>6 565 258</u>				<u>4 531 290</u>
Technologie de l'information			Élaboration des politiques stratégiques et planification		
Transports et communications.....	1 560		Traitements et salaires.....	2 221 785	
Services.....	1 353 622		Avantages sociaux.....	358 738	
	<u>1 355 182</u>		Transports et communications.....	5 418	
Services juridiques			Services.....	18 774	
Transports et communications.....	4 223		Fournitures et matériel.....	1 250	
Services.....	2 183 835				<u>2 605 965</u>
Fournitures et matériel.....	25 201		Crédits législatifs		
	<u>2 213 259</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la		
			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
					67 910
			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif</i>		23 395
					<u>91 305</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE.....		<u>31 212 618</u>

*Solde négatif dû aux journaux de recouvrement

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
				Immobilisations touristiques et
1	60 892 200	(10 977 700)	49 914 500	culturelles..... 48 312 989
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
	60 892 200	(10 977 700)	49 914 500	TOURISTIQUES ET CULTURELLES 48 312 989

Description du programme

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination touristique et culturelle auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilsations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		6 245 534
Fournitures et matériel.....		364 112
Paiements de transfert		
Subventions pour la culture.....	4 700 000	
Réparations et rénovations – immobilisations.....	19 943 962	
Soutien dans le secteur des organismes et des attractions....	17 059 381	
		41 703 343
		48 312 989
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		48 312 989

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
3805				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE
1	98 438 200	(3 089 700)	95 348 500	Programmes du tourisme et de la cultu 93 295 769
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>98 439 200</u>	<u>(3 089 700)</u>	<u>95 349 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMMES DU TOURISME
				ET DE LA CULTURE..... 93 295 769
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programmes du tourisme
3	1 000	0	1 000	et de la culture..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMMES DU TOURISME
				ET DE LA CULTURE..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
				Programmes du tourisme
2	1 000	0	1 000	et de la culture..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMMES DU TOURISME
				ET DE LA CULTURE..... 0

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services, ainsi que des projets de recherche liés aux arts, aux industries culturelles, aux musées communautaires, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario.

En collaboration avec ses partenaires, le ministère présente l'Ontario en province riche en attractions et en ressources culturelles, à l'échelle nationale et à l'étranger. Le ministère aide à bâtir des collectivités fortes et dynamiques qui favorisent l'apprentissage continu grâce à l'accès à l'information par l'entremise des bibliothèques publiques et à une offre d'expériences culturelles par l'entremise des musées communautaires. Le ministère contribue à promouvoir et à renforcer l'image touristique régionale et économique de l'Ontario, et accorde des subventions pour soutenir les festivals et les événements qui enrichissent la vie de tous les Ontariens.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes du tourisme et de la culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 625 718
Avantages sociaux.....		1 267 859
Transports et communications.....		41 342
Services.....		1 587 535
Fournitures et matériel.....		62 773
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des		
festivals, des événements		
et des attractions.....	23 215 637	
Fonds pour les régions		
touristiques.....	19 352 200	
Subventions pour le tourisme.....	1 000 000	
Fonds pour le secteur		
des arts et de la culture.....	5 075 000	
Fonds pour le secteur	23 069 373	
des bibliothèques.....	4 908 316	
Mesures légiférées de soutien		
au secteur des musées.....	4 865 016	
Subventions au secteur des arts		
et de la culture.....	225 000	
		81 710 542
		93 295 769
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMMES DU TOURISME		
ET DE LA CULTURE.....		93 295 769

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNE				PROGRAMME DE LA FONDATION
				TRILLIUM DE L'ONTARIO
1	103 557 000	0	103 557 000	Fondation Trillium de l'Ontario..... 103 557 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE LA FONDATION
	103 557 000	0	103 557 000	TRILLIUM DE L'ONTARIO 103 557 000

Description du programme

La Fondation Trillium de l'Ontario a pour mission de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en investissant dans des initiatives communautaires et en renforçant le poids du secteur à but non lucratif de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ONTARIO TRILLIUM FOUNDATION PROGRAM – CRÉDIT 3806

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	103 557 000
	<u>103 557 000</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	<u>103 557 000</u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS
1	1 028 352 400	13 523 300	1 041 875 700	Ontario Cultural Media Tax Credits..... 1 041 875 541
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – FOR ONTARIO CULTURAL MEDIA TAX CREDITS..... 1 041 875 541
	1 028 352 400	13 523 300	1 041 875 700	

Description du programme

Ontario's cultural media tax credits incentivize increased levels of production in the film and television, interactive digital media and book publishing industries in Ontario. The tax credits help stimulate economic activity and job creation in Ontario while also enhancing the province's cultural profile.

The program is jointly administered by Ontario Creates, an agency of the ministry, and the Canada Revenue Agency.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ONTARIO CULTURAL MEDIA TAX CREDITS – CRÉDIT 3808

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	4 605 620	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatique.....	74 497 300	
Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	354 455 700	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	125 115 873	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	483 201 048	
		1 041 875 541
		1 041 875 541
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		1 041 875 541

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
3811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				AGENCY PROGRAMS
1	213 475 500	34 429 200	247 904 700	Programmes relatifs aux organismes..... 246 455 070
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 6 490
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMMES RELATIFS
	213 476 500	34 429 200	247 905 700	AUX ORGANISMES..... 246 461 560
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Programmes relatifs aux organismes..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMMES RELATIFS
	2 000	0	2 000	AUX ORGANISMES..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	Programmes relatifs aux organismes..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMMES RELATIFS
	1 000	0	1 000	AUX ORGANISMES..... 0

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les organismes, les entités recevant des paiements de transfert et les attractions du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le ministère a pour responsabilités la gouvernance, les nominations, la reddition de comptes et la surveillance du financement de fonctionnement et d'immobilisations des organismes et des attractions qui relèvent de son portefeuille, y compris les deux attractions dont il assure lui-même l'exploitation.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES – CRÉDIT 3811

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes relatifs aux organismes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		11 368 414
Avantages sociaux.....		1 868 296
Transports et communications.....		82 218
Services.....		2 755 222
Fournitures et matériel.....		1 509 982
Paiements de transfert		
Soutien dans le secteur des		
organismes et des attractions....	19 000 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	
Collection McMichael		
d'art canadien.....	3 328 800	
Société de développement de		
l'industrie des médias		
de l'Ontario.....	36 219 800	
Société du Partenariat ontarien		
de marketing touristique.....	41 728 338	
Conseil des arts de l'Ontario.....	59 937 400	
Jardins botaniques royaux.....	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900	
Science Nord.....	7 780 900	
Commission des parcs		
du Saint-Laurent.....	8 486 500	
		<u>228 870 938</u>
		<u>246 455 070</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		6 490
		<u>6 490</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES....		<u><u>246 461 560</u></u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3812				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME RELATIF AUX JEUX
1	3 391 000	582 500	3 973 500	Programme relatif aux jeux..... 3 551 451
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	3 391 000	582 500	3 973 500	RELATIF AUX JEUX..... 3 551 451

Description du programme

Le ministère oriente l'élaboration de la politique provinciale régissant un secteur des jeux solide et socialement responsable, notamment en surveillant la gouvernance de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et en mettant en place des politiques relatives aux questions commerciales, au partage des revenus avec les Premières Nations, aux jeux de bienfaisance et au jeu responsable.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX
GAMING PROGRAM – CRÉDIT 3812

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme relatif aux jeux (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 810 819	
Avantages sociaux.....	210 110	
Transports et communications.....	10 090	
Services.....	1 520 043	
Fournitures et matériel.....	389	
	3 551 451	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX JEUX.....	3 551 451	

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Soutien dans le secteur des organismes et des attractions	381101	Oui	Oui	19 000 000
Musée des beaux-arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	21 072 300
Fonds pour le secteur des arts et de la culture	380501	Oui	Non	5 075 000
Subventions au secteur des arts et de la culture	380501	Oui	Oui	225 000
Subventions à l'appui des festivals, des événements et des attractions	380501	Oui	Oui	23 215 637
Fonds pour le secteur des bibliothèques	380501	Oui	Non	4 908 316
Mesures légiférées de soutien au secteur des bibliothèques	380501	Non	Non	23 069 373
Collection McMichael d'art canadien	381101	Oui	Non	3 328 800
Mesures légiférées de soutien au secteur des musées	380501	Non	Non	4 865 016
Conseil des arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	59 937 400
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	381101	Oui	Non	36 219 800
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	381101	Oui	Non	41 728 338
Fondation Trillium de l'Ontario	380601	Oui	Non	103 557 000
Jardins botaniques royaux	381101	Oui	Non	4 036 000
Musée royal de l'Ontario	381101	Oui	Non	27 280 900
Science Nord	381101	Oui	Non	7 780 900
Commission des parcs du Saint-Laurent	381101	Oui	Non	8 486 500
Programme Expérience Été	380101	Oui	Oui	0
Subventions pour le tourisme	380501	Oui	Oui	1 000 000
Fonds pour les régions touristiques	380501	Oui	Non	19 352 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Soutien au secteur des organismes et des attractions	380401	Oui	Oui	17 059 381
Subventions pour la culture	380401	Oui	Oui	4 700 000
Réparations et rénovations – immobilisations	380401	Oui	Oui	19 943 962
TOTAL				455 841 823

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet Canada-Ontario d'infrastructure – part fédérale.....	163 500	0
	<u>163 500</u>	<u>0</u>
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – bénéfices.....	2 448 960 243	2 402 784 000
	<u>2 448 960 243</u>	<u>2 402 784 000</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux fort William.....	194 783	10 340
	<u>194 783</u>	<u>10 340</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronie.....	1 138 177	1 044 177
Vieux fort William.....	532 407	893 977
	<u>1 670 584</u>	<u>1 938 154</u>
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	8 228 941	5 536 030
DIVERS.....	12 784	22 552
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>2 459 230 835</u>	<u>2 410 291 076</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-486
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-488
TRANSPORTS EN COMMUN.....	2-492
SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	2-495
GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....	2-498
POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES.....	2-502
OPÉRATIONS.....	2-505
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES.....	2-508
SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	2-511
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU	
DE LA LOI.....	2-490, 2-491, 2-497, 2-501, 2-507, 2-510, 2-513
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET	
DE DURÉE LIMITÉE.....	2-514
ÉTAT DES RECETTES.....	2-515

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
50 724 844	Administration du ministère	66 033 092	64 689 961
1 896 743 295	Transports en commun	2 030 084 100	1 993 670 346
85 982 929	Sécurité en matière de transport	110 573 600	104 682 603
51 009 817	Gestion de l'infrastructure de transport	52 943 800	51 855 920
26 764 689	Politiques et planification intégrées	29 315 700	27 135 366
775 673 661	Opérations	892 710 600	917 693 997
173 361 834	Surveillance et gouvernance des organismes	165 495 600	158 216 064
59 185 100	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	84 120 100	81 554 077
3 119 446 169	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	3 431 276 592	3 399 498 334
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Transports en commun	1 000	0
0	Sécurité en matière de transport	1 000	0
0	Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	0
0	Politiques et planification intégrées	1 000	0
0	Opérations	1 000	0
0	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	0
0	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	8 000	0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
14 934 278	Administration du ministère	16 727 600	16 274 365
10 869 412 294	Transports en commun	10 978 055 400	10 637 095 852
26 702 392	Sécurité en matière de transport	9 682 900	31 027 971
1 472 524 347	Gestion de l'infrastructure de transport	1 624 399 100	1 555 892 990
0	Politiques et planification intégrées	0	0
81 033 128	Opérations	92 461 000	87 959 457
801 390	Surveillance et gouvernance des organismes	802 400	801 390
0	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	14 325 900	3 356 639
12 465 407 829	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	12 736 454 300	12 332 408 664
BIENS IMMOBILISÉS			
28 635 247	Administration du ministère	39 451 800	39 045 898
0	Transports en commun	1 000	0
46 657 823	Sécurité en matière de transport	50 396 900	45 212 118
2 328 289 439	Gestion de l'infrastructure de transport	3 203 973 700	3 069 778 250
0	Opérations	1 000	0
0	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	0
0	Sécurité et application des lois en matière Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	0
2 403 582 509	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	3 293 826 400	3 154 036 266

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	55 604 000	10 341 700	65 945 700	Soutien opérationnel..... 64 575 967
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 67 910
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 0
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 45 084
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 1 000
	<u>55 691 392</u>	<u>10 341 700</u>	<u>66 033 092</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 64 689 961
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Soutien opérationnel..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2701				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement,
L	16 726 600	0	16 726 600	<i>Loi sur l'administration financière</i> 16 274 365
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 16 274 365
	16 727 600	0	16 727 600	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	46 451 800	(7 000 000)	39 451 800	Administration du ministère..... 39 045 898
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 39 045 898
	46 451 800	(7 000 000)	39 451 800	

Description du programme

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Services de communication		
Soutien opérationnel (Poste 1)			Traitements et salaires.....	4 267 833	
Traitements et salaires.....	35 429 198		Avantages sociaux.....	625 085	
Avantages sociaux.....	5 370 256		Transports et communications.....	22 101	
Transports et communications.....	348 538		Services.....	5 052 604	
Services.....	23 603 742		Fournitures et matériel.....	31 016	
Fournitures et matériel.....	373 749			<u>9 998 639</u>	
	<u>65 125 483</u>				9 998 639
Moins : Recouvrements.....	549 516		Ressources humaines		
	<u>64,575,967</u>		Traitements et salaires.....	6 363 127	
			Avantages sociaux.....	902 821	
Bureau principal			Transports et communications.....	29 890	
Traitements et salaires.....	3 737 194		Services.....	147 347	
Avantages sociaux.....	494 549		Fournitures et matériel.....	10 285	
Transports et communications.....	132 084			<u>7 453 470</u>	
Services.....	32 118				7 453 470
Fournitures et matériel.....	22 242		Services juridiques		
	<u>4 418 187</u>		Transports et communications.....	17 450	
		4 418 187	Services.....	2 357 685	
Services financiers et administratifs			Fournitures et matériel.....	47 683	
Traitements et salaires.....	6 758 753			<u>2 422 818</u>	
Avantages sociaux.....	929 575		Moins : Recouvrements.....	18 430	
Transports et communications.....	47 021				2 404 388
Services.....	2 203 401		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	18 168		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	<u>9 956 918</u>		Loi sur le Conseil exécutif.....		67 910
		9 956 918	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Facilities and Business Services			de la Loi sur le Conseil exécutif.....		45 084
Traitements et salaires.....	14 302 291		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	2 418 226		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications.....	99 992		Loi sur l'administration financière.....		1 000
Services.....	13 810 587				<u>113 994</u>
Fournitures et matériel.....	244 355				
	<u>30 875 451</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Moins : Recouvrements.....	531 086		– PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
	<u>30 344 365</u>		DU MINISTÈRE.....		<u><u>64 689 961</u></u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>	18 114 503	
Moins : Recouvrements.....	1 840 138	
	<u>16 274 365</u>	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
DU MINISTÈRE	<u><u>16 274 365</u></u>	
BIENS IMMOBILISÉS		
Administration du ministère (Poste 3)		
Machines et équipement –		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	4 765 345	
Parc automobile et flotte de bateaux –		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	34 280 553	
	<u>39 045 898</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME		
D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	<u><u>39 045 898</u></u>	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				TRANSPORTS EN COMMUN
				Administration – transports
1	14 884 300	(1 667 300)	13 217 000	en commun..... 12 827 099
2	1 045 252 500	595 003 600	1 640 256 100	Transports en commun..... 1 599 376 501
				Financement des transports
				en commun municipaux,
				<i>Loi réservant des fonds aux</i>
L	376 610 000	0	376 610 000	<i>transports en commun..... 381 466 746</i>
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière..... 0</i>
	<u>1 436 747 800</u>	<u>593 336 300</u>	<u>2 030 084 100</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				TRANSPORT EN COMMUN..... 1 993 670 346
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000	0	1 000	Transports en commun..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				TRANSPORTS EN COMMUN..... 0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2702				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				TRANSPORTS EN COMMUN
3	10 477 446 400	500 608 000	10 978 054 400	Transports en commun..... 10 637 095 852
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière. 0
	<u>10 477 447 400</u>	<u>500 608 000</u>	<u>10 978 055 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – TRANSPORTS EN COMMUN..... 10 637 095 852
BIENS IMMOBILISÉS				
7	1 000	0	1 000	Transit..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – TRANSPORTS EN COMMUN..... 0

Description du programme

Le programme relatif aux transports en commun supervise les activités de planification, de conception et de réalisation du réseau de transport en commun de la province. Cela comprend l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de programmes de financement qui soutiennent et optimisent les transports en commun dans toute la province dans le cadre d'un réseau de transports intégré, multimodal et axé sur la clientèle. De plus, le programme finance et supervise l'exécution des projets d'immobilisations pour les transports en commun et est responsable des négociations intergouvernementales avec les administrations fédérales et municipales concernant les investissements dans le transport en commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSPORTS EN COMMUN – CRÉDIT 2702

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration – transports en commun (Poste 1)			Transports en commun (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	10 392 038		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 486 107		Metrolinx.....	9 738 455 937	
Transports et communications.....	33 046		Transports en commun		
Services.....	909 436		des municipalités.....	567 452 635	
Fournitures et matériel.....	6 472		Commission de transport		
	<u>12 827 099</u>		Ontario Northland.....	326 307 609	
			Électrification des transports....	3 677 280	
			Société de transport		
			d'Owen Sound.....	<u>1 202 391</u>	
					<u>10 637 095 852</u>
Transports en commun (Poste 2)					
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Subventions de fonctionnement			TRANSPORTS EN COMMUN.....		<u>10 637 095 852</u>
de Metrolinx.....	1 202 655 761				
Intégration des tarifs et					
des services.....	172 788 874				
Financement des transports					
en commun municipaux.....	378 010 646				
Commission de transport					
Ontario Northland.....	132 916 045				
Société de transport					
d'Owen Sound.....	9 357 401				
Crédit d'impôt de l'Ontario aux					
personnes âgées pour le transport					
en commun.....	7 454 900				
Transport en commun					
des municipalités.....	72 811 556				
Fonds ontarien d'investissement					
dans les transports en commun	1 391 964				
Programme de subventions					
pour les transports					
communautaires.....	<u>3 456 100</u>				
		1 980 843 247			
Moins : Recouvrements.....	381 466 746				
	<u>1 599 376 501</u>				
Fonds réservés aux transports en commun					
Financement des transports en commun municipaux,					
Loi réservant des fonds aux transports en commun.	381 466 746				
	<u>381 466 746</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
TRANSPORTS EN COMMUN.....	<u>1 993 670 346</u>				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT
1	65 505 900	44 767 700	110 273 600	Sécurité en matière de transport..... 104 425 765
L	300 000	0	300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 256 838
	<u>65 805 900</u>	<u>44 767 700</u>	<u>110 573 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 104 682 603
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Sécurité en matière de transport..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	0	1 000	Sécurité en matière de transport..... 0
L	9 681 900	0	9 681 900	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 31 027 971
	<u>9 682 900</u>	<u>0</u>	<u>9 682 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 31 027 971

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2703				
BIENS IMMOBILISÉS				SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT
3	84 396 900	(34 000 000)	50 396 900	Sécurité en matière de transport..... 45 212 118
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SÉCURITÉ EN MATIÈRE
	<u>84 396 900</u>	<u>(34 000 000)</u>	<u>50 396 900</u>	DE TRANSPORT..... 45 212 118

Description du programme

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore et exécute les politiques opérationnelles, la législation, la réglementation, les programmes et la transformation des services numériques afin d'améliorer la sécurité routière et la prestation de services dans toute la province. Cela inclut les politiques et les programmes relatifs à la délivrance des permis de conduire et aux véhicules, la recherche sur la sécurité en matière de transport, la micromobilité et les programmes pilotes de mise à l'essai des véhicules automatisés, les programmes d'amélioration de la conduite et d'étude des dossiers médicaux, l'éducation et la sensibilisation du public ainsi que les solutions en ligne.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, milieu médical, chercheurs universitaires, industrie des assurances) pour définir les améliorations permettant de réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSPORTATION SAFETY PROGRAM – CRÉDIT 2703

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité en matière de transport (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....		31 814 808	Autres opérations	
Avantages sociaux.....		5 347 430	Amortissement,	
Transports et communications.....		334 957	Loi sur l'administration financière.....	31 027 971
Services.....		24 530 608		<u>31 027 971</u>
Fournitures et matériel.....		113 816		
Paiements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Subventions pour la sécurité public	186 065		SECURITE EN MATIERE DE TRANSPORT.....	<u>31 027 971</u>
Initiatives de sécurité en matière d	42 000 001			
Subventions de recherche.....	<u>148 273</u>			
		42 334 339		
Autres opérations.....		(50 193)	BIENS IMMOBILISÉS	
		<u>104 425 765</u>	Sécurité en matière de transport (Poste 3)	
Autres opérations			Logiciels d'application de gestion – coûts	
Créances irrécouvrables,			relatifs aux biens immobilisés.....	45 212 118
Loi sur l'administration financière.....		256 838		<u>45 212 118</u>
		<u>256 838</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....		<u>104 682 603</u>	SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	<u>45 212 118</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT
				Infrastructure des transports –
1	75 663 600	(22 720 800)	52 942 800	fonctionnement..... 51 855 920
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT..... 51 855 920
	75 664 600	(22 720 800)	52 943 800	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Gestion de l'infrastructure
5	1 000	0	1 000	de transport..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT
				Génie des transports
2	184 437 500	(11 000 000)	173 437 500	et construction..... 157 693 297
4	1 000	0	1 000	Travaux routiers en cours..... 1
6	1 000	6 000 000	6 001 000	Assainissement de l'environnement..... 5 509 528
				Amortissement, génie des transports
				et construction,
L	1 444 959 600	0	1 444 959 600	Loi sur l'administration financière..... 1 392 690 164
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT..... 1 555 892 990
	1 629 399 100	(5 000 000)	1 624 399 100	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Gestion de l'infrastructure
3	3 408 973 700	(205 000 000)	3 203 973 700	de transport..... 3 069 778 250
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT..... 3 069 778 250
	3 408 973 700	(205 000 000)	3 203 973 700	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport gère la réfection et l'expansion des routes provinciales dans le cadre d'un système de transport intégré et efficace. Ces améliorations apportées aux immobilisations garantissent la sécurité des personnes et des biens et soutiennent l'économie de l'Ontario.

Les activités du Programme comprennent la planification des investissements et la gestion des actifs, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, l'approvisionnement et la planification de nouvelles constructions, la réfection et le renouvellement des actifs ainsi que l'expansion du réseau routier.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT – CRÉDIT 2704

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Infrastructure des transports – fonctionnement (Poste 1)			Assainissement de l'environnement (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	10 828 835		Services.....	5 509 528
Avantages sociaux.....	4 558 344			<u>5 509 528</u>
Transports et communications.....	265 183		Crédits législatifs	
Services.....	24 564 984		Autres opérations	
Fournitures et matériel.....	150 852		Amortissement, génie et construction,	
Paielements de transfert			<i>Loi sur l'administration financière</i>	
Paielements tenant lieu d'impôt				<u>1 392 690 164</u>
aux municipalités.....	<u>11 503 182</u>	11 503 182		<u>1 392 690 164</u>
Autres opérations.....	28 385 517	80 256 897	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements.....	28 400 977	51 855 920	GESTION DE L'INFRASTRUCTURE	
			DE TRANSPORT.....	
				<u><u>1 555 892 990</u></u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			BIENS IMMOBILISÉS	
GESTION DE L'INFRASTRUCTURE			Gestion de l'infrastructure de transport (Poste 3)	
DE TRANSPORT.....	<u><u>51 855 920</u></u>		Terrains et immeubles.....	1 271 270 893
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			Infrastructure de transport – coûts relatifs	
Génie des transports et construction (Poste 2)			aux biens immobilisés.....	2 264 120 275
Services.....	584 715		Réévaluation d'immeubles liée aux	
Paielements de transfert			OMHS.....	1 576
Travaux sur les actifs de tiers.....	3 347 800		Machines et équipement – coûts relatifs	
dans le cadre des projets	78 406 732		aux biens immobilisés.....	830 368
routiers.....	<u>30 145 898</u>	111 900 430	Logiciels d'application de gestion – coûts	
Autres opérations.....	45 208 152	157 693 297	relatifs aux biens immobilisés.....	4 733 175
			Parc automobile et flotte de bateaux – coûts	
			relatifs aux biens immobilisés.....	<u>15 649 515</u>
				<u>3 556 605 802</u>
			Moins : Recouvrements.....	<u>486 827 552</u>
				<u>3 069 778 250</u>
Travaux routiers en cours (Poste 4)			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Traitements et salaires.....	124 667 248		GESTION DE L'INFRASTRUCTURE	
Avantages sociaux.....	17 827 152		DE TRANSPORT.....	
Transports et communications.....	1 536 382			<u><u>3 069 778 250</u></u>
Services.....	5 351 416			
Fournitures et matériel.....	1 114 790	150 496 988		
Moins : Recouvrements.....	150 496 987	1		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2706				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES
1	42 707 300	(13 392 600)	29 314 700	Politiques et planification intégrées..... 27 135 366
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>42 708 300</u>	<u>(13 392 600)</u>	<u>29 315 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES..... 27 135 366
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Politiques et planification intégrées..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES..... 0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2706				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES
3	5 000 000	(5 000 000)	0	Politiques et planification intégrées..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES..... 0
	<u>5 000 000</u>	<u>(5 000 000)</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

Description du programme

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des stratégies, des politiques et des plans en matière de transport multimodal, dirige l'élaboration de la législation et oriente les relations intergouvernementales et autochtones de l'Ontario. Le programme garantit la réalisation du mandat et des priorités stratégiques du MTO, qui visent à assurer un système de transport sûr, durable, moderne, pratique, inclusif et accessible.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES – CRÉDIT 2706

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification intégrées (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		18 759 607
Avantages sociaux.....		2 980 010
Transports et communications.....		121 025
Services.....		4 564 448
Fournitures et matériel.....		22 839
Paiements de transfert		
Subventions pour la participation		
et la sensibilisation.....	637 437	
Association canadienne		
de normalisation.....	50 000	
		687 437
		<u>27 135 366</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE GESTION		
DE L'INFRASTRUCTURE		
DE TRANSPORT.....		<u><u>27 135 366</u></u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		
2707					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES OPÉRATIONS		
1	789 260 100	103 449 500	892 709 600	Opérations et entretien.....	891 441 028
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	26 252 969
	<u>789 261 100</u>	<u>103 449 500</u>	<u>892 710 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS...	<u>917 693 997</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000	0	1 000	Operations.....	0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS...	<u>0</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	161 460 000	(69 000 000)	92 460 000	Services aux usagers du système de transport.....	87 959 457
L	1 000	0	1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	0
	<u>161 461 000</u>	<u>(69 000 000)</u>	<u>92 461 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....	<u>87 959 457</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2707				
BIENS IMMOBILISÉS				PROGRAMME DES OPÉRATIONS
4	1 000	0	1 000	Opérations..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 0

Description du programme

Le programme des opérations protège et optimise les investissements publics dans l'infrastructure de transport par des activités d'exploitation et d'entretien efficaces, la gestion des couloirs routiers et la gestion des urgences, afin d'assurer un réseau de transport efficient, résilient et durable. Le programme gère divers services tels la diffusion de l'information aux voyageurs, la délivrance de permis pour les chargements surdimensionnés et la direction d'initiatives spéciales telles que le Projet des zones de dépannage. De plus, il supervise les services dans les aéroports éloignés du Nord, les traversiers et les aires de service autoroutières dans toute la province.

En outre, le programme gère les contrats de concession à long terme avec la 407 ETR, et finance l'exploitation des routes locales dans les communautés non enregistrées, des routes désignées comme voies de jonction avec les routes provinciales et des routes dans de nombreuses collectivités des Premières Nations. Dans le cadre de ces activités, il collabore étroitement avec les partenaires locaux, les collectivités autochtones et les intervenants pour garantir que l'infrastructure de transport de l'Ontario réponde aux besoins du public.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS – CRÉDIT 2707

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
Opérations et entretien (Poste 1)			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	88 786 517		Créances irrécouvrables,		
Avantages sociaux.....	13 103 079		Loi sur l'administration financière	26 252 969	
Transports et communications.....	4 114 751			<u>26 252 969</u>	
Services.....	784 611 025		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	29 752 997		PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....		917 693 997
Paiements de transfert			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traversiers municipaux.....	6 049 574		Services aux usagers du système de transport (Poste 2)		
Travaux routiers effectués			Transports et communications.....		
par des tiers.....	12 609 003			98 892	
Transport actif.....	<u>1 720 060</u>		Services.....	2 721 151	
	20 378 637		Fournitures et matériel.....	1 211 990	
	<u>940 747 006</u>		Paiements de transfert		
Moins : Recouvrements.....	49 305 978		Fonds de transition.....	12 214 349	
	<u>891 441 028</u>		Partenariats pour les transports...	24 175 009	
Opérations et entretien			Routes de raccordement.....	42 161 586	
Traitements et salaires.....	81 404 855		Premières Nations.....	<u>5 376 480</u>	
Avantages sociaux.....	12 143 541			83 927 424	
Transports et communications.....	2 979 582			<u>87 959 457</u>	
Services.....	779 220 052		Paiements de transfert pour opérations, et autres dépenses		
Fournitures et matériel.....	26 712 195		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Routes de raccordement.....	42 161 586	
Traversiers municipaux.....	6 049 574		Premières Nations.....	5 376 480	
Travaux routiers effectués			Fonds de transition.....	12 214 349	
par des tiers.....	12 609 003		Partenariats pour les transports...	<u>24 175 009</u>	
Transport actif.....	<u>1 720 060</u>			83 927 424	
	922 838 862		L'aviation à distance		
Moins : Recouvrements.....	49 270 114		Transports et communications.....	98 892	
	<u>873 568 748</u>		Services.....	2 721 151	
L'aviation à distance			Fournitures et matériel.....	<u>1 211 990</u>	
Traitements et salaires.....	7 381 662			4 032 033	
Avantages sociaux.....	959 538		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications.....	1 135 169		OPÉRATIONS.....		87 959 457
Services.....	5 390 973				
Fournitures et matériel.....	<u>3 040 802</u>				
	17 908 144				
Moins : Recouvrements.....	35 864				
	<u>17 872 280</u>				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2708				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES
				Surveillance et gouvernance
1	190 148 400	(24 653 800)	165 494 600	des organismes..... 158 216 064
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES..... 158 216 064
	190 149 400	(24 653 800)	165 495 600	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Surveillance et gouvernance
2	1 000	0	1 000	des organismes..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2708				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES
				Surveillance et gouvernance
4	1 000	0	1 000	des organismes..... 0
				Amortissement,
S	801 400	0	801 400	<i>Loi sur l'administration financière</i> 801 390
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES..... 801 390
	802 400	0	802 400	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Surveillance et gouvernance
3	1 000	0	1 000	des organismes..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES..... 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme

Le programme de surveillance et de gouvernance des organismes dirige la gérance et la supervision par le ministère de ses trois organismes – Metrolinx, la Société de transport d'Owen Sound et la Commission de transport Ontario Northland – et d'autres fournisseurs de services tiers. S'appuyant sur des mécanismes de gouvernance et des cadres de surveillance éprouvés, le programme facilite la prestation efficace de services de transport intégrés dans tout l'Ontario et collabore avec ses fournisseurs de services afin de garantir une gestion adéquate des risques et la prestation de services de haute qualité au public. Le programme dirige également, au nom du ministère, un centre d'excellence sur les pratiques exemplaires en matière de gestion des services, de responsabilité et de conformité par les tiers afin de garantir la bonne gestion des deniers publics.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Surveillance et gouvernance des organismes – CRÉDIT 2708

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Surveillance et gouvernance des organismes (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....		10 406 132	Autres opérations		
Avantages sociaux.....		1 515 169	Amortissement,		
Transports et communications.....		11 314 691	Loi sur l'administration financière		801 390
Services.....		146 427 900			801 390
Fournitures et matériel.....		20 191			
		169 684 083			
Moins : Recouvrements.....		11 468 019	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		158 216 064	SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE		
			DES ORGANISMES.....		801 390
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE					
DES ORGANISMES.....		158 216 064			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2709				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL
				Sécurité et application des lois
1	75 637 900	8 481 200	84 119 100	en matière de transport commercial.... 81 554 077
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....
	75 638 900	8 481 200	84 120 100	81 554 077
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Sécurité et application des lois en
2	1 000	0	1 000	matière de transport commercial..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....
	1 000	0	1 000	0

non vérifié

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Sécurité et application des lois en matière de transport commercial – CRÉDIT 2709

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Sécurité et application des lois en matière de transport commercial (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....		45 842 512	Autres opérations		
Avantages sociaux.....		7 576 228	Amortissement,		
Transports et communications.....		1 407 544	Loi sur l'administration financière		3 356 639
Services.....		16 909 763			3 356 639
Fournitures et matériel.....		3 411 030			
Paielements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour			SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN		
l'investissement dans les			MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....		3 356 639
chemins de fer d'intérêt local....	7 000 000				
		7 000 000			
		82 147 077			
Moins : Recouvrements.....		593 000			
		81 554 077			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN					
MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....		81 554 077			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026
				Dépenses réelles \$
Subventions pour la participation et la sensibilisation				
Transport actif	270701	Oui	Non	1 720 060
Subventions pour la sécurité publique	270301	Oui	Non	186 065
Programme de subventions pour les transports communautaires	270202	Non	Oui	3 456 100
Fonds ontarien d'investissement dans les transports en commun	270202	Oui	Non	1 391 964
Subventions pour la participation et la sensibilisation	270601	Oui	Non	687 437
Subventions de recherche	270301	Oui	Non	148 273
Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	270701	Oui	Oui	12 609 003
Initiatives de sécurité en matière de transport	270301	Oui	Non	42 000 001
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Routes de raccordement	270702	Oui	Non	42 161 586
Premières Nations	270702	Oui	Non	5 376 480
Routes et cession immobilière	270402	Oui	Non	3 347 800
Transports en commun des municipalités	270203	Oui	Oui	567 452 635
Cercle de feu	270402	Oui	Oui	30 145 898
Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	270402	Oui	Oui	78 406 732
Fonds de transition	270702	Oui	Non	12 214 349
Électrification des transports – immobilisations	270203	Oui	Oui	3 677 280
Partenariats pour les transports	270702	Oui	Oui	24 175 009
TOTAL				829 156 672

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

For the year ended March 31, 2026

	2026	2025
	\$	\$
REVENUS FISCAUX		
Revenus bruts de la taxe sur l'essence.....	382 044 817	360 078 298
	<u>382 044 817</u>	<u>360 078 298</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	8 096 193	8 096 193
Fonds Chantiers Canada.....	79 862 604	61 601 693
Validations des véhicules de défense.....	2 551 838	2 166 868
Autres infrastructures.....	5 716 307	4 712 413
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Code national de sécurité.....	1 144 068	1 123 233
Païement du gouvernement fédéral.....	261 265	219 495
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun.....	4 038 771	8 510 757
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	6 720 142	6 720 142
Autres.....	264 877 635	193 364 957
	<u>375 720 676</u>	<u>288 967 604</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>0</u>	<u>264</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	1 201 123 207	1 232 173 663
Frais pour chèques refusés.....	6 405	8 073
Autres.....	54 765 890	120 851 254
	<u>1 255 895 502</u>	<u>1 353 032 990</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Domages-intérêts extrajudiciaires.....	2 426 917	3 239 091
Autres.....	50 149 322	8 761 496
	<u>52 576 239</u>	<u>12 000 587</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – immobilisations.....	1 098 992	1 451 722
Ventes et locations – fonctionnement.....	6 873 747	5 209 185
Ventes et locations – autres.....	4 634 358	9 077 851
	<u>12 607 097</u>	<u>15 738 758</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

For the year ended March 31, 2026

	2026	2025
	\$	\$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	54 367 322	96 705 015
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	1 735 531	1 729 467
Autres.....	198 452	229 441
	1 933 983	1 958 908
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	2 135 145 636	2 128 482 424

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-518
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-520
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	2-523
RELATIONS DE TRAVAIL.....	2-525
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	2-527
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-532
EMPLOI ONTARIO.....	2-535
TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT.....	2-538
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI.....	2-522, 2-530, 2-534, 2-537
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-540
ÉTAT DES RECETTES.....	2-541

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
33 668 615	Administration du ministère	38 132 214	36 145 765
3 393 936	Commission de l'équité salariale	3 557 500	3 367 309
30 460 511	Relations de travail	30 934 800	29 704 146
240 543 405	Santé et sécurité au travail	246 416 000	237 476 649
40 797 674	Droits et responsabilités en matière d'emploi	45 052 800	41 763 118
1 623 133 730	Emploi Ontario	1 618 711 500	1 409 127 072
110 822 264	Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	137 615 000	135 063 319
2 082 820 135	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 120 419 814	1 892 647 378
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
2 562 742	Santé et sécurité au travail	4 865 600	4 227 704
1 400 368	Droits et responsabilités en matière d'emploi	1 415 800	1 344 431
63 062 288	Emploi Ontario	84 965 900	71 170 466
67 025 398	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	91 249 300	76 742 601

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
8 520 858	Santé et sécurité au travail	1 777 000	1 761 648
6 626 955	Emploi Ontario	7 183 400	6 625 359
15 147 813	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	8 961 400	8 387 007

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	29 698 800	8 368 400	38 067 200	Administration du ministère..... 35 447 403
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 67 910
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 44 530
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 585 922
	<u>29 763 814</u>	<u>8 368 400</u>	<u>38 132 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 36 145 765
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (poste 1)			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	19 189 449		Transports et communications.....	56 143	
Avantages sociaux.....	2 544 696		Services.....	10 974 172	
Transports et communications.....	264 173		Fournitures et matériel.....	33 506	
Services.....	13 239 714				11 063 821
Fournitures et matériel.....	209 371				
	<u>35 447 403</u>		Systèmes informatiques		
Bureau principal			Services.....	162 088	
Traitements et salaires.....	5 639 817				162 088
Avantages sociaux.....	707 304		Services ministériels		
Transports et communications.....	145 496		Traitements et salaires.....	2 672 393	
Services.....	433 369		Avantages sociaux.....	347 901	
Fournitures et matériel.....	37 447		Transports et communications.....	2 509	
	<u>6 963 433</u>		Services.....	397 301	
Services financiers et administratifs			Fournitures et matériel.....	5 122	
Traitements et salaires.....	2 917 568				3 425 226
Avantages sociaux.....	390 421		Crédits législatifs		
Transports et communications.....	36 404		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services.....	550 357		Loi sur le Conseil exécutif.....		67 910
Fournitures et matériel.....	116 215		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la		
	<u>4 010 965</u>		Loi sur le Conseil exécutif.....		44 530
Activités stratégiques de ressources humaines					112 440
Traitements et salaires.....	4 110 132		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	533 902		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications.....	9 867		Loi sur l'administration financière.....		585 922
Services.....	134 488				698 362
Fournitures et matériel.....	4 245				
	<u>4 792 634</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services de communications			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU		
Traitements et salaires.....	3 849 539		MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	565 168				36 145 765
Transports et communications.....	13 754				
Services.....	587 939				
Fournitures et matériel.....	12 836				
	<u>5 029 236</u>				

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNE				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	3 177 200	70 000	3 247 200	Bureau de l'équité salariale..... 3 117 120
2	475 300	(165 000)	310 300	Tribunal de l'équité salariale..... 250 189
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....
	3 652 500	(95 000)	3 557 500	3 367 309

Description du programme

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail historiquement stéréotypé comme du travail de femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de l'éducation publique et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES**
PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602
Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 320 052
Avantages sociaux.....	332 997
Transports et communications.....	22 772
Services.....	415 416
Fournitures et matériel.....	25 883
	<u>3 117 120</u>
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	198 235
Avantages sociaux.....	19 774
Transports et communications.....	0
Services.....	32 180
Fournitures et matériel.....	0
	<u>250 189</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA COMMISSION	
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	<u>3 367 309</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL
				Commission des relations de
1	13 576 600	88 700	13 665 300	travail de l'Ontario..... 13 429 230
2	2 700 900	0	2 700 900	Commission de règlement des griefs..... 2 573 537
				Solutions en matière de relations de
3	11 334 600	3 234 000	14 568 600	travail..... 13 701 379
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES RELATIONS DE
	27 612 100	3 322 700	30 934 800	TRAVAIL..... 29 704 146

Description du programme

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province. Cela passe par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres et par des services modernisés d'information sur les négociations collectives.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, y compris les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les services de règlement des différends sont fournis par la Division des solutions en matière de relations de travail du ministère. Ces services incluent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres ainsi que la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 961 514
Avantages sociaux.....	1 172 892
Transports et communications.....	97 230
Services.....	3 150 416
Fournitures et matériel.....	47 178
	<u>13 429 230</u>
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	464 311
Avantages sociaux.....	81 013
Transports et communications.....	11 501
Services.....	3 917 869
Fournitures et matériel.....	656
	<u>4 475 350</u>
Moins : Recouvrements.....	1 901 813
	<u>2 573 537</u>
Solutions en matière de relations de travail (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	9 550 312
Avantages sociaux.....	1 227 212
Transports et communications.....	250 431
Services.....	2 660 332
Fournitures et matériel.....	13 092
	<u>13 701 379</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....	<u>29 704 146</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	102 938 900	1 321 100	104 260 000	Santé et sécurité au travail..... 98 986 960
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail..... 605 300
2	606 300	0	606 300	Bureau des conseillers des travailleurs..... 11 355 631
3	12 950 400	(685 000)	12 265 400	Bureau des conseillers des employeurs..... 3 715 396
4	4 219 000	(135 000)	4 084 000	Bureau de la prévention..... 122 813 362
7	125 331 500	(131 200)	125 200 300	
	246 046 100	369 900	246 416 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 237 476 649

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000	0	1 000	Santé et sécurité au travail..... 0
				Bureau de la prévention –
8	490 000	1 210 000	1 700 000	Immobilisations..... 1 637 637
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	3 164 600	0	3 164 600	<i>l'administration financière</i> 2 590 067
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE SANTÉ ET
				SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 4 227 704
	3 655 600	1 210 000	4 865 600	
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 000	1 775 000	1 776 000	Santé et sécurité au travail..... 1 761 648
				Prévention pour la santé et la sécurité
9	3 826 500	(3 825 500)	1 000	au travail – biens immobilisés..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 1 761 648
	3 827 500	(2 050 500)	1 777 000	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Program Description

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la LSST) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la LSST et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, le programme d'excellence en santé et sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également la recherche sur la prévention et des subventions qui financent dans le domaine de la recherche des bénéficiaires et des partenaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	73 048 457		Traitements et salaires.....	11 159 042	
Avantages sociaux.....	11 231 304		Avantages sociaux.....	1 503 414	
Transports et communications.....	1 614 810		Transports et communications.....	95 397	
Services.....	11 130 802		Services.....	3 022 564	
Fournitures et matériel.....	1 846 624		Fournitures et matériel.....	97 172	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions pour la promotion			Associations en santé		
de l'amélioration des pratiques			et sécurité.....	95 617 434	
de santé et sécurité.....	114 963		Recherche en matière		
	114 963		de prévention.....	10 059 083	
	98 986 960		Subventions aux programmes		
			de prévention.....	1 259 256	
Administration du Programme de consultation				106 935 773	
portant sur la sécurité professionnelle et				122 813 362	
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)					
Traitements et salaires.....	505 200		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	75 900		PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU		
Transports et communications.....	8 200		TRAVAIL.....	237 476 649	
Services.....	5 600				
Fournitures et matériel.....	10 400				
	605 300				
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Traitements et salaires.....	7 036 738		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	2 265 902		Associations en santé et sécurité		
Transports et communications.....	96 153		- Immobilisations.....	1 507 637	
Services.....	1 876 246			1 507 637	
Fournitures et matériel.....	80 592		Autres opérations.....	130 000	
	11 355 631			1 637 637	
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	2 756 623		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	733 732		Amortissement,		
Transports et communications.....	33 279		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	2 590 067	
Services.....	175 959			2 590 067	
Fournitures et matériel.....	15 803		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
	3 715 396		PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU		
			TRAVAIL.....	4 227 704	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	
BIENS IMMOBILISÉS		
Santé et sécurité au travail (Poste 5)		
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	1 761 648	
Machines et équipement – coûts relatifs immobilisations.....	0	
	<u>1 761 648</u>	
Prévention pour la santé et la sécurité au travail – biens immobilisés (Poste 9)		
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	0	
	<u>0</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	<u>1 761 648</u>	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	43 673 600	1 379 200	45 052 800	Normes d'emploi..... 41 763 118
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... 41,763,118
	<u>43 673 600</u>	<u>1 379 200</u>	<u>45 052 800</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Normes d'emploi..... 0
				Amortissement,
L	1 414 800	0	1 414 800	<i>Loi sur l'administration financière..... 1 344 431</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... 1 344 431
	<u>1 415 800</u>	<u>0</u>	<u>1 415 800</u>	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Description du programme

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi, de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes et de la Loi de 2022 sur les droits des travailleurs de plateformes numériques.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage la conformité et l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES**
EMPLOYMENT RIGHTS AND RESPONSIBILITIES PROGRAM – VOTE 1605
Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (poste 1)	
Traitements et salaires.....	32 160 427
Avantages sociaux.....	5 347 842
Transports et communications.....	491 964
Services.....	3 581 457
Fournitures et matériel.....	181 428
	<u>41 763 118</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u>41 763 118</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crrédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 344 431
	<u>1 344 431</u>
TOTAL(CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	<u>1 344 431</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 856 006 300	(245 854 500)	1 610 151 800	Système Emploi Ontario..... 1 405 751 664
2	1 934 700	125 000	2 059 700	Commissaire à l'équité..... 1 824 957
				Créances irrécouvrables – autres,
L	6 500 000	0	6 500 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 1 550 451
	1 864 441 000	(245 729 500)	1 618 711 500	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				EMPLOI ONTARIO..... 1 409 127 072
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4	200 893 900	(118 845 500)	82 048 400	Système Emploi Ontario..... 68 526 634
				Amortissement,
L	2 917 500	0	2 917 500	<i>Loi sur l'administration financière</i> 2 643 832
	203 811 400	(118 845 500)	84 965 900	TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				EMPLOI ONTARIO..... 71 170 466
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programme Emploi Ontario
6	3 468 400	3 715 000	7 183 400	Biens immobilisés..... 6 625 359
	3 468 400	3 715 000	7 183 400	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				EMPLOI ONTARIO..... 6 625 359

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

Description du programme

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent des catégories suivantes : apprentissage, programmes, services d'emploi intégrés, intervention communautaire et compétences fondamentales, Fonds pour le développement des compétences et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi administrés par des gestionnaires de système de services, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Ce programme administre également, en partenariat avec Métiers spécialisés Ontario, le système d'apprentissage et des métiers spécialisés qui offre relativement à ces métiers des formations et des agréments actualisés fondés sur l'information fournie par l'industrie, conformément à la Loi de 2021 ouvrant des perspectives dans les métiers spécialisés.

Le Bureau du commissaire à l'équité (BCE) travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables, conformément à la Loi de 2006 sur l'accès équitable aux professions réglementées et aux métiers à accréditation obligatoire. Le BCE s'efforce d'informer et de mettre en œuvre les nouvelles obligations légales, contribuant ainsi à garantir l'application de pratiques d'enregistrement équitables qui permettent aux gens de mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger. Ces efforts visent à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 1607

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Système Emploi Ontario (poste 1)			Système Emploi Ontario (poste 4)	
Traitements et salaires.....	77 295 970		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	13 215 911		Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage.....	32 794 586
Transports et communications.....	718 332		Volet Immobilisations du Fonds pour le développement des compétences.....	35 732 048
Services.....	35 481 930			<u>68 526 634</u>
Fournitures et matériel.....	193 200			
Paiements de transfert				
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative*.....	88 496 600		Crédits législatifs	
Programmes liés à l'apprentissage	278 587 355			
Métiers spécialisés Ontario.....	7 900 000		Autres opérations	
Services d'emploi intégrés.....	556 385 718		Amortissement,	
Intervention communautaire et compétences fondamentales....	263 111 285		Loi sur l'administration financière.....	2 643 832
Volet Formation du Fonds pour le développement des compétences.....	84 365 363			<u>2 643 832</u>
	<u>1 278 846 321</u>			
	<u>1 405 751 664</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – EMPLOI ONTARIO.....	<u>71 170 466</u>
Commissaire à l'équité (poste 2)			BIENS IMMOBILISÉS	
Traitement et salaires.....	1 105 489		Programme Emploi Ontario, biens immobilisés (poste 6)	
Avantages sociaux.....	170 171			
Transports et communications.....	3 820		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	6 625 359
Services.....	543 189			<u>6 625 359</u>
Fournitures et matériel.....	2 288			
	<u>1 824 957</u>			
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – EMPLOI ONTARIO.....	<u>6 625 359</u>
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables – autres, Loi sur l'administration financière.....	1 550 451			
	<u>1 550 451</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – EMPLOI ONTARIO.....	<u>1 409 127 072</u>			

*Comprend les montants liés au crédit d'impôt pour la formation en apprentissage qui a été éliminé pour les programmes d'apprentissage admissibles ayant débuté le 15 novembre 2017 ou après cette date.

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer au marché du travail de la province. Le programme utilise également des outils de conformité et d'application afin de réduire le risque de fraude et de fausses déclarations parmi les candidats à une nomination.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre des services d'aide à l'établissement et de la formation en anglais et en français langue seconde afin d'aider les nouveaux arrivants à s'établir et s'intégrer avec succès en Ontario et à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour participer efficacement à la vie communautaire et au marché du travail. Le programme dirige également l'élaboration des politiques sur l'immigration ainsi que des initiatives visant à éliminer les obstacles à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger pour aider les immigrants qualifiés à intégrer rapidement le marché du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT – CRÉDIT 1608

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme ontarien des candidats à l'immigration (poste 1)		
Traitements et salaires.....		15,676,166
Avantages sociaux.....		2,747,493
Transports et communications.....		141,082
Services.....		5,783,977
Fournitures et matériel.....		27,302
		<u>24,376,020</u>
Programme de formation linguistique pour adultes (poste 2)		
Traitements et salaires.....		4,670,805
Avantages sociaux.....		676,667
Transports et communications.....		19,230
Services.....		188,363
Fournitures et matériel.....		5,172
Paiements de transfert		
Établissement et intégration.....	105,127,062	
		<u>105,127,062</u>
		<u>110,687,299</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE		
À L'ÉTABLISSEMENT.....		<u>135,063,319</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes liés à l'apprentissage	160701	Oui	Non	278 587 355
intervention communautaire et compétences fondamentales	160701	Oui	Non	263 111 285
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	160401	Oui	Non	114 963
Associations en santé et sécurité	160407	Oui	Non	95 617 434
Services d'emploi intégrés	160701	Oui	Non	556 385 718
Subventions aux programmes de prévention	160407	Oui	Non	1 259 256
Prevention Research	160407	Oui	Non	10 059 083
Établissement et intégration	160802	Oui	Non	105 127 062
Métiers spécialisés Ontario	160701	Oui	Non	7 900 000
Volet Formation du Fonds pour le développement des compétences	160701	Oui	Non	84 365 363
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	160704	Oui	Non	32 794 586
Associations en santé et sécurité – Immobilisations	160408	Oui	Non	1 507 637
Fonds pour le développement des compétences – immobilisations	160704	Oui	Non	35 732 048
TOTAL				1 472 561 790

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	675 179 221	641 027 883
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire.....	28 180	25 025
Compétences pour réussir.....	3 960 791	595 306
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	205 295 372	205 411 470
Autre – gouvernement du Canada.....	219	0
	<u>884 463 783</u>	<u>847 059 684</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs.....	2 250	6 000
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur.....	424 889	375 167
Loi sur la santé et la sécurité au travail – CSPAAT.....	246 201 470	250 074 129
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT.....	15 676 174	16 041 366
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	2 195 726	2 159 466
	<u>264 500 509</u>	<u>268 656 128</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme de perfectionnement des arbitres.....	0	200
Frais pour chèques refusés.....	35	140
Droits de demande d'accès à l'information.....	932	260
Demande d'accès à l'information.....	8 492	0
Laboratoire d'essai des matériaux.....	687 694	811 134
Programme ontarien des candidats à l'immigration.....	20 952 000	32 838 500
Agence de placement temporaire.....	2 400 000	1 034 250
	<u>24 049 153</u>	<u>34 684 484</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – frais administratifs (ordonnance de versement)..	2 808 321	2 203 545
Amendes et pénalités – amendes administratives.....	558 400	264 999
Pénalités monétaires (Avis de contravention).....	232 760	252 635
	<u>3 599 481</u>	<u>2 721 179</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>667</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	58 704 411	96 470 774
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	595 250	524 625
Autre.....	1 738 407	1 899 944
	2 333 657	2 424 569
TOTAL (RECETTES DU MINISTÈRE).....	1 237 651 661	1 252 016 818

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-544
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-545
COMMISSAIRES.....	2-548
ÉTAT DES RECETTES.....	2-550

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
183 532 827	Bureau de l'Assemblée législative	238 687 900	205 163 751
39 511 534	Commissaires	47 817 100	44 282 972
223 044 361	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	286 505 000	249 446 723

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptal

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	1 025 000	0	1 025 000	Présidence..... 864 624
2	2 186 700	0	2 186 700	Bureau du greffier..... 2 137 531
3	22 699 900	0	22 699 900	Services parlementaires..... 18 317 658
4	21 430 000	67 600	21 497 600	Services d'information et de technologie..... 18 218 680
5	11 857 600	(67 600)	11 790 000	Services administratifs..... 9 468 209
8	15 345 300	0	15 345 300	Services de soutien aux groupes parlementaires 14 448 487
				Indemnités et allocations de déplacement
9	37 545 500	0	37 545 500	versées aux députés..... 33 118 101
10	73 549 000	0	73 549 000	Services de soutien aux bureaux des députés..... 69 036 758
				Programme de stages à l'Assemblée
11	634 600	0	634 600	législative de l'Ontario..... 633 676
13	5 893 500	0	5 893 500	Modernisation des installations..... 4 507 926
14	19 489 500	0	19 489 500	Services de l'édifice de l'Assemblée législative.... 16 753 883
15	27 031 300	0	27 031 300	Sergent d'armes..... 17 658 218
	238 687 900	0	238 687 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..... 205 163 751

Description du program

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Présidence (Poste 1)		Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	0	Traitements et salaires.....	6 477 649
Avantages sociaux.....	0	Avantages sociaux.....	1 735 199
Transports et communications.....	107 495	Transports et communications.....	136 186
Services.....	686 957	Services.....	954 197
Fournitures et matériel.....	70 172	Fournitures et matériels.....	164 978
	<u>864 624</u>		<u>9 468 209</u>
Bureau du greffier (Poste 2)		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	1 389 229	Traitements et salaires.....	7 608 810
Avantages sociaux.....	269 308	Avantages sociaux.....	1 775 120
Transports et communications.....	13 486	Transports et communications.....	308 049
Services.....	450 805	Services.....	4 129 054
Fournitures et matériels.....	14 703	Fournitures et matériels.....	627 454
	<u>2 137 531</u>		<u>14 448 487</u>
Services parlementaires (Poste 3)		Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	11 949 020	Traitements et salaires.....	21 301 382
Avantages sociaux.....	2 754 732	Avantages sociaux.....	6 972 109
Transports et communications.....	549 826	Transports et communications.....	1 578 282
Services.....	1 630 450	Services.....	3 228 075
Fournitures et matériels.....	1 680 669	Fournitures et matériels.....	38 253
	<u>18 564 697</u>		<u>33 118 101</u>
Less: Recoveries.....	247 039		
	<u>18 317 658</u>		
Services d'information et de technologie (Poste 4)		Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	11 029 031	Traitements et salaires.....	36 188 834
Avantages sociaux.....	2 684 119	Avantages sociaux.....	8 399 227
Transports et communications.....	464 873	Transports et communications.....	2 805 348
Services.....	2 885 218	Services.....	17 563 533
Fournitures et matériels.....	1 155 485	Fournitures et matériels.....	4 079 816
	<u>18 218 726</u>		<u>69 036 758</u>
Moins : Recouvrements.....	46	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
	<u>18 218 680</u>	Paiements de transfert	
		Programme de stages à l'Assemblée	
		législative de l'Ontario.....	
			<u>633 676</u>
			<u>633 676</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
Modernisation des installations (IPoste 13)	
Services.....	3 791 625
Fournitures et matériels.....	716 301
	<u>4 507 926</u>
Services de l'édifice de l'Assemblée législative (Poste 14)	
Traitements et salaires.....	5 436 935
Avantages sociaux.....	1 223 761
Transports et communications.....	7 070
Services.....	7 576 132
Fournitures et matériel.....	4 541 846
	<u>18 785 744</u>
Moins : Recouvrements.....	2 031 861
	<u>16 753 883</u>
Sergent d'armes (Poste 15)	
Traitements et salaires.....	10 098 739
Avantages sociaux.....	2 564 687
Transports et communications.....	67 007
Services.....	4 208 591
Fournitures et matériel.....	719 194
	<u>17 658 218</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	<u>205 163 751</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
				Bureau du commissaire à l'information
2	37 633 600	0	37 633 600	et à la protection de la vie privée..... 35 521 810
3	5 600 800	0	5 600 800	Bureau du commissaire à l'intégrité..... 4 419 076
6	4 582 700	0	4 582 700	Directeur de la responsabilité financière 4 342 086
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES
	47 817 100	0	47 817 100	COMMISSAIRES..... 44 282 972

Description du programme

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario* ; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*, de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses publiques* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* ; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	23 390 317
Avantages sociaux.....	5 214 161
Transports et communications.....	217 148
Services.....	6 348 409
Fournitures et matériel.....	351 775
	<u>35 521 810</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	2 996 411
Avantages sociaux.....	698 359
Transports et communications.....	48 050
Services.....	642 539
Fournitures et matériel.....	33 717
	<u>4 419 076</u>
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	3 020 876
Avantages sociaux.....	702 328
Transports et communications.....	7 927
Services.....	573 064
Fournitures et matériel.....	37 891
	<u>4 342 086</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	<u>44 282 972</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
VENTES ET LOCATIONS.....	72 252	75 390
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	438 467	417 355
DIVERS.....	1 286 323	2 213 427
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	1 797 042	2 706 172

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-552
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-553
ÉTAT DES RECETTES.....	2-555

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 087 856	Ombudsman Ontario	32 900 000	31 697 439
30 087 856	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	32 900 000	31 697 439

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO
1	32 900 000	0	32 900 000	The Ombudsman..... 31 697 439
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO..... 31 697 439
	32 900 000	0	32 900 000	

Description du programme :

L'ombudsman est un fonctionnaire indépendant et non partisan de l'Assemblée législative de l'Ontario, nommé par tous les partis, dont le rôle est de veiller à ce que le gouvernement provincial et le secteur public servent les citoyens d'une manière équitable, responsable, transparente et respectueuse de leurs droits.

Fondé en 1975, le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario reçoit les plaintes concernant les décisions administratives et les actions de plus de 1 000 organismes du secteur public et du gouvernement de l'Ontario, ainsi que les services en français et les services fournis dans le secteur de la protection de l'enfance.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 35 023 plaintes. L'effectif approuvé du bureau était de 186 ETP pour cet exercice.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	20,318,826
Avantages sociaux.....	4,870,583
Transports et communications.....	591,352
Services.....	5,089,008
Fournitures et matériel.....	827,670
	<u>31,697,439</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....	<u>31,697,439</u>

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	15,325	15,881
DIVERS.....	157,985	256,281
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	173,310	272,162

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-558
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	2-559
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-560
ÉTAT DES RECETTES.....	2-561

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
221 208 979	Bureau du directeur général des élections	55 789 900	108 517 916
<u>221 208 979</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>55 789 900</u>	<u>108 517 916</u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	22 144 766	0	22 144 766	Administration des élections..... 22 144 766
2	24 965 440	0	24 965 440	Administration du financement des élections..... 24 965 440
L	0	0	0	<i>Loi électorale</i> 34 868 716
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..... 81 978 922
	47 110 206	0	47 110 206	

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 124 circonscriptions électorales.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 797 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

En vertu de la *Loi sur le financement des élections*, le directeur général des élections supervise l'inscription et les activités financières des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats à l'investiture, des candidats aux élections, des candidats à la direction d'un parti et des annonceurs tiers de l'Ontario. Le directeur général des élections mène également des enquêtes et rend compte de toute infraction apparente.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU MINISTÈRE – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	18 086 730
Avantages sociaux.....	4 058 036
	<u>22 144 766</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	2 124 977
Avantages sociaux.....	476 212
Transports et communications.....	11 334
Services.....	954 831
Fournitures et matériel.....	3 713
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la <i>Loi sur le financement des</i>	
<i>élections</i>	<u>21 417 575</u>
	24 988 642
Moins : Recouvrements.....	<u>23 202</u>
	<u>24 965 440</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	<u>34 868 716</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	<u>81 978 922</u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
DIVERS.....	1 793 148	301 865
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 793 148	301 865

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-564
BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....	2-565
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-566

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
30 474 497	Bureau de la vérificatrice générale	31 482 400	30 880 183
<u>30 474 497</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>31 482 400</u>	<u>30 880 183</u>

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
1	30 894 000	0	30 894 000	Bureau de la vérificatrice générale..... 30 409 570
L	588 400	0	588 400	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 470 613
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....
	31 482 400	0	31 482 400	30 880 183

Description du programme :

Le vérificateur général procède à des vérifications impartiales des Comptes publics de l'Ontario, des organismes de la Couronne et des institutions bénéficiaires de subventions du gouvernement en vertu de la *Loi sur le vérificateur général*. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires, d'imprimés ou de messages sujets à examen proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi. Conformément à la *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières*, le Bureau rend compte, lors d'une année électorale, du caractère raisonnable d'un plan budgétaire pluriannuel élaboré par le ministère des Finances. Depuis le 1^{er} avril 2019, le vérificateur général est aussi tenu de présenter un rapport annuel sur l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993.

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE – CRÉDIT 2501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la vérificatrice générale (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	17 833 282	
Avantages sociaux.....	4 599 861	
Transports et communications.....	203 172	
Services.....	6 512 052	
Fournitures et matériel.....	1 235 828	
Paielements de transfert		
CAAF-FCAR Inc.....	25 375	
		25 375
		<u>30 409 570</u>
Crédits législatifs		
<i>Loi sur le vérificateur général</i>		
Traitements et salaires.....	298 613	
Services.....	172 000	
		<u>470 613</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DE LA		
VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....	30 880 183	

Au 31 mars, 2026

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

non vérifié

NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
415 183 521	320 457 840	8 882 904	53 315 779	69 812	-	691 138 674

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des normes de rendement à l'égard des émissions se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

3. Les paragraphes 176.1 (6) et (7) de la *Loi sur la protection de l'environnement* comprennent des dispositions formelles qui stipulent que les sommes d'argent collectées dans le cadre du programme doivent être déposées dans un compte distinct du Trésor.

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
126 815 614	37 471 081	-	-	29 302 692	-	134 984 003

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère des Services au public et aux entreprises.

PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ - ÉCHELLE PROVINCIALE

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
18 584 470	3 095 649	-	-	-	-	21 680 119

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des produits de la criminalité à l'échelle provinciale se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère du solliciteur général.

FONDS RÉSERVÉS AUX TRANSPORTS EN COMMUN

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
4 327 898	383 383 217	-	-	381 466 746	-	6 244 369

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des fonds réservés aux transports en commun se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère des Transports.

Section 3

annexe – Dette

(non audité)

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-12 à 3-29 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN271	2,95	8 septembre 2030	2 000 000 000
DMTN274	CORRA+41	19 novembre 2030	1 500 000 000
DMTN275	CORRA+36	13 janvier 2031	1 500 000 000
DMTN277	3,00	8 septembre 2031	1 500 000 000
DMTN268	3,65	3 février 2034	1 000 000 000
DMTN269	3,60	2 juin 2035	4 750 000 000
DMTN273	3,95	2 décembre 2035	7 750 000 000
DMTN276	3,90	2 juin 2036	4 500 000 000
DMTN267	4,10	7 octobre 2054	600 000 000
DMTN265	4,60	2 décembre 2055	2 350 000 000
DMTN272	4,45	2 décembre 2056	7 650 000 000

			35 100 000 000
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS –			
EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			35 100 000 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G100	3,80	29 janvier 2029	3 500 000 000
G98	3,90	4 septembre 2030	3 000 000 000
G97	4,85	11 juin 2035	2 000 000 000
G99	4,45	20 novembre 2035	2 000 000 000

			10 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,38267 \$			14 518 020 000

PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN EUROS

EMTN128	3,25	3 juillet 2035	2 000 000 000
EMTN132	3,125	5 mars 2036	3 000 000 000
EMTN130	3,75	18 août 2055	150 000 000
EMTN131	3,891	25 février 2056	250 000 000

			5 400 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,60592 \$			8 671 945 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
EMTN129	1,0175	30 juillet 2035	390 000 000

			390 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,71527 \$			668 953 688

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			23 858 918 688

Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(779 571 941)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			63 710 200

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			58 243 056 947
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			15 234 045

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			58 258 290 992
Dette contractée ou réévaluée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			24 185 000

TOTAL – DETTE À LONG TERME			58 282 475 992
			=====

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP733	5,19	4 avril 2025.....	144 170 000
CPP734	5,01	2 mai 2025.....	45 000 000
CPP735	4,97	5 mai 2025.....	55 000 000
CPP736	4,98	6 mai 2025.....	55 000 000
CPP737	4,99	9 mai 2025.....	25 917 000
CPP738	4,87	3 juin 2025.....	60 000 000
CPP739	4,83	6 juin 2025.....	120 000 000
CPP740	4,67	10 juin 2025.....	69 525 000

			574 612 000
Société canadienne d'hypothèque et de logement :			
CMHC	6,089	2 janvier 2026.....	3 543 416

			3 543 416
REMBOURSEMENTG DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....			578 155 416

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DMTN227	2,60	5 mai 2025.....	7 000 000 000
DMTN227	2,60	2 juin 2025.....	5 550 000 000
JE	9,50	2 juin 2025.....	460 000 000
JB	9,4688	10 juillet 2025	927 180
DMTN245	1,75	11 août 2025	3 000 000 000
DMTN245	1,75	8 septembre 2025	6 050 000 000
JQ	8,50	2 décembre 2025	1 000 000 000
JB	9,4688	12 janvier 2026.....	1 092 000
CDPV-JY	8,00	6 février 2026	12 500 000

			23 074 519 180

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	10 300
1996	Divers	21 juin 2001	4 000
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	126 100
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	10 600
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	169 000
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	56 800
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	20 100
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	22 300
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	141 600
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	32 900
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	4 000
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	32 100
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	41 500
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	118 500
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	280 200
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	95 400
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	171 600
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	114 000
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	208 200
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	1 241 800
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	5 091 700
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	232 700
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	387 600
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	322 800
			8 935 800
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			23 661 610 396

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G87	0,625	21 janvier 2026	3 500 000 000

			3 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,3195 \$			4 618 256 000

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
AUD4	3,10	26 août 2025	365 000 000

			365 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,95491 \$			348 541 500

PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN EUROS			
EMTN116	0,625	17 avril 2025	1 500 000 000

			1 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,60596 \$			2 408 935 402

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE			
SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVICES ÉTRANGÈRES.....			7 375 732 902

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement.....			30 331 140
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			31 067 674 438
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			31 067 674 438
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			2 050 633 782
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			33 118 308 220

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			399 032 000
Effets de commerce américains			5 248 730 719
			5 647 762 719
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			(586 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			
			21 402 750
TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			5 668 579 469

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2026

	2026	2025
	\$	\$
Dettes contractées aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	5 750 952 000	6 325 564 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	2 204 010	5 747 426
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	5 753 156 010	6 331 311 426
Investisseurs publics	460 043 454 024	432 250 649 162
Obligations d'épargne de l'Ontario	61 291 700	70 227 500
Bons du Trésor	22 401 777 000	22 002 745 000
Effets de commerce américains	10 681 950 944	5 433 220 225
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	493 188 473 668	459 756 841 887
Dettes de la School Board Trust	419 457 979	449 789 119
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	499 361 087 657	466 537 942 432
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 407 111 555	1 370 474 761
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	500 768 199 212	467 908 417 193
Dettes contractées aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Investisseurs publics	6 419 843 000	7 445 658 000
Bons du Trésor	656 523 000	657 109 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	7 076 366 000	8 102 767 000
Dettes directes de la SFIEO	1 944 014 183	2 944 647 965
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	9 020 380 183	11 047 414 965
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	509 788 579 395	478 955 832 158
Moins : Détention d'Obligations d'épargne et de bons du Trésor de l'Ontario	(10 775 075 000)	(12 548 912 000)
Moins : Primes, escomptes et commissions non amorties	(4 637 772 168)	(4 363 045 712)
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	494 375 732 227	462 043 874 446
Dettes contractées aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	1 677 516 013	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	6 803 516 013	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2026**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux. La dette comprend 2,2 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province émet, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement de valeur de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat des produits de la vente de parts de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

ENCOURS DE LA DETTE**Au 31 mars 2026**

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE**DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS****PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

Exercice se terminant le 31 mars

2031	2009	RPC	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	RPC	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	RPC	3,41 – 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000	
2038	2008-2017	RPC	2,64 – 4,68.....	375 952 000	
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	RPC	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000	
				5 750 952 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2027	1999	CMHC	6,089	1 708 701	
2028	1999	CMHC	6,089	495 309	

				2 204 010	(4)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				5 753 156 010	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
8 septembre 2026	19 avril 2021	DMTN250	1,35	2 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(5)
1 février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85	3 250 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	8 400 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
8 septembre 2027	24 août 2020	DMTN247	1,05	2 000 000 000	
8 mars 2028	11 juillet 2022	DMTN256	3,60	5 500 000 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

8 septembre 2028	6 octobre 2023	DMTN259	3,40	1 000 000 000	
27 novembre 2028	27 novembre 2023	DMTN261	CORRA+36,5	2 600 000 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
8 mars 2029	10 avril 2024	DMTN264	4,00	2 150 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70	9 258 201 000	
1 novembre 2029	29 juillet 2021	DMTN251	1,55	5 500 000 000	
21 février 2030	21 février 2025	DMTN270	CORRA+44	1 500 000 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05	11 650 000 000	
8 septembre 2030	24 mars 2025	DMTN271	2,95	3 500 000 000	
19 novembre 2030	19 novembre 2025	DMTN274	CORRA+41	1 500 000 000	
2 décembre 2030	13 octobre 2020	DMTN248	1,35	7 000 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
13 janvier 2031	13 janvier 2026	DMTN275	CORRA+36	1 500 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
2 juin 2031	12 avril 2021	DMTN249	2,15	8 850 000 000	
8 septembre 2031	3 mars 2026	DMTN277	3,00	1 500 000 000	
2 décembre 2031	14 octobre 2021	DMTN253	2,25	6 350 000 000	
2 février 2032	2 mars 2023	DMTN257	4,05	3 000 000 000	
2 juin 2032	9 mai 2022	DMTN254	3,75	9 650 000 000	
4 mars 2033	4 mars 2024	DMTN263	4,10	2 750 000 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	
2 juin 2033	6 avril 2023	DMTN258	3,65	12 950 000 000	
3 février 2034	3 février 2025	DMTN268	3,65	2 250 000 000	
2 juin 2034	19 janvier 2024	DMTN262	4,15	11 713 000 000	
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(6)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
2 décembre 2034	20 août 2024	DMTN266	3,80	7 500 000 000	
Du 10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(7)
“	“	JA	9,4688	2 315 904	(7)
“	“	JB	9,4688	5 090 584	(7)
“	“	JC	9,4688	4 764 354	(7)
“	“	JD	9,4688	3 171 134	(7)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
2 juin 2035	7 février 2025	DMTN269	3,60	7 250 000 000	
2 décembre 2035	2 juillet 2025	DMTN273	3,95	7 750 000 000	
2 juin 2036	15 janvier 2026	DMTN276	3,90	4 500 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel..	3 300 516 481	(8)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 décembre 2037	1 février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(9)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(10)
1 mars 2045	1 mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	

non audité

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	
2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	12 624 500 000	
2 décembre 2050	28 mai 2019	DMTN242	2,65	14 073 900 000	
2 décembre 2051	20 août 2020	DMTN246	1,90	12 750 000 000	
2 décembre 2052	25 août 2021	DMTN252	2,55	8 250 000 000	
2 décembre 2053	30 mai 2022	DMTN255	3,75	12 400 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
7 octobre 2054	7 octobre 2024	DMTN267	4,10	1 600 000 000	
2 décembre 2054	24 juillet 2023	DMTN260	4,15	12 000 000 000	
2 décembre 2055	25 avril 2024	DMTN265	4,60	12 250 000 000	
2 décembre 2056	29 mai 2025	DMTN272	4,45	7 650 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	525 000 000	
				382 643 063 537	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(158 554 614)	(8)
				382 484 508 923	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	6 007 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	4 945 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 043 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 675 400	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85	734 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85	1 075 500	

Séries en circulation				19 481 900	(11)
Séries arrivées à échéance				41 809 800	(12)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				61 291 700	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				382 545 800 623	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000	

Dettes en devises étrangères

(13)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000	
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	115 000 000	
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70	40 000 000	
10 décembre 2031	10 décembre 2021	ADI9	2,50	36 000 000	
10 décembre 2032	10 décembre 2021	ADI10	2,60	36 000 000	
8 mai 2034	8 mai 2024	ADI11	5,35	1 500 000 000	
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00	355 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				2 397 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,96030 \$				2 301 827 846	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

8 avril 2027	8 avril 2020	EMTN117	0,375	1 000 000 000
25 novembre 2030	24 novembre 2020	EMTN120	0,01	2 500 000 000
9 juin 2031	9 juin 2021	EMTN123	0,25	1 000 000 000
31 janvier 2034	31 janvier 2024	EMTN127	3,10	1 250 000 000
3 juillet 2035	3 juillet 2025	EMTN128	3,25	2 000 000 000
5 mars 2036	5 mars 2026	EMTN132	3,125	3 000 000 000
2 octobre 2040	6 mai 2020	EMTN118	0,699	50 000 000
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000
9 décembre 2041	9 décembre 2021	EMTN125	0,70	75 000 000
3 décembre 2046	3 décembre 2021	EMTN124	0,76	160 000 000
18 août 2055	18 août 2025	EMTN130	3,75	150 000 000
25 février 2056	25 février 2026	EMTN131	3,891	250 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				11 487 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE				
CHANGE DE 1,60892 \$				18 481 700 253

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN LIVRES STERLING

26 mai 2026	26 mai 2022	EMTN126	2,25	500 000 000
15 décembre 2026	13 janvier 2021	EMTN121	0,25	1 750 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				2 250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,84374 \$				4 148 406 737

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000
12 mai 2033	12 mai 2021	EMTN122	0,05	250 000 000
30 juillet 2035	30 juillet 2025	EMTN129	1,0175	390 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				1 040 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,74118 \$				1 810 822 765

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

14 avril 2026	14 avril 2021	G89	1,05	3 000 000 000	
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000	
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30	1 750 000 000	
19 mai 2027	19 mai 2022	G92	3,10	2 250 000 000	
21 mai 2027	21 mai 2020	G85	1,05	1 750 000 000	
18 janvier 2029	18 janvier 2024	G93	4,20	3 000 000 000	
29 janvier 2029	29 janvier 2026	G100	3,80	3 500 000 000	
17 septembre 2029	17 septembre 2024	G95	3,70	2 000 000 000	
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00	1 250 000 000	
15 janvier 2030	15 janvier 2025	G96	4,70	3 000 000 000	
4 septembre 2030	4 septembre 2025	G98	3,90	3 000 000 000	
7 octobre 2030	7 octobre 2020	G86	1,125	1 250 000 000	
25 février 2031	25 février 2021	G88	1,60	1 500 000 000	
14 octobre 2031	14 octobre 2021	G90	1,80	1 000 000 000	
21 janvier 2032	21 janvier 2022	G91	2,125	1 500 000 000	
24 avril 2034	24 avril 2024	G94	5,05	1 500 000 000	
11 juin 2035	11 juin 2025	G97	4,85	2 000 000 000	
20 novembre 2035	20 novembre 2025	G99	4,45	2 000 000 000	

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				36 250 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,39355 \$				50 516 187 500	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS.....				460 104 745 724	
BONS DU TRÉSOR				22 401 777 000	
BILLET DE TRÉSORERIE AMÉRICAIN (en dollars américains).....				7 665 280 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
TAUX DE CHANGE DE 1,39355 \$				10 681 950 944	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				493 188 473 668	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				498 941 629 678	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(471 542 021)	
				419 457 979	(14)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				499 361 087 657	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Fair Hydro Trust.....				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				5 018 350	
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario				7 143 993	
Ornge.....				164 768 348	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations.....				(385 100 170)	
Bons du Trésor				(449 424 966)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				1 407 111 555	(15)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
APRÈS AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION				500 768 199 212	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE
L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
8 septembre 2028	17 avril 2023	DMTN259	3,40	1 000 000 000	
8 mars 2029	10 avril 2024	DMTN264	4,00	600 000 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70	66 799 000	
2 juin 2034	19 janvier 2024	DMTN262	4,15	537 000 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	1 077 594 000	(8)
2 juin 2037	1 septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65	26 100 000	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS	6 419 843 000
--	---------------

TOTAL – OBLIGATIONS.....	6 419 843 000
---------------------------------	----------------------

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS DU TRÉSOR				656 523 000	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				7 076 366 000	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO.....				7 076 366 000	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO.....				1 944 014 183	
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				9 020 380 183	
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				509 788 579 395	
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO				10 775 075 000	
Moins : PRIMES, ESCOMPTE ET COMMISSIONS NON AMORTIES.....				4 637 772 168	
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE.....				494 375 732 227	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.....	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli. Cet indice de taux variable est le Taux des opérations de pension à un jour (CORRA). Les dettes sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
2. Les séries de dettes suivantes sont émises pour la Province et pour la SFIEO : KJ, LQ, DMTN259, DMTN264, DMTN240, DMTN262, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance. Chaque paiement consiste en une combinaison de capital et d'intérêts. La dette comprend 2,2 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.
5. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
6. DMTN157 : L'intérêt était payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
7. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2025-2026, le principal remboursé s'est élevé à 2 millions de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
8. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,548 39 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,183 52. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis. L'encours représente la valeur indexée du principal.
9. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
10. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
11. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.
OEO – Taux fixe :
En 2016, 2017 et 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et dix ans. Seules les obligations à dix ans restent en circulation.
12. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
13. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en équivalents en dollars canadiens au 31 mars 2026. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2026 sont les suivants : en dollar australien : 0,96030, en euro : 1,60892, en franc suisse : 1,74118, en livre sterling : 1,84374, en dollar américain : 1,39355.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

14. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
15. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
- Obligations d'épargne de l'Ontario :
- Fonds de réserve d'assurance-dépôts : DMTN229 – 11 millions de dollars, DMTN238 – 10 millions de dollars, DMTN247 – 1 million de dollars, DMTN250 – 1 million de dollars, DMTN256 – 1 million de dollars et DMTN259 – 1 million de dollars, KJ – 10 millions de dollars et LK – 1 million de dollars
- Autorité de réglementation des services financiers : DMTN244 – 1 million de dollars, DMTN247 – 1 million de dollars, DMTN250 – 1 million de dollars, DMTN259 – 1 million de dollars et LK – 1 million de dollars.
- Fonds de réserve forestier : DMTN240 – 1 million de dollars, DMTN254 – 3 millions de dollars et DMTN258 – 2 millions de dollars
- Fonds de reboisement : DMTN240 – 3 millions de dollars, DMTN254 – 7 millions de dollars et DMTN258 – 4 millions de dollars
- Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN234 – 13 millions de dollars, DMTN247 – 13 millions de dollars, DMTN250 – 14 millions de dollars, DMTN256 – 12 millions de dollars, DMTN259 – 12 millions de dollars et LK – 11 millions de dollars
- Fonds de garantie des prestations de retraite : DMTN204 – 7 millions de dollars, DMTN214 – 3 millions de dollars, DMTN236 – 4 millions de dollars, DMTN240 – 24 millions de dollars, DMTN252 – 30 millions de dollars, DMTN260 – 14 millions de dollars, DMTN262 – 7 millions de dollars, DMTN265 – 6 millions de dollars, DMTN267 – 5 millions de dollars, DMTN272 – 1 million de dollars, DMTN273 – 12 millions de dollars et DMTN276 – 4 millions de dollars.
- Secteur public élargi - Sociétés de l'aide à l'enfance : moins de 1 million de dollars de DMTN251
- Secteur public élargi - Collèges : 71 millions de dollars de divers DMTN,
- Secteur public élargi - Hôpitaux : 41 millions de dollars de divers DMTN, 1 million de dollars de divers marchés mondiaux et LK – 2 millions de dollars
- Secteur public élargi - Conseils scolaires : 17 millions de dollars de divers DMTN.
- Bons du Trésor :
- Fonds de réserve d'assurance-dépôts : 132 millions de dollars; Fonds de réserve forestier : 2 millions de dollars; Fonds de reboisement : 1 million de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 14 millions de dollars; Croissance Ontario : 300 millions de dollars; et Secteur public élargi – Collèges : moins de 1 million de dollars.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

	2026 \$	2025 \$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(1 050 000 000)	(1 550 000 000)
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	24 185 000	619 572 000
Variation nette des emprunts à court terme	(586 000)	(3 773 000)
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en		
déventures et billets aux fins de la SFIEO	(1 026 401 000)	(934 201 000)
	=====	=====
Dette garantie par la Province	(1 000 633 782)	(552 831)
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	232 764 273	273 049 483
À court terme	15 490 339	23 663 927
	-----	-----
	248 254 612	296 713 410
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	1 050 000 000	1 550 000 000
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(24 185 000)	(619 572 000)
Variation nette des emprunts à court terme	586 000	3 773 000
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets.....	1 026 401 000	934 201 000
	=====	=====
Dette garantie par la Province	1 000 633 782	552 831
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(232 764 273)	(273 049 483)
À court terme	(15 490 339)	(23 663 927)
	-----	-----
	(248 254 612)	(296 713 410)
	-----	-----

Section 4

Autres annexes supplémentaires (non auditées)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS
Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1 ^{er} avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise					
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux...	10 713 728	1 943 400	1 999 105	-	10 658 023
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	294 783	-	-	(6 345)	288 438
	11 008 511	1 943 400	1 999 105	(6 345)	10 946 461
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalité.....	49 003	-	6 081	-	42 922
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	721	-	-	(101)	620
	49 724	-	6 081	(101)	43 542
Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité					
Prêts d'études en souffrance.....	499 196 929	-	16 592 168	65 831 142	548 435 903
Prêt de départ – Université Laurentienne.....	32 941 926	-	1 555 918	-	31 386 008
Prêt de départ – Université Laurentienne – intérêts à recevoir.....	1 843 814	-	-	(87 087)	1 756 727
	34 785 740	-	1 555 918	(87 087)	33 142,735
Collège Loyalist.....	-	11 000 000	-	-	11 000 000
Capital.....	2 114 915 050	589 657 066	193 977 513	(51 167 551)	2 459 427 052
Capital – intérêts à recevoir.....	4 679 762	-	-	1 230 698	5 910 460
Moins : Escompte non amorti sur les prêts en cours.	(36 930 955)	-	-	(14 862 175)	(51 793 130)
	2 082 663 857	589 657 066	193 977 513	(64 799 028)	2 413 544 382
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce					
Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	137 570 068	-	196 529	-	137 373 539
Moins : Escompte non amorti.....	(79 929 665)	-	-	1 735 709	(78 193 956)
	57 640 404	-	196 529	1 735 709	59 179 584
Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe.....	13 326 869	-	-	-	13 326 869
Moins : Escompte non amorti.....	0	-	-	-	0
	13 326 869	-	-	-	13 326 869
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	42 441	-	-	-	42 441
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	42 441	-	-	-	42 441

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1 ^{er} avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	\$	\$	\$	\$	\$
Investissements stratégiques.....	19 000 000	-	-	-	19 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	(4 175 446)	-	-	2 291 488	(1 883 958)
	14 824 554	-	-	2 291 488	17 116 042
MaRS Phase 2.....	76 101 729	-	1 709 353	-	74 392 376
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	13 372 911	597 749	5 552 003	-	8 418 657
Moins : Escompte non amorti.....	(33 405)	-	-	9 088	(24 317)
	13 339 506	597 749	5 552 003	9 088	8 394 340
Programme pour le développement régional – volet ICSFP.....	16 341 362	15 483 368	4 561 480	-	27 263 250
Moins : Escompte non amorti.....	(865 857)	-	-	(62 619)	(928 476)
	15 475 505	15 483 368	4 561 480	(62 619)	26 334 774
Programme pour le développement régional - Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	49 288 842	21 324 533	11 836 487	-	58 776 888
Moins : Escompte non amorti.....	(2 057 704)	-	-	635 771	(1 421 933)
	47 231 138	21 324 533	11 836 487	635 771	57 354 955
Investissements Ontario.....	46 150 018	1 397 778	-	-	47 547 796
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	(79 941)	(79 941)
	46 150 018	1 397 778	-	(79 941)	47 467 855
Programme de financement pour protéger l'Ontario	-	800 000	-	-	800 000
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	-	800 000	-	-	800 000
Ministère de l'Énergie et des Mines					
Hydro One.....	1 248 339 072	-	-	-	1 248 339 072
Ontario Power Generation.....	5 912 720 000	1 014 657 534	-	-	6 927 377 534
Développement économique.....	466 123 520	-	-	-	466 123 520
Développement économique – intérêts à recevoir.....	688 003	-	157 541	-	530 462
	466 811 523	-	157 541	-	466 653 982

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1 ^{er} avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
		\$	\$	\$	\$
Ministère des Finances					
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier					
Prêt à long terme.....	949 680 827	-	-	-	949 680 827
Prêt amortissable.....	5 020 161 190	619 425 169	741 601 869	-	4 897 984 490
Facilité de crédit renouvelable à court terme	540 000 000	1 607 000 000	1 358 000 000	-	789 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – IECL.....	-	125 670 691	3 121 558	-	122 549 133
Prêts de l'Office ontarien de financement					
Conseils scolaires.....	3 463 113 709	-	291 889 116	-	3 171 224 593
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité.....	274 000 000	1 297 237 733	1 205 237 733	-	366 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario....	73 160 939	4 731 190	11 543 794	-	66 348 335
Musée royal de l'Ontario.....	19 006 433	-	608 587	-	18 397 846
Commission de transport Ontario Northland.....	809 064	-	122 833	-	686 231
Municipalité régionale de Peel.....	450 000 000	-	11 713 637	-	438 286 363
Commission des parcs du Niagara.....	1 307 146	-	503 693	-	803 453
Société ontarienne de vente du cannabis.....	43 519 598	-	43 519 598	-	-
Centre des congrès d'Ottawa.....	40 114 847	-	1 000 000	-	39 114 847
Science Nord.....	-	803 378	-	-	803 378
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.....	-	802 541 173	-	-	802 541 173
Collèges d'arts appliqués et de technologie....	381 383 279	1 780 453	50 411 576	-	332 752 155
Unity Health Toronto.....	87 654 277	-	2 469 401	-	85 184 876
Arnprior Regional Health.....	21 768 664	-	754 002	-	21 014 662
Lennox and Addington County General Hospital Association.....	38 898 333	1 811 163	355 833	-	40 353 663
Régie des alcools de l'Ontario	8 183 070	-	8 183 070	-	-
Hôpital général de Brockville.....	14 726 065	403 773	-	-	15 129 838
Hôpital Memorial de Campbellford.....	1 562 716	-	286 384	-	1 276 332
Deep River and District Health.....	6 567 369	18 498 611	-	-	25 065 980
Hôpital général de la baie Georgienne.....	5 832 359	-	623 023	-	5 209 336
Hôpital Notre-Dame Hospital (Hearst).....	-	4 213 440	-	-	4 213 440
Système de santé de Niagara.....	80 154 948	2 044 172	-	-	82 199 120
Hôpital du district de Perth et de Smiths Falls	9 407 000	1 974 349	-	-	11 381 349
Providence Care Centre.....	10 046 290	90 380 790	-	-	100 427 080
Quinte Health.....	46 979 511	1 293 336	-	-	48 272 847
Hôpital Ross Memorial.....	12 992 721	-	852 830	-	12 139 891
Centre de soins de santé Runnymede.....	69 506 844	1 037 437	10 796 979	-	59 747 302
Réseau universitaire de santé.....	234 973 462	-	-	389 090	235 362 552
	5 395 668 644	2 228 750 998	1 640 872 090	389 090	5 983 936 642

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1 ^{er} avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)	99 000 000	-	11 000 000	-	88 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	(48 483 180)	-	-	5 387 020	(43 096 160)
	50 516 820	-	11 000 000	5 387 020	44 903 840
 Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	-	1 500 000 000	-	-	1 500 000 000
Prêts hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario.....	195 273	-	-	-	195 273
Society of United Professionals.....	26 965 900	-	19 268 057	-	7 697 843
OFN Power Holdings LP.....	244 865 246	-	-	-	244 865 246
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.....	43 650 698	-	2 478 827	-	41 171 871
 Ministère de l'Infrastructure					
Infrastructure communautaire – prêts.....	9 334 705	-	-	-	9 334 705
Société foncière de l'Ontario.....	1 608 078	-	828 000	-	780 078
 Développement économique.....	171 230 822	-	-	-	171 230 822
Moins : Escompte non amorti.....	(51 138 558)	-	-	6 344 952	(44 793 606)
	120 092 264	-	-	6 344 952	126 437 216
 Ministère des Affaires municipales et du Logement					
Crédit d'impôt pour les municipalités et les écoles...	122 091	-	600	-	121 491
 Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord					
Développement économique.....	92 500 740	-	5 562 571	(3 000 000)	83 938 168
Développement économique – intérêts à recevoir.....	12 202 878	-	-	960 398	13 163 276
	104 703 618	-	5 562 571	(2 039 602)	97 101 445
 Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement					
Office du secteur des condominiums.....	2 473 892	-	592 293	-	1 881 599
Office du secteur des condominiums – intérêts à recevoir.....	-	-	-	-	-
	2 473 892	-	592 293	-	1 881 599
 TOTAL DES PRÊTS ET DES INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES					
Au 31 mars 2026.....					26 780 994 413
TOTAL DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2026.....					(864 384 215)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026****Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Les débetures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges fonciers.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises à des particuliers dans les territoires non érigés en municipalité et garanties par des privilèges sur les propriétés. Les débetures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité

Le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO) est un programme continu permettant d'offrir une aide financière fondée sur les besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le ministère accorde des prêts étudiants par l'entremise du Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE). L'Office ontarien de financement (OFA) facilite le transfert des fonds au CSNPE qui, à son tour, verse les prêts directement aux étudiants admissibles. Les POE sont sans intérêt pendant que l'emprunteur est aux études à temps plein. Le remboursement commence le premier jour du septième mois qui suit immédiatement le mois au cours duquel l'étudiant a cessé ses études à temps plein. Les POE portent intérêt au taux préférentiel plus 1 %. La période de remboursement d'un prêt est généralement de 9,5 ans.

Par l'entremise du ministère des Collèges et des Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité, la province est devenue le prêteur de l'Université Laurentienne de Sudbury. Le prêt émis sur 15 ans viendra à échéance le 30 avril 2038.

Par l'entremise du ministère des Collèges et des Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité, la province est devenue le prêteur du Collège Loyalist d'arts appliqués et de technologie. Le prêt émis sur 10 ans viendra à échéance le 30 septembre 2035.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile versait du financement au titre d'investissements stratégiques dans le secteur de l'automobile. Il a permis des avancées dans la conception et la fabrication des véhicules, les technologies de fabrication novatrices et la formation. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques fournissait un financement visant à attirer des investissements stratégiques novateurs pour favoriser la transition de l'économie ontarienne et en assurer la compétitivité à l'échelle mondiale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario offre des bourses et des prêts visant à garantir les emplois, les investissements, l'innovation, ainsi que le développement de groupes et les collaborations. Ce fonds et le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (dans le cadre duquel aucun prêt n'a été accordé) ont été remaniés pour devenir le Programme pour le développement régional.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité (FEP) a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FEP, étalé sur dix ans et doté d'une enveloppe de 2,7 milliards de dollars, favorisait un climat d'affaires dynamique et novateur, et améliorait la productivité et l'accès au marché pour les entreprises de l'Ontario. Il comportait quatre volets : le volet Nouvelle économie, le volet Partenariats stratégiques, le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons et le Fonds de développement du secteur forestier. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Programme pour le développement régional (PDR), axé sur une nouvelle approche visant à favoriser la croissance économique, est le premier programme lancé dans le cadre de l'initiative de transformation des soutiens aux entreprises. Le PDR gère le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO) et le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario (FDSOO). Dans le cadre du FDEO et du FDSOO, les entreprises et les collectivités peuvent recevoir un soutien financier et accéder à un vaste éventail de services et de soutiens complémentaires, ce qui aide ces régions à être ouvertes aux affaires et aux emplois. Grâce au PDR, les contribuables en ont pour leur argent et des occasions viables sont offertes aux entreprises et aux collectivités de la province pour les années à venir. Le PDR offre aussi un volet distinct : le volet Innovation et compétitivité dans le secteur de la fabrication de pointe (ICSFP). Le volet ICSFP fournit un soutien financier aux entreprises de fabrication de pointe et met l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME) de l'Ontario.

Investissements Ontario est un organisme indépendant qui se consacre à obtenir du secteur privé des investissements commerciaux et de capitaux stratégiques, pour appuyer le développement économique, la résilience et la création d'emplois en Ontario, avec attention particulière aux secteurs de la fabrication de pointe, de la technologie et des sciences de la vie. L'organisme cherche à attirer davantage les investissements directs nationaux et étrangers dans la province en générant des pistes au moyen d'une approche proactive centrée sur le client.

Le Programme d'investissement et d'innovation dans le secteur forestier (PIISF) fournit du financement pour des investissements stratégiques dans le secteur forestier. Il vise à améliorer la productivité et l'innovation, à accroître la compétitivité, à soutenir l'accès aux nouveaux marchés et à renforcer les économies régionales.

Les investissements stratégiques ne constituent pas un programme en soi; ils sont plutôt approuvés individuellement par le SCT et utilisent les mêmes centres de coûts.

Le fonds L'Ontario, ensemble pour le commerce apporte un soutien financier aux entreprises pour leurs investissements à court terme afin qu'elles puissent servir davantage de clients interprovinciaux, conquérir de nouveaux marchés et rapatrier des chaînes d'approvisionnement essentielles dans le contexte des droits de douane imposés par les États-Unis. Axé sur les petites et moyennes entreprises (PME), le fonds soutiendra les entreprises, renforcera les capacités locales, améliorera la résilience commerciale et permettra de réaliser les investissements nécessaires pour réussir à pénétrer de nouveaux marchés.

Ministère de l'Énergie et des Mines

La province détient 282 412 648 actions ordinaires dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 248 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans l'Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars. La Province détient également 1 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur comptable de 1 015 millions de dollars, dont 15 millions de dollars correspondent à des dividendes en nature accumulés et non versés.

À la fin de l'exercice 2026, un montant de 466,7 millions de dollars était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026****Ministère des Finances**

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2026, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2025) qui arrive à échéance le 31 mars 2053.

L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé trimestriellement en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. De plus, la Société a obtenu des rétrocessions de prêts. Au 31 mars 2026, le solde était de 670,0 millions de dollars (670,0 millions de dollars en 2025).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la Société. Au 31 mars 2026, le solde impayé de ce programme était de 4 898,0 millions de dollars (5 020,2 millions de dollars en 2025).

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 600,0 millions de dollars. Au 31 mars 2026, le solde impayé du crédit était de 789,0 millions de dollars (540,0 millions de dollars en 2025) à des taux d'intérêt allant de 2,31 % à 2,36 %.

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant d'octroyer des prêts aux municipalités pour des projets d'infrastructure hydraulique, jusqu'à concurrence de 1,0 milliard de dollars. Au 31 mars 2026, le solde impayé du crédit était de 122,5 millions de dollars (0 million de dollars en 2025) à des taux d'intérêt allant de 2,26 % à 4,61 %.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, donne des conseils sur le financement de projets et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi des prêts sont empruntées à la province.

L'OOF accorde des prêts à divers organismes publics sur instruction de la province, à l'aide de fonds fournis par celle-ci.

De 2006 à 2017, les conseils scolaires ont obtenu des prêts dans le cadre de divers programmes. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026, les conseils scolaires ont fait des paiements semestriels en principal et intérêts exigibles, réduisant l'encours total à 3 171,2 millions de dollars (3 463,1 millions de dollars en 2025). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,99 % et 5,38 %, arrivent à échéance durant la période de 2024 à 2042.

Au cours de l'année, la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), société constituée aux termes de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, s'est vu offrir une facilité de crédit renouvelable jusqu'en juin 2026 d'un montant maximal de 1 000,0 millions de dollars pour faire face à la liquidité des marchés, et de 190,0 millions de dollars pour les besoins de la société. Au 31 mars 2026, le solde impayé de ces facilités s'élevait à 246,0 millions de dollars (154,0 millions de dollars en 2025). Au 31 mars 2026, ces facilités portent intérêt à des taux variables se situant entre 2,55 % et 5,33 %. La SIERE a également obtenu un prêt à terme de 120,0 millions de dollars pour le refinancement de la dette à un taux d'intérêt de 4,78 %, prêt arrivé à échéance en juin 2026. (120,0 millions de dollars en 2025).

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, a obtenu une facilité de prêt pour financer plusieurs projets de construction. La facilité de construction pour les terminaux de loterie et le réseau a été convertie en un prêt à terme, dont le solde au 31 mars 2026 était de 5,9 millions de dollars (17,4 millions de dollars en 2025), portant un taux d'intérêt de 1,64 % et arrivant à échéance en avril 2026. Au 31 mars 2026, les retraits sur le prêt de construction pour l'expansion des points de vente de billets de loterie - technologie libre-service totalisent 60,5 millions de dollars (56,1 millions de dollars en 2025) et portent un taux d'intérêt variable qui s'élève actuellement à 3,57 %.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

Le Musée royal de l'Ontario (ROM), organisme de la Couronne établi par la province en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario, a bénéficié d'un prêt pour financer son projet Renaissance ROM. Au 31 mars 2026, le solde impayé du prêt était de 18,4 millions de dollars (19,0 millions de dollars en 2025). Ce prêt porte un taux d'intérêt variable qui s'établit actuellement à 6,30 % et arrive à échéance en mars 2027.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON), organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*, a obtenu un prêt qui affichait un solde de 0,7 million de dollars au 31 mars 2026 (0,8 million de dollars en 2025). Il porte intérêt au taux de 4,90 % et arrivera à échéance en 2031.

La Commission des parcs du Niagara, organisme provincial de la Couronne régi par la *Loi sur les parcs du Niagara* (L.R.O. 1990), a obtenu une facilité de prêt de construction pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls, ainsi que pour le réaménagement de la Centrale électrique Canadian Niagara Power. Cette facilité de crédit a été convertie en deux prêts à terme à l'achèvement des projets respectifs. Au 31 mars 2026, les soldes respectifs des prêts en cours étaient de 0,8 million de dollars (1,3 million de dollars en 2025) portant un taux d'intérêt de 5,07 % et arrivant à échéance en avril 2027.

La Société ontarienne de vente du cannabis, une succursale de la Régie des alcools de l'Ontario et une société provinciale de la Couronne régie par la *Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis*, a obtenu un prêt pour déployer ses activités en Ontario. Le solde du prêt à terme est de 0,0 million de dollars au 31 mars 2026 (43,5 millions de dollars en 2025). Il porte intérêt au taux de 2,79 % et arrivera à échéance en janvier 2030.

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision de 47,1 millions de dollars contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a effectué le septième paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue entre la province et l'OOF. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 39,1 millions de dollars (40,1 millions de dollars en 2025).

Des prêts ont été accordés à des collèges d'arts appliqués et de technologie pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour leur agrandissement, la construction ou l'agrandissement de résidences d'étudiants, du matériel informatique, des parcs de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Au 31 mars 2026, le solde impayé des prêts était de 332,8 millions de dollars (381,4 millions de dollars en 2025). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,15 % et 5,75 %, arrivent à échéance durant la période de 2024 à 2049.

Unity Health Toronto (autrefois appelé Providence St. Joseph's and St. Michael's Healthcare), organisme sans but lucratif établi en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a obtenu un prêt pour financer ses projets d'immobilisations et ses obligations opérationnelles. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,99 % et viendra à échéance en mai 2049. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 85,2 millions de dollars (87,7 millions de dollars en 2025).

Arnprior Regional Health, société établie en vertu de la *Companies Act, 1937*, s'est vu offrir un prêt de 25,8 millions de dollars assorti d'intérêts capitalisés pour le financement à long terme des coûts du projet. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,49 % et viendra à échéance en octobre 2046. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 21,0 millions de dollars (21,8 millions de dollars en 2025).

La Lennox and Addington County General Hospital Association, société sans capital-actions régie par les lois de l'Ontario, a obtenu : i) un prêt non renouvelable dont le capital maximal s'élève à 7,0 millions de dollars pour la conception, la construction et la mise en œuvre d'un système régional d'information sur la santé (RHIS) pour le regroupement des hôpitaux du Sud-Est, et ii) un prêt dont le capital maximal s'élève à 31,5 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à une maison de soins infirmiers de 128 lits. Au 31 mars 2026, le solde impayé de la facilité de crédit était de 40,4 millions de dollars (38,9 millions de dollars en 2025). Ces prêts portent intérêt à des taux se situant entre 2,28 % et 5,21 %.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), société établie en vertu de la *Loi sur les alcools* (1990), a reçu un prêt pour le déménagement de son siège social. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,76 % et arrive à échéance en avril 2025. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 0,0 million de dollars (8,2 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital général de Brockville, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt pour financer la conception, la construction et la mise en œuvre d'un système régional d'information sur la santé (RHIS) de Cerner Corporation. Ce prêt portant intérêt à un taux de 3,34 % à 4,31 % viendra à échéance en décembre 2040.

Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 15,1 millions de dollars (14,7 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital Memorial de Campbellford, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC avec dossiers numériques complets. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,33 %, vient à échéance en février 2030. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 1,3 million de dollars (1,6 million de dollars en 2025).

Deep River and District Health, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 42,0 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un établissement de 96 lits de soins de longue durée. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 2,39 % à 3,99 %, arrive à échéance en février 2027. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 25,1 millions de dollars (6,6 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital général de la baie Georgienne, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt pour mettre en œuvre le projet CARE4 de mise à niveau du dossier médical électronique avec trois autres hôpitaux de la région. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,40 %, vient à échéance en octobre 2032. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 5,2 millions de dollars (5,8 millions de dollars en 2025).

Le système de santé de Niagara, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 95,5 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS). Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 2,69 % à 3,27 %, arrive à échéance en décembre 2026. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 82,2 millions de dollars (80,2 millions de dollars en 2025).

Le Providence Care Centre, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 22,4 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS) et au projet de réaménagement du Providence Manor. Ce prêt, qui porte intérêt à des taux se situant entre 2,39 % et 4,08 %, arrive à échéance en décembre 2025. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 100,4 millions de dollars (10,0 millions de dollars en 2025).

Quinte Health, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 46,0 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS). Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,08 %, arrive à échéance en décembre 2040. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 48,3 millions de dollars (47,0 millions de dollars en 2025).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

L'Hôpital du district de Perth et de Smiths Falls, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 13,4 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS). Ce prêt, qui porte intérêt au taux allant de 2,27 % à 4,08 % arrive à échéance en décembre 2040. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 11,4 millions de dollars (9,4 millions de dollars en 2025).

La municipalité régionale de Peel a reçu un prêt dont le principal est d'un maximum de 450,0 millions de dollars. Ce prêt portant intérêt à un taux de 3,77 % à 4 60 % viendra à échéance entre octobre 2034 et octobre 2054. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 438,3 millions de dollars (450,0 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital Ross Memorial, constitué en personne morale en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*, L.R.O. 1990, chap. P.40, a reçu un prêt pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC avec dossiers numériques complets. Ce prêt porte intérêt au taux de 3,35 % et arrive à échéance en avril 2037. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 12,1 millions de dollars (13,0 millions de dollars en 2025).

Le Centre de soins de santé Runnymede, personne morale sans capital-actions régie par la *Loi sur les personnes morales* (Ontario) et organisme de bienfaisance inscrit en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), a reçu une facilité de crédit non renouvelable de 65,0 millions de dollars pour financer un projet concernant un foyer de soins de longue durée. Au 31 mars 2026, le solde impayé du crédit avec intérêts capitalisés était de 59,7 millions de dollars (69,5 millions de dollars en 2025).

Le Réseau universitaire de santé, association prorogée en vertu de la *Loi de 1997 sur le Réseau universitaire de santé*, a reçu un prêt dont le principal est d'un maximum de 250,0 millions de dollars : i) pour financer la mise en œuvre d'un système d'information sur la santé; et ii) pour financer les améliorations à apporter aux systèmes et aux dispositifs existants, ainsi que l'acquisition de systèmes et de dispositifs supplémentaires, afin de permettre le déploiement du système d'information sur la santé. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 235,4 millions de dollars (235,0 millions de dollars en 2025).

Science Nord a obtenu une facilité de crédit dont le principal est d'un maximum de 3,0 millions de dollars. Ce prêt porte intérêt à un taux de 2,39 % et vient à échéance entre août 2025 et août 2027. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 0,8 million de dollars (0,0 million de dollars en 2025).

La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB), organisme du gouvernement de l'Ontario, est indépendante du ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences et est financée exclusivement par les cotisations de l'employeur, les frais d'administration et les revenus de placements. Elle a obtenu une facilité de prêt non renouvelable, dont le principal est d'un maximum de 800,0 millions de dollars, portant intérêt au taux de 2,64 % et arrivant à échéance en octobre 2027. Au 31 mars 2026, le solde impayé du prêt avec intérêts capitalisés était de 802,9 millions de dollars (0,0 million de dollars en 2025).

L'Hôpital Notre-Dame Hospital (Hearst), constitué en personne morale en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*, L.R.O. 1990, chap. P.40, a obtenu une facilité de prêt non renouvelable de 4,7 millions de dollars afin de financer la conception, la construction et la mise en œuvre du système d'information hospitalier (SIH) et d'un projet de cogénération. Ce prêt porte intérêt au taux de 4,28 % et arrive à échéance en mars 2041. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 4,2 millions de dollars (0,0 million de dollars en 2025).

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario a obtenu un prêt dont le capital maximal s'élève à 1,5 milliard de dollars. Ce prêt porte intérêt au taux de 3,0 % et arrivera à échéance en septembre 2031. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 1,5 milliard de dollars (0,0 milliard de dollars en 2025).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) si, à tout moment, le montant inscrit au crédit du Fonds est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc., au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au FGPR, remboursable en 30 versements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a pris en charge les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution initiale le 31 mars 1987. Le solde impayé est de 0,2 million de dollars (0,2 million de dollars en 2025).

La province a consenti, à certaines conditions, un prêt à la fiducie de la Society of United Professionals (Society) afin de financer leurs achats respectifs d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés à la Society s'élevait à 36,0 millions de dollars, répartis en deux tranches (soit la tranche A de 12,0 millions de dollars et la tranche B de 24,0 millions de dollars). Le prêt de la tranche B a été intégralement remboursé en 2025-2026.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires d'Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

En juin 2019, l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) a remplacé la Commission des services financiers de l'Ontario et la Société ontarienne d'assurance-dépôts à titre d'organisme de réglementation des services financiers, des services d'assurance et des régimes de retraite en Ontario. Les coûts administratifs et opérationnels initiaux de l'ARSF ont été financés au moyen d'un prêt à terme du gouvernement de 40,0 millions de dollars. L'ARSF a également reçu un prêt de 20,0 millions de dollars sur trois ans pour soutenir les dépenses en immobilisations qu'elle a engagées pour moderniser ses systèmes et ses installations de base. L'ARSF a effectué son dernier prélèvement sur le prêt le 30 mars 2022.

Ministère de l'Infrastructure

En mai 2018, le ministère de l'Infrastructure et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ont conclu une entente conjointe concernant un prêt de 24 millions de dollars accordé au YMCA de la région de la capitale nationale (YMCA) pour soutenir les besoins en matière d'infrastructure communautaire. La part du prêt relatif à l'infrastructure communautaire assumée par la province est de 12 millions de dollars. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 3 %.

La date d'échéance du prêt avait été fixée, à l'origine, au 24 avril 2019. Le YMCA n'effectue actuellement que des paiements d'intérêts sur le prêt. En avril 2024, le ministère de l'Infrastructure et la SCHL ont prorogé cette échéance au 30 avril 2026 pour faciliter le remboursement du prêt, y compris les intérêts différés (611 000 \$) en raison de la pandémie.

La province a inscrit une créance irrécouvrable de 4 millions de dollars au poste de la provision pour créances douteuses en raison d'une forte probabilité de moins-value du prêt attribuable à l'incidence de la COVID-19 sur la fermeture continue des services clés du YMCA.

Le YMCA a remboursé 6 millions de dollars aux deux prêteurs sur le principal du prêt en janvier 2022 en raison de la vente de l'une de ses installations. De ces 6 millions de dollars, la province a compensé 3 millions de dollars pour la portion qu'elle assume, portant ainsi le principal du prêt à 9 millions de dollars.

En 2025-2026, le YMCA a payé 0,421 million de dollars (y compris les intérêts différés) en paiements d'intérêts sur la part du prêt consentie par la province. Le solde total du prêt est actuellement de 18 millions de dollars, réparti également entre le ministère de l'Infrastructure (9 millions de dollars) et la SCHL (9 millions de dollars).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

En prévision de l'expiration de la 12^e entente de modification, prévue le 30 avril 2026, les prêteurs ont adressé une lettre de prorogation au YMCA, prolongeant les modalités de l'entente en vigueur de 90 jours, soit jusqu'au 31 juillet 2026, afin de permettre la tenue de discussions en vue du renouvellement du prêt. L'objectif est de conclure un prêt comprenant le capital et les intérêts, conformément aux modalités de la 12^e entente de modification.

L'entente de prêt à Hamilton Trunk Sewer a été conclue dans les années 60 ou 70 entre le ministère des Services au public et aux entreprises et la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour favoriser l'octroi d'un prêt à long terme à la ville de Hamilton en vue de la construction d'un réseau d'égout sanitaire.

La province a consenti ce prêt pour des travaux de construction et de mise à niveau visant le réseau d'égout de Hamilton et, chaque année, la ville versera à la province 250 \$ par habitation/logement construit dans la vieille ville.

Au 31 mars 2026, le ministère de l'Infrastructure détient un solde de 0,78 million de dollars sur le prêt en cours concernant le réseau d'égout de Hamilton, déduction faite du montant de 0,83 million de dollars remboursé au cours de l'exercice 2025-2026 (en mars 2026).

Le prix d'achat initial des terrains de Sa Majesté le Roi qui font l'objet d'un transfert est fixé par îlot dans l'accord relatif au projet d'ATC; il sera également fixé dans l'accord d'achat et de vente des terrains de Sa Majesté le Roi ayant été cédés. Le prix d'achat de ces terrains sera ajusté à la JVM de la densité de base pour l'îlot concerné (ou une partie de celui-ci) à la date d'échéance prévue pour la perception des redevances liées au financement par le vendeur.

Le partenaire de la construction versera à la province un acompte égal à 2,5 % du prix d'achat des terrains de Sa Majesté le Roi ayant fait l'objet d'un transfert.

Le remboursement des redevances liées au financement par le vendeur est prévu lorsque le partenaire de construction obtient un permis de construire au-dessus du sol pour les ATC érigés sur des terrains excédentaires du portefeuille immobilier général transférés par la province.

L'hypothèque financée par le vendeur est un prêt à long terme sans intérêt accordé au partenaire de la construction des ATC à la station Bridge. Il doit donc être traité comme des actifs financiers représentant la valeur des terres de la province cédées; ces valeurs seront déduites des contributions des partenaires de la construction dans le cadre des échanges d'attribution des valeurs.

Au 31 mars 2026, le ministère de l'Infrastructure détient un solde de 171,2 millions de dollars sur le prêt en cours pour l'hypothèque financé par le vendeur, avec un amortissement de l'escompte net sur le prêt en cours de 6,345 millions de dollars pendant la période 2025-2026.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Le prêt sous forme de crédit d'impôt pour les municipalités et les écoles a été autorisé en vertu de la loi intitulée Municipal and School Tax Credit Assistance Act, 1967. Il prévoyait le paiement des impôts fonciers et scolaires applicables aux résidences principales que possédaient et occupaient des aînés. Chaque personne pouvait recevoir le moindre des montants suivants : 150 \$ ou 50 % des impôts fonciers et scolaires perçus pour le bien imposable; les bénéficiaires pouvaient recevoir ces fonds pour un seul bien foncier par année.

La municipalité ou le conseil scolaire devait enregistrer l'intérêt de la province au moyen d'un avis de privilège sur le bien foncier à l'égard duquel le crédit d'impôt avait été accordé. Le programme a pris fin en 1980. Le montant du privilège est exigible au moment de la vente ou de la cession du bien foncier à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint de l'auteur de la demande. Ce programme ne comporte pas d'intérêts.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026****Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord**

À la fin de l'exercice 2025-2026, un montant de 97 101 445 \$ était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement

Pour constituer l'autorité du secteur des condominiums décrite dans la *Loi de 1998 sur les condominiums*, telle que modifiée.

Établir la gouvernance et l'infrastructure opérationnelle de l'emprunteur (l'Office ontarien du secteur des condominiums); élaborer et mettre en œuvre les programmes et les services que l'autorité du secteur des condominiums sera tenue par la loi et les règlements d'administrer et de fournir; et remplir les exigences nécessaires pour permettre la désignation de l'emprunteur à titre d'autorité du secteur des condominiums aux fins de la *Loi de 1998 sur les condominiums*.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1 ^{er} avril 2025 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2026 \$
Ministère du Procureur général			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis.....	3 643 376	1 616 362	5 259 738
Fonds d'aide aux victimes.....	39 889 798	33 682 250	73 572 048
Recours civils.....	5 408 937	6 498 052	11 906 989
Produits de la criminalité.....	15 877 397	1 965 243	17 842 640
Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires			
Bureau des obligations familiales.....	37 533 799	(1 793 871)	35 739 928
Ministère des Collèges et Universités de l'Excellence en recherche et de la Sécurité			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF).....	21 338 894	3 082 282	24 421 176
Ministère du Développement économique de la Création d'emplois et du Commerce			
Retenues sur les paiements de transfert.....	32 023 430	37 701 200	69 724 631
Ministère de l'Énergie et des Mines			
Annulation du projet de parc éolien White Pines.....	11 592 067	(128 231)	11 463 837
Fonds de réhabilitation des mines.....	21 963 054	(6 842 370)	15 120 684
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs			
Fonds de garanties financières.....	134 100 737	3 323 620	137 424 357
Parcs Ontario – <i>Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation</i> (CFP).....	62 020 408	(1 683 542)	60 336 866
Ministère des Finances			
Réserve pour chèques en circulation.....	49 598 140	(7 305 203)	42 292 937
Ministère de la Santé			
Règlements relatifs à l'hépatite C.....	17 709 994	(50 000)	17 659 994
Convention de règlement fédérale relative à l'hépatite C	24 446 677	(3 339 853)	21 106 824
Règlements relatifs au VIH.....	53 685 944	(5 414 373)	48 271 571
Réserve pour chèques en circulation.....	15 121 351	2 420 807	17 542 158

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1 ^{er} avril 2025 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2026 \$
Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières.....	24 872 292	470 474	25 342 766
Réserve de fonds non réclamés (programme).....	19 018 142	1 191 349	20 209 491
Ministère du Solliciteur général			
Produits de la criminalité.....	13 611 850	372 735	13 984 585
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique.....	5 504 528	(5 613)	5 498 915
Ministère des Transports			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité.....	18 944 185	(911 889)	18 032 296
Réclamations de construction.....	127 370 714	(77 796 900)	49 573 813
Expropriations.....	66 364 486	198 627 576	264 992 062
Retenue de 10 % prévue dans la loi.....	120 213 297	24 132 905	144 346 202
TVH perçue, remise.....	6 275 861	(1 963 451)	4 312 410
Plan d'enregistrement international (IRP).....	1 324 953	4 483 900	5 808 853
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Pensions et prestations supplémentaires :			
Caisse de retraite des juges provinciaux.....	622 745 091	13 041 227	635 786 318
Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres – dépôts.....	32 700 244	(1 530 979)	31 169 265
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO.....	27 424 938	534 339	27 959 276
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM.....	25 040 204	3 171 320	28 211 524
Régime de retraite complémentaire des juges de paix....	36 402 317	2 089 557	38 491 874
Autres.....	140 356 469	(19 387 003)	120 969 466

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026****Ministère du Procureur général**

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. Des amendes sont prévues aux termes du Règlement 722/21 pris en application de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*. Conformément au paragraphe 12 (2) de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, les amendes perçues ne peuvent être utilisées qu'à des fins d'éducation, de formation et de sensibilisation. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, les auteurs d'une demande d'inscription et les personnes inscrites doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes liées à leur inscription en vertu de la Loi. Aux termes de l'article 7 de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, un avis public concernant la demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs d'une demande n'ont plus à acquitter de droits pour les annonces étant donné que les informations utiles sont, depuis lors, publiées dans le site Web de la CAJO. Aux termes de l'article 12 de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2026, les dépôts pour les jeux, l'alcool, les courses de chevaux et le cannabis s'élevaient à 5 259 738 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. Les fonds proviennent à la fois de la législation fédérale et de la législation provinciale. Les revenus provinciaux découlant de la *Loi sur les infractions provinciales* et du Code de la route constituent la majeure partie du fonds et sont gérés dans un compte à des fins particulières. Les revenus fédéraux générés par l'article 737 du Code criminel du Canada sont gérés au moyen d'un compte à fins déterminées. Le ministère du Procureur général veille à ce que les fonds provenant des suramendes compensatoires fédérales et provinciales servent à aider les victimes, assure la tenue d'un compte séparé de ces fonds et permet que les fonds non utilisés soient reportés sur l'exercice suivant sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun deux comptes ouverts dans le but de détenir l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Le compte à fins déterminées prévu par la loi fédérale est régi par la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), le Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués (1995) et la Partie XII.2 du Code criminel (Canada) (1985). Le compte à fins déterminées prévu par la loi provinciale est régi par la *Loi sur les procureurs de la Couronne* (1990). L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Les recours civils sont établis dans le cadre du Programme de confiscation par recours civil et administratif; ils permettent au gouvernement de saisir des biens liés à des activités illégales, même en l'absence de condamnation pénale, et de les utiliser au profit des victimes ou pour octroyer des subventions à des programmes visant à prévenir la victimisation. En Ontario, cela est principalement régi par la *Loi de 2001 sur les recours civils*. La confiscation administrative, introduite en 2021, simplifie le processus pour certains types de biens personnels, évalués à moins de 75 000 \$, dans les cas non contestés. Le programme répond à un certain nombre d'objectifs importants d'intérêt public, notamment :

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

- il vise à réprimer et à dissuader les activités illégales en sapant la capacité d'en tirer profit ou d'utiliser les profits pour financer de nouvelles activités illégales;
- il protège les victimes et le public en retirant les biens utilisés dans le cadre d'activités illégales qui sont susceptibles d'entraîner une victimisation;
- il indemnise les victimes directes qui ont subi une perte en raison des activités illégales ayant mené à la confiscation;
- il soutient les programmes qui aident les victimes et préviennent la victimisation (au moyen de subventions).

Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*. L'article 5 de la Loi autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario*. Le FAAF est administré par le surintendant des collèges d'enseignement professionnel. Les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario doivent être inscrits et contribuer au FAAF. Si un collège d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois la sûreté financière épuisée, le règlement des réclamations impayées des étudiants se fera à même le FAAF.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Les retenues sur les paiements de transfert concernent de multiples programmes de paiements de transfert du ministère. Les montants retenus sont déterminés conformément aux modalités des ententes de paiement de transfert.

Ministère de l'Énergie et des Mines

Coûts associés à l'annulation du projet de parc éolien White Pines conformément à la *Loi de 2018 sur l'annulation du projet de parc éolien White Pines* et au Règlement de l'Ontario 237/19 (Fermeture de la centrale éolienne white pines).

En vertu de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour l'exécution et la mise en œuvre des mesures de réhabilitation prévues dans un plan de fermeture.

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement de mesures environnementales telles que la mise en œuvre de toute action (p. ex. des opérations de dépollution environnementale et de remise en état de sites) prévue dans un instrument juridique (ordonnances, autorisations et certificats d'usage de biens) délivré par le ministère. Certaines contributions constituant la garantie financière sont en espèces et produisent des intérêts tant que le ministre des Finances en a la garde. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables, mais seulement lorsque le ministère est convaincu qu'une garantie financière n'est plus requise.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

La *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* prévoit la création d'un compte distinct, au sein du Trésor pour le Programme de Parcs Ontario, pour la conservation des revenus issus de la perception de droits dans les parcs provinciaux ainsi que d'autres sources. Ces fonds sont utilisés pour compenser les dépenses occasionnées par le programme.

Ministère des Finances

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministère des Finances entre 2019 et 2024 qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2026.

Ministère de la Santé

La convention de règlement fédérale relative à l'hépatite C pour la période 1986-1990 est un fonds d'indemnisation ordonné par un tribunal et créé en 1998 afin d'offrir une indemnisation sur demande aux personnes admissibles ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système canadien d'approvisionnement en sang entre le 1^{er} janvier 1986 et le 1^{er} juillet 1990.

Le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C, créé en 1999, offre une indemnisation aux personnes admissibles qui ont contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise de l'approvisionnement en sang en Ontario pendant deux périodes d'admissibilité : avant le 1^{er} janvier 1986 ou entre le 2 juillet 1990 et le 28 septembre 1998.

Le Régime d'aide interprovincial territorial, établi en 1993, offre une indemnisation sur demande aux personnes admissibles qui ont contracté le VIH par transfusion sanguine ou par des produits sanguins en Ontario.

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministre de la Santé qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2026.

Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement

En vertu du Règlement 913 (R.R.O. 1990) pris en application de la *Loi sur les sûretés mobilières*, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi aux fins de l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est tenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

La *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* définit les règles régissant la manière dont les agences de recouvrement gèrent les fonds collectés auprès des débiteurs. Plus précisément, ces réserves d'argent non réclamé sont considérées comme des fonds fiduciaires et doivent être déposées sur un compte en fiducie respectant les dispositions précises de la loi. La *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* exige que les agences de recouvrement versent ces fonds fiduciaires au créancier, moins les frais appropriés, dans un délai précis. Si l'agence de recouvrement n'est pas en mesure de respecter ce délai (par exemple, en raison de l'impossibilité de contacter le créancier ou d'informations incorrectes sur le compte) et que six mois se sont écoulés, la loi exige que l'agence remette les fonds collectés au ministre des Finances. Le ministre peut alors distribuer les fonds au créancier légitime après avoir reçu une preuve suffisante de son droit.

Les réserves non réclamées désignent les fonds détenus en fiducie dans le cadre de transactions immobilières annulées. Ces fonds ont été transférés par le Conseil ontarien de l'immobilier au ministre des Finances conformément à la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*. Le ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement est responsable de l'administration des fonds non réclamés.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026****Ministère du Solliciteur général**

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte à fins déterminées qui a été ouvert pour détenir l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), au Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués (1995) et à la Partie XII.2 du Code criminel (Canada) (1985), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale, le compte à fins déterminées est toutefois réservé aux fonds versés par le gouvernement fédéral. Les fonds provinciaux sont comptabilisés dans un compte à fins déterminées et ne constituent donc pas un passif. Selon cette répartition, le MPG reçoit 25 % des fonds versés par le gouvernement fédéral, tandis que le SolGen en reçoit 75 %.

Dans le budget de mai 1997, afin de reconnaître l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique et leur famille pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe Macdonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à des fins particulières doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte deux fois par année.

Ministère des Transports

Le compte du Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment de régies de routes locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes, ainsi que le financement reçu dans le cadre du Fonds pour le développement des collectivités du Canada applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle des représentants des conseils et de ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits opérés sur le CFP précité.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts d'expropriation immobilière lorsque des offres en vertu de l'article 25 sont faites aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à la *Loi sur la construction*, une retenue est l'obligation pour tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants de retenir 10 % du prix des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'argent pour satisfaire à d'éventuelles réclamations en vertu de privilèges qui pourraient être exercés.

Le compte de la TVH perçue et remise est utilisé pour consigner la TVH perçue sur les biens et services fournis par le gouvernement de l'Ontario et remise à l'ARC au moment opportun.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2026**

Le plan d'enregistrement international (International Registration Plan ou IRP) est une entente internationale en vigueur sur tout le continent pour permettre la perception et la distribution des droits d'enregistrement de véhicules commerciaux applicables à tous les membres de l'IRP en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains sont membres de l'IRP. Le compte de passif de l'IRP représente les revenus d'enregistrement perçus pour le compte de compétences territoriales américaines et d'autres compétences territoriales canadiennes et déposés dans des comptes bancaires américains et canadiens du gouvernement de l'Ontario. Ces revenus d'enregistrement sont accumulés et distribués mensuellement aux compétences territoriales américaines et canadiennes membres de l'IRP.

Secrétariat du Conseil du Trésor

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre de la convention de retraite et du régime complémentaire des juges provinciaux. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires des juges associés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Régime de retraite complémentaire des juges de paix. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO
Au 31 mars 2026

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2026	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Continu	Préférentiel	27 196 377	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement...	Continu	Multiples	86 599 171	
Programme pilote de garanties de prêts pour l'entreposage du ginseng.....	2022	Préférentiel	8 319 769	

TOTAL – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE			122 115 317	

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

Prêts d'études de l'Ontario :				
Catégorie « C »	Multiples	Préférentiel + 1	186 825	

TOTAL, MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ.....			186 825	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Programme de logements sociaux	Multiples	Multiples	814 457 461	
Prêt de Meridian Credit Union pour Habitat pour l'humanité	2024	à confirmer	15 000 000	

TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT.....			829 457 461	

TOTAL, PRÊTS GARANTIS			951 759 603	
			=====	

PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin
Au 31 mars 2026

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2026	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt consentie par United Communities Credit Union Ltd. à Pelee Island Co-operative Association	2010	7,30	296 591	(1)
Garanties d'emprunt dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt	2011-2012 à 2025-2026	Multiples	646 267 415	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			646 564 006	
TOTAL, AUTRES GARANTIES.....			800 000 000	
TOTAL, PRÊTS ET AUTRES GARANTIES			2 398 323 609	
			=====	

Références :

1. La province a garanti le remboursement d'un prêt de 600 000 \$ consenti par United Communities Credit Union Limited à Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant à la première des dates suivantes : le 1er avril 2015 ou le jour où tous les montants empruntés auront été remboursés. La garantie sera prolongée en conséquence, mais pas au-delà du 1er avril 2035. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, plus les intérêts, les coûts et les dépenses impayés.
2. Au 31 mars 2026, la province avait fourni 14 garanties de prêts dans le cadre du Programme de financement pour les initiatives autochtones (PFIA) : deux en 2011-2012, deux en 2013-2014, une en 2014-2015, deux en 2015-2016, une en 2016-2017, une en 2017-2018, une en 2019-2020, une en 2021-2022, et trois en 2025-2026. Deux des prêts sous-jacents ont été intégralement remboursés et la garantie n'est plus en vigueur. Le capital total des prêts garantis s'élève à environ 646 millions de dollars. Il convient de noter que tous les prêts garantis n'ont pas encore été entièrement utilisés. Les prêts visés par ces garanties arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2055-2056, date à laquelle les garanties respectives prendront fin. Pour les garanties accordées à ce jour, les emprunteurs versent à la province des droits annuels de garantie de prêt de 0,125 % à 0,25 % du montant garanti non remboursé. Le Programme de financement pour les initiatives autochtones est un programme discrétionnaire sur demande qui fournit des garanties d'emprunt pour soutenir la participation financière des Autochtones dans la production d'énergie renouvelable, le transport d'électricité, la mise en valeur des ressources et des projets liés aux minéraux critiques; il dispose d'une enveloppe maximale approuvée de 3 milliards de dollars.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE ***Au 31 mars 2026**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice, déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à l'égard de particuliers ou de biens. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Grann, Toni c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario, le MSSC (auparavant Papassay, Holly c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario). Recours collectif en dommages-intérêts au motif que l'Ontario a manqué à ses obligations de préserver et, le cas échéant, d'intenter des poursuites civiles ou de demander l'indemnisation des victimes au nom des membres du recours collectif, au titre des délits civils commis à leur rencontre par des tiers avant ou pendant la période où ces membres étaient sous la tutelle de la Couronne.
2. Recours collectif concernant les listes d'attente excessives (Leroux, Mark, tuteur à l'instance de Leroux, Briana) alléguant la négligence, la violation de devoir judiciaire et atteinte aux droits prévus dans la Charte, en ce qui concerne la durée des temps d'attente pour la prestation de services, de soutien et de financement aux adultes ayant une déficience intellectuelle.
3. Francis, Conrey c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif concernant la surutilisation systématique de l'isolement préventif dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
4. Chandra, Adrian c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif concernant la surutilisation systématique de l'isolement préventif dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
5. Bowman, Dana, et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario (MSESC). Recours collectif concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base, certifié sur les questions de rupture de contrat et d'enrichissement injustifié.
6. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership ("OFNLP") – Nouvelle loteries. Avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre OFNLP (dont presque toutes les Premières Nations de l'Ontario sont des associés commanditaires), OLG et l'Ontario.
7. Betty Wei, et autres c. Ontario et autres. Recours collectif proposé pour dommages-intérêts découlant de la réglementation par la Commission des services financiers de l'Ontario des entités qui font la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux en lien avec un projet d'aménagement à Kingston.
8. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Déclaration, au nom de huit fournisseurs de services ayant conclu trois, quatre et cinq contrats dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Les plaignants éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du PC, avant qu'il prenne le pouvoir le 29 juin 2018, exigeant qu'ils retardent la délivrance des ordres d'exécution (c.-à-d. approuver la construction des projets d'énergie solaire ou éolienne des promoteurs) ou de reporter ces décisions. 2387276 Ontario Inc. et autres c. SIERE et autres. Poursuite intentée au nom de 16 fournisseurs ayant conclu des contrats dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Ils soutiennent qu'une directive ministérielle délivrée le 5 juillet 2018 exigeant la cessation du programme était illégale.
9. Fareau et autres c. Bell Canada et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système Offender Telephone Management System (OTMS). Les demandeurs proposés soutiennent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, générant pour l'Ontario des revenus substantiels auxquels il n'a pas droit.
10. Robertson et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario et autres. Recours collectif certifié concernant les éclosions de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée conformément à la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*.
11. Foxgate Developments Inc., et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Demande en dommages-intérêts pour les pertes que les plaignants auraient subies en ce qui concerne la perturbation de leurs lotissements dans la région de Caledonia en raison de protestations.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - SUITE

Au 31 mars 2026

12. Poorkid Investment Inc., et autres c. Solliciteure générale de l'Ontario, Sylvia Jones et autres. Les plaignants réclament des dommages-intérêts pour méfait dans l'exercice d'une charge publique, inaction fautive et négligence, au motif que les défendeurs auraient manqué à leur obligation de faire respecter les injonctions et de maintenir la paix dans la région de Caledonia.
13. Perte due à un incendie au York Memorial Collegiate – 2690 av. Eglinton Ouest. Le Toronto District School Board a reçu une déclaration contre le Bureau du commissaire des incendies à la suite d'un incendie qui a eu lieu le 7 mai 2019 et brûlé une partie importante de l'école secondaire York Memorial Collegiate et d'un centre communautaire adjacent appartenant à la cité de Toronto.
14. Dell et autres c. Ontario et autres. Des particuliers résidant à Niagara-on-the-Lake réclament des dommages-intérêts contre Sa Majesté le Roi et d'autres relativement à un digesteur anaérobie situé sur une propriété de leur quartier.
15. Banman, Martha c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario, et autres. Recours collectif certifié contre Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario en lien avec le programme judiciaire mis en œuvre à l'Hôpital psychiatrique de St. Thomas entre 1976 et 1988.
16. Wheatley Gas Leak. Recours collectif proposé lié à de fréquentes fuites de gaz et à une explosion à Wheatley (Ontario).
17. Recours collectif. Alertes de naissance. Recours collectif certifié alléguant que les alertes de naissance faites par l'Ontario et les SAE vont à l'encontre des droits constitutionnels fondamentaux des personnes enceintes. L'Ontario en appelle de la décision, et l'appel doit être rendu opposable d'ici le 15 septembre 2025.
18. B.M. et autres c. Ontario. Recours collectif en deux parties alléguant la discrimination et la prestation inadéquate de services à : 1) des jeunes Autochtones de moins de 18 ans qui ne résidaient pas habituellement dans une réserve et qui ont été retirés de leur foyer; 2) des jeunes Autochtones de moins de 18 ans dont le besoin d'un service essentiel avait été confirmé et qui ont fait face à un délai, à un refus ou à une lacune concernant ce service (« Recours collectif relatif aux services essentiels »).
19. Ontario First Nations Limited Partnership (« OFNLP ») c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario et Jeux en ligne Ontario. L'OFNLP a soulevé des objections selon lesquelles Jeux en ligne Ontario n'avait pas correctement comptabilisé la part de l'OFNLP dans ses recettes brutes conformément à l'Entente de partage des recettes de jeux et de gestion financière en traitant tous ses produits comme de nouveaux programmes de loterie et en calculant les paiements de l'OFNLP nets des lots.
20. Dent-X Canada. Avis d'action de Verona Medical Group Inc. exerçant ses activités sous le nom de Dent-X Canada (« Dent-X ») pour fausses déclarations faites par Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario au sujet de la nécessité et de la ferme volonté d'acheter des masques fabriqués localement pendant la pandémie.
21. Recours collectif. Fouille à nu. Recours collectif proposé concernant les fouilles à nu de jeunes dans les centres de détention pour mineurs. Loteries et calcul des paiements de l'OFNLP nets des lots.
22. Hallson, Kyle et autres. Recours collectif concernant les substances éternelles. Recours collectif proposé visant à obtenir réparation pour des dommages liés à la contamination par les PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées) à proximité de l'aéroport régional de Dryden.
23. Waterdown Collision & Paint Services Inc. et Massimo Difelice c. Ontario (MTO). Waterdown réclame diverses indemnités en vertu de la *Loi sur l'expropriation* à la suite de l'expropriation de ses biens commerciaux.
24. Revendication des Premières Nations chippewa de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce. Elles affirment que le traité de 1854 par lequel la majeure partie de la péninsule Bruce a été cédée à la Couronne ne visait pas à inclure les lits des plans d'eau situés à l'intérieur de la péninsule, les rives de ces plans d'eau ou les rives du lac Huron ou de la baie Georgienne, et elles revendiquent le titre autochtone sur lesdits lits. La revendication concerne aussi la violation présumée de l'obligation fiduciaire et de l'honneur de la Couronne. La revendication du titre autochtone a été abandonnée en juin 2025. La deuxième phase de l'autre revendication concernant les recours pour atteinte à l'honneur de la Couronne est en cours.
25. Six Nations of the Grand River Band. Les plaignants demandent une comptabilisation de la gestion et de la vente par la Couronne des terres qui leur ont été concédées à l'origine dans les années 1780 et 1790 et du produit des ventes ultérieures de certaines parties de ces terres.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - SUITE**Au 31 mars 2026**

26. Fletcher, Chief John. Missanabie Cree First Nation c. Ontario et Canada. Les demandeurs prétendent qu'ils n'étaient pas parties au Traité no 9 et qu'ils ont donc un titre ancestral non éteint. Par contre, les demandeurs prétendent que s'ils sont parties au Traité no 9, ils n'ont pas encore reçu leurs droits fonciers issus du traité.
27. Wikwemikong Indian Band. Revendication de titre ancestral sur les îles du lac Huron et de la baie Georgienne.
28. Begetikong Anishnabe First Nation (alias Ojibways of Pic River), le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher. La Première Nation demanderesse prétend détenir un titre ancestral sur une vaste étendue de terre située sur la rive nord-est du lac Supérieur.
29. Whitesand First Nation et Red Rock First Nation. Demandes de rentes. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire pour l'augmentation de la rente payable en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850.
30. Twain, Jim Chief. Déclaration pour négligence, rupture de contrat, obligation fiduciaire et droits conventionnels.
31. Pays Plat First Nation c. Canada et Ontario. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
32. Long Lake No. 58 First Nation. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
33. Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek First Nation (Rocky Bay Band). Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
34. Sand Point First Nation. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
35. Pic Mobert First Nation. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
36. Atikameksheng Anishna-wbek c. le Procureur général du Canada et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Demande en dommages-intérêts découlant de l'aliénation alléguée du demandeur des terres de la réserve décrites dans le traité Robinson-Huron.
37. Restoule, et autres c. Canada et Ontario. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire reconnaissant l'obligation de la Couronne, aujourd'hui et dans le passé, d'augmenter les rentes prévues au traité [Robinson Huron] [de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils demandent également une comptabilisation et des dommages-intérêts.
38. Aundeck OMNI Kaning First Nation et autres. La demande modifiée cherche toujours à faire reconnaître le titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Le litige est en suspens pendant que les parties tentent de négocier une résolution.
39. Gull Bay First Nation c. Canada et Ontario. Le plaignant prétend que la Couronne n'a pas arpenté en temps opportun la réserve à laquelle il a droit en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850, ce qui a donné lieu à une réserve plus petite que celle convenue.
40. Grand Chef Coon Come, Mathew. Avis d'action pour le titre ancestral et les droits sur le territoire traditionnel.
41. Kitigan Zibi Anishinabeg, et autres c. Procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Au nom de la nation algonquienne Anishinabe, les plaignants revendiquent un titre autochtone sur des terres situées à Ottawa, sur la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
42. Red Rock First Nation et Whitesand First Nation c. Canada et Ontario. Les plaignants revendiquent des droits fonciers issus d'un traité en vertu du traité Robinson-Supérieur au motif que les communautés demanderesse ont adhéré au traité en 1850 en percevant des rentes.
43. Iskatewizaagegan No. 39 Independent First Nation c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Le plaignant réclame une indemnisation à Winnipeg en vertu d'un décret de l'Ontario datant de 1913 et autorisant Winnipeg à pénétrer dans le lac Shoal, où se trouvent les réserves du demandeur, et à en détourner l'eau. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts à l'Ontario pour violation de l'obligation fiduciaire.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - SUITE

Au 31 mars 2026

44. Ginoogaming First Nation c. Ontario et autres. Action d'une Première Nation du Traité no 9 en vue d'obtenir des dommages-intérêts, des déclarations et des injonctions concernant un permis d'exploration minière précoce délivré en juin 2019 et une demande de permis en attente.
45. Mississauga First Nation c. MEPP et autres (requête). Réclamation de la Première Nation de Mississauga selon laquelle la Couronne a violé le traité Robinson-Huron de 1850, a manqué à son obligation fiduciaire, a manqué à son obligation de consultation et d'accommodement, et a violé les droits issus de traités de la Première Nation de Mississauga en ce qui concerne la construction et l'exploitation des centrales de Red Rock, Rayner, Aubrey et Wells.
46. Revendication de la Première Nation des Mississaugas de Credit affirmant un titre autochtone sur des parties du lac Ontario, du lac Érié et des plans d'eau (comprenant les plaines inondables) situés sur des terres intermédiaires. Elle demande également une compensation monétaire pour les plans d'eau qui sont entre les mains de tiers.
47. Cat Lake First Nation. Réclamation de la Première Nation de Cat Lake visant à obtenir des déclarations de titre, des déclarations d'atteinte à l'honneur de la Couronne et aux obligations fiduciaires, des dommages-intérêts liés à la perte d'utilisation du territoire dont elle revendique le titre, des injonctions d'enrichissement sans cause liées aux activités prévues aux termes de la *Loi sur les mines*.
48. Demande relative à l'exploitation forestière au titre du Traité no 9. Demande des Premières Nations du Traité no 9 visant à mettre un terme à la dégradation de la forêt boréale et au non-respect par l'Ontario des promesses faites au titre du Traité no 9.
49. Revendication de compétence au titre du Traité no 9. Revendication d'un certain nombre de Premières Nations du Traité no 9 visant à obtenir des déclarations et des injonctions fondées sur des revendications de compétence partagée sur le territoire du Traité no 9.
50. Première Nation Grassy Narrows c. Ontario et autres. Trois revendications découlant du rejet de mercure et d'autres contaminants dans un réseau fluvial voisin par une usine de pâtes et papiers à Dryden, y compris (i) une action pour violation des droits issus de traités alléguant que le Canada et l'Ontario ont omis d'empêcher les dommages causés par le rejet de mercure et d'autres contaminants, (ii) un recours collectif proposé alléguant la responsabilité délictuelle et une violation injustifiée de l'art. 7 de la Charte (vie, liberté, sécurité de la personne), et (iii) une action représentative proposée qui présente des allégations semblables à celles du recours collectif proposé.
51. Gautier, Jason. (Recours collectif concernant les rentes prévues par le Traité n° 9). Recours collectif proposé visant à obtenir une augmentation des rentes prévues par le Traité n° 9 et déclaration que les clauses de renonciation et de libération du Traité n° 9 devraient être annulées. Le Canada prend des mesures pour que l'Ontario soit ajouté comme partie.
52. Alderville First Nation, et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario et autres (projet de loi 5). Contestation de la *Loi de 2025 visant à protéger l'Ontario en libérant son économie* (projet de loi 5) et de la *Loi visant à bâtir le Canada* présentée par neuf Premières Nations.
- 53.** Marten Falls First Nation c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario (projet de loi 5). Avis d'action de la Première Nation de Marten Falls visant à obtenir diverses déclarations et des dommages-intérêts d'un montant de 300 millions de dollars.
54. OECTA c. ON; OSSTF/FEESO c. ON; ETFO/AEFO c. ON; OPSEU/SEFPO c. ON; AMAPCEO c. ON; UNIFOR c. ON; OFL Coalition c. ON; ERFPO c. ON; CUASA c. ON; Society of United Professionals c. ON; PWU c. ON. Question de savoir sur le projet de loi 124, *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*, et le comportement de la Couronne lors des négociations centrales en 2019 avec les syndicats des enseignantes et des enseignants enfreint les alinéas 2 d) et 2 b).
55. Rosy Kapoor c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé selon lequel la réduction des paiements du POSPH pour les étudiants handicapés en fonction de l'augmentation de la Bourse d'études canadienne pour étudiants ayant une incapacité permanente était contraire à la loi ou, subsidiairement, discriminatoire en vertu de l'article 15 de la Charte.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - FIN

Au 31 mars 2026

56. Chippewas of Nawash Unceded First Nation et Saugeen First Nation (« SON ») c. Ontario. Les demandeurs réclament des déclarations et des dommages-intérêts pour manquement à l'obligation de consultation relativement à l'autorisation accordée par la Couronne pour l'extraction d'agréats sur le territoire de SON. Les demandeurs réclament également des dommages-intérêts pour négligence et manquement à l'obligation de diligence relativement au fait que la Couronne aurait omis de conclure une entente de partage des revenus tirés des ressources avec SON à l'égard de la mine de sel Goderich.
57. Gull Bay First Nation et autres c. Ontario et Canada (services de police des Premières Nations). Recours collectif proposé mettant en cause un prétendu manquement de l'Ontario (et du Canada) à financer/administrer les services de police dans les réserves à des niveaux comparables à ceux des services de police dans les communautés non autochtones, sur la base, entre autres allégations, d'une violation de l'article 15 de la Charte, de manquement à l'obligation fiduciaire, à l'honneur de la Couronne, de négociation abusive et d'autres allégations contractuelles. La déclaration a été déposée le 15 juillet 2025 (mais n'a pas encore été signifiée), avec une demande non précisée d'au moins 100 millions de dollars en dommages-intérêts.
58. Celik, Serdar, et autres c. MEPP et autres. Déclaration (sans préavis) nommant Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario (MEPP) et un champ de tir, déposée par un groupe de résidents concernant des niveaux de bruit excessifs sur leurs propriétés. Les plaignants allèguent que le ministère n'a pas enquêté et/ou donné suite à leurs plaintes contre le champ de tir.
59. Bemco Confectionary and Sales Ltd. et autres c. Ministre des Finances. Les cotisations faisant l'objet de l'appel se rapportent à la vente de cigares et d'autres produits du tabac et comprennent des ventes remontant jusqu'en avril 2010.
60. Vale Canada Inc. c. Ministre des Finances. Il y a des appels en matière fiscale en vertu de la *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière* pour les années d'imposition 1999 à 2008 et des oppositions pour les exercices 2009 à 2017.

*Mis à jour pour tenir compte des changements survenus jusqu'à la publication des Comptes publics.

PERTES RADIÉES DES COMPTES(en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère	2025-2026
	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise.....	20 235
Procureur général.....	22 620 318
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires.....	34 237 532
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité.....	45 275 330
Éducation.....	460
Énergie et Mines	5 579
Environnement, Protection de la nature et Parcs.....	12 685
Finances	22 013 128
Santé	453 942
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences ..	2 136 373
Affaires municipales et Logement.....	50 308
Richesses naturelles.....	303 283
Développement et croissance économique du Nord	3 000 005
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement.....	3 665 749
Solliciteur général	67 852
Transports	1 965 044
TOTAL.....	135 827 823

REMISE DE REVENUS

Le ministère des Finances n'a aucune remise supérieure à 1 000 dollars à signaler pour l'exercice 2025-2026.



Vous pouvez accéder au document en ligne à **Ontario.ca/comptespublics**

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2026 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)